

# RECHERCHES QUALITATIVES

revue.recherche-qualitative.qc.ca

*Hors-série*  
**«Les Actes»**

## La réanalyse des enquêtes qualitatives à l'épreuve de l'expérimentation

Textes en hommage à Annie-Claude Salomon

Actes du projet de recherche Réanalyse

Sous la direction de  
**Sophie Duchesne**

*RECHERCHES QUALITATIVES* – Hors-série – numéro 21.

LA RÉANALYSE DES ENQUÊTES QUALITATIVES À L'ÉPREUVE  
DE L'EXPÉRIMENTATION.

TEXTES EN HOMMAGE À ANNIE-CLAUDE SALOMON

ACTES DU PROJET DE RECHERCHE RÉANALYSE

ISSN 1715-8702

<http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html>

La publication de ce numéro a été rendue possible grâce à la contribution financière de l'Agence Nationale pour la Recherche (France. contrat ANR-2010 BLANC 1813 01), du Fonds de la recherche scientifique– FNRS (Belgique. référence : 1.C128.15), et de l'ERC Qualidem.

Il a réuni des ressources, humaines et matérielles, des laboratoires suivants : l'Institut des sciences sociales du politique (Université de Paris Nanterre); Triangle (École Normale Supérieure de Lyon); Pacte (Sciences Po Grenoble); l'Institut des sciences politiques Louvain-Europe; le Groupe de recherche énergie, technologie et société de la Direction de la Recherche & du Développement d'Électricité de France.

La revue *Recherches qualitatives* est financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.



Social Sciences and Humanities  
Research Council of Canada

Conseil de recherches en  
sciences humaines du Canada

Canada

© 2017 Association pour la recherche qualitative

## *Table des matières*

---

### **Introduction**

#### *La réanalyse des enquêtes qualitatives à l'épreuve de l'expérimentation*

Sophie Duchesne.....1

#### *De l'analyse secondaire à la réanalyse. Une innovation méthodologique en débats*

Sophie Duchesne .....7

#### *Types idéologiques et classe résiduelle dans l'enquête d'Étienne Schweisguth : les Français et la politique, 1982-1988. Réanalyse à partir de deux familles de logiciels, CAQDAS et ADT*

Stéphanie Abrial, Mathieu Brugidou, Annie-Claude Salomon .....29

#### *Saisir les processus de catégorisation ethniques, sociales et territoriales dans les rapports ordinaires au politique : le prisme de la réanalyse*

Camille Hamidi .....54

#### *La réanalyse au service de l'interdisciplinarité?*

Claire Dupuy, Sophie Duchesne .....76

#### *La réanalyse à l'épreuve d'une comparaison qualitative diachronique : stabilities et évolutions dans les perceptions citoyennes de l'Europe en 1995-1996 et 2005-2006*

Céline Belot, Virginie Van Ingelgom .....99

***La réanalyse au service de l'histoire sociale des idées politiques. Retour d'enquête sur deux revues de parti : La revue socialiste et La nouvelle critique***

Thibaut Rioufreyt .....122

***Des banques d'enquêtes qualitatives en sciences sociales : panorama Europe États-Unis***

Catherine Guaspere.....143

## Introduction

# La réanalyse des enquêtes qualitatives à l'épreuve de l'expérimentation

**Sophie Duchesne**, Ph. D.

---

Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Bordeaux, France

Ce numéro Hors-série de *Recherches qualitatives* rassemble une série de textes qui rendent compte d'expériences d'analyse d'enquêtes qualitatives préexistantes menées dans le cadre d'un projet collectif intitulé « Réanalyse » entre 2010 et 2016. Ce projet a été conçu en référence au débat sur l'analyse secondaire initié au Royaume-Uni dans les années 1990 par la banque pionnière d'enquêtes qualitatives, Qualidata. Il avait alors semblé intéressant, pour dépasser les discours sur la méthode, de procéder à des expérimentations afin de mieux cerner si les apports de l'analyse de données collectées antérieurement valaient la peine de tenter de surmonter les difficultés d'appropriation, de recontextualisation et d'adaptation des questions de recherche aux données préexistantes. Il s'agissait aussi, le cas échéant, de préciser les conditions nécessaires pour assurer la validité des résultats obtenus. Mais tandis que notre projet avançait, de nombreuses publications sont intervenues qui éclairent d'un jour différent l'entreprise que constitue l'analyse secondaire en tant que politique scientifique, c.-à-d. en tant qu'incitation (sinon injonction) faite aux chercheuses et aux chercheurs

Note de l'auteure : L'équipe remercie la direction de l'Institut des sciences sociales du politique à Nanterre, qui a hébergé le projet Réanalyse, ainsi qu'Aleksandra Mikanovic et Magali Vautelin pour leur soutien, mais aussi Linda Amrani, au Centre d'études européennes de Sciences Po, où le projet a été conçu. Quelques membres de Réanalyse n'ont pas pu, pour des raisons diverses, participer à ce numéro. Il porte la marque de leurs contributions à nos débats et nous tenons à les en remercier, en particulier Carole Bachelot, Gilles Bastin et Virginie Descoutures. Nous exprimons aussi notre reconnaissance à Nonna Mayer qui nous a encouragés, les unes et les autres, à mener à bien ces expérimentations. Enfin, notre remerciement à Sandrine Levêque, pour l'ERC Qualidem, d'avoir assuré la correction et la mise en forme finale de ces textes.

à la fois de mettre leurs données à disposition et de réutiliser celles de leurs collègues. Le premier article de ce numéro rend compte de ces débats et de cette littérature. L'utilisation systématique du terme « réanalyse » au lieu « d'analyse secondaire » n'est donc pas fortuite : au terme de notre projet, nous tenons à marquer la différence entre la façon dont nous avons mené nos expériences et les objectifs affichés par l'équipe de Qualidata (Corti, Witzel, & Bishop, 2005; Van den Eyden & Corti, 2016).

Comme ce numéro essaie de le montrer, la réanalyse, telle que nous l'avons pratiquée, met en œuvre deux principes méthodologiques au sens plein du terme. D'abord, elle nécessite d'approcher les matériaux d'enquête comme des coproductions entre les chercheuses premières et/ou les chercheurs premiers<sup>1</sup> et les personnes enquêtées (Savage, 2005). Pour autant, le travail de (re)contextualisation ne doit pas se limiter au contexte de production des données et de leur première analyse mais porter tout autant sur le contexte de leur réanalyse (Geiger, Moore, & Savage, 2010; Moore, 2006). Ce faisant, la réanalyse évite notamment le piège de la vérification, aveugle à la transformation constante des conditions de production de la recherche. Une réanalyse est une enquête en soi. Elle vise à produire autre chose, d'autres connaissances que celles de l'enquête première. Elle apporte plus et non pas mieux. Ses apports supplémentaires nous semblent, analytiquement, être dus à plusieurs facteurs, qui ne sont évidemment pas exclusifs ni sans doute indépendants les uns des autres.

Dans tous les cas, les nouveaux résultats produits sont d'abord la conséquence du temps supplémentaire qu'on se donne pour analyser les matériaux. En ce sens, la réanalyse pourrait s'apparenter à une forme de contribution au ralentissement de la science (Gosselain, 2011), à l'inverse donc de l'idée selon laquelle utiliser des données « déjà là » permettrait de travailler plus vite. Réanalyser une enquête prend du temps, voire beaucoup de temps : c'est en tout cas l'expérience commune à tous les articles de ce numéro. Réanalyser soi-même une de ses enquêtes peut constituer un gain réel de connaissance sans pour autant invalider ce qu'on avait trouvé précédemment, comme le montre Camille Hamidi dans le troisième article du numéro. Ce temps qu'exige la réanalyse peut à la limite être considéré comme un atout pour produire autre chose que ce que favorise la contractualisation à court terme, qui constitue la modalité la plus courante aujourd'hui de financement de la recherche. Dans tous les cas, la valeur ajoutée de la réanalyse est aussi la conséquence du nouveau contexte scientifique, social, politique et technologique dans lequel elle a lieu, différent donc des conditions dans lesquelles a été menée la première analyse. Le nouveau contexte doit pleinement être pris en compte par la, le ou les analystes qui interviennent en second et les conduire à aborder les documents en s'interrogeant sur les caractéristiques de la situation dans laquelle elles/ils procèdent à la réanalyse par comparaison notamment, mais pas seulement, avec la situation qui prévalait lors de la réalisation de l'enquête première.

Les apports d'une réanalyse peuvent tenir à d'autres éléments, variables cette fois selon les configurations. Ils peuvent d'abord être liés au changement d'analyste, qui met en jeu à la fois un autre rapport au matériau, qu'il/elle n'a pas produit, et l'apport de compétences nouvelles. Une des pistes explorées dans le quatrième article par Claire Dupuy et Sophie Duchesne est ainsi d'utiliser la réanalyse comme méthode propre à favoriser l'interdisciplinarité sur un objet où elle achoppe. Deuxièmement, ce sont les changements d'outils d'analyse qui peuvent contribuer aux valeurs ajoutées de la réanalyse. Dans le deuxième article de ce numéro, Stéphanie Abrial, Mathieu Brugidou et Annie-Claude Salomon mobilisent différents outils d'analyse textuelle pour résoudre l'énigme laissée par un collègue, E. Schweisguth, qui ne s'expliquait pas la difficulté qu'il avait à classer certains individus dans une typologie portant sur les attitudes à l'égard du changement politique. Mais là aussi, utiliser d'autres outils ne veut pas dire en utiliser de meilleurs : la généralisation des logiciels d'aide à l'analyse qualitative et d'analyse automatique de données textuelles ne rendent pas obsolètes les méthodes outillées de papier, crayon ou traitement de texte. Ils permettent des formes d'objectivation de la preuve tout aussi discutables que les modèles narratifs auxquels nous sommes plus habitués. Ce ne sont pour l'essentiel que des outils, rarement des méthodes, et il convient de préciser l'usage qu'on en fait pour comprendre leurs effets sur les résultats qu'on produit – ce que chacune et chacun de nous s'est efforcé de faire ici, dans la limite de l'espace que requièrent ces précisions eu égard à la taille des articles.

Troisièmement – et l'on entre alors dans les questions de méthode plus classiquement traitées par celles et ceux qui, en sciences sociales, se soucient de revenir sur des matériaux d'enquête préexistants –, l'apport de connaissances nouvelles tient naturellement au fait de les interroger à partir d'une question différente de celle qui a présidé à leur production. Cela nécessite de pouvoir attester du caractère approprié des données pour la nouvelle question, comme le fait Thibaut Rioufreyt dans le sixième article du numéro (voir aussi Dupuy et Duchesne). Quatrièmement, la comparaison de plusieurs jeux de données est évidemment particulièrement porteuse d'espoirs pour ce qui concerne la capacité à produire plus de résultats à partir des enquêtes qualitatives, dès lors qu'elle pourrait permettre de déplacer les limites du qualitatif en termes de nombre de cas et surtout, de perspective diachronique. Mais comme le montrent Céline Belot et Virginie Van Ingelgom dans le cinquième article, ainsi que Rioufreyt, les précautions à prendre sont nombreuses.

Les expériences présentées dans ce numéro s'ancrent donc dans une conception de la réanalyse comme enquête à part entière, et non comme analyse secondaire de données qui seraient « déjà là » (Mauthner, Parry, & Backett-Milburn, 1998). Le point commun à la méthode consiste à interroger les matériaux comme toute recherche interroge les conditions de production des sources qui sont les siennes, et à mener l'analyse de façon réflexive, attentive donc au contexte dans laquelle on la mène. Ce

travail fait partie intégrante de la recherche, il ne se limite pas à la prise en compte analytique d'informations descriptives relatives aux modalités de l'échantillonnage ou à la technique d'entretien utilisée. Pour le reste, la réanalyse est aussi diverse et rétive à la standardisation des pratiques que toute autre méthode d'enquête, comme l'illustre bien la diversité de nos articles. Sa validité repose sur l'adéquation entre le cadre théorique, les questions, les observations, le soin apporté à la mise en relation des unes aux autres, la crédibilité des arguments qui président aux formulations théoriques qu'on en tire et les perspectives qu'elles ouvrent en termes de transférabilité des résultats<sup>2</sup>. C'est dans cet esprit que nous avons écrit ces textes, élaborés en chemin, au fil de nos réanalyses, sans attendre que les résultats soient en état d'être publiés. Il s'agissait pour nous de privilégier la réflexivité et d'éviter les effets de justification qui caractérisent les sections méthodologiques intégrées dans les publications finales. Pour reprendre une analogie utilisée dans les discussions de l'équipe : les sections de méthodes montrent ordinairement l'échafaudage qui a permis d'aboutir à des résultats alors que nos textes cherchent plutôt à rendre compte de la construction de l'échafaudage<sup>3</sup>. D'ailleurs, ce numéro ne vise pas à faire la promotion de la réanalyse : il vise juste à explorer une possibilité ouverte par les nouvelles technologies de l'information qui permettent désormais de rendre accessibles les enquêtes qualitatives passées, afin d'en bien comprendre les implications. À cette occasion, une attention particulière a été accordée aux chercheurs et chercheuses premier/ères comme acteurs et actrices des discours étudiés mais aussi pour les formes de résistance auxquelles la réanalyse peut donner lieu. Les articles sont soit (co)signés par les auteures ou auteurs des matériaux, soit ils/elles ont été sollicités pour réagir à ce que nous avons produit. Forts des discussions et du travail collectif qui ont été les nôtres ces six dernières années, nous exposons nos pratiques de la réanalyse, réabordant au passage des questions posées par l'analyse des enquêtes qualitatives, quelles qu'elles soient.

Pour celles et ceux que nous auront su convaincre de l'intérêt qu'il y a à se plonger dans les enquêtes existantes pour développer de nouvelles recherches, Catherine Guaspere propose dans le dernier article une présentation des banques de données qualitatives actuellement en service en Europe et aux États-Unis et auprès desquelles il est possible de se tourner pour chercher des enquêtes. Ce qui ne signifie pas que les enquêtes doivent nécessairement être cherchées là. Bien au contraire : rien n'empêche de solliciter directement les collègues à cet effet.

Pour finir, mes collègues et moi souhaitons dédier ce numéro à Annie-Claude Salomon. Nous voulons ainsi lui exprimer notre gratitude pour la compétence et l'enthousiasme qu'elle a, tout au long de sa carrière, et avec la générosité qui la caractérise, mises au service de la fonction, exigeante et indispensable, d'ingénieure en sciences humaines et sociales, et bien sûr, pour sa contribution aux débats sur la réanalyse. Merci Annie-Claude.

## Notes

<sup>1</sup> Nous traduisons *primary* par premier ou première pour éviter la connotation négative que peut véhiculer l'adjectif primaire.

<sup>2</sup> Sur les critères de validation des enquêtes qualitatives, cf. (Seale, 1999)

<sup>3</sup> Ce que les amateurs des Dingodossiers (Gosciny & Gotlib, 2005) rapprocheront de la fameuse question « Où est la grue pour monter la grue? ». Cette référence fait écho au sentiment de certains lecteurs pour qui les réflexions de méthodes telles que nous les menons peuvent sembler détourner de l'essentiel : les résultats.

## Références

- Corti, L., Witzel, A., & Bishop, L. (2005). On the potentials and problems of secondary analysis. An introduction to the FQS special issue on secondary analysis of qualitative data. *Forum : Qualitative Social Research*, 6(1). <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/498>
- Geiger, T., Moore, N., & Savage, M. (2010). The archive in question. *ESRC National Centre for Research Methods Review*. Repéré à [http://eprints.ncrm.ac.uk/921/1/Moore\\_review\\_paper\\_march\\_10.pdf](http://eprints.ncrm.ac.uk/921/1/Moore_review_paper_march_10.pdf)
- Gosciny, R., & Gotlib, M. (2005). *Les dingodossiers : L'intégrale*. Paris : Dargaud.
- Gosselain, O. P. (2011). Slow science. La désexcellence. *Uzance*, 1, 128-140.
- Mauthner, N. S., Parry, O., & Backett-Milburn, K. (1998). The data are out there, or are they? Implications for archiving and revisiting qualitative data. *Sociology*, 32(4), 733-745.
- Moore, N. (2006). The contexts of context : Broadening perspectives in the (re)use of qualitative data. *Methodological Innovation Online*, 1(2), 21-32.
- Savage, M. (2005). Revisiting classic qualitative studies. *Forum : Qualitative Social Research*, 6(1). <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/502/1080>
- Seale, C. (1999). Quality in qualitative research. *Qualitative Inquiry*, 5(4), 465-478.
- Van den Eyden, V., & Corti, L. (2016). Advancing research data publishing practices for the social sciences : From archive activity to empowering researchers. *International Journal on Digital Libraries*. Repéré à <http://repository.essex.ac.uk/16872/1/art%253A10.1007%252Fs00799-016-0177-3.pdf>

***Sophie Duchesne** est directrice de recherche au CNRS et membre du Centre Émile Durkheim (Sciences Po Bordeaux). Elle travaille sur les identités politiques et plus spécifiquement, sur le rapport à la nation en Europe. Elle a coordonné le projet blanc ANR 2010, Réanalyse, qui se propose d'expérimenter l'analyse secondaire des enquêtes qualitatives en sciences sociales, après avoir initié un projet de banque d'enquêtes qualitatives en France. Elle s'intéresse aux méthodes d'entretien dans les sciences sociales en général et aux entretiens collectifs en particulier, et plus spécifiquement à leur analyse.*

# De l'analyse secondaire à la réanalyse. Une innovation méthodologique en débats

Sophie Duchesne, Ph. D.

Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Bordeaux, France

## Résumé

L'article interroge le caractère innovant de l'analyse secondaire des enquêtes qualitatives – *Qualitative secondary analysis, QSA* – promue depuis le milieu des années 1990 par un réseau d'acteurs de part et d'autre de l'Atlantique. Il procède à une double revue de littérature : le débat méthodologique généré par la mise en banque et la mise à disposition des enquêtes qualitatives d'une part, et d'autre part, une série de travaux qui réanalysent des enquêtes existantes. Il conclut à l'intérêt méthodologique de la réanalyse, qui conduit à interroger à nouveaux frais nos pratiques scientifiques, à condition cependant d'éviter l'ornière de la vérification.

## Mots clés

ANALYSE SECONDAIRE, MÉTHODES QUALITATIVES, NORMALISATION SCIENTIFIQUE, REVISITE, VÉRIFICATION/RÉPLICATION

## Introduction

Qualidata, la première banque européenne de données qualitatives, a été créée en 1994 à l'université d'Essex par les sociologues Paul Thompson et Louise Corti, dans l'objectif d'archiver les enquêtes menées avec des méthodes qualitatives (entretiens et observations en particulier) pour les mettre à disposition des chercheuses<sup>1</sup> (Corti, Foster, & Thompson, 1995; Corti & Thompson, 1998). L'équipe de Qualidata a non seulement créé une banque hors-normes et soutenu la création de nombreuses banques équivalentes en Europe<sup>2</sup>, mais elle s'est aussi largement investie dans la promotion de l'analyse secondaire, laquelle, selon Janet Heaton, « implique l'utilisation de données existantes, collectées pour les besoins d'une étude antérieure, afin de poursuivre des

Note de l'auteure : Ce texte a été discuté dans différentes versions par tous les collègues qui signent dans ce numéro, à savoir les membres du projet Réanalyse : Stéphanie Abrial, Céline Belot, Mathieu Brugidou, Claire Dupuy, Catherine Guaspere, Camille Hamidi, Thibaut Rioufroy, Annie-Claude Salomon et Virginie Van Ingelgom. Il leur doit beaucoup.

intérêts de recherche distincts de ceux du travail originel » (Heaton, 1998). Dès 1996, Qualidata obtenait de l'ESRC (*Economic and Social Research Council*), la principale agence de financement de la recherche au Royaume-Uni pour les sciences sociales, que les auteures des projets vérifient qu'il n'existe pas déjà des données disponibles qui permettraient de traiter leur question de recherche sans avoir à en produire; et que les lauréates s'engagent à déposer leurs données à la fin du contrat et l'anticipent, en explicitant les moyens mis en œuvre pour la gestion de leurs données<sup>3</sup>.

Les objectifs assignés à ce nouveau développement méthodologique partagent en grande partie ceux de l'analyse secondaire des données quantitatives (Dale, 1993) : optimiser l'utilisation de données financées sur fonds publics et travailler sur des échantillons plus importants. Mais les promesses qui y sont attachées vont plus loin (Bishop, 2005; Corti, 2006; Corti, Witzel, & Bishop, 2005; Duchesne & Garcia, 2014; Fielding, 2004). L'analyse secondaire des enquêtes qualitatives ouvre des possibilités nouvelles de comparaison dans l'espace, d'analyse approfondie de populations spécifiques et surtout, de comparaison dans le temps. De plus, en concentrant l'investissement des chercheurs sur l'étape d'analyse, elle doit permettre d'aborder l'impensé (Bongrand & Laborier, 2005) que constituent, le plus souvent, les méthodes par lesquelles ils interprètent et traitent leurs données.

Pourtant, analyser des enquêtes passées n'est pas sans évoquer des travaux menés de façon traditionnelle : l'histoire d'enquête en sociologie des sciences, destinée à éclairer la transformation des modes de production de la connaissance; l'exploitation de corpus constitués auprès de sujets sensibles, en sociologie de la santé par exemple, et mis à disposition pour éviter de les solliciter abusivement; la revisite pratiquée en anthropologie, consistant à revenir sur un terrain quelques décennies plus tard; ou encore l'utilisation que les historiens font des témoignages oraux. Sa nouveauté doit donc être discutée. Pour ce faire, cet article articule deux revues de littérature. La première recense les termes du débat méthodologique porté par le développement de l'archivage et la mise à disposition des enquêtes qualitatives. La deuxième confronte une série de publications réalisées à partir de l'analyse d'enquêtes préexistantes et de leurs matériaux. Les enseignements cumulés de ces deux discussions permettront de préciser les objectifs que se sont fixés les auteures de ce numéro en mettant à l'épreuve ce que nous considérons finalement moins comme une innovation que comme une méthode d'enquête à part entière.

### **L'analyse secondaire des enquêtes qualitatives en débats**

Le débat ouvert par Qualidata a d'abord porté sur les risques de décontextualisation engendrés par l'archivage et la mise à disposition des enquêtes et sur leurs conséquences en termes de validité de l'interprétation qu'on peut en faire. Dans un premier temps, il a opposé deux conceptions de la recherche<sup>4</sup>. La première, défendue notamment par l'équipe de Qualidata, peut être qualifiée de « positiviste » au sens où

les données y sont largement conçues comme les enregistrements des faits observables dans la réalité. Ces observations peuvent être plus ou moins exactes suivant la qualité du protocole d'enquête et sa mise en œuvre. Il importe donc de les documenter pour pouvoir les valider, voire les répliquer.

En face, les chercheuses sceptiques quant à l'utilité de l'archivage et la possibilité de réanalyser valablement ce type d'enquête, défendent une conception (plus ou moins radicale) qu'on qualifiera en retour de « constructiviste », pour laquelle la réalité ne préexiste pas à l'observation : les observations produites dans une recherche sont indissociables de l'activité de recherche elle-même<sup>5</sup>. Pour ce courant, archiver est impossible car les « données » n'existent pas comme telles : ce sont des co-constructions dont la matérialisation par des documents ne peut que partiellement rendre compte. L'analyse secondaire est considérée comme vouée à l'échec (Mauthner, Parry, & Backett-Milburn, 1998). Martyn Hammersley, qui a cherché dès l'origine à faire valoir une position intermédiaire, souligne que se prémunir contre les risques d'interprétation et de comparaison invalides des données requiert un luxe de précautions qui rend l'analyse secondaire aussi coûteuse pour le chercheur que la réalisation d'une enquête de première main (Hammersley, 1997).

Le débat a été soigneusement organisé par l'équipe de Qualidata, à travers de nombreuses journées d'étude et publications, avec en points d'orgue les numéros spéciaux des revues en ligne FQS (*Forum : Qualitative Social Research*, 6(1), 2005 et *Sociological Research Online*, 12(3), 2007) sur l'analyse secondaire des données qualitatives. Louise Corti, en particulier, a développé une intense activité de *networking*, suscitant ou accompagnant la création de banques équivalentes dans les pays européens. Elle a également activement participé à la prise en compte des données qualitatives par le CESSDA, le *Council of European Social Science Data Archives* (Corti, 2012; Smioski, 2011). Ce travail d'animation scientifique et institutionnel autour de la réutilisation des enquêtes qualitatives, promu à travers la notion de partage des données, elle-même légitimée par le financement public des recherches de sciences sociales, a permis, comme on va le voir, de dépasser l'opposition scientifique initiale entre partisans et adversaires de l'analyse secondaire. Mais il a généré en retour une opposition grandissante à la normalisation de l'activité scientifique qui pourrait en résulter.

### ***Dépasser l'opposition entre analyses première et secondaire***

Au milieu des années 2000, alors que les expérimentations d'analyse secondaire se multiplient, le débat s'est déplacé à partir de l'idée selon laquelle les difficultés rencontrées dans l'analyse secondaire existent en fait dans toute recherche. Le fait qu'une chercheuse n'a pas elle-même vécu la situation d'enquête et en particulier, n'a pas fait l'expérience de la relation d'entretien, n'est pas spécifique à la réanalyse. Dans de nombreux cas, la chercheuse qui a analysé les données et publié les résultats n'a pas

nécessairement réalisé (tout) le terrain. De la même façon, l'information qu'une chercheuse recueille sur son terrain n'est jamais complète, à la fois parce que certaines données sont de fait inaccessibles et parce que la plupart des recherches se heurtent à des contraintes matérielles, notamment les délais impartis à la réalisation et la publication. Même si c'est à des degrés différents, analyses première et seconde partagent donc ces difficultés (Bishop, 2007). Dans la même veine, Martyn Hammersley propose de dépasser le débat sur la relation entre données et contexte(s) en distinguant données et preuves (*data et evidence*) (Hammersley, 2010). Les données sont les matériaux – notes d'observations, enregistrement et transcription d'entretiens, corpus documentaire dont photos, vidéos, etc. – que l'on rassemble au cours de la recherche et les preuves sont ce qu'on en fait pour valider les hypothèses : ce sont des données, mais sélectionnées, travaillées, interprétées et traitées au regard des informations dont on dispose, des questions de recherche et du cadre théorique qu'on utilise. Les chercheuses premières et secondes n'ayant pas les mêmes informations relatives aux données ni les mêmes questions et cadres d'interprétation pour produire leurs preuves, celles qu'elles construisent sont nécessairement différentes. Il y a lieu de distinguer analyses première et seconde, mais elles sont moins différentes que ne le suggèrent ces appellations et surtout, elles sont également légitimes.

Ce rapprochement se nourrit de l'expérience de ceux qui, dans le cadre d'enquêtes collectives, ont eu à analyser les entretiens faits par leurs collègues. De plus, une partie importante de la littérature sur l'analyse secondaire s'appuie en fait sur l'expérience de chercheurs réanalysant des années plus tard leurs propres enquêtes (Heaton, 2004, 2008)<sup>6</sup>. La notion importante est alors moins la participation au recueil ou la construction des données que la distance, plus ou moins grande, entre l'analyste et les propos ou les faits analysés. Or pour entrer sérieusement dans la phase d'analyse et d'écriture, on considère souvent qu'il faut savoir rompre avec le terrain et prendre de la distance (Bardin, 2013). En ce sens, toute analyse comporte bien une part de réanalyse. Au point que Niamh Moore a pu suggérer que la question de la contextualisation des données de terrain est un faux débat. Elle concentre la réflexivité sur l'enquête première et omet de prendre en compte le contexte du nouveau projet qui, dit-elle, à condition d'être pleinement réfléchi « construit effectivement des données nouvelles à partir des anciennes » (Moore, 2007, paragraphe 3.5).

Mike Savage, dont le livre (Savage, 2011) constitue un des premiers exemples aboutis de réanalyse des premières enquêtes archivées par Qualidata, a beaucoup contribué à l'évolution du débat. Dès 2005, il publie en parallèle les premiers résultats de ses analyses et ses réflexions de méthode (Savage, 2005a, 2005b), qui renvoient dos à dos les protagonistes du premier débat pour/contre l'analyse secondaire des données qualitatives. Il montre comment la réanalyse de données archivées n'a de sens que si on l'ancre dans une analyse concomitante des modes d'interrogation qui les ont produites. Impossible donc de comparer directement deux corpus tirés d'une archive :

l'analyse du changement social articule nécessairement celui des formes et de la place de la recherche dans la société avec celui des structures, des agents et de leurs interactions. En 2010, Niamh Moore et moi cosignent avec Till Geiger les conclusions d'une série d'ateliers interdisciplinaires organisés par l'ESRC et l'équipe de Qualidata, sur l'archivage et la réanalyse des enquêtes qualitatives (Geiger, Moore, & Savage, 2010). Toutes les trois rendent compte ensemble de la diversité des questions que les historiens et les anthropologues, notamment, posent aux archives dont elles font un usage courant. Elles plaident pour une « sociologisation » de l'archive; autrement dit, pour que les sociologues, au moment où elles entrent dans une ère d'archivage des enquêtes, prennent elles aussi le soin de ne pas séparer le dispositif de son contenu. Il faut s'interroger sur les effets de la mise en banque des enquêtes de sciences sociales qui, parce qu'elles ne se contentent pas de contextualiser les données, mais contextualisent plus largement l'enquête, ont pour caractéristique d'archiver la sociologue en même temps que le produit de son travail (Geiger et al., 2010, p. 21).

### ***Transparence et vérification***

Le débat présenté jusqu'ici est largement européen, sinon britannique, et il a surtout impliqué des sociologues, et plus marginalement, des historiens du XX<sup>e</sup> siècle et des anthropologues travaillant sur les classes populaires (notamment les tenants des *community studies*). Plus récemment, un autre débat s'est ouvert aux États-Unis, porté cette fois par la science politique. Il réactive la controverse sur la « scientificité » des méthodes qualitatives, qu'on trouve en filigrane de la polarisation originelle du débat initié par Qualidata. Le développement des technologies du web a rendu possible la mise à disposition des enquêtes *via* la mise en ligne des données au plus près de la publication des résultats, et avec elle, l'idée de faciliter leur vérification (Abbott, 2007; Moravcsik, 2010, 2014). L'*open access*, des publications, mais aussi des données de la recherche, est promu au niveau international, par l'OCDE notamment<sup>7</sup>, au motif que les données financées publiquement devaient être accessibles au public. Par suite, la mise à disposition des données est présentée comme le moyen d'administrer (vraiment) la preuve de ce qui est avancé, en permettant aux collègues de vérifier l'interprétation qui en est faite. Les objectifs de patrimonialisation ou de partage des données qui ont inspiré les premières banques d'archives qualitatives cèdent le pas au contrôle des interprétations. L'analyse secondaire que ces pratiques rendent possible est incluse dans l'argumentation du bénéfice public (Lupia & Elman, 2014).

Les mots d'ordre deviennent donc transparence et *replication*. En tant qu'attributs de la scientificité, elles ne sont pas sujettes à discussion et doivent être mises en œuvre, indépendamment du bon vouloir des chercheuses<sup>8</sup>. Le mouvement intitulé DA-RT (*Data Access & Research Transparency*, <http://www.dartstatement.org/>) a œuvré pour obtenir des principales revues de la discipline<sup>9</sup> qu'elles exigent de leurs auteures qu'elles garantissent l'accès aux données

sur lesquelles sont fondés leurs articles (ou à défaut, le justifier). L'adoption du *Journal Editors' Transparency Statement* – JETS en 2014 n'est pas allée sans susciter des réactions<sup>10</sup>. Les opposantes soulignent que les conditions d'accessibilité des données et d'explication des procédures d'analyses diffèrent très largement d'un type de recherche à l'autre et qu'il revient aux personnes concernées de définir les conditions de validité de leurs travaux. La mise en application de JETS entrainerait un accès inégal aux revues du fait des coûts eux-mêmes très inégaux que cela engendrerait pour s'y conformer.

Si ce nouveau débat sur la transparence a pris forme aux États-Unis, le lien avec Qualidata est avéré, via notamment l'implication de Louise Corti dans la rédaction des directives concernant la recherche qualitative<sup>11</sup>. On voit réactiver le soupçon (Van den Berg, 2005) que les chercheurs opposés à l'archivage et l'analyse secondaire de leurs enquêtes seraient mus par la crainte de livrer leur travail à l'épreuve de la falsification. L'injonction à la mise à disposition des données est explicitement motivée par la volonté de lutter contre la fraude et de garantir la réputation de nos disciplines auprès des décideurs et du public (Lupia & Elman, 2014).

#### ***Faut-il craindre la normalisation?***

Les tenants de la vérification s'appuient sur des arguments scientifiques inspirés des modes de validation en usage du côté des sciences de la nature. En Europe, les opposantes à l'obligation de mise à disposition des enquêtes soulignent la normalisation et l'appauvrissement qui pourrait en résulter (Mauthner & Parry, 2009, 2013). La publication des résultats d'une recherche procède généralement d'une présentation du projet qui laisse dans l'ombre les obstacles rencontrés et les chemins abandonnés. À la place, elle met en évidence la compréhension *ex post* que la chercheuse a construite de l'itinéraire qui l'a menée aux résultats publiés. Cette réécriture manifeste sa capacité à reconstruire la logique de ses découvertes, faites souvent par surprise, au détour de ses erreurs, voire parfois de ses échecs. La publication des documents nécessaires à la contextualisation des données conduit à rendre publiques les errances normales du processus d'exploration. Dans un contexte où l'archivage devient obligatoire, cela peut conduire les chercheuses, les plus jeunes notamment, à limiter la prise de risque et se contenter de reproduire les façons de faire validées par la communauté. Et cela d'autant plus que les banques, à l'instar de Qualidata, mettront en place des procédures d'évaluation des enquêtes qu'on leur confie (Corti & Eynden, 2015). De plus, l'archivage des enquêtes qualitatives tend à être pris en charge au sein de banques de données quantitatives<sup>12</sup>. Alors que l'analyse secondaire pourrait contribuer à approfondir les questions propres aux méthodes qualitatives, et accentuer leurs spécificités, sa promotion, adossée à l'exigence de libre accès aux données, se retrouve contrôlée par des équipes qui œuvrent au

rapprochement entre ces deux traditions de recherche *via* la généralisation de critères empruntés aux sciences de la nature<sup>13</sup>.

La crainte de la normalisation<sup>14</sup> est renforcée par le fait que l'incitation à l'archivage et l'analyse secondaire semblent avoir partie liée avec les transformations néo-managériales de l'organisation et du financement de la recherche<sup>15</sup>. Les nouveaux modes de financement et de gestion des carrières accentuent la mise en compétition des chercheurs et limitent leur autonomie. Mettre à disposition les enquêtes peut contribuer à accentuer ces effets ou au contraire, les atténuer (Crow & Edwards, 2012). Les débats sur l'analyse secondaire mettent beaucoup en avant les questions relatives à l'éthique vis-à-vis des enquêtés, allant là aussi dans le sens d'exigences formalisées qui peuvent avoir pour effet de limiter le champ des possibles<sup>16</sup>, alors qu'ils traitent peu des relations vis-à-vis des chercheurs premiers et du respect que l'on doit à leur travail. Le contrôle que les banques de données qualitatives prennent sur les enquêtes qu'elles archivent peut apparaître comme une forme de dépossession et de mise en danger des chercheurs premiers par opposition à ceux à qui leur travail est mis à disposition<sup>17</sup>.

Ces débats autour de la promotion de l'analyse secondaire sont restés largement théoriques ou du moins, épistémologiques, méthodologiques et politiques. Or l'intérêt qu'il faut accorder à un développement méthodologique tient aussi à l'intérêt des travaux qu'il permet de publier.

### **À l'heure des bilans : diversité des pratiques de réanalyse**

Mauthner et Parry soulignent que l'équipe de Qualidata rend peu compte de l'usage des données qu'elle met à disposition (Parry & Mauthner, 2005). Elles n'ont pas pu trouver beaucoup de travaux publiés à partir d'analyses secondaires et ceux cités par Heaton (2004) sont le plus souvent le fait de chercheurs qui ont contribué, auparavant, à la création des données. Qualidata a récemment mis en place un outil de suivi des utilisateurs. Dans les bilans chiffrés qu'elle propose, Bishop met en évidence l'utilité de l'archive pour l'enseignement et son usage intensif par les post-doctorants (Bishop, 2014). Ce n'est que très récemment qu'elle a établi un premier état des utilisations qui en sont faites dans les publications, lequel se révèle quantitativement limité (647 références sur 25 ans, soit 25 par an en moyenne de référence dans le *Web of Science* susceptible de recourir à l'analyse secondaire de données qualitatives) par rapport aux autres usages vraisemblables des données qualitatives archivées par le UK Data archive. Au point que Bishop préfère désormais faire valoir la réutilisation de ces données (*reuse*) plutôt que leur analyse secondaire (Bishop & Kuula-Luumi, 2017). À l'inverse, Geiger, Moore et Savage, ont passé en revue une série de travaux mobilisant des données préexistantes, relevant de disciplines très diversifiées (Geiger et al., 2010). La plupart sont sans rapport avec le mouvement d'analyse secondaire insufflé par Qualidata. De fait, il est difficile de constituer une liste exhaustive de travaux de ce type dès lors qu'ils concernent potentiellement des disciplines et des domaines de

recherche très variés et qu'on manque de mot clef pour les repérer : la notion d'analyse secondaire d'enquêtes qualitatives renvoie essentiellement à des textes de méthode tandis que certains travaux qui, de fait, utilisent des données préexistantes, l'indiquent à peine. Les sections à venir constituent donc un bilan non exhaustif de travaux de sciences sociales utilisant des enquêtes qualitatives préexistantes<sup>18</sup>. Ce bilan est organisé autour des objectifs mis en avant dans la promotion de l'analyse secondaire des données qualitatives : étendre les capacités d'investigation en facilitant la comparaison et améliorer la qualité des travaux grâce à la transparence. À cela s'ajoute un argument d'ordre « civique » : elle doit permettre d'utiliser de façon plus intensive les enquêtes financées publiquement et donc une meilleure utilisation des ressources publiques. Je chercherai donc à évaluer si les travaux que j'ai lus confortent ces trois attentes.

### ***Richesses et limites de la comparaison des données qualitatives***

Le livre de Randy Hodson (2001), *Dignity at work*, est une belle illustration de la façon dont l'analyse secondaire permet effectivement de dépasser les limites des petits effectifs et de construire la comparaison. Cherchant à comprendre comment la dignité est affirmée sur le lieu de travail, Hodson a entrepris de comparer une petite centaine de monographies de groupes professionnels (nord-américaines et britanniques pour l'essentiel). Il explique dans le détail comment les cas ont été choisis, caractérisés (type d'entreprise, de groupe professionnel, date, lieu, etc.) puis codés à partir d'une série de dimensions constitutives de sa variable dépendante, la dignité - concept qu'il construit à partir d'une relecture de Marx, Durkheim et Weber – et de ses variables explicatives. Il peut alors procéder à des analyses quantitatives de façon à mesurer l'influence des types de relations et d'actions dans l'entreprise sur la dignité au travail. Il met ainsi en évidence le rôle central du management et l'absence d'évolution dans le temps.

La dimension méthodologique est particulièrement développée dans l'ouvrage, mais aussi dans d'autres textes et notamment, le manuel qu'il a rédigé pour promouvoir sa méthode : la « méta-analyse » (Hodson, 2004). Elle est rendue possible par le concours d'un groupe de jeunes chercheurs dédiés au repérage et au codage des monographies; mais aussi et surtout, par la nature de ces textes, des ethnographies en milieu professionnel, qui constituent un type d'exercice aux normes bien établies. La qualité de ces monographies, la façon dont elles respectent les règles du genre – durée de l'enquête, précision du groupe étudié, détail du compte-rendu – fait d'ailleurs partie des critères utilisés dans la sélection des cas. Par cette forme particulière d'analyse secondaire, Hodson peut tirer profit d'un grand nombre de travaux approfondis et cumuler les apports du qualitatif à ceux du quantitatif. On retrouve dans cette approche la question de la délimitation de la notion de données. Ici, ce ne sont pas les notes de l'ethnographie qui sont réanalysées, mais leur compte-rendu détaillé.

Un autre bel exemple de comparaison, exclusivement diachronique cette fois, est celle de Dawn Lyon et Graham Crow (2012). Elle participe d'une entreprise plus large de revisite de l'enquête dirigée par le sociologue Ray Pahl sur l'île de Sheppey, au sud de l'Angleterre, à partir de 1978<sup>19</sup>. La revisite a d'ailleurs été programmée en collaboration avec Pahl. Dans cet article, Lyon et Crow exploitent surtout un aspect de l'ensemble des opérations de recherche menées sur le site, par Pahl puis par eux-mêmes : une série d'essais écrits par des jeunes à la veille de quitter l'école pour entrer dans la vie active, qui portent sur la façon dont elles imaginent ce que sera leur vie. Là aussi, les questions de méthodes sont détaillées et les difficultés explicitées. Moyennant quoi, la comparaison des essais écrits à 30 ans d'intervalle, organisée autour des questions développées depuis par la sociologie, est tout à fait heuristique. Les auteurs montrent par exemple une forte transformation des aspirations en termes d'éducation, des garçons comme des filles, qui contraste avec le maintien d'un idéal de la famille nucléaire, dont la composition semble inchangée, ainsi que la forte homogénéisation des aspirations des filles et des garçons en matière familiale, contrairement à leurs projets professionnels.

Lyon et Crow concluent leur expérience de façon très positive, mais soulignent les conditions qui ont rendu possible la comparaison, à trente ans de distance, de la vie à Sheppey. Ils soulignent l'importance d'avoir pu explorer l'archive avec Pahl, et le fait que dans l'ensemble des documents rassemblés, deux séries seulement ont vraiment permis la comparaison : les essais évoqués ci-dessus et les histoires orales. Pour le reste, les modes d'entrée sur le terrain et de production des données étaient trop différents. Néanmoins, ils s'interrogent sur le degré de flexibilité qu'il faut s'autoriser dans ce type de revisite : ainsi les essais rédigés en 2010 n'ont pas suscité l'enthousiasme de leurs jeunes auteurs qui auraient sans doute été plus inspirés par un travail sur support audiovisuel.

Mike Savage aussi témoigne des limites de comparabilité des enquêtes passées. Son livre retrace l'exploration d'une série d'enquêtes canoniques de la sociologie britannique (dont plusieurs de Ray Pahl) archivées pour l'essentiel par Qualidata, ainsi que différentes vagues de *Mass-Observation*<sup>20</sup>. Entamée dans le but d'étudier l'évolution des constructions identitaires des Britanniques de 1940 à 1970, l'exploration tentée par Savage a profondément évolué au fil de l'enquête. Il l'impute au « désordre des données qualitatives » : (Savage, 2011, p. 17), lesquelles intègrent, de façon inséparable, les informations sur la réalité observée et sur la façon de l'observer. Il suggère de faire comme les historiens qui s'arrangent d'archives disparates en accordant autant d'attention aux responsables de la réalisation des enquêtes qu'à ce que les répondantes ont pu dire<sup>21</sup>. Par ailleurs, pour traiter ces données immenses et construire la comparaison, Savage a échantillonné une partie des sources, en fonction des particularités de chaque enquête. Le résultat est une analyse fascinante qui retrace les conflits et les moyens par lesquels les sciences sociales en

sont venues à conquérir la production de connaissance sur la société. Ce faisant, elles ont contribué à construire une nation britannique moderne, rationnelle et post-impériale, composée d'individus abstraits, mais dominée par une classe moyenne technocratique et éduquée. Ces trois exemples, très différents, montrent que les espoirs en matière de comparaison qualitative ne sont pas vains. Qu'en est-il des possibilités ouvertes en termes de revisite?

### ***La transparence au service de la revisite***

La transparence (cf. section *Faut-il craindre la normalisation?*) est donc devenue un des moteurs de l'incitation à la mise à disposition des données, dans l'espoir qu'elle contribue à la vérification. À l'origine, Qualidata mettait peu l'accent sur la vérification, se contentant de suggérer que l'archivage contribuerait à l'amélioration des techniques d'enquêtes, notamment en nourrissant l'enseignement. Cependant, Nigel Fielding, un des compagnons de route de Qualidata, a copublié de bonne heure un article qu'on peut assimiler à de la vérification (Fielding & Fielding, 2000). Dans ce texte, sa femme et lui expliquent comment ils ont fouillé les archives pour retrouver les documents relatifs à un classique de la sociologie sur l'univers carcéral<sup>22</sup> (Cohen & Taylor, 1972). Sous couvert d'explorer d'autres pistes et d'utiliser un outil informatique qui renforce la systématité de l'analyse, ils en viennent en fait à contester profondément les résultats de l'enquête originale à laquelle ils reconnaissent surtout le mérite d'avoir fait date et su attirer l'attention des médias. Le texte revient de façon récurrente sur les présupposés des auteurs premiers en faveur des prisonniers. Un point central de la critique des Fielding porte sur le fait que le projet original visait à interroger le lien entre les modes d'adaptation au régime carcéral et la carrière criminelle des prisonniers : or il ne rend pas compte des crimes qu'ils ont commis. Les auteurs évoquent un échange avec Cohen, l'un des deux auteurs premiers, qui conteste la partialité qui lui est imputée. Ils se félicitent alors de la « polyvocalité » qu'autorise l'analyse secondaire. Néanmoins, il est difficile de lire ce texte autrement que comme un texte à charge. Les Fielding mettent directement en cause les façons d'enquêter de Cohen et Taylor : leur engagement dans la recherche aux côtés de ceux qu'ils observent et la manière de construire leur prise de parole. On voit mal par contre les pistes nouvelles ouvertes par leur analyse secondaire.

Les recherches qui visent seulement à vérifier des résultats antérieurs sont rares. À l'inverse, la pratique de la revisite, qui consiste à mettre en perspective les notes et analyses antérieures d'une communauté avec des observations menées plus tard, est bien connue en anthropologie. Dans l'état de l'art qu'il a établi en faisant dialoguer sociologie et anthropologie, Michael Burawoy oppose explicitement la réplication, qui vise notamment la vérification, à la revisite :

Là où la réplication se préoccupe de minimiser l'intervention pour contrôler les conditions de la recherche et de maximiser les cas pour

garantir la constance des résultats, l'objectif de la revisite est l'exact opposé : se focaliser sur les dilemmes inévitables liés à la participation au monde que nous étudions, à la nécessité d'importer la théorie dans le terrain, dans le but de développer des explications du changement historique (Burawoy, 2003, p. 647).

La comparaison des textes de Tanya Evans et Pat Thanes, d'une part, et de Val Gillies et Rosalind Edwards, de l'autre, illustre bien cette distinction. Les unes et les autres ont réanalysé l'enquête de Dennis Marsden, *Mothers Alone* (Marsden, 1973), les premières dans le cadre d'une recherche sur les mères célibataires depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle (Evans & Thane, 2006), les secondes sur les transformations de la parentalité (Gillies & Edwards, 2012). Evans et Thane, dans la même veine que les Fielding, critiquent la façon dont Dennis Marsden a mené son terrain, mettant notamment en cause l'absence d'enregistrement des entretiens et de consentement formalisé des femmes auprès desquelles il a enquêté. Elles s'offusquent des commentaires laissés dans son journal de terrain sur les qualités esthétiques ou les capacités mentales de ses interviewées. Gillies et Edwards, au contraire, à l'aune cette fois du travail de Savage, analysent la pratique de Marsden et de sa femme, fortement impliquée dans l'enquête, qu'elles replacent dans le contexte de la sociologie de l'époque, pour faire valoir combien les commentaires que le couple a laissés, entremêlés avec ceux de leurs enquêtées, en disent autant sur les représentations de la parentalité dans les années cinquante et soixante que les propos que lui et elle ont recueillis. Elles concluent en s'interrogeant sur la « stérilité relative des notes de terrain contemporaines, autocensurées de façon routinière » et sur la façon dont ce qui peut apparaître aujourd'hui comme de « bonnes pratiques » – taire ses jugements de valeur – pourrait se révéler de mauvaises pratiques pour la postérité puisque cela privera les données archivées de lisibilité réelle (Gillies & Edwards, 2012, pp. 326-327).

Revenir sur sa propre enquête et approfondir l'analyse est également une pratique courante. Dans le chapitre du manuel *Doing narrative research* consacré à la revisite (Andrews, 2008), Molly Andrews donne différents exemples dans lesquelles la réanalyse survient soit à la faveur de circonstances historiques qui poussent à relire des données à la lumière d'évènements nouveaux, soit à l'occasion d'un changement survenu dans la biographie de l'auteur qui lui confère une compréhension nouvelle de choses observées précédemment. On trouve des exemples aussi en France. Éric Soriano explique ainsi comment la publication de sa thèse, survenue près de quinze années après la soutenance, a été profondément transformée par la réanalyse d'entretiens qui, à l'époque, lui avaient semblés particulièrement forts, mais qu'il n'avait pas su interpréter. Complétés par un nouveau travail d'archives et par un autre corpus scientifique, ces entretiens, conduits de façon très ouverte, ont servi de fil à une réelle compréhension du travail politique effectué par les premiers élus « indigènes » de Nouvelle-Calédonie (Soriano, 2014). Ici, c'est l'intrigue constituée par l'émotion

particulière suscitée par certains enquêtés qui est au motif de la revisite. Pour Guy Michelat et Michel Simon, c'est le changement politique, l'émergence de l'écologie, mais surtout, la force grandissante du Front National en milieu populaire qui les ont amenés à revenir au début des années 2000 sur une enquête par entretiens menée dans les années 70 (Michelat & Simon, 2004). Mais la revisite peut aussi succéder immédiatement à la recherche, surtout s'il s'agit d'une enquête collective et que l'un ou l'autre des membres décide de prolonger le travail sur une question qui lui est propre (de Lassalle, 2013; Van Ingelgom, 2014).

La fécondité de la revisite semble avérée, surtout si elle évite l'ornière de la vérification. Pour les matériaux qui sont ceux des enquêtes qualitatives, la réplication revient à plaquer sur des pratiques des critères de lecture ou d'évaluation exogènes à l'enquête d'origine. À l'inverse, la réanalyse, nourrie des expériences nouvelles de la chercheuse première ou de celles de la chercheuse seconde, instruite par l'avancée des connaissances et des controverses, vient enrichir les premières lectures. Au lieu de les réfuter, elle les complète, comme une image prise sous un autre angle permet de mieux cerner les contours d'un objet. Comme le suggère Andrews, dans l'analyse des matériaux narratifs que sont les entretiens ou les observations, on n'a jamais le dernier mot (Andrews, 2008). Mais dans quelle mesure peut-on aussi, comme le suggèrent les arguments portés par la mise en banque des enquêtes, réutiliser des enquêtes archivées à des fins très différentes de celles pour quoi on les a conçues et mises en œuvre?

#### **QSA : Qualitative Secondary Analysis, une réanalyse limitée**

Depuis qu'elle a rejoint Qualidata en 2003, Libby Bishop incarne le projet aux côtés de Louise Corti. Elle a publié de nombreux textes sur l'archivage des enquêtes qualitatives, son potentiel, les dispositions techniques et éthiques à prendre pour le réaliser et son usage pour l'enseignement (Bishop, 2005, 2006, 2009, 2014; Corti & Bishop, 2005; Corti et al., 2005). De plus, elle a activement participé au projet *Timescapes* qui porte sur la famille appréhendée de façon longitudinale et met en œuvre l'archivage « en temps réel », au plus près de la collecte des données<sup>23</sup>. Son texte « *A reflexive account of reusing qualitative data* », systématiquement cité dans les articles sur le sujet, a permis au débat de dépasser le clivage originel entre promoteurs et opposants à l'analyse secondaire (Bishop, 2007). Elle y réanalyse les données de deux enquêtes classiques archivées par Qualidata : celle de M. Blaxter, *Mothers and Daughters*, constituée d'entretiens réalisés avec des grands-mères dans les années 1970, et *The Edwardians*, de P. Thompson. Ni l'une ni l'autre de ces enquêtes n'est centrée sur la nourriture, mais la question y est régulièrement évoquée. Bishop oriente sa réanalyse, motivée par un intérêt pour l'individualisation des pratiques alimentaires, sur l'usage des boîtes de conserve et des plats préparés et les représentations associées. Elle conclut à la primauté donnée à la nourriture cuisinée à la maison et souligne le caractère évident de cette hiérarchie qui va sans justification.

Mildred Blaxter, auteure donc d'une des deux enquêtes réutilisées par Bishop, a réagi dans des termes qui interrogent le succès de l'exercice (Blaxter, 2007). Elle dénonce la formulation anachronique des questions que Bishop pose aux entretiens qu'elle a rassemblés. Elle interroge le bien-fondé d'une réanalyse qui ne porte que sur une petite partie du corpus original puisqu'il omet ce qui n'a pas été archivé, à savoir non seulement la moitié des entretiens, mais aussi toutes les observations qui ont accompagné les moments de discussion enregistrés. D'après elle, ces observations montrent comment on ne peut comprendre le rapport à la nourriture de cette génération sans prendre en compte sa disponibilité et les conditions matérielles qui président à l'approvisionnement de la famille. Plus largement, Blaxter exprime, en les illustrant, des réserves sur la façon dont Bishop a omis d'investiguer pour comprendre les conditions de production des documents archivés, au prix selon elle d'une incompréhension profonde de leur contenu.

Sarah Irwin et Mandy Winterton ont également participé au projet *Timescapes*. Elles devaient établir des liens entre les différentes recherches menées et archivées dans *Timescapes* pour les réanalyser. Elles l'ont fait en étudiant notamment les attentes des adolescentes à l'égard de l'enseignement supérieur et les conflits entre le travail et la vie familiale. Leurs publications alternent textes de méthodes (Irwin, Bornat, & Winterton, 2012; Irwin & Winterton, 2011a, 2011b, 2012) et textes centrés sur les résultats auxquels elles sont parvenues (Irwin, 2009; Irwin & Winterton, 2014; Winterton & Irwin, 2012). L'entreprise elle-même semble avoir donné lieu à un conflit, si l'on en juge par le ton de l'article publié par une des équipes de *Timescapes* (Coltart, Henwood, & Shirani, 2013), et de leur réponse, publiée dans la même revue (Irwin, Bornat, & Winterton, 2014). Carrie Coltart, Karen Henwood et Fiona Shirani évoquent à peine les résultats d'Irwin et Winterton. Elles utilisent cette expérience pour revisiter le débat sur l'analyse secondaire et mettre en cause la nouvelle division du travail impliquée par la politique menée en faveur de ce qu'elles désignent par l'acronyme QSA. Elles renouent avec les arguments mettant en avant l'importance du « savoir de proximité » dans l'interprétation des données, qu'elles considèrent comme ayant été marginalisés sans avoir été épistémologiquement réfutés. Elles soulignent combien la justification des bienfaits de l'analyse secondaire, qui permettrait, par la distance acquise avec les données, de produire des constructions théoriques plus ambitieuses<sup>24</sup>, est profondément contradictoire avec l'épistémologie dominante de la recherche qualitative. Avec Heaton, elles rappellent la diversité des pratiques couvertes par l'analyse secondaire et plaident pour que soient favorisées celles qui impliquent le plus directement les auteurs des enquêtes. Le texte plus tardif dans lequel Irwin et Winterton reviennent, avec Bornat, sur l'expérience qu'elles ont menée à *Timescapes*, aboutit bien, d'une certaine façon, à redimensionner par le bas les attentes à l'égard de l'analyse secondaire, notamment pour ce qui touche à la comparaison directe entre données extraites d'enquêtes (*data sets*) différentes dont elles montrent les limites et la

difficulté. À l'inverse, elles suggèrent que les dispositifs collaboratifs entre chercheurs qui échangent chacun sur leurs enquêtes peuvent constituer un cadre (plus) approprié pour travailler de façon transversale entre les projets.

Ces deux expériences, qui incarnent la *QSA* – donc le type de réanalyse promue par les banques d'archives, en tout cas le *UK data archive* - et les réactions qu'elles ont suscitées, de la part des chercheuses premières, mettent aussi en évidence la difficile relation entre les auteures des enquêtes et celles et ceux qui les réanalysent. De fait, les revisites conflictuelles n'ont pas été rares en sciences sociales<sup>25</sup>. La situation créée par l'archivage à court terme la rend néanmoins plus difficile que dans le cas d'enquêtes patrimoniales, notamment parce que la réputation scientifique des auteures n'est plus à faire. Surtout, ces expériences et ces conflits confirment les conclusions précédentes : l'intérêt de la réanalyse réside moins dans ce qu'elle permet de dire de l'enquête passée, qui met nécessairement en cause les auteures premières, ouvre des débats sans issue sur la « bonne interprétation » et rabat la recherche sur de « bonnes pratiques », que dans la façon dont elle conduit à contextualiser les questions posées aujourd'hui aux matériaux d'hier. L'absence de familiarité avec ce que d'autres ont produit (ou la familiarité perdue avec ce qu'on a soi-même construit) met en lumière des décalages qui sont autant de raisons de s'interroger aujourd'hui sur sa propre démarche. Mais le temps et les précautions requis pour ce faire ne la rendent pas plus « économique » qu'une autre méthode d'enquête.

### **Conclusion**

Cette double revue de littérature – du débat méthodologique animé par Qualidata sur l'analyse secondaire d'enquêtes qualitatives, et de travaux qui réanalysent les données d'enquêtes préexistantes – pose la question de la nouveauté et de l'homogénéité de ces pratiques. Les chercheuses et chercheurs n'ont pas attendu qu'on les sollicite pour revenir sur des enquêtes menées avec des méthodes qualitatives. Suivant leur discipline, leur positionnement épistémologique, leurs objets et questions de recherche, ils ont mis en œuvre des façons très diverses d'interroger les matériaux disponibles. Ce qui est nouveau, c'est, dans le cadre d'une économie de la recherche en mutation, l'injonction non seulement à archiver, mais aussi, à réutiliser les enquêtes mises en banque.

La réanalyse, entendue simplement comme la réutilisation des données d'une enquête réalisée précédemment, pour d'autres analyses, permet d'aborder à nouveaux frais de nombreuses questions fondamentales pour la recherche qualitative en sciences sociales. Comme toutes les bonnes questions, celles que pose la réanalyse n'appellent pas de bonne réponse, en tout cas de réponse unique et définitive. Comme tentent de le montrer les articles rassemblés dans ce numéro, nous pensons qu'elles ont été pour nous l'occasion d'explorations fructueuses.

## Notes

<sup>1</sup> Puisque la langue française ne connaît pas le neutre, et pour éviter des graphies fastidieuses, j'ai choisi dans ce texte d'utiliser alternativement le féminin et le masculin, d'un paragraphe à l'autre, comme cela se pratique notamment dans certaines revues de langue anglaise.

<sup>2</sup> Sur les développements que le projet a connus, on peut lire les témoignages de L. Corti, et notamment (Corti, 2000, 2012). Pour une présentation en français, voir (Scot, 2006) Voir aussi l'article de Guaspare dans ce numéro.

<sup>3</sup> Voir la politique de l'ESRC relative aux données dans le guide du candidat disponible à <http://www.esrc.ac.uk/files/funding/guidance-for-applicants/research-funding-guide/> (section *Research Data Policy*, p. 12 de la version 2016)

<sup>4</sup> Ce débat est passé relativement inaperçu en France, à l'exception du colloque organisé à Grenoble en 2005 (Brugidou, Salomon, Dargentas, & Le Roux, 2006) Les textes du colloque sont disponibles à <http://reanalyse.hypotheses.org/colloque-analyse-secondaire-2005>.

<sup>5</sup> Sur le plan terminologique, l'opposition se traduit dans l'usage des termes *data collection* versus *data generation* (collecte ou production de données).

<sup>6</sup> Notons cependant que Mauthner et Parry, dans un texte déjà cité, invalidaient justement l'analyse secondaire sur la base d'une revisite de leurs propres enquêtes (Mauthner, Parry, & Backett-Milburn, 1998).

<sup>7</sup> OCDE, *Report on Principles and Guidelines for Access to Research Data from Public Funding*, 2007.

<sup>8</sup> Les auteurs concèdent que certaines chercheuses utilisant des méthodes qualitatives peuvent ne pas être convaincues par la réplication. Aussi mettent-ils en avant la notion de normes communautaires pour assurer la validité des analyses : la transparence peut aussi être justifiée parce qu'elle permet « la compréhension et la persuasion » (Lupia & Elman, 2014, p. 20).

<sup>9</sup> En septembre 2015, 27 revues américaines et européennes ont signé l'engagement. Toutes sont de langue anglaise, à l'exception de la revue italienne de science politique.

<sup>10</sup> Une pétition a été lancée, signée à la mi-novembre 2015 par plus de 1150 chercheurs. Une réflexion est ensuite lancée à l'initiative de la section *Qualitative and Multi-Method Research* de l'APSA, pour discuter collectivement la question de la transparence dans la recherche. <http://dialogueondart.org/>

<sup>11</sup> *Guidelines for data access and research transparency for qualitative research* publiées dans *Political Sciences, PS: Political Science & Politics*, 47(1), January 2014, pp. 25-37. Voir aussi (Elman, Kapiszewski, & Vinuela, 2010).

<sup>12</sup> Qualidata, après avoir été créé comme projet autonome, a été absorbé par le UK Data Service en 2012. Ailleurs, les banques qualitatives sont pour la plupart directement créées au sein des archives de données quantitatives.

<sup>13</sup> À ce sujet, voir aussi l'expérience de la banque française, Bequali (Duchesne & Brugidou, 2016).

<sup>14</sup> À noter que la même crainte a été exprimée à propos sinon de l'archivage et de l'analyse secondaire des enquêtes quantitatives, du moins de leur réplication (Abbott, 2007).

<sup>15</sup> Le dernier appel d'offres lancé par l'ESRC pour encourager l'analyse secondaire combine ainsi différentes exigences caractéristiques du nouveau management de la recherche : en plus de devoir utiliser des données déjà archivées dans les banques financées par l'ESRC, les projets

doivent s'inscrire dans les priorités stratégiques de l'ESRC et, dans la mesure du possible, inclure des partenaires extérieurs à l'univers de la recherche et de l'université. <http://www.esrc.ac.uk/files/funding/funding-opportunities/sdai-open-call-specification/>

<sup>16</sup> Les discussions tournent autour du consentement des interviewés et la protection de leur anonymat. (Voir par exemple Bishop, 2009; Coltart, Henwood, & Shirani, 2013; Graham, Grewal, & Lewis, 2007; Kuula, 2010; Parry & Mauthner, 2004).

<sup>17</sup> On reviendra plus tard sur les conflits entre chercheurs premiers et seconds. Notons cependant que l'équipe de Qualidata commence à prendre cette question en considération (Bishop, 2014, p. 173).

<sup>18</sup> Ils ont été sélectionnés de façon itérative, en suivant les citations apparaissant dans le débat sur l'analyse secondaire. Ce sont donc très largement des textes européens, avec un soin particulier pour identifier des travaux français. Faute de place, je ne pourrai pas entrer dans le détail de leurs résultats.

<sup>19</sup> Ray Pahl fait partie des sociologues britanniques qualifiés par Qualidata de « pionniers de la recherche qualitative ». Ses archives ont été versées à la banque. Publié en 1984, le livre tiré notamment de l'enquête de Sheppey, où il interroge la construction de la notion de travail à l'âge industriel, est considéré comme un classique de la sociologie britannique (Pahl, 1992).

<sup>20</sup> Fondée en 1937, *Mass-Observation* vise à documenter la vie quotidienne des Britanniques grâce à la contribution de plusieurs centaines d'observateurs et observatrices volontaires, répondant de façon libre à des consignes sur des thèmes très diversifiés. Interrompue à la fin des années 60, la collecte a repris en 1981, pilotée à l'université d'Essex. Nombreuses sont les publications, notamment scientifiques, qui l'utilisent.

<sup>21</sup> Savage pose ici des limites au constructivisme, considérant que, même si les catégories construites pour les décrire les influencent, on ne « fabrique » pas pour autant la pensée des gens indépendamment d'eux (Savage, 2011, p. 237).

<sup>22</sup> Ils n'ont de fait retrouvé qu'une partie des « données » mais ne commentent pas les effets que cela a pu avoir sur leur analyse.

<sup>23</sup> Pour des détails sur le projet : <http://www.timescapes.leeds.ac.uk/>. Sur la dimension archive (Bishop & Neale, 2010).

<sup>24</sup> Un point avancé notamment par Mason dans un texte qui voulait sonner le glas de l'opposition à l'analyse secondaire (Mason, 2007) et repris par Irwin et Winterton.

<sup>25</sup> Burawoy (2003) en donne de nombreux exemples. Crow leur impute même en partie le déclin des *community studies* dans les années 1970 (Crow, 2012, p. 411). Pahl a d'ailleurs lui aussi réagi vivement au livre de Savage dans *The Sociological Review*, 59(1), (2011).

## Références

Abbott, A. (2007). Notes on replication. *Sociological Methods & Research*, 36(2), 210-219.

- Andrews, M. (2008). Never the last word : Revisiting data. Dans C. Squire, M. Tamboukou, & M. Andrews (Éds), *Doing narrative research* (pp. 87-101). London : Sage.
- Bardin, L. (2013). *L'analyse de contenu*. Paris : Presses universitaires de France.
- Bishop, L. (2005). Protecting respondents and enabling data sharing : Reply to Parry and Mauthner. *Sociology*, 39(2), 333-336.
- Bishop, L. (2006). A proposal for archiving context for secondary analysis. *Methodological Innovation Online*, 1(2), 10-20.
- Bishop, L. (2007). A reflexive account of reusing qualitative data : Beyond primary/secondary dualism. *Sociological Research Online*, 12(3).
- Bishop, L. (2009). Ethical sharing and reuse of qualitative data. *Australian Journal of Social Issues*, 44(3), 255-272.
- Bishop, L. (2014). Re-using qualitative data : A little evidence, on-going issues and modest reflections. *Studia Socjologiczne*, 3 (214), 167-176.
- Bishop, L., & Kuula-Luumi, A. (2017). Revisiting qualitative data reuse : A decade on. *SAGE Open*, 7(1), 1-15.
- Bishop, L., & Neale, B. (2010). Sharing qualitative and qualitative longitudinal data in the UK : Archiving Strategies and Development. *IASSIST Quarterly*. Repéré à [http://www.iassistdata.org/sites/default/files/iqvol34\\_35\\_bishop.pdf](http://www.iassistdata.org/sites/default/files/iqvol34_35_bishop.pdf)
- Blaxter, M. (2007). Commentary on « a reflexive account of reusing qualitative data : Beyond primary/secondary dualism » (Libby Bishop). *Sociological Research Online*, 12(3).
- Bongrand, P., & Laborier, P. (2005). L'entretien dans l'analyse des politiques publiques : Un impensé méthodologique? *Revue française de science politique*, 55(1), 73-111.
- Brugidou, M., Salomon, A.-C., Dargentas, M., & Le Roux, D. (2006). Compte-rendu des journées internationales de l'analyse secondaire en recherche qualitative Utopie ou perspectives nouvelles? *Bulletin de méthodologie sociologique*, 90, 43-55.
- Burawoy, M. (2003). Revisits : An outline of a theory of reflexive ethnography. *American Sociological Review*, 68(5), 645-679.
- Cohen, S., & Taylor, L. (1972). *Psychological survival : The experience of long-term imprisonment*. Harmondsworth : Penguin.

- Coltart, C., Henwood, K., & Shirani, F. (2013). Qualitative secondary analysis in austere times : Ethical, professional and methodological considerations. *Forum : Qualitative Social Research*, 14(1). Repéré à <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/1885/3493>
- Corti, L. (2000). Progress and problems of preserving and providing access to qualitative data for social research. The international picture of an emerging culture. *Forum : Qualitative Social Research*, 1(3). Repéré à <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/1019>
- Corti, L. (2006). Editorial. *Methodological Innovation Online*, 1(2), 1-9.
- Corti, L. (2012). Recent developments in archiving social research. *International Journal of Social Research Methodology*, 15(4), 281-290.
- Corti, L., & Bishop, L. (2005). Strategies in teaching secondary analysis of qualitative data. *Forum : Qualitative Social Research*, 6(1). Repéré à <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/509>
- Corti, L., & Eynden, V. V. den. (2015). Learning to manage and share data : Jump-starting the research methods curriculum. *International Journal of Social Research Methodology*, 18(5), 545-559.
- Corti, L., Foster, J., & Thompson, P. (1995). Archiving qualitative research data. *Social Research Update*, 10. Repéré à <http://sru.soc.surrey.ac.uk/SRU10.html>
- Corti, L., & Thompson, P. (1998). Are you sitting on your qualitative data? Qualidata's mission. *International Journal of Social Research Methodology*, 1(1), 85-89.
- Corti, L., Witzel, A., & Bishop, L. (2005). On the potentials and problems of secondary analysis. An introduction to the FQS special issue on secondary analysis of qualitative data. *Forum : Qualitative Social Research*, 6(1). <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/498>
- Crow, G. (2012). Community re-studies : Lessons and prospects. *The Sociological Review*, 60(3), 405-420.
- Crow, G., & Edwards, R. (2012). Perspectives on working with archived textual and visual material in social research : Editors' introduction. *International Journal of Social Research Methodology*, 15(4), 259-262.
- Dale, A. (1993). Le rôle de l'analyse secondaire dans la recherche en sciences sociales. *Sociétés contemporaines*, 14(1), 7-21.
- de Lassalle, M. (2013). *Voix et voies de la politique. Pour une sociologie des rapports au politique et des transformations du capital culturel* (Mémoire de HDR en sociologie). Université de Nantes, Nantes.

- Duchesne, S., & Brugidou, M. (2016). Bequali, une archive en question : Retour sur une expérience de création de banque d'enquêtes qualitatives. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 11(4), 531-556.
- Duchesne, S., & Garcia, G. (2014). Bequali : Une archive qualitative au service des sciences sociales. Dans M. Cornu, J. Fromageau, & B.Muller (Éds), *Les archives de la recherche. Problèmes et enjeux de la construction du savoir scientifique* (pp. 49-70). Paris : L'Harmattan.
- Elman, C., Kapiszewski, D., & Vinuela, L. (2010). Qualitative data archiving : Rewards and challenges. *PS: Political Science and Politics*, 43(1), 23-27.
- Evans, T., & Thane, P. (2006). Secondary analysis of Dennis Marsden mothers alone. *Methodological Innovation Online*, 1(2), 78-82.
- Fielding, N. (2004). Getting the most from archived qualitative data : Epistemological, practical and professional obstacles. *International Journal of Social Research Methodology*, 7(1), 97-104.
- Fielding, N. G., & Fielding, J. L. (2000). Resistance and adaptation to criminal identity : Using secondary analysis to evaluate classic studies of crime and deviance. *Sociology*, 34(4), 671-689.
- Geiger, T., Moore, N., & Savage, M. (2010). The archive in question. *ESRC National Centre for Research Methods Review*. Repéré à [http://eprints.ncrm.ac.uk/921/1/Moore\\_review\\_paper\\_march\\_10.pdf](http://eprints.ncrm.ac.uk/921/1/Moore_review_paper_march_10.pdf)
- Gillies, V., & Edwards, R. (2012). Working with archived classic family and community studies : Illuminating past and present conventions around acceptable research practice. *International Journal of Social Research Methodology*, 15(4), 321-330.
- Graham, J., Grewal, I., & Lewis, J. (2007). *Ethics in social research : The views of research participants*. Repéré à <https://www.gov.uk/government/publications/governmental-social-research-ethical-assurance-guidance-for-social-researchers-in-government>
- Hammersley, M. (1997). Qualitative data archiving : Some reflections on its prospects and problems. *Sociology*, 31(1), 131-142.
- Hammersley, M. (2010). Can we re-use qualitative data via secondary analysis? Notes on some terminological and substantive issues. *Sociological Research Online*, 15(1).
- Heaton, J. (1998). Secondary analysis of qualitative data. *Social Research Update*, 22. Repéré à <http://sru.soc.surrey.ac.uk/SRU22.html>
- Heaton, J. (2004). *Reworking qualitative data*. London : Sage.

- Heaton, J. (2008). Secondary analysis of qualitative data : An overview. *Historical Social Research*, 33(3), 33-45.
- Hodson, R. (2001). *Dignity at work*. Cambridge, NY : Cambridge University Press.
- Hodson, R. (2004). A meta-analysis of workplace ethnographies : Race, gender, and employee attitudes and behaviors. *Journal of Contemporary Ethnography*, 33(1), 4-38.
- Irwin, S. (2009). Family contexts, norms and young people's orientations : Researching diversity. *Journal of Youth Studies*, 12(4), 337-354.
- Irwin, S., Bornat, J., & Winterton, M. (2012). Timescapes secondary analysis : Comparison, context and working across data sets. *Qualitative Research*, 12(1), 66-80.
- Irwin, S., Bornat, J., & Winterton, M. (2014). Qualitative secondary analysis in Austere Times : A reply to Coltart, Henwood and Shirani. *Forum : Qualitative Social Research*, 15(1). Repéré à <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/2100/3643>
- Irwin, S., & Winterton, M. (2011a). Debates in qualitative secondary analysis : Critical reflections. *Timescapes Working Paper Series 4*. Repéré à <http://forscenter.ch/wp-content/uploads/2013/11/WP4-March-2011.pdf>
- Irwin, S., & Winterton, M. (2011b). Qualitative secondary analysis in practice : An extended guide. *Timescapes Working Paper Series No.7*. Repéré à [http://www.timescapes.leeds.ac.uk/assets/files/secondary\\_analysis/working%20papers/WP7-Nov-2011.pdf](http://www.timescapes.leeds.ac.uk/assets/files/secondary_analysis/working%20papers/WP7-Nov-2011.pdf)
- Irwin, S., & Winterton, M. (2012). Qualitative secondary analysis and social explanation. *Sociological Research Online*, 17(2).
- Irwin, S., & Winterton, M. (2014). Gender and work-family conflict : A secondary analysis of Timescapes data. Dans J. Holland, & R. Edwards (Éds), *Understanding families over time research and policy* (pp. 142-158). Basingstoke : Palgrave Macmillan.
- Kuula, A. (2010). Methodological and ethical dilemmas of archiving qualitative data. *IASSIST Quarterly*. Repéré à [http://www.iassistdata.org/sites/default/files/iqvol34\\_35\\_kuula.pdf](http://www.iassistdata.org/sites/default/files/iqvol34_35_kuula.pdf)
- Lupia, A., & Elman, C. (2014). Openness in political science : Data access and research transparency. *PS : Political Science & Politics*, 47(1), 19-42.
- Lyon, D., & Crow, G. (2012). The challenges and opportunities of re-studying community on Sheppey : Young people's imagined futures. *The Sociological Review*, 60(3), 498-517.

- Marsden, D. (1973). *Mothers alone; poverty and the fatherless family*. Harmondsworth : Penguin.
- Mason, J. (2007). « Re-using » qualitative data : On the merits of an investigative epistemology. *Sociological Research Online*, 12(3).
- Mauthner, N. S., & Parry, O. (2009). Qualitative data preservation and sharing in the social sciences : On whose philosophical terms? *Australian Journal of Social Issue*, 44(3), 289-305.
- Mauthner, N. S., & Parry, O. (2013). Open access digital data sharing : Principles, policies and practices. *Social Epistemology*, 27(1), 47-67.
- Mauthner, N. S., Parry, O., & Backett-Milburn, K. (1998). The data are out there, or are they? Implications for archiving and revisiting qualitative data. *Sociology*, 32(4), 733-745.
- Michelat, G., & Simon, M. (2004). *Les ouvriers et la politique : permanence, ruptures, réalignements, 1962-2002*. Paris : Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).
- Moore, N. (2007). (Re)using qualitative data? *Sociological Research Online*, 12(3).
- Moravcsik, A. (2010). Active citation : A precondition for replicable qualitative research. *PS: Political Science & Politics*, 43(1), 29-35.
- Moravcsik, A. (2014). Transparency : The revolution in qualitative research. *PS: Political Science & Politics*, 47(1), 48-53.
- Pahl, R. E. (1992). *Divisions of labour*. Oxford : Blackwell.
- Parry, O., & Mauthner, N. S. (2004). Whose data are they anyway? Practical, legal and ethical issues in archiving qualitative research data. *Sociology*, 38(1), 139-152.
- Parry, O., & Mauthner, N. S. (2005). Back to basics : Who re-uses qualitative data and why? *Sociology*, 39(2), 337-342.
- Savage, M. (2005a). Revisiting classic qualitative studies. *Forum : Qualitative Social Research*, 6(1). <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/502/1080>
- Savage, M. (2005b). Working-class identities in the 1960s : Revisiting the affluent worker study. *Sociology*, 39(5), 929-946.
- Savage, M. (2011). *Identities and social change : The politics of method*. Oxford : Oxford University Press.
- Scot, M. (2006). Les archives britanniques des sciences sociales. Deux études de cas : UK Data Archive (UKDA) et Qualidata. *Genèses*, 2, 46-65.

- Smioski, A. (2011). Archiving qualitative data : Infrastructure, acquisition, documentation, distribution. Experiences from WISDOM, the Austrian Data Archive. *Forum : Qualitative Social Research*, 12(3). Repéré à <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/1734>
- Soriano, É. (2014). *La fin des Indigènes en Nouvelle-Calédonie : Le colonial à l'épreuve du politique, 1946-1976*. Paris : Karthala/MSH-M.
- Van den Berg, H. (2005). Reanalyzing qualitative interviews from different angles : The risk of decontextualization and other problems of sharing qualitative data. *Forum : Qualitative Social Research*, 6(1). Repéré à <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/viewArticle/499/1074>
- Van Ingelgom, V. (2014). *Integrating indifference. A comparative, qualitative and quantitative approach to the legitimacy of european integration*. Colchester : ECPR Press.
- Winterton, M. T., & Irwin, S. (2012). Teenage expectations of going to university : The ebb and flow of influences from 14 to 18. *Journal of Youth Studies*, 15(7), 858-874.

**Sophie Duchesne** est directrice de recherche au CNRS et membre du Centre Émile Durkheim (Sciences Po Bordeaux). Elle travaille sur les identités politiques et plus spécifiquement, sur le rapport à la nation en Europe. Elle a coordonné le projet blanc ANR 2010, Réanalyse, qui se propose d'expérimenter l'analyse secondaire des enquêtes qualitatives en sciences sociales, après avoir initié un projet de banque d'enquêtes qualitatives en France. Elle s'intéresse aux méthodes d'entretien dans les sciences sociales en général et aux entretiens collectifs en particulier, et plus spécifiquement à leur analyse.

# **Types idéologiques et classe résiduelle dans l'enquête d'Etienne Schweisguth; les Français et la politique, 1982-1988. Réanalyse à partir de deux familles de logiciels, CAQDAS et ADT**

**Stéphanie Abrial**, Docteure en science politique

---

Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Pacte, Grenoble, France

**Mathieu Brugidou**, Docteur en science politique

---

EDF R&D, Paris, France

**Annie-Claude Salomon**, DESS Progis

---

Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Pacte, Grenoble, France

## **Résumé**

En 1983, Étienne Schweisguth réalisait une enquête auprès de citoyens ordinaires, dans un contexte interrogeant les effets de l'alternance de 1981. Il mettait en évidence plusieurs types idéologiques et un groupe d'entretiens résistant à ce principe de classement : les divers. Notre revisite part de cette énigme. La réflexion sur la méthode et les modalités de son déploiement outillé est au cœur de notre démarche. La réanalyse que nous proposerons se fait notamment à travers le choix d'outils et de logiciels d'analyse « qualitative » (ADT et CAQDAS).

## **Mots clés**

RÉANALYSE, ENTRETIENS, IDÉOLOGIES, LOGICIEL QUALITATIF, DISCOURS, POLITISATION

Note des auteurs : Les auteurs tiennent à remercier Étienne Schweisguth d'avoir généreusement accepté que sa belle enquête soit archivée et que d'autres s'en saisissent avec des perspectives et des moyens différents. Pour avoir longuement fréquenté ce travail – ces entretiens et ces analyses – nous lui adressons un respectueux et amical salut. Par ailleurs, les auteurs tiennent à remercier chaleureusement les membres du projet ANR-2010 BLANC 1813 01, Réanalyse, sous la direction de Sophie Duchesne. Ce projet a rassemblé pendant quatre ans des collègues des laboratoires PACTE, Triangle, Ispole, EDF R&D ainsi que de l'ISP, et nous a permis – au-delà de la richesse de nos échanges – de faire progresser notre réflexion et nos pratiques en

## Introduction

En 1983, le sociologue français Étienne Schweisguth réalisait une enquête auprès de citoyens ordinaires, dans un contexte interrogeant les effets de l’alternance de 1981<sup>1</sup>. Cherchant à saisir l’évolution de la dimension gauche-droite non pas à travers l’offre politique, mais plutôt à partir « des représentations, croyances, idées et valeurs des électeurs », l’enquête portait ainsi plus précisément sur l’évolution parallèle des représentations de l’offre et de la demande politiques : le « tournant de la rigueur » de 1983 avait-il entraîné une recomposition des systèmes idéologiques des électeurs? Dans ce travail, mené à partir d’une soixantaine d’entretiens dits non-directifs réalisés par lui-même et un enquêteur prestataire et analysés selon une méthode inspirée du sociologue Guy Michelat (1975), le chercheur mettait en évidence plusieurs types idéologiques : la droite rigoriste; la droite libérale; la gauche humaniste; la gauche anticapitaliste; les petits, et un groupe résistant à ce principe de classement : les divers. Il précisait, à propos des divers, qu’ils sont ceux qu’il n’a pas pu classer dans un autre type « soit que des dimensions particulières apparaissent chez eux, soit qu’ils occupent sur les dimensions mentionnées des positions indéterminées ou contradictoires » (Schweisguth, 1986, p. 22).

Le groupe des divers – 24 enquêtés sur 64<sup>2</sup> – constitue pour Schweisguth une énigme à laquelle il s’est, à l’époque, trouvé confronté. Selon l’épistémologie de ce chercheur, la résistance des divers n’est pas anodine. Notre revisite part de cette énigme. Elle nous conduit à prendre au sérieux les questions, les catégories analytiques, les méthodes que Schweisguth a mises en œuvre, mais aussi les différentes formes de *data* qu’il nous a laissées – les « données qualitatives » étant selon nous inséparables de l’intention qui a présidé à leur collecte (Geiger, Moore & Savage, 2010).

Revenant trente ans plus tard sur ce qui constitue désormais un corpus clos, il nous faut en outre considérer ce qui peut introduire un décalage dans notre regard, l’obscurcir sans doute du fait de l’éloignement, mais aussi l’éclairer autrement.

Le dispositif beQuali, fort de son surplomb rétrospectif<sup>3</sup>, propose en effet un objet sensiblement différent de celui appréhendé initialement par Schweisguth : la perspective du chercheur premier se trouve désormais recodée comme une nouvelle couche de « donnée » dans notre corpus, passant du statut de sujet à celui d’objet de la

---

matière d’analyse qualitative. Que les organisateurs du colloque « Aux marges de l’enquête. Retour sur les matériaux mis au placard » qui s’est tenu à Nantes les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2015 et les membres du RT 20 Méthode de l’AFS réuni en congrès en juin 2015 soient également remerciés pour nous avoir permis de présenter les premiers résultats de notre travail.

recherche. Outre les réponses des personnes interrogées, il s'agira en effet de prendre en compte les interactions enquêteur/enquêté mais aussi la diachronie et la dynamique de l'enquête définie par la succession des entretiens. Il sera possible d'analyser les catégories du chercheur premier – ici les types idéologiques – comme autant de nouveaux codes enrichissant les retranscriptions, mais aussi de les considérer telles qu'elles ont été mobilisées dans les publications issues de la recherche première.

Ce nouvel objet – parce qu'il « embarque » de manière évidente le chercheur premier – nous invite à considérer que les interviewés ne sont pas seulement porteurs de représentations – structurées par les discours de l'offre – mais qu'ils sont auteurs ou plutôt coauteurs avec l'enquêteur de discours. C'est, selon nous, à partir de ces discours diffractés par le dispositif de la réanalyse, celui des enquêtés, mais aussi celui de l'enquêteur sur son objet, que la question de l'identification de systèmes de représentations politiques plus ou moins stables, « d'idéologies », sur quoi achopperait la catégorie des divers, se pose.

La réflexion sur la méthode et les modalités de son déploiement outillé est au cœur de notre propre entreprise. La réanalyse que nous proposerons s'adosse à une réflexion articulée sur le choix des outils et notamment des logiciels d'analyse « qualitative »<sup>4</sup> : logiciels d'aide à l'analyse, CAQDAS (pour *Computer Assisted Qualitative Data Analysis*) ou logiciels d'analyse de données textuelles (ADT). Les CAQDAS et l'ADT (Jenny, 1997; Lebart & Salem, 1994; Tournier, 1980) se caractérisent, au moins à leurs origines, par des sources théoriques et des pratiques de recherche distinctes. Mais ce sont avant tout des usages – configurées par des fonctionnalités – qui caractérisent ces différents logiciels. Nous combinerons successivement deux stratégies.

L'une consiste, dans un premier temps, à s'intéresser aux seuls discours des divers, à explorer de manière intensive et compréhensive leurs univers de sens, par l'entremise d'un logiciel CAQDAS (NVivo). Les CAQDAS revendiquent une filiation directe avec la sociologie compréhensive<sup>5</sup> : il s'agit de mettre à jour des univers de significations (et non des rapports de causalité). On doit donc prêter attention à la manière dont les interviewés produisent du sens, en mettant en évidence, sur les traces de Glaser et Strauss et des tenants de la *grounded theory*, l'existence de catégories *émiques*. Ici, c'est la cohérence logique et la consistance de l'univers de signification mis à jour qui constituent l'essentiel du protocole de validation. Les catégories naturelles et le schème spécifique qui les articule sont avérés dans la mesure où ils rendent compte de manière économique de la diversité des significations produites.

L'autre stratégie consiste à élargir la focale grâce à des logiciels d'ADT (Alceste) : il s'agit, dans ce deuxième temps, d'identifier le groupe des divers dans l'univers des discours selon un double jeu de coordonnées lexicométriques, les localisant, dans l'interdiscours, par rapport aux autres enquêtés classés dans des types

idéologiques, et dans l'intradiscours, par rapport aux enquêteurs. Notre usage des logiciels d'ADT nous permettra, à partir d'un algorithme et de classifications exploratoires, de repérer des thèmes dans l'ensemble du corpus, c'est-à-dire des cooccurrences lexicales et de les confronter à la typologie construite par Schweisguth. L'hypothèse ici est que les représentations ne peuvent être saisies qu'à travers des « jeux de langage ». Il s'agit par-là de mieux cerner la place et la cohérence des entretiens classés/rejetés en divers. Cette confrontation : classes d'énoncés vs types idéologiques, s'appuie sur une première objectivation statistique, celle des lexiques, mais elle s'autorise aussi d'un paradigme interprétatif pour rendre compte de ces structures thématiques, en revenant aux énoncés qu'elle glose (Brugidou, 2001).

C'est seulement après cette dernière étape qu'il nous sera possible de proposer des éléments de réponse à l'énigme de Schweisguth.

### **Les divers révèlent-ils l'hétérogénéité de bricolages individuels? Singularités biographiques et logiques internes des discours**

Les enquêtés divers, s'ils n'entrent pas directement dans les cases de structures idéologiques prédéfinies, sont producteurs de discours méritant d'être étudiés pour eux-mêmes, sous l'angle de performances discursives dont on fait l'hypothèse qu'elles sont, à leur manière, pertinentes. Le recours à l'analyse inductive des données – grâce à un logiciel CAQDAS – fait justement ressortir cette notion « d'auteur(s) »<sup>6</sup> qui, à la différence du caractère plutôt anonyme des données statistiques, permet de concevoir l'entretien comme une coproduction faisant notamment interagir un enquêteur et un enquêté. Les promoteurs des CAQDAS, fortement marqués par le courant interactionniste, s'attachent tout particulièrement à rendre compte de la situation d'énonciation et du déroulement de l'interaction. Les données de l'entretien sont donc fortement enracinées dans un contexte.

#### ***Définir une stratégie de codage***

Le « codage » des données met en œuvre un processus de décontextualisation-recontextualisation de l'ensemble des éléments discursifs qui se trouvent découpés et rangés dans des unités d'analyses – les codes<sup>7</sup>. La démarche suggère une progression continue qui place au cœur de ce dispositif celui de repérage d'« incidents critiques »<sup>8</sup> que l'on pourrait considérer également sous l'angle de faits « surprenants » qu'il s'agit d'expliquer, mais que l'on ne réduit pas au « fait brut » de l'induction dont la répétition finit par autoriser une forme de généralisation « probable ». À rebours de la lexicométrie, qui compte sur la récurrence, « la méthode du détective » (Eco, 1986)<sup>9</sup>, table sur le fait bizarre et isolé et le détail incongru.

L'hypothèse défendue ici est en effet que les CAQDAS aménagent un nouvel espace cognitif pour le raisonnement sociologique : ils nous permettent de visualiser ensemble les verbatims des entretiens, les observations de terrains, les informations

contextuelles et signalétiques sur l'enquêté, mais aussi mettent en vis-à-vis les annotations du chercheur, la codification thématique et le réseau conceptuel construit par l'analyste. Ces logiciels autorisent ainsi un va-et-vient entre ces différentes dimensions – qui est d'abord celui, physique, de l'œil du chercheur – qui constitue progressivement percept et concept. L'intuition du chercheur s'enracine d'abord dans les parcours multiples, de glanage ou de collecte plus systématique, qu'autorise l'architecture synoptique des CAQDAS. Mais cette intuition se formalise et se déploie symétriquement dans les structures émergentes plus ou moins hiérarchisées des codes thématiques, des liens grammaticaux entre thèmes étiquetés sous des opérateurs booléens, des formes symboliques que le chercheur agrafe à des formes sociales et des théories locales arrimées à des paradigmes sociologiques.

Dans cette perspective, plusieurs usages de ces logiciels peuvent être repérés dans les pratiques effectives des chercheurs : un usage exploratoire et inductif ayant vocation à s'immerger dans les données sans but de les formaliser par des comptages ou des tableaux descriptifs; un usage plutôt déductif – par un codage quelquefois semi-automatisé – dans lequel les structures thématiques sont fixées en amont et viennent cadrer l'analyse. Notre approche ici se situe à la jonction des deux. Avec le logiciel NVivo, nous avons choisi de coder l'intégralité des propos de certains enquêtés dans une démarche inductive, laissant ressortir les catégories du discours. Mais nous avons également cherché à standardiser et stabiliser notre codage pour permettre des points de comptage et de comparaison dans la mise en perspective des systèmes de représentation des enquêtés. Cette stabilisation nous permet ainsi de faire émerger des logiques discursives, des structures idéologiques potentielles, tout en attrapant des singularités.

### ***Les divers, univers discursif et représentations sociales du politique***

Re-questionner la cohérence de la structure idéologique des divers nous amène à apprécier dans quelle mesure ils s'avèrent effectivement « inclassables », « reclassables » ou « classables » dans une catégorie à part entière. Que dire ainsi du rapport à la politique de ces enquêtés, dès lors que l'on s'attarde dans une démarche d'observation compréhensive? Que repère-t-on de significatif dans leurs propos, leurs connaissances, les manifestations de leur compétence et/ou de leur engagement politique qui nous permette de statuer sur leur homogénéité ou au contraire, leur hétérogénéité idéologique?

Nous avons choisi d'analyser en profondeur 15 entretiens d'enquêtés divers. Ils constituent la totalité des entretiens dont nous sommes sûrs que Schweisguth les a considérés comme tels. Chaque retranscription a été codée dans une double approche : catégorielle, en référence aux thèmes évoqués; transversale, en lien avec des éléments de contexte ou de personnalité par exemple. Les références codées, du fait de l'émergence quelquefois de plusieurs incidents critiques dans un même passage

discursif, ont pu être doublement voire triplement codées. C'est précisément ce processus et cette possibilité de coder plusieurs fois une référence qui marquent l'intérêt méthodologique du CAQDAS. Le codage de nos 15 entretiens aboutit à une structure de 44 codes libres (cf. Figure 1).

*Discours de témoignages, fractures et accidents de vie*

Les divers ont en commun d'évoquer de manière centrale des éléments en lien direct avec leur biographie et leur parcours de vie. Ils parlent beaucoup d'eux. Leur discours apparaît en grande partie comme un discours de témoignage. La politique, l'alternance de 1981, les partis politiques de droite et de gauche – sur lesquels l'enquêteur démarre l'entretien – se trouvent associés à l'évocation de réalités souvent très personnelles et énoncées sur un registre affectif et quelquefois très intime. Venant de milieux modestes, souvent peu diplômés, ils exercent, pour une partie d'entre eux, des métiers plutôt manuels, dans le secteur public comme dans le privé. Ils interagissent avec l'enquêteur dans une confiance qui s'apparente presque à un contexte de confiance. À ce propos, les entretiens réalisés par Schweisguth sont particulièrement évocateurs de cette situation de par les qualités d'empathie que le chercheur déploie. Les divers sont dans des situations familiales et des modes de vie différents, mais leur parcours personnel laisse entrevoir des temps de fractures marquants : enfance accidentée par la perte d'un parent, divorce, situation de solitude avec enfants à charge, difficultés professionnelles... Ces traces et résurgences d'accidents semblent fortement structurer leur rapport au politique.

Louise est veuve, isolée, marquée par le souvenir de l'alcoolisme de son mari, la mort récente d'un neveu et l'absence de ses quatre enfants :

Ma foi, je voudrais que tout le monde s'accorde et puis que ça aille bien (...) Et puis que les enfants soient un peu plus humains qu'avant, parce que moi, j'en ai eu quatre, mon mari est mort, ça fait trois ans, je ne les vois jamais, ils ne viennent pas, pourtant je suis malade, vous savez. (...) Je vais vous montrer mon neveu qui est mort il n'y a pas longtemps, je n'ose pas le regarder sans pleurer, et on n'a pour ainsi dire pas su ce qu'il avait, et il a été... parti, et ce n'était pas le cancer.

Patrick a 32 ans, d'origine polonaise, marié, quatre enfants, il a perdu sa mère quand il avait 16 ans et est resté avec son père mineur dans le Pas-de-Calais.

Mon père c'était un mineur. D'ailleurs je suis d'origine polonaise moi hein! (...) quand je suis sorti de l'école... j'avais pas... Ma mère entre-temps était décédée. J'avais 16 ans ma mère est décédée! À 16 ans ½, j'ai eu un CAP d'électromécanicien... Oh, peut-être, il y aurait peut-être... Je veux dire... c'est pas forcément que ma mère qu'elle soit morte que je suis parti travailler hein! C'est tout des circonstances (...)!

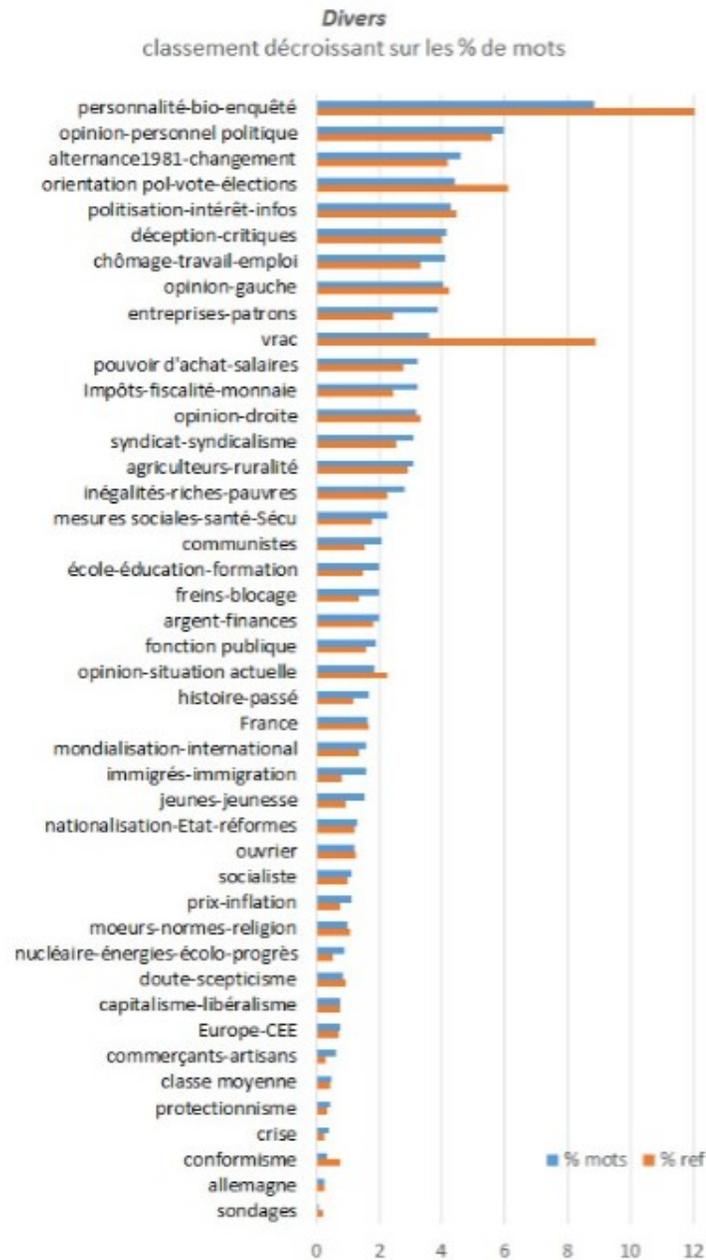


Figure 1. Structure d'encodage du corpus par mots et par références (en %) : comparaison divers et petits.

Soizic est divorcée, elle travaille dans une école catholique (qui désapprouve le divorce) et élève seule ses enfants :

Moi dans ma situation avec trois enfants à charge et toute seule à les élever... j'ai jamais eu de bourse... enfin... j'ai jamais eu de grosse bourse... parce que je recevais une malheureuse pension de mon mari! (...) Je paie des impôts aussi! Enfin... Alors là il y a quelque chose qui... Enfin... ça me paraît difficile quoi ...!

Michel a traversé une période de chômage :

Moi ça faisait deux ans que je n'avais pas de travail, étant ancien fonctionnaire, démissionnaire, je n'avais droit à aucune aide sociale, donc... à ce moment-là (...) donc tout ce qui pouvait se voter autour de moi, ça ne me concernait absolument pas, hein, moi, mon souci, c'était essayer de trouver de l'argent pour manger et vivre.

Liliane aussi est divorcée, son père est mort quand elle avait dix ans : « J'arrive plus à me situer en fait! Je ne me situe plus. »

#### *Processus d'intégration sociale laborieux*

Les 15 enquêtés divers s'inscrivent dans des trajectoires peu linéaires et évoquent des processus d'intégration sociale que l'on pourrait qualifier de laborieux sans pour autant y déceler aucune situation d'immédiate urgence ou de détresse. Les divers, pour la plupart, gagnent leur vie. Ils n'hésitent pas à donner le montant de leur salaire et insistent parfois sur des événements heureux de leur parcours. Leur rapport déclaré à la politique met en évidence un vote de gauche en 1981. Mais ce vote semble, pour tous, contrarié. Ils peinent dans la réalité économique de leur vie, dans leur pouvoir d'achat, dans leur mode d'intégration sociale et font souvent l'expérience de difficultés fortement évoquées. Mais, on repère très vite, à la lecture de chacun de ces entretiens – et grâce aux mémos rédigés – que la trame de fond n'est pas celle du désenchantement socio-économique. Ils estiment, au fond, qu'ils ne « sont pas si mal ». Les divers sont plutôt centrés sur l'évocation de leur parcours personnel. Leur discours est sans cesse relié aux éléments biographiques, de stigmates affectifs, émotionnels, personnels.

#### *La gauche, la droite et les hommes politiques*

Si les divers montrent un intérêt certain pour les questions posées par l'enquêteur à propos de la politique, on observe qu'ils le font surtout pour « rendre service ». Parmi les thématiques mobilisant le plus les enquêtes figurent celle sur les opinions émises à l'égard de la classe politique dans son ensemble (code opinion-personnel politique) et celle sur l'alternance de 1981 (code alternance 1981-changement).

*Alternance de 1981 et changement*

Tous les enquêtés ont un avis à faire valoir sur la période écoulée depuis l'élection de François Mitterrand. Le terme qui revient le plus fréquemment dans ce code est celui de « changement ». Mais il est évoqué par la négative :

Ben disons que... je sais pas il y a pas eu beaucoup de changements pour l'instant! Hein ça... on s'en est aperçu! Le changement n'a pas été... n'a pas été terrible hein! Non vraiment... on nous a promis beaucoup de choses comme on dit! Mais euh... on voit pas beaucoup les choses venir quoi! (Jeanne).

Ça s'effrite, c'est du changement factice, ce que j'appelle, c'est-à-dire on va changer de nom certaines choses, on va mettre Pierre à la place de Paul et Paul à la place de Pierre, mais ce n'est pas ça, le changement, ça n'a jamais été ça, c'est du pseudo-changement, à mon sens. Mais le changement qu'ils nous ont promis, il n'y en a pas, il n'y en aura pas d'ailleurs, c'est sûr (Maurice).

[...] ça n'a rien changé du tout. Absolument rien » [...]; « pour nous ça n'a apporté aucun changement! (Marcel).

Je trouve que c'est une dégradation (...) Je pensais qu'il y aurait vraiment un changement. Je sais pas comment vous expliquer! C'est pire qu'avant! (Liliane).

[...] c'est un peu un... un sentiment d'échec! (Pierre).

[...] si on relisait les textes qu'ils avaient écrits avant contre l'ancien régime, je crois qu'ils n'ont même pas respecté le tiers ni le quart de ce qu'ils reprochaient avant. Pourquoi? On ne peut pas changer d'un seul coup (André).

Les attentes évoquées et déçues sont exprimées de manière générale, sur un registre à la fois assez flou et tranché dans lequel on perçoit l'idée d'un « avant » et d'un « après ». Les divers émettent des critiques qui ne s'appuient que très rarement sur des réalités précises et nuancées. Leur vocabulaire est quelquefois incertain, assez vague : les « choses » ne changent pas, « ça » se dégrade, « ça s'effrite », « ça » n'a pas changé... Il ressort une sorte de discours assez fataliste et résolu sur le fait que la situation est comme « ça » et qu'ils en sont déçus.

Le changement qui était attendu suscite des déceptions d'autant plus fortes que beaucoup d'enquêtés expliquent avoir voté pour la gauche en 1981 : « ça aurait pu être bon! Et puis en définitive... à l'usage enfin... je suis quand même un peu déçue » (Soizic).

*Opinions sur le personnel politique*

« Le jour où ils sont au pouvoir, eh bien, ces gens-là, ils se rendent compte devant l'évidence qu'ils ne peuvent pas faire autrement, qu'ils ne sont pas plus forts que les copains. » (Maurice).

Le « ils » dont il est question désignent la classe politique nouvelle ayant accédé au pouvoir en 1981. Là aussi, les propos marquent une déception et attestent de certaines critiques faites à l'égard du personnel politique : « l'alternance, remarquez que... il suffit pas d'avoir une étiquette pour être plus intelligent que celui qu'on flanque à la porte pour le remplacer! ». Les hommes politiques sont perçus comme un tout, distants, de connivence les uns avec les autres, éloignés des préoccupations réelles des enquêtés. À cela s'ajoutent des remarques assez appuyées concernant leur difficulté à apparaître comme honnêtes et fiables : « Un homme politique ne reconnaît jamais ses torts », « personne, dans les hommes politiques, aussi bien de droite que de gauche, ne dira la vérité, on ne dit pas la vérité » (Maurice); « Avec eux c'est pas honnête, c'est ça la politique disons... » (Soizic); « En politique je je je, je crois que... il y a beaucoup de magouillages là-dedans, il y a beaucoup de... Ouais! » (Serge); « Et puis le dédain je crois aussi... Et les autres nous prenaient euh... Quand je dis les autres, ils étaient coupés quand même de toute réalité! » (Liliane).

*Clivages politiques*

Si l'on regarde plus précisément les opinions émises sur la droite et sur la gauche, on observe que même si certains enquêtés ont un discours associant droite et gauche, tous marquent des différences construites sur des clivages bien explicités dans l'ensemble de l'enquête.

- Le premier clivage est celui qui associe la droite au monde des « patrons » et la gauche à celui des « ouvriers » : « la droite, jusqu'à présent, on la considérait comme, si vous voulez, les patrons, ceux qui détenaient le pouvoir économique, etc., puis la gauche c'était les ouvriers, les employés, enfin, la masse des salariés » (Maurice). En 1983, les enquêtés structurent des repères en lien avec l'univers de la production et du travail. Il y aurait d'un côté les possédants et de l'autre les travailleurs. Pierre souligne que la droite, c'est « avoir... la meilleure part du gâteau! C'est ça pour moi la droite ». « La gauche, pour moi, au départ, si vous voulez, c'est très simple, la gauche, pour moi, c'est un peu l'ouvrier, quoi, c'est un peu la défense des travailleurs, c'est simple ». Ce clivage est d'autant plus intéressant qu'il met en perspective l'idée de possession versus celle de privation sans y associer la question du chômage. Ce dernier semble perçu comme un phénomène relativement lointain. Maurice, Pierre, Anne, Monique, Patrick, Liliane et Philippe sont les sept enquêtés divers dont les propos révèlent très fortement ce clivage. On observe a contrario que Soizic, Jeanne, Serge, André et Louise n'évoquent absolument pas cette question. Enfin,

de manière différente, Michel et Marcel s'engagent dans leurs propos en soutenant la cause du patronat écrasé par le poids des charges sociales.

- Le deuxième clivage est celui qui sépare les « gens d'en haut », à droite, des « gens d'en bas », à gauche. « Du côté de la droite... ils favorisent un peu les... les gens d'un certain niveau. Et j'ai remarqué que la gauche elle essaye de favoriser un peu... les gens qui sont... de niveaux assez bas! » (Patrick). Cette entrée par l'évocation de deux niveaux hiérarchisés dans la réalité sociale est étayée par un vocabulaire qui renforce les images associées : le « bas » et le « haut » de l'échelle; partir du « bas » pour aller vers le « haut »; les « hauts » et les « bas » salaires; les « hauts » et les « bas » de gamme, les « gros » et les petits... « Parce que... forcément c'est toujours un avantage pour les gros! C'est toujours les petits... j'ai remarqué ça!... c'est toujours les petits qui restent derrière! Les gros, eux, on leur donne toutes les possibilités possibles! » (Jeanne). Il y aurait aussi une sorte d'appréciation distincte entre la droite et la gauche selon cette entrée par le haut ou par le bas. Tous les enquêtés, sauf Marcel, Patrick, Louise et Michel, se retrouvent dans ce clivage.
- Le troisième clivage porte sur un registre différent. Il est exprimé à travers l'évocation de valeurs : d'ouverture et d'humanisme pour la gauche, de liberté pour la droite. Pierre : « Pour moi la gauche c'est quand même un humanisme... Le mot qui me vient à l'esprit c'est "humanisme" (...) la gauche c'est plutôt une meilleure coordination, une meilleure entraide... Je dirai. (...) Alors que la droite... bon, j'allais dire c'est la vieille France »; Maurice : « La gauche au point de vue intellectuel, soi-disant ils se disent plus ouverts »; Pierre : « la Liberté, elle est de droite! la liberté c'est d'essence libérale de droite! C'est... : on n'est pas lié par les autres! On veut faire son trou soi-même... ».

À propos de ce qui peut être apprécié, Serge évoque un trait que l'on retrouve de manière assez implicite chez l'ensemble des enquêtés, exceptée chez Liliane : « la gauche n'importe comment... si c'était bien fait! Hein si c'était bien fait... ce serait quand même mieux que la droite! ».

À l'issue de cette approche compréhensive, deux points apparaissent clairement que semblent partager ces entretiens catégorisés comme divers. Tout d'abord, les trajectoires de vies singulières et accidentées des divers constituent un socle commun très fort, à partir duquel s'agence leur rapport au politique. Sans repérer ici, de manière systématique, un effet « enquêteur » (chercheur vs prestataire), on constate que l'empathie de Schweisguth – notamment à travers les marques de bonne humeur – favorise une situation de confiance voire de confiance qui incite les enquêtés à parler d'eux. On observe ensuite que les divers se positionnent, pour certains, très bien sur des clivages décrits dans l'analyse première. C'est le cas du clivage entre « patrons » et « ouvriers » et de celui entre les « gros » et les « petits ». Mais, il demeure tout de

même – en observant leur hétérogénéité sur le troisième clivage – que les divers se fabriquent un rapport en tension à la politique. Sans pouvoir repérer de structures idéologiques lisibles, ils bricolent à partir de dimensions clivantes une forme de compétence que l'on pourrait alors qualifier de « distancée ».

### **Les divers dans l'univers des discours de l'enquête de Schweisguth : le discours montré des types idéologiques et le discours caché des enquêteurs**

L'analyse des données textuelles va nous permettre de poursuivre notre enquête sur les discours de deux manières : d'une part, elle va nous permettre de préciser la place des divers dans l'univers des discours de l'ensemble des personnes interrogées; d'autre part, elle va nous permettre de restituer le discours des enquêteurs qui a été escamoté par une approche centrée sur les représentations et d'approfondir ainsi l'approche de ces entretiens comme co-construction enquêteurs/enquêtés.

#### ***Le discours des divers dans l'univers des discours des types idéologiques***

Une des pistes pour qualifier le groupe des divers peut être de comparer la catégorisation en types idéologiques de Schweisguth, qui repose sur un repérage « manuel » d'un système de représentations stables<sup>10</sup>, à la classification réalisée par Alceste. Cette méthode privilégie une approche statistique qui identifie dans un corpus de textes donné (les entretiens) des sous-ensembles homogènes de verbatims sur la base de leur profil lexical (cooccurrences). Les classes de réponses obtenues peuvent être caractérisées par les variables disponibles dans l'enquête, qu'elles soient sociodémographiques ou attitudinales. Les textes sont notamment découpés en « unités de contexte », qui correspondent grossièrement à la phrase, considérée comme l'unité sémantique de base. Ce sont des tableaux croisant ces propositions et les mots qui sont l'objet d'un traitement statistique – une classification descendante hiérarchique –, pour constituer des classes au contenu lexical le plus homogène possible et les plus contrastées entre elles par ailleurs.

Le logiciel Alceste permet soit de classer des parties du discours d'un individu ou de classer l'ensemble de son discours. On le sait, la logique de catégorisation de Schweisguth repose sur la deuxième hypothèse : pour lui, les individus présentent une forme de cohérence idéologique, repérable dans les discours. Il est possible que la catégorie divers soit le fruit de ce choix de méthode.

La classification descendante hiérarchique identifie cinq classes d'énoncés (cf. Figure 2). L'algorithme de classification distingue tout d'abord deux « branches » d'énoncés homogènes du point de vue du lexique, correspondant au premier axe de la représentation factorielle. Elle oppose d'une part, les classes d'énoncés portant sur l'univers domestique ou « privé » – famille, salaire/conditions de vie – et, d'autre part, celles portant sur l'univers « public » – vote, gauche/droite et économie. Ces dernières thématiques correspondent à des catégories instituées du politique, leur



Cet espace de discours est aussi travaillé par des logiques sociales : l'axe 1, horizontal, oppose les catégories socioprofessionnelles et niveaux d'études supérieurs aux catégories socioprofessionnelles et niveaux d'études inférieurs, confirmant ainsi une ample littérature sur la distribution de la compétence politique (Duchesne & Haegel, 2004). C'est aussi un espace de discours fortement marqué par le genre : l'axe vertical « identité vs économie » oppose nettement les femmes et les hommes. Cet axe est aussi marqué par l'opposition entre le début et la fin de l'enquête et les deux enquêteurs (un prestataire puis Étienne Schweisguth) qui ont mené les entretiens.

La classification hiérarchique descendante du sous-corpus formé par les seuls divers confirme par ailleurs l'existence de deux sous-ensembles d'entretiens très clivés :

- elle identifie, d'une part, une sous-catégorie de divers très proches d'une autre catégorie d'interviewés, les petits. Il s'agit de personnes interrogées dans le Doubs par Schweisguth (notamment des femmes, retraitées et employées) qui développent en particulier leur discours autour du coût de la vie.
- d'autre part, cette nouvelle analyse isole des divers présentant un profil sociodiscursif sensiblement différent. Ces personnes (plutôt des hommes et des cadres) développent plus volontiers dans leur discours les thèmes économiques. Ce sont notamment des personnes qui ont été interrogées par le premier enquêteur.

Les divers s'avèrent éclatés en différentes classes, ce qui est attendu. Ils sont hétérogènes thématiquement (comme idéologiquement), mais ce ne sont pas les seuls : la droite libérale et, dans une moindre mesure, la droite rigoriste ne semblent pas avoir de thématiques privilégiées<sup>15</sup> (mais ils sous-investissent les thématiques politiques ou macroéconomiques). La classification des thèmes semble mieux convenir aux types de gauche (gauche humaniste et gauche anticapitaliste) ou aux petits (cf. Tableau 1).

La proximité thématique entre les divers interrogés par le prestataire et la *gauche anticapitaliste*, ou entre les divers interrogés par Schweisguth et les *petits* n'impliquent pas qu'ils aient en commun les mêmes idéologies. Ces derniers ne partagent pas seulement un intérêt fort pour les conditions de vie quotidienne perçues comme « invivables » du fait de leurs faibles ressources. Ils ont en commun, selon Schweisguth, une vision de la société opposants les « petits » et les « gros » et une définition partagée des « solutions » à apporter aux problèmes publics (que les riches renflouent les caisses de l'État). Cette proximité thématique attire toutefois notre attention sur le discours des enquêteurs.

### ***Les divers reflètent-ils la diversité des styles d'enquêtes?***

L'approche par les discours nous invite à regarder de plus près les stratégies de questionnement, prenant ainsi en considération le discours des enquêteurs.

Tableau 1

*Classer des thèmes; type idéologique et classes Alceste « thème » (UCE)*

<b>Alceste UCE Type idéologique</b>	<b>Non- réponse</b>	<b>Famille</b>	<b>Salaire</b>	<b>Économie</b>	<b>Vote</b>	<b>Gauche Droite</b>	<b>Total</b>
Non-réponse	<b>25 %</b>	0 %	0 %	0 %	0 %	<b>75 %</b>	100 %
Divers	0 %	21 %	33 %	8 %	17 %	21 %	100 %
Droite Libérale	0 %	33 %	0 %	22 %	0 %	44 %	100 %
Droite Rigoriste	0 %	30 %	40 %	20 %	10 %	0 %	100 %
Gauche Anticapitaliste	0 %	20 %	0 %	<b>60 %</b>	0 %	20 %	100 %
Gauche Humaniste	0 %	11 %	0 %	0 %	22 %	<b>67 %</b>	100 %
Petits	0 %	0 %	<b>100 %</b>	0 %	0 %	0 %	100 %
<b>Total</b>	<b>1.5%</b>	<b>20%</b>	<b>25%</b>	<b>14%</b>	<b>11%</b>	<b>29%</b>	<b>100%</b>

Le premier enquêteur – prestataire qui a participé à de nombreuses enquêtes du CEVIPOF (Garcia, 2013) – réalise le premier tiers des entretiens et semble se focaliser, d'une part sur des classes moyennes (recrutement par réseau) et d'autre part sur une approche des thématiques classiques du politique (lisible dans le vocabulaire, la connaissance du jeu politique, etc.). Schweisguth poursuit cette enquête et la réoriente vers des couches populaires. Il nous a confirmé lors d'une discussion en novembre 2015 qu'il était insatisfait du premier enquêteur et de son style d'enquête, jugé trop directif. Notre étude revient ici à un paradigme explicatif en empruntant le langage analytique des variables pour tenter d'isoler les « effets » notamment des interactions. Ces différences sont en effet visibles dans le vocabulaire utilisé par l'enquêteur : dans ses questions Schweisguth parle plus d'argent, d'impôt, de conflit et de problème, mais aussi des acteurs politiques (Mitterrand, Giscard, Chirac...), des échéances électorales et de la France cependant que l'enquêteur prestataire parle, quant à lui, davantage de gauche ou de droite, mais aussi de liberté, d'égalité, de justice ou d'économie...

On peut supposer que ce lexique des questions, mais aussi cette façon de cadrer les problèmes et la politique ont une influence sur les réponses, ce qu'on peut

partiellement vérifier en comparant le corpus des questions et des réponses – il est aussi possible de faire l’hypothèse qu’il correspond aux thèmes que les enquêtés, du fait de leurs profils en partie différenciés selon les temps de l’enquête, privilégient.

Les enquêteurs se différencient aussi par ce qu’on peut appeler une différence de « style d’interrogation » (cf. Tableau 2). Les interventions de Schweisguth sont beaucoup plus nombreuses, elles sont liées à des entretiens en moyenne plus longs, mais aussi plus répétitifs. Cela ne signifie pas que l’enquêteur soit plus « directif » : ses relances peuvent être une invitation à approfondir le discours. Dans cette conception de l’entretien, l’enquêteur intervient beaucoup, il ne s’agit pas d’orienter le propos, mais de réfléchir les propos de l’interviewé (Duchesne, 1996).

Par ailleurs, le chercheur, à l’occasion de la partie « signalétique » qui clôt l’entretien, engage une conversation plus informelle sur la trajectoire biographique de la personne interrogée, à la différence de l’enquêteur prestataire, qui recueille strictement les informations recherchées. Ces différences s’expliquent en partie du fait des statuts des deux enquêteurs (chercheur et prestataire). Il est toutefois difficile de distinguer si ces différences tiennent seulement aux enquêteurs – à leurs personnalités et leurs conceptions d’un « bon entretien » – ou aussi aux personnes interrogées – dont on sait qu’elles ont en partie des propriétés sociales et politiques différentes du fait des temps de l’enquête. La plupart des questions sont en effet des relances. Certes, le choix de se focaliser sur tel ou tel aspect du discours de la personne interrogée et le cadrage de la question relèvent de l’enquêteur, mais il est aussi certain que les relances emportent quelque chose de la réponse précédente – parfois beaucoup quand elles répètent ce qui vient d’être dit au mot à mot – et dessinent un portrait de l’enquêté.

Ce constat peut être notamment fait à propos de l’usage des interjections qui parsèment les interactions (cf. Tableau 3). L’analyse montre chez le premier enquêteur un sous-emploi important des interjections notamment pragmatiques et expressives<sup>16</sup> marquant l’engagement dans l’interaction.

La présence affective du chercheur dans les entretiens se lit aussi à travers la multiplication des marques de bonne humeur dans les entretiens, voire d’une forme de complicité avec les enquêtés qui semble aller croissante à mesure que la campagne d’entretiens progresse (cf. Figure 3). C’est ce que montre la répartition de la didascalie [rire] dans les questions et interactions de Schweisguth.

La présence et l’incarnation de l’enquêteur dans le dialogue avec les enquêtés culminent au moment des entretiens menés dans le Doubs, région d’origine de Schweisguth, où celui-ci, au détour d’une question sur le vote ou sur la droite et la gauche, se livre en partie, dévoilant des éléments de sa propre histoire (« Moi, je... »), en échange de celle qui lui est confiée, acceptant de renverser les rôles en répondant à son tour aux questions intéressées des personnes qu’il rencontre (cf. Encadré 1).

Tableau 2  
*Critères linguistiques formels par enquêteur*

Paramètres linguistiques <sup>17</sup>	Q-nbre	R-nbre	Q-mots	R-mots	Q-longueur	R-longueur	Q-répétition	R-répétition
Prestataire	70	78	629	2582	9,6	36,7	1,76	2,59
Schweisguth	89	92	936	3396	10,9	43,2	2,11	3,01
Ensemble	83	87	830	3116	10,5	41	1,99	2,87

Tableau 3  
*Répartition des interjections par enquêteurs*

Interjections	Nbre d'interjections	Ah	Oh	Euh	Hein	Voilà	Bon	Eh
Prestataire	149	6	9	40	19	4	59	16
Schweisguth	256	15	6	32	63	3	98	35
Ensemble	219	12	5	34	48	3	84	28

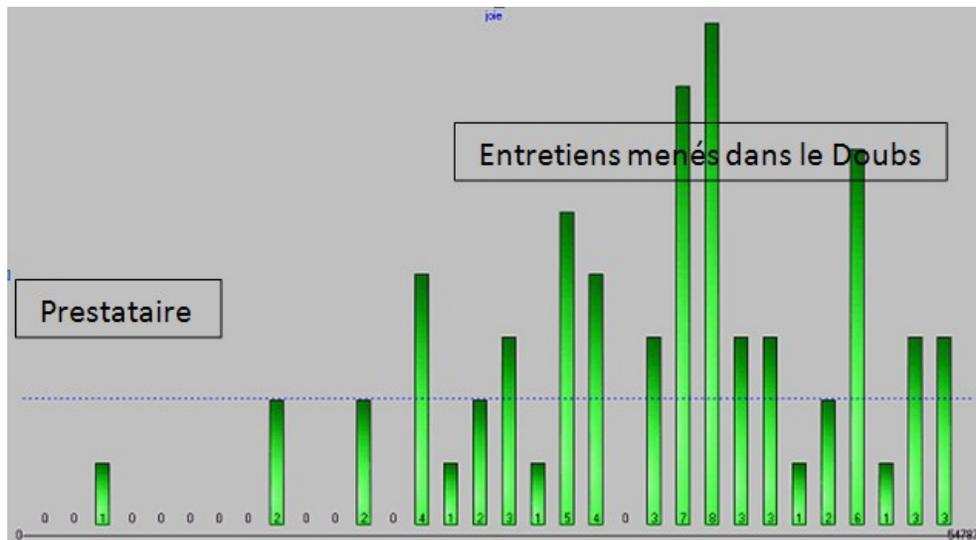


Figure 3. Répartition de la didascalie [rire] dans le sous-corpus « questions » – Analyse diachronique Tropes.

- « [I.-] Moi, je me souviens, parce que moi, j’y ai vécu, ici, à Montbéliard, jusqu’à l’âge de 15 ans.
- [F.-] À Montbéliard? Où est-ce que vous habitez?
- [I.-] Ah, j’habitais en face du stade, près des forges, là où ils ont rasé les maisons maintenant, je ne sais pas si vous voyez...
- [F.-] Ah oui, vers les forges d’Audincourt?
- [I.-] Non, non, pas d’Audincourt, non, non, c’est encore
- [F.-] Vers le stade?
- [I.-] Oui, oui, vers le stade...
- (...) [F.-] Vous aviez des parents par là...?
- [I.-] Oui, oui, oh oui.
- [F.-] Ah, ben, ça va, comme ça... ([I.-] Oui, oui.) Et vous vous y plaisez?
- [I.-] Ah, on s’y fait, hein.
- [F.-] Ah oui, qui est-ce qui ne s’y plairait pas? [rire.]
- [I.-] On se fait... on se fait à tout. Mais je voulais vous demander, là, pour revenir... pour revenir à mon enquête, en 1981, là, quand il y a eu l’élection présidentielle, vous avez voté pour un candidat? »

Extrait enquête 44

*Encadré 1.* Extrait d’entretien du Doubs, région d’origine d’Étienne Schweisguth.

Ces différentes analyses montrent que si la diversité des divers tient en partie à des thématiques différentes, elle reflète aussi la dynamique de l’enquête : les personnes interrogées au début de l’enquête n’ont pas les mêmes propriétés linguistiques, sociales, et politiques que celles interrogées par la suite. L’essentiel des entretiens classés dans le type *gauche anticapitaliste* est ainsi réalisé dans le premier tiers de la campagne d’entretien. Il est vrai aussi qu’ils ont été interrogés par des enquêteurs différents et que le style et les thématiques des enquêteurs et des enquêtés semblent se confondre du fait de deux mouvements agissant en sens inverse :

- d’une part, l’interaction et la conduite d’un entretien non directif de recherche impliquent que l’enquêteur règle étroitement son pas sur la marche de l’enquêté;
- d’autre part, la personnalité et la conception de l’enquêteur prestataire différent de celles de Schweisguth.

Il s’avère difficile, sinon illusoire, de dés-intriquer ce qui serait un « effet » du lieu, du temps de l’enquête ou un « effet » de l’enquêteur. Le langage des variables, et de leurs effets isolés dans l’analyse statistique, trouve ici une de ses limites : le texte

des entretiens tisse étroitement les fils des questions et des réponses, il fonde parfois les lieux, les moments et les personnes. Son plus grand mérite est finalement de remettre dans la lumière crue de l'analyse statistique des dimensions ignorées – les interactions, les lieux, les moments – par les premiers choix de méthodes et de montrer aussi la manière dont les énoncés, dont on extrait les représentations, sont attachés à ces circonstances.

### **Conclusion : une œuvre ouverte**

Étienne Schweisguth a voulu que son enquête « les Français et la politique » réalisée entre 1982 et 1988 soit archivée. Il l'a déposée, pensons-nous, comme une « œuvre ouverte » : d'abord parce qu'elle nous propose bien une énigme. Ensuite, parce qu'il s'agit d'une œuvre « en mouvement » selon la formule d'Umberto Eco, à propos du baroque : « La recherche du mouvement et du trompe-l'œil exclut la vision privilégiée, univoque, frontale, et incite le spectateur à se déplacer continuellement pour voir l'œuvre sous des aspects toujours nouveaux, comme un objet en perpétuelle transformation » (Eco, 1965, p. 22). C'est précisément ce que nous avons tenté de faire avec nos approches outillées, en faisant varier la perspective, en décalant le regard. Dans cette acception de l'œuvre ouverte, le chercheur second, celui qui vient après, revisite les lieux – notamment ceux du discours – laissés en l'état par le chercheur premier. Mais le temps a passé et s'il reprend l'enquête au point où le premier s'était arrêté, et s'éclaire de ses catégories, il est aussi armé d'outils méthodologiques, analytiques et des questions vives que l'histoire de la discipline a forgées et suscitées depuis. De ce point de vue, notre réanalyse se veut une contribution à l'histoire d'une tradition de recherche et s'inscrit dans les perspectives proposées par Savage (2005).

Nous avons donc, à l'issue de cette recherche, une interprétation des divers à proposer. La formation résiduelle de ce groupe d'inclassables tient selon nous pour partie à la théorie des types idéologiques et au modèle qui l'instrumente. Les divers se tiennent à distance du politique. Ils ne sont pas engagés émotionnellement dans la dénonciation d'un clivage qui mine la société et qui les identifie (Duchesne & Haegel, 2004). Ils ne se font pas le porte-parole d'un collectif, n'endossent pas de ce fait les habits pour eux trop larges d'un « Nous ». Les personnes classées en divers racontent avec une certaine émotion une histoire de vie parfois chahutée, témoignent de leurs expériences irréductiblement singulières sans que ces récits ne soient repris dans des récits collectifs structurés. On peut faire l'hypothèse que s'amorce ici un mouvement discursif de longue durée qui allait être plus tard décrit comme un recul du régime de la critique au profit de nouveaux régimes discursifs privilégiant le témoignage et l'authenticité (Cardon & Heurtin, 1999; Cardon, Heurtin, & Lemieux, 1995).

C'est pourquoi sans doute les effets des interactions semblent imprimer leurs marques chez eux plus qu'ailleurs. Un déplacement théorique et méthodologique, amorcé dans nos analyses, remontant de la structure des représentations vers la surface

des énoncés, permet de mieux rendre compte de ce nouveau régime de discours. Ce changement de palier est toutefois progressif : il n'abandonne pas complètement la question des représentations et de leurs schèmes, mais il donne mieux à voir leurs réalisations dans les discours, fait davantage de l'entretien une « épreuve » de politisation où les interactions et la présence de l'enquêteur ne peuvent être ignorées.

Ce changement de palier de l'analyse s'est opéré par le truchement des outils logiciels. La rupture de ce point de vue n'est pas totale avec le chercheur premier. On le sait, l'analyse pratiquée par Schweisguth est, elle aussi, « outillée ». Les travaux dont il s'inspire (Donegani, Michelat, & Simon, 1980) décrivent les opérations successives réalisées sur le corpus des entretiens : passage par l'écrit, modélisation de chacun des entretiens par des graphiques sur des fiches, repérage d'énoncés « vedettes », verbatims condensant certaines propriétés du modèle, recherche de structure transverse à partir de la superposition des graphes, etc. L'analyse des idéosystèmes implique, comme l'a bien noté J. Goody dans sa lecture critique de Lévi-Strauss, le passage par la textualisation de discours oraux (Goody, 1979). Les choix de méthode d'analyse faits par le chercheur premier ne sont pas sans conséquence : ils font d'un type idéologique une structure de représentations stable au niveau collectif dont relève exclusivement une personne interrogée. Un choix de « méthode » différent, admettant par exemple de ranger un individu dans plusieurs types, réduit cette difficulté : des individus ambivalents, partagés entre différents systèmes de représentations se trouvent ainsi classés (Donegani, Duchesne, & Haegel, 2002).

Un autre choix de classement, plaçant cette fois le point d'équilibre au niveau de l'individu et non de la recherche de structures stables au niveau collectif, reformule sensiblement le problème. Ce sont alors les tensions entre systèmes de représentations chez les individus et les syncrétismes, les bricolages idéologiques qu'elles suscitent, les reformulations dans le discours et les énoncés qui deviennent l'objet principal de l'enquête (Duchesne, 1997). Dans le contexte d'une offre politique en porte à faux – les politiques publiques changeant sensiblement en 1983, mais non les discours politiques qui s'enferment dans ce qui apparaît à certains comme une rhétorique fatiguée, – il semble en effet difficile de lire des évolutions idéologiques franches, des basculements vers de nouveaux types. On y lit bien plutôt des craquements et du trouble.

Quel bilan pouvons-nous tirer de notre revisite assistée par des logiciels d'analyse qualitative ? Ces logiciels, bien qu'ils aient des fonctionnalités précises et qu'ils embarquent avec leurs algorithmes des présupposés théoriques (Brugidou, 2008), sont susceptibles d'usages multiples – et pour certains détournés – relevant d'épistémologies parfois assez différentes. Ce n'est donc pas de famille de logiciels, ni même de certains logiciels dont on parlera, mais de certains de leurs usages.

L'usage du logiciel NVivo cherche ici à reconstituer sinon des systèmes de représentations, du moins des ensembles dont on cherche des éléments de structure : d'où un usage inductif, le codage est libre, mais bientôt clos (après avoir repéré les catégories) dans une grille de codes. Cette indexation cohabite avec des parcours plus buissonniers et plus propices à l'herméneutique : l'importance du code « personnalité-biographie enquêté » chez les divers invite à s'attarder sur les fractures et les accidents de vie irréductibles à des codes et rétifs à l'esprit de système.

Les classifications d'Alceste permettent de traiter l'ensemble du corpus des entretiens et de restituer une structure thématique, une topographie sur la base des lexiques et de leurs tableaux de fréquences. L'objectivation statistique permet donc de repérer des proximités entre groupes d'énoncés, entre ces groupes et leurs descripteurs et entre les descripteurs. Le passage aux énoncés (rendu possible par le repérage statistique des verbatims spécifiques des classes) permet de passer d'une construction de la preuve reposant sur le lien (statistique) à une argumentation reposant sur la signification et de gloser ainsi ces énoncés. Ce double régime épistémologique – explicatif et herméneutique – supporté par le logiciel a permis de topographier à grands traits notre corpus d'entretiens, identifiant les lieux du discours et leurs différents noms. Prenant au sérieux le concept de type idéologique, nous avons cartographié sa distribution et cherchons à caractériser les « sans lieux », les entretiens divers. C'est leurs divagations possibles que nous avons cherché à suivre en les diffractant expérimentalement selon les logiques du discours : une fois libérés de leur étiquette « divers », nous avons suivi le jeu de leurs trajectoires, à la fois conformées par les lieux du discours (les thématisations) qui les attirent ou les repoussent et réglés par les interactions.

Ce sont donc bien les réglages fins des logiciels d'analyse qualitative et leurs usages ajustés qui importent, puisqu'ils sont doublement configurés, pour coupler des régimes épistémologiques et différentes formes de *data*. Leurs usages dans une perspective de réanalyse nous invitent, d'une part, à examiner soigneusement sous quel régime épistémologique l'enquête fut conduite et analysée – faut-il le préciser jusqu'aux arrières-cuisines de la méthode. D'autre part, à considérer les propriétés des différentes familles de logiciel qualitatif et à envisager résolument un usage « familier » mais précis et réflexif de ces logiciels : leurs effets cognitifs ne sont pas négligeables, mais ils ne sont pas d'une nature très différente des autres technologies littéraires (Chateauraynaud, 2003) dont l'analyse manuelle que nous pratiquons en ignorant le plus souvent les effets.

## Notes

<sup>1</sup> En 1981, un nouveau président est élu à la tête de la République française, François Mitterrand. C'est le premier président de gauche depuis le début de la Cinquième république, laquelle n'a connu que des gouvernements de droite. On désigne donc cette période comme celle de l'alternance.

<sup>2</sup> La répartition des entretiens selon les types idéologiques définis par É. Schweisguth diffère selon que l'on utilise les données fournies dans deux de ses publications ou les matériaux recueillis lors de la collecte de ses archives.

<sup>3</sup> Les 64 entretiens de cette enquête sont disponibles dans la banque d'enquêtes qualitatives beQuali ainsi que l'enquête sur l'enquête rédigée par Guillaume Garcia (2013). L'enquête sur l'enquête est une production scientifique qui a pour objet d'éclairer d'un point de vue documentaire, méthodologique et analytique les enquêtes qualitatives diffusées sur le site <http://www.bequali.fr/>

<sup>4</sup> *Qualitatif* désigne ici les méthodes d'enquêtes, les logiciels peuvent par ailleurs utiliser des algorithmes quantitatifs (comptage des mots, des codes, indices statistiques, etc.) (cf. Lejeune, 2010).

<sup>5</sup> Là aussi, les usages de ces logiciels peuvent varier très fortement et relever d'épistémologies différentes comme les montrent les différentes contributions de ce numéro.

<sup>6</sup> On retrouve ici une opposition tout à fait classique entre des « agents » et des « acteurs », voire des « sujets parlants ».

<sup>7</sup> Le codage « correspond à une transformation – effectuée selon des règles précises – des données brutes du texte. Transformation qui, par découpage, agrégation et dénombrement, permet d'aboutir à une représentation du contenu, ou de son expression, susceptible d'éclairer l'analyste sur les caractéristiques du texte qui peuvent servir d'indices ». (Bardin, 1977, p. 134).

<sup>8</sup> L'incident critique doit être vu comme « une idée ou un ensemble d'idées isolables par rapport au reste des données et qui présente une certaine cohésion ». (Point & Voynet-Fourboul, 2006, p. 64).

<sup>9</sup> Cette approche, l'attention aux indices, est en partie celle préconisée dans la « méthode » de Guy Michelat.

<sup>10</sup> J.-M. Donegani, S. Duchesne et F. Haegel ont rappelé que la conception de l'entretien inaugurée par Michelat a donné lieu à des variations d'interprétations et de pratiques. Concernant l'analyse des entretiens, ils ont identifié notamment deux types de modélisations : l'une, transverse aux individus, l'autre construite à partir de groupes d'individus homogènes. Dans le premier cas, un individu peut contribuer dans l'analyse à plusieurs modèles culturels différents, dans le second, à un seul. Schweisguth va pour sa part privilégier une modélisation reposant sur les individus – à la différence de la pratique de Michelat semble-t-il : c'est l'homogénéité du groupe qui permet de dégager un schéma cohérent, un type idéologique. (Donegani, Duchesne, & Haegel, 2002).

<sup>11</sup> Ainsi que l'atteste la liste des termes sur-employés dans ces classes : qu'il s'agisse du vocabulaire dédié à la compétition électorale des énoncés sur le *vote* ou du vocabulaire plus abstrait décrivant le positionnement sur l'axe gauche/droite décrivant des idées au triple sens d'analyses, de convictions et de valeurs.

<sup>12</sup> Il s'agit ici de macroéconomie et d'économie politique ainsi que l'atteste la liste des termes sur employés.

<sup>13</sup> Ce sont les conditions de vie quotidienne et notamment la dimension économique, le salaire et les dépenses, qui sont ici développées. Les frais liés aux accidents de la vie (la maladie, les accidents) sont fréquemment cités.

<sup>14</sup> Le nom des classes constitue une interprétation de ce qui apparaît à l'analyste comme le thème dominant de la classe. Les termes désignant des relations de parenté, identifiés par le logiciel, sont sur-employés (chi-2 : 847).

<sup>15</sup> Le thème de la famille est toutefois assez présent dans le discours de type « droite rigoriste ».

<sup>16</sup> Par opposition aux interjections référentielles comme « voilà » ou à fonction cognitive comme « euh ». Les interactions pragmatiques semblent caractéristiques d'un code « restreint ».

<sup>17</sup> Les paramètres linguistiques de formes retenus sont les suivants : nombre moyen d'interventions de l'enquêteur (Q-nbre) et de l'enquêté (R-nbre), nombre moyen de mots de l'enquêteur (Q-mots) et de l'enquêté (R-mots), nombre moyen de mots par intervention de l'enquêteur (Q-longueur) et de l'enquêté (R-longueur), répétition moyenne des interventions de l'enquêteur (Q-répétition) et de l'enquêté (R-répétition).

## Références

- Bardin, L. (1977). *L'analyse de contenu*. Paris : Presses universitaires de France.
- Brugidou, M. (2001). La combinaison des inférences statistiques, linguistiques et sociologiques dans l'analyse d'une question ouverte. *Journal de la société française de statistique*, 4, 91-103.
- Brugidou, M. (2008). *L'opinion et ses publics. Une approche pragmatiste de l'opinion publique*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Cardon, D., & Heurtin, J. P. (1999). La critique en régime d'impuissance. Dans E. Neveu, & B. François (Éds), *Espaces publics mosaïques* (pp. 85-119). Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Cardon, D., Heurtin, J. P., & Lemieux, C. (1995). Parler en public. *Politix*, 8(31), 5-19.
- Chateauraynaud, F. (2003). *Prospéro. Une technologie littéraire pour les sciences humaines*. Paris : CNRS éditions.
- Donegani, J. M., Duchesne, S., & Haegel, F. (2002). Sur l'interprétation des entretiens de recherche. Dans S. Duchesne, J. M., Donegani, & F. Haegel (Éds), *Aux frontières des attitudes* (pp. 272-295). Paris : L'Harmattan.
- Donegani, J. M., Michelat G., & Simon, M. (1980). *Représentations du champ social, attitudes politiques et changements socio-économiques*. Paris : CORDES.

- Duchesne, S. (1996). Entretien non pré structuré, stratégie de recherche et étude des représentations. Ou : Peut-on déjà faire l'économie de l'entretien 'non-directif' en sociologie? *Politix*, 9(35), 189-206.
- Duchesne, S. (1997). *Citoyenneté à la française*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Duchesne, S., & Haegel, F. (2004). La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation. *Revue française de science politique*, 54(6), 877-909.
- Eco, U. (1965). *La poétique de l'Œuvre ouverte*. Paris : Seuil.
- Eco, U. (1986). *Le signe*. Bruxelles : Labor.
- Garcia, G. (2013). *Inventaire de l'enquête « Les Français et la politique »*. Repéré à [http://www.bequali.fr/media/ckeditor/uploads/2015/10/16/cdsp\\_bequali\\_sp2\\_add\\_archiv\\_outil\\_fr\\_analytique\\_inventaire\\_dl.pdf](http://www.bequali.fr/media/ckeditor/uploads/2015/10/16/cdsp_bequali_sp2_add_archiv_outil_fr_analytique_inventaire_dl.pdf)
- Geiger, T., Moore, N., & Savage, M. (2010). The archive in question. *ESRC National Centre for Research Methods Review*. Repéré à [http://eprints.ncrm.ac.uk/921/1/Moore\\_review\\_paper\\_march\\_10.pdf](http://eprints.ncrm.ac.uk/921/1/Moore_review_paper_march_10.pdf)
- Goody, J. (1979). *La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*. Paris : Éditions de Minuit.
- Jenny, J. (1997). Méthodes et pratiques formalisées d'analyse de contenu et de discours dans la recherche sociologique française contemporaine. État des lieux et essai de classification. *Bulletin de méthodologie sociologique, (B.M.S.)*, 54, 64-112.
- Lebart, L., & Salem, A. (1994). *Statistique textuelle*. Paris : Dunod.
- Lejeune, C. (2010). Montrer, calculer, explorer, analyser. Ce que l'informatique fait (faire) à « l'analyse qualitative ». *Recherches qualitatives, Hors-série*, 9, 15-32.
- Michelat, G. (1975). Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie. *Revue française de sociologie*, 16(2), 229-247.
- Point, S., & Voynnet-Fourboul, C. (2006). Le codage à visée théorique. *Recherche et applications en marketing*, 21(4), 61-78.
- Savage, M., (2005). Revisiting classic qualitative studies. *Historical Social Research*, 3(1), 118-139.
- Schweisguth, E. (1986). Les avatars de la dimension gauche-droite. Dans E. Dupoirier, & G. Grunberg (Éds), *Mars 1986 : La drôle de défaite de la gauche* (pp. 51-70). Paris : Presses universitaire de France.
- Tournier, M., (1980). D'où viennent les fréquences de vocabulaire? La lexicométrie et ses modèles. *Mots*, 1(1), 189-209.

**Stéphanie Abrial** est ingénieure de recherche CNRS au laboratoire PACTE de Grenoble (UMR 5194). Docteur en science politique, ses recherches portent sur le vote, la formation du jugement politique et intègrent des méthodologies d'enquêtes qualitatives et quantitatives en sciences sociales.

**Mathieu Brugidou** est chercheur senior à EDF R&D et chercheur associé à PACTE. Ses travaux actuels portent sur les approches discursives des publics et sur l'analyse des données textuelles appliquées aux méthodes d'enquête des sciences sociales.

**Annie-Claude Salomon** est ingénieure d'études CNRS au laboratoire PACTE de Grenoble (UMR 5194). Titulaire du DESS Progis (IEP de Grenoble), elle assure l'appui méthodologique à la réalisation et à l'exploitation d'enquêtes. Elle contribue au développement de l'archivage et de l'analyse secondaire d'entretiens de recherche (TGIR Huma-Num).

# Saisir les processus de catégorisation ethniques, sociales et territoriales dans les rapports ordinaires au politique : le prisme de la réanalyse<sup>1</sup>

**Camille Hamidi**, Docteure en science politique

---

Université Lyon II, Lyon, France

## Résumé

L'article examine l'apport de la réanalyse par un chercheur de ses propres travaux, à partir de la revisite d'une enquête sur le comportement politique de jeunes habitants de quartiers populaires. En reposant une question de recherche déjà abordée lors de la première analyse – l'étude des processus de catégorisation ethnique et sociale ordinaires, et leur influence sur le rapport au politique – et en lui imposant un traitement doublement réflexif, du fait de la réanalyse et du recours à un CAQDAS, le logiciel Atlas.ti, la réanalyse permet à la fois de déplier et complexifier le cadre théorique initial, et de déplacer le regard, d'une approche en termes de cartes perceptuelles à une conception plus interactionniste et dialogique de l'analyse de discours.

## Mots clés

RÉANALYSE, ENTRETIEN, LOGICIEL QUALITATIF, ETHNICITÉ, POLITISATION

## Introduction

La question de l'ethnicité est longtemps restée relativement taboue dans les sciences sociales françaises<sup>2</sup>, pour des raisons diverses qui tiennent notamment à l'héritage durkheimien, à la constitution tardive de la sociologie de l'immigration et à l'influence des analyses marxistes sur celle-ci, ainsi qu'à la prégnance du « modèle républicain français », qui reconnaît dans l'espace public des citoyens plutôt que des membres d'une communauté spécifique (Lorcerie, 1994). Depuis la fin des années 1990, on

Note de l'auteure : Je remercie Valérie Sala-Pala pour sa participation aux débuts du projet. Merci également à tous les membres du projet ANR Réanalyse qui ont contribué à ce numéro, pour cette expérience de recherche collective et d'échanges comme on en rencontre trop peu aujourd'hui dans le monde académique. Je remercie tout particulièrement Sophie Duchesne, Thibaut Rioufreyt et Virginie Van Ingelgom pour leurs remarques serrées sur les versions antérieures de ce texte. Merci également à Julian Mischi et Nicolas Fischer pour leur relecture du texte.

assiste toutefois à une évolution sensible sur ces questions, des travaux de plus en plus nombreux faisant l'hypothèse d'une ethnicisation croissante<sup>3</sup> de la société française, sensible tant dans les relations sociales que dans les rapports au politique, et qui se manifesterait en particulier dans les quartiers populaires (Braconnier & Dormagen, 2007; Fassin & Fassin, 2006; Haegel, Rey, & Sintomer, 2000). Pourtant, la façon dont l'ethnicité structure le rapport au politique reste encore un point largement aveugle de la littérature française, notamment dans les enquêtes qualitatives sur le sujet (*a contrario* sur les enquêtes quantitatives, Simon & Tiberj, 2016). Dans une enquête sur le comportement politique de jeunes gens habitant des quartiers populaires de la banlieue lyonnaise, d'origine étrangère ou non, je cherche à investiguer cette question en analysant comment les individus activent des catégorisations ethniques, sociales et territoriales pour se situer dans le monde social, et comment cela se traduit dans leur rapport au politique. Cette enquête avait fait l'objet d'une première publication (Hamidi, 2010a) et je procède actuellement à sa réanalyse, dans le cadre d'un projet plus vaste visant à réanalyser différentes enquêtes menées sur le même territoire au cours du temps.

Je voudrais examiner ici ce que permet la revisite de cette enquête : en observant comment la réanalyse vient déplacer et approfondir le questionnement initial, j'analyserai la façon dont elle peut contribuer au travail de construction théorique. Cette réflexion s'inscrit dans une configuration particulière, celle de la réanalyse par le chercheur de son propre travail : c'est en effet le type le plus répandu de réanalyse (Heaton, 2000). En évitant certaines des difficultés propres à la réanalyse, notamment d'ordre éthique<sup>4</sup>, elle permet de se concentrer sur les apports de cette démarche et notamment de tenter de faire le départ entre ce qui tient à la réanalyse proprement dite et ce qui aurait été possible dans le cadre d'une première analyse, si celle-ci avait duré plus longtemps. Cela me semble d'autant plus important qu'en discutant de manière informelle avec des collègues, on réalise que beaucoup d'entre eux font de la réanalyse « sans le savoir », à la manière de M. Jourdain (Molière, 1670/1999). C'est le cas notamment pour les enquêtes de terrain, souvent ethnographiques, qui ont été conduites en thèse : les conditions de travail dans l'université française sont telles qu'il est souvent difficile de mobiliser le même type d'approches après avoir été recruté, ce qui explique que bon nombre de chercheurs reviennent ensuite sur leur matériau de thèse. Il paraît donc utile de réfléchir à ce que ce type de démarche peut apporter.

Un des intérêts majeurs de la réanalyse, notamment de ses propres enquêtes, me semble être d'obliger le chercheur à exercer une grande réflexivité sur son propre travail, à la fois en revisitant la première enquête – tant la question de recherche que la façon dont les données ont été produites puis analysées – et en procédant à la seconde analyse. Ici, cette réflexivité a été redoublée par l'utilisation d'un CAQDAS (*Computer Assisted Qualitative Data Analysis Software*), en l'occurrence Atlas.ti, pour conduire la réanalyse, tandis que la première analyse avait été menée sans outil logiciel. C'est aussi

une des vertus des CAQDAS que de permettre, et à certains égards d'obliger, le chercheur à documenter et à systématiser ses façons de faire. Je voudrais montrer ici l'intérêt de cette forme de réflexivité au carré. En retravaillant la façon dont j'avais identifié les processus de catégorisation auxquels se livrent les acteurs en entretien, en comparant le travail conduit dans la première analyse et lors de la réanalyse, j'ai mieux compris comment j'avais procédé dans l'interprétation des entretiens, ce qui m'a permis de préciser et de systématiser le codage des données. Ce faisant, j'ai choisi d'une part de « déplier » la question de recherche initiale – ce sera l'objet de la première partie du texte – et d'autre part de décaler le regard, d'une approche centrée sur les attitudes à une analyse plus sensible aux effets de contexte et d'interaction, en déplaçant alors l'ambition théorique de l'analyse – j'évoquerai cet aspect dans la seconde partie. Mais je voudrais tout d'abord évoquer brièvement l'enquête ainsi réanalysée, les résultats obtenus lors de la première analyse et les éléments de contexte qui m'ont amenée à cette revisite.

## **De la première enquête à la réanalyse**

### *L'enquête réanalysée*

L'enquête a été conduite en 2007 et 2009 auprès de jeunes gens âgés de 18 à 35 ans, votant dans deux quartiers de Vaulx-en-Velin, en banlieue lyonnaise<sup>5</sup>. Nous avons conduit une trentaine d'entretiens<sup>6</sup> et, tandis que la première analyse ne concernait qu'une partie du corpus, la réanalyse vise à l'analyser dans son intégralité<sup>7</sup>.

À l'origine, cette recherche s'inscrivait dans un projet collectif<sup>8</sup> qui s'intéressait aux liens entre épisodes émeutiers et participation politique plus conventionnelle. La grille portait donc à la fois sur les parcours biographiques des individus, le rapport à la politique institutionnelle, les expériences d'engagement éventuelles, et le rapport au politique élargi. Elle abordait également le rapport au territoire, l'expérience vécue des discriminations, les relations avec la police et le rapport aux émeutes. La grille d'entretien n'avait donc pas été conçue dans l'optique d'un travail portant spécifiquement sur les opérations de catégorisation ordinaires des individus, ni sur la façon dont ils mobilisent ou non les catégories ethniques pour se situer politiquement. Si l'ethnicité était une question qui m'intéressait depuis déjà plusieurs années et si cela a influencé la façon de concevoir la grille d'entretien, ce questionnement n'était pas central dans l'élaboration de celle-ci. Il s'est précisé notamment dans l'analyse, en réponse à un appel à communication<sup>9</sup>.

### *Les résultats de la première analyse*

La première enquête m'a permis de dégager trois types de profils parmi les personnes interrogées. Dans le premier type, le quartier occupe une place centrale dans la vie quotidienne, l'univers affectif et l'identification des jeunes gens. Leur carte perceptuelle est structurée autour de la seule opposition quartiers/centre-ville et cette dimension territoriale est dotée d'une signification ethnique. La question sociale est

alors entièrement rabattue sur le clivage ethnoterritorial. Le second type est défini en opposition au premier. La carte perceptuelle des individus est également fortement structurée par la question ethnoterritoriale, mais ils se posent en opposition à l'univers des quartiers. Leur carte est en outre plus complexe que dans le groupe précédent, faisant une place autonome à la dimension sociale. Enfin, la carte perceptuelle du dernier groupe identifié est moins structurée par la question ethnoterritoriale que dans les groupes précédents, et la sensibilité des individus à la question sociale est plus vive.

J'ai ensuite examiné la traduction politique de ces cartes perceptuelles et de ces identifications, en soulignant l'hétérogénéité du groupe des « jeunes issus de l'immigration des quartiers populaires » en fonction de leurs trajectoires sociales et spatiales. Ainsi, alors que l'identification ethnoterritoriale constitue la « boussole » qui permet aux individus du premier groupe de se situer dans un univers politique mal maîtrisé, elle est moins prégnante dans les deux autres groupes. Seuls les individus du premier groupe semblent donc susceptibles de s'identifier à des représentants définis sur une base ethnoterritoriale (les « candidats des quartiers »). Ce sont toutefois les jeunes gens les moins intéressés par la politique, ceux qui participent le moins régulièrement et les plus enclins à critiquer la trahison de leurs représentants – ce qui peut contribuer à expliquer les difficultés récurrentes à structurer, en France notamment, une offre politique autour de cette étiquette. Pour les individus qui relèvent des deux autres types, l'origine étrangère constitue un marqueur important, mais qui n'est pas associé à une appartenance territoriale. En outre, ils ont à leur disposition d'autres points de repère : ils mobilisent notamment des frontières symboliques définies en termes sociaux, et des catégories spécifiquement politiques. Toutefois, l'enjeu ethnoterritorial peut devenir plus saillant pour les individus du deuxième groupe, qui se situent en opposition à l'univers des quartiers : à défaut pour l'instant de se traduire directement dans un basculement de leur vote de gauche à droite, il joue déjà dans leur perception de l'univers politique.

Dans cette première étape du travail, j'ai cherché avant tout à contraster les catégories ethniques, sociales et territoriales, car je voulais comprendre comment la catégorisation ethnique était utilisée pour se situer dans le monde social, par qui, et comment cela se traduisait au plan politique. Cela m'a conduit à mettre l'accent essentiellement sur la différence entre deux types de catégorisation, ethnoterritoriale d'une part et sociale de l'autre, et à étudier la façon dont les acteurs articulent ces deux formes de catégorisation. Sur la première dimension, j'ai en effet constaté que la dimension ethnique était rarement mobilisée seule, mais le plus souvent associée au territoire des quartiers et des banlieues, conformément à la logique de la territorialisation de l'ethnicité qui prévaut en France dans l'action publique notamment (Doytcheva, 2007). Sur la seconde, j'ai retenu une acception du « social » proche de la question sociale telle qu'elle est travaillée par R. Castel (1995).

### ***La contextualisation des deux analyses<sup>10</sup>***

Le choix de cette focale s'expliquait à la fois par le contexte politique, par l'état du champ scientifique et par ma propre trajectoire de recherche alors (Moore, 2006). On l'a dit, la question de l'ethnicité a longtemps été un sujet sensible en France. Même si les réflexions sur le sujet se sont multipliées dans les années 2000, elles ne faisaient – et ne font toujours – pas consensus, à des degrés variables selon les disciplines, leurs traditions scientifiques et leur degré d'internationalisation. Le débat restait notamment structuré par un profond antagonisme entre l'explication par les variables ethniques et sociales, comme s'il fallait choisir entre ces deux principes explicatifs. Au plan personnel, j'étais moi aussi relativement circonspecte devant l'usage de la notion d'ethnicité. Dans mes recherches précédentes, notamment dans ma thèse sur des associations de jeunes issus de l'immigration maghrébine (Hamidi, 2002, 2010b), j'avais choisi de ne pas m'inscrire dans des problématiques spécifiques liées à l'immigration ou à l'ethnicité. Ma formation en science politique dans la France des années 1990 ne m'y avait guère incitée, pas plus que ma trajectoire familiale – petite-fille de migrants algérien et italien, j'ai grandi dans une famille qui valorisait fortement le « modèle républicain » français. J'ai pourtant progressivement commencé à m'intéresser à ces questions<sup>11</sup>, mais la première analyse que j'ai menée sur le sujet visait à vérifier si l'ethnicité constituait bien une perspective sur le monde opératoire pour certains individus, et pas simplement, pour ainsi dire, une projection de la part de certains chercheurs nourris de sciences sociales anglophones.

Ce contexte a évolué lors de la réanalyse : l'enjeu de l'ethnicité a gagné en saillance au plan politique<sup>12</sup>. La légitimité de la catégorie s'est accrue au plan scientifique – comme en témoigne la parution du numéro de la *Revue Française de Science Politique* « Représentants et représentés : élus de la diversité et minorités visibles » auquel mon article contribuait – même si elle reste discutée. Enfin, j'ai eu l'occasion de présenter celui-ci à diverses reprises et il a reçu un bon accueil, en France et à l'étranger, ce qui a nourri la réanalyse et m'a confortée dans le choix de cette piste de recherche.

Enfin, une évolution méthodologique interne à la recherche a également joué. La première analyse, manuelle, était essentiellement thématique (sur le parcours personnel et familial, le rapport au politique, le rapport au territoire, etc.). Et c'est au terme de celle-ci que j'ai identifié les catégories mobilisées par les acteurs en rapport avec ces différents thèmes et construit une typologie. Dans le cadre de la réanalyse, l'entrée par les processus de catégorisation est devenue première : alors que c'était le résultat auquel j'avais abouti dans la première analyse, c'est le point de départ de la seconde. Cette nouvelle recherche s'inscrit aussi dans un projet plus large centré sur les usages des catégories ethniques dans le monde social, initié avec Thibaut Rioufreyt et Valérie Sala-Pala, ce qui explique aussi le choix de cette perspective. Dans ce cadre, nous

avons développé une grille de codage invitant notamment à relever les termes utilisés pour décrire les populations (Arabes, blancs, Français, pauvres, etc.) et à identifier les critères de classification à l'œuvre – critère ethnique, social, territorial, ou une combinaison de ces éléments. Par ailleurs, j'ai entrepris d'effectuer ce travail de codage en recourant à un CAQDAS, le logiciel Atlas.ti, ce qui incite à expliciter et systématiser l'analyse. Et, dans l'optique de la rédaction de cet article, j'ai repris les analyses conduites manuellement la première fois, afin de retracer les opérations de recherche et de les comparer à celles menées avec Atlas.ti. Ce faisant, j'ai pu identifier différentes logiques de codage des catégories, qui étaient parfois entremêlées dans les premières analyses et que la réanalyse permet de dénouer, d'explicitier et de systématiser. Outre cet intérêt méthodologique, ce travail met également au jour d'autres déclinaisons possibles des catégorisations ethniques et sociales chez les acteurs. En ce qui concerne les premières, elle permet de comprendre que la dimension ethnique n'est pas absente des cartes mentales des individus des deuxième et troisième groupes, mais elle se décline alors autrement que dans le rapport au territoire. Pour ce qui relève des catégorisations sociales, elle donne à voir des tensions entre différentes façons de concevoir les clivages sociaux, parfois présentes dans un même entretien. Dans les deux cas, cette nouvelle lecture permet d'expliquer d'autres aspects du rapport au politique des acteurs.

### **La réanalyse pour approfondir la question de recherche initiale : « déplier » les catégories identifiées dans la première analyse**

#### ***Distinguer deux types de clivages ethniques***

En étudiant les processus de catégorisation ethnique, je m'étais concentrée sur la dimension ethnoterritorial, au sens où la carte perceptuelle est structurée autour de la seule opposition quartiers/centre-ville, et cette dimension territoriale dotée d'une signification ethnique. C'est en effet la dimension qui a la traduction politique la plus nette, chez les individus des deux premiers groupes, d'autant qu'elle était largement activée à cette période par l'offre politique<sup>13</sup>. Mais la réanalyse souligne qu'il existe également une autre façon de mobiliser l'ethnicité. Celle-ci n'a pas de traduction politique nationale directe, ce qui explique que j'y ai moins prêté attention la première fois, puisque c'était à travers ce prisme que j'étudiais les données; mais elle renseigne pourtant sur le rapport au monde social. Cette catégorisation concerne les individus des deux derniers groupes – ceux qui rejettent le monde des quartiers, dans le deuxième groupe, ou ceux qui s'en sont éloignés socialement et spatialement, dans le troisième. Dans ce cas, l'expérience de l'ethnicité renvoie non plus à un territoire partagé et aux expériences sociales associées, mais à des origines nationales et une communauté d'appartenance culturelle, ainsi qu'à des expériences liées à la migration.

Cette dimension est visible dans l'entretien mené avec Antonin<sup>14</sup> (qui relevait du deuxième groupe dans la première analyse). Originaire du Bénin, il est arrivé en France

à l'âge de trente ans et âgé de trente-cinq ans lors de l'entretien. Son père, retraité, vit au Bénin. Sa mère, qui vit en France, est agent municipal. Lui-même, titulaire d'un baccalauréat béninois, est devenu agent de sécurité en arrivant en France, faute de financements pour poursuivre ses études. Il compare spontanément son expérience en France à la vie qu'il a connue au Bénin, puis l'enquêtrice le fait réagir au mot « Bénin » en fin d'entretien. Dans ce contexte, il se livre à une comparaison de la situation dans les deux pays, en insérant ce pays dans un ensemble plus vaste (il évoque « la mentalité africaine ») et distinguant « les mentalités », « les conditions de vie », « l'espérance de vie » dans les deux cas. Ici, l'ethnicité renvoie à la fois à une origine nationale, et à des normes et pratiques culturelles.

Par ailleurs, certaines personnes dans ces groupes activent également des formes de catégorisation ethnique liées à leur trajectoire migratoire. C'est le cas en particulier des primomigrants, notamment de ceux qui sont insérés dans des réseaux familiaux et de sociabilité liés au pays d'origine. Ainsi, Antonin et d'autres enquêtés évoquent la responsabilité des immigrés africains, qui nourrissent une vision fantasmée de la France et de l'Europe chez ceux qui sont restés au pays, les exposant à de rudes déceptions lorsqu'ils arrivent à leur tour.

Prendre en compte ces formes de catégorisation ethnique, qui ne se déploient pas selon une logique territoriale, mais en relation avec l'origine nationale et l'expérience migratoire, permettrait donc de prolonger la première analyse. Ces catégorisations sont peu activées par les acteurs lorsqu'il s'agit de se situer ou de se prononcer politiquement, ce qui renvoie vraisemblablement à la structuration de l'offre politique en France et à l'absence, voire à l'interdit, d'une offre correspondant à ce type de catégorisation. On peut donc penser que cela ne modifierait pas substantiellement les résultats de la première analyse en ce qui concerne l'effet sur le rapport au politique institutionnel et les choix électoraux notamment. Par contre, cela permettrait d'avoir une vision plus complexe de la façon dont les individus mobilisent l'ethnicité dans leur rapport au monde social, et au politique entendu dans un sens plus large (dans le rapport au sentiment de juste et d'injuste en particulier).

### ***Distinguer deux types de clivage social***

Dans la première analyse, l'étude des processus de catégorisation sociale n'était pas ma priorité, puisque je voulais avant tout comprendre comment, à quelles conditions et par qui les catégorisations ethniques étaient activées politiquement. J'ai abordé cette question à partir de mes précédents travaux sur la politisation (Hamidi, 2010b) et de ma propre socialisation politique, et j'ai ainsi considéré comme catégorisation sociale ce qui relevait de l'expression de clivages sociaux, du type gros/petits, riches/pauvres, patronat/population, etc. Cette grille de lecture m'a permis de mettre en lumière l'importance de ce clivage dans la première analyse, notamment au sein des deuxième et troisième groupes.

Toutefois, la réanalyse m'a là encore incitée à déplier le questionnement initial. En systématisant le travail de codage, l'utilisation du CAQDAS m'a permis d'observer que, même lorsque ce type de clivage est activé, la façon dont les acteurs se positionnent par rapport à lui peut être ambivalente : le « nous » ne renvoie pas toujours au deuxième terme, celui des « petits ». Certains individus peuvent au contraire se projeter, explicitement ou de manière plus contenue, dans l'idée de rejoindre un jour l'autre côté de la barrière. Au cours de la réanalyse, j'ai retrouvé à plusieurs reprises cette hésitation, en particulier chez les plus jeunes, dont l'avenir professionnel et social n'est pas encore joué. Tout se passe comme s'ils mettaient en œuvre une forme de voile d'ignorance, pour reprendre l'image proposée par John Rawls (1987) : comme si, ne sachant de quoi leur futur sera fait, ils se projetaient dans la possibilité de devenir riche, et ne tenaient alors pas un discours trop fermement égalitariste susceptible de leur nuire à l'avenir. C'est ce qu'évoque Juliette. Âgée de 30 ans lors de l'entretien, elle est originaire du Bénin elle aussi, qu'elle a quitté à l'âge de quatre ans avec sa famille. Son père est mouleur, sa mère employée. Après un BTS en comptabilité gestion, elle a enchaîné les petits boulots pendant quelques années. Après une tentative d'installation au Bénin, elle a emménagé à Vaulx-en-Velin et travaillé en intérim pendant un temps, avant de réussir le concours d'aide-soignante. Elle dit qu'elle vote à gauche, suivant la tradition familiale, mais elle évoque le fait que son vote pourrait basculer, comme celui d'autres membres de sa famille. Elle revient notamment sur des réformes engagées par Sarkozy qui lui paraissent « dures », mais « nécessaires » :

Mais depuis quelque temps j'ai un de mes frères qui a un discours de droite : il dit, mais c'est vrai « il faut arrêter de se voiler la face »... voilà... Est-ce que c'est un ras-le-bol, est-ce que c'est quand on grandit, qu'on a des responsabilités, je veux dire quand on est sous la...on est que... comment dire ça? [...] Je veux dire en fait quand on n'a pas de responsabilités, que l'on est juste exécutant, on ne se pose pas toutes ces questions, à la fin du mois on a sa paye, on se dit pas est-ce que l'entreprise elle a des charges en plus, que le coût de la matière première a augmenté, c'est pas un problème, nous on veut, on gagne nos salaires c'est pas un problème... mais après peut-être qu'en montant les échelons, que l'on est plus proche de la direction on se trouve confronté, on se dit mais voilà, ceci, cela, ah mais oui peut-être que... voilà... je ne sais pas (Juliette).

Ici, elle oppose les simples « exécutants », qui touchent leur paye à la fin du mois « sans se poser de questions » et ceux qui ont « grandi », qui ont « des responsabilités », qui ont « monté les échelons », sont « plus proches de la direction », et qui auraient une vision plus réaliste de la situation économique. Quand elle dit « nous », elle se place encore du côté des simples salariés, mais la fin de la phrase

semble indiquer qu'elle se projette aussi dans l'autre versant du clivage (ou qu'elle y projette un proche, son frère).

En ce sens, la catégorisation sociale que j'avais identifiée dans la première analyse gagne à être appréhendée de façon plus complexe, car le positionnement à l'intérieur du clivage ne se fait pas systématiquement du côté des « petits ». Cette façon de voir les rapports sociaux renvoie également à une réflexion sur le mérite des individus, on le voit dans les propos de Juliette : celle-ci passe d'une vision qui oppose gros et petits à un clivage qui oppose ceux qui travaillent dur pour monter les échelons et prendre des responsabilités, et ceux qui gagnent leur salaire sans trop avoir à s'en faire.

Ceci nous amène à une deuxième façon de penser la catégorisation sociale, qui n'avait pas été développée lors de la première analyse, et qui oppose ceux qui travaillent dur et cotisent, d'une part, et ceux qui profitent des aides, ne travaillent pas, mais se plaignent (notamment des discriminations), voire se livrent à des trafics divers. Ce clivage est essentiellement présent chez les individus des deux derniers groupes. Ici, on peut penser que l'évolution de la focale tient en partie à des raisons internes à la recherche : le changement d'outil – avec la mise en œuvre d'une procédure de codage systématique – et le fait de partir d'une première analyse, ce qui permet de la complexifier dans un second temps. Mais on peut faire l'hypothèse qu'il y a aussi des effets propres au contexte politique et scientifique plus large. En effet, la montée du vote en faveur du Front National et son emprise croissante dans les milieux populaires incitent à être attentifs aux phénomènes de fragmentation des classes populaires autour du rapport au travail, aux aides publiques, et d'autre part à l'immigration. Cet enjeu politique se traduit dans l'espace académique (Braconnier & Mayer, 2015; Dolez, 2013), et cette évolution du contexte scientifique a également nourri la réanalyse.

Ainsi certaines personnes interrogées, issues de l'immigration ou non, sont longuement revenues sur la question des discriminations pour expliquer que beaucoup de jeunes gens se disent discriminés alors qu'ils ne font en réalité guère d'effort pour chercher du travail, ou qu'ils refusent les emplois qui leur sont proposés. C'est le discours que tient par exemple Sahim. Âgé de 23 ans au moment de l'entretien, ses deux parents sont Algériens, son père ouvrier à la retraite, sa mère sans profession. Lui-même a commencé des études universitaires qu'il a interrompues, puis il a trouvé un emploi comme agent commercial. En évoquant les discriminations, il oppose ceux qui travaillent et ceux qui « se plaignent », mais refusent tout travail « pas facile » et préfèrent rester au chômage plutôt que d'accepter des emplois pénibles (comme peintre en bâtiment ou plombier). Il met l'accent sur le mérite, les efforts et la responsabilité individuelle.

Dans d'autres cas, le clivage incorpore en outre l'idée que ceux qui ne travaillent pas préfèrent agir en dehors de la loi, et selon les expressions des personnes interrogées

« rouiller toute la journée », « magouiller », « trafiquer », etc. Et certaines personnes interrogées articulent enfin ce clivage social à un enjeu ethnoterritorial. C'est le cas d'Antonin, lorsqu'il évoque les émeutes :

Moi, je dis, vraiment, j'ai analysé dans cette zone, je me dis : ils se croient lésés, alors que le problème n'est pas là. Le problème c'est que, eux-mêmes, ils veulent pas, honnêtement, moi j'en connais, ils veulent vraiment pas s'intégrer. Je comprends pas. Et en plus, c'est des gens qui sont nés ici. C'est pas des gens qui sont venus comme moi, des gens qui sont nés ici. [...]. Parce que tout ce qui s'est passé [les émeutes], en gros c'est des étrangers qui le font. [...] Ils ont des expressions : Nique la France. Comment on peut dire des choses comme ça? C'est pas normal. Déjà on est étranger, même si on est français de nationalité, on est d'origine étrangère, on est dans un pays pour moi, il faut respecter la loi. Point. [...]. Et c'est sur ce point-là que je suis d'accord avec Sarkozy [...]  
(Antonin).

En dépliant ainsi les catégories ethniques et sociales, la réanalyse permet d'enrichir l'étude des catégories de perception des acteurs. Elle vient aussi nuancer et compléter la première analyse sur les effets des processus de catégorisation sur le rapport au politique, car j'avais considéré que le basculement vers la droite en germe chez certains membres du deuxième groupe, comme Antonin et Juliette, était lié à la question ethnoterritorial, mais l'on voit ici qu'il s'explique également par les dynamiques propres à la question sociale. Elle invite enfin à étudier la façon dont ces différents processus de catégorisation se combinent et se traduisent politiquement : qu'est-ce qui explique que certains acteurs assimilent le clivage assisté/travailleur et le clivage ethnoterritorial et pas d'autres? Comment comprendre les évolutions des processus de catégorisation dans un même discours, et notamment le passage d'un clivage social riche/pauvre classique à un clivage assisté/travailleur, qui a de tout autres implications politiques (Collovald & Schwartz, 2006; Mischi, 2014)? Dans plusieurs entretiens conduits avec des personnes nées en France de parents français, et issues des fractions inférieures des classes populaires, l'entretien est en quelque sorte double : la première partie, qui tourne autour du rapport au politique et de ce qui fonctionne mal dans la société, est essentiellement structurée par la question sociale, le clivage entre gros et petits. Puis à partir du moment où je pose des questions qui introduisent l'islam et la laïcité, l'entretien se redéploie autour de cette question qui devient centrale, et la question sociale est retravaillée de manière ethnique, opposant ceux qui profitent du système, qui sont alors en partie assimilés aux minorités ethniques, et ceux qui travaillent dur pour s'en sortir, comme eux-mêmes.

Un travail beaucoup plus fin sur les évolutions des discours au cours du temps dans l'entretien peut permettre de mieux comprendre ces tensions, ces ambivalences et

ces contradictions apparentes. C'est ce sur quoi je voudrais revenir maintenant. Jusqu'ici, j'ai cherché à montrer comment la réanalyse pouvait permettre d'approfondir la question de recherche initiale; désormais, je voudrais examiner comment elle peut contribuer à la déplacer.

### **La réanalyse pour déplacer la question de recherche initiale : des cartes perceptuelles aux processus de catégorisation en contextes**

#### *L'évolution de la question de recherche et du mode de traitement des preuves*

Dans la première analyse, j'avais cherché à « mettre à plat » les cartes de perception des acteurs et les frontières symboliques et sociales qu'ils traçaient pour se situer dans le monde. L'un de mes objectifs était en effet de souligner la pluralité interne à un groupe, celui des jeunes des quartiers populaires d'origine étrangère, souvent abordé comme une entité homogène tant dans les représentations médiatiques que dans nombre de travaux scientifiques. Je voulais au contraire montrer la pluralité des cartes perceptuelles disponibles. Le choix de ce concept impliquait alors de tracer les contours de ces cartes avant de pouvoir éventuellement examiner la façon dont les acteurs évoluent dans cette géographie mentale.

J'ai ensuite été amenée à présenter ces analyses à diverses reprises, notamment à l'étranger, devant des collègues plutôt familiers des méthodes quantitatives ou d'un traitement quantitatif de données qualitatives, et dans un contexte où les représentations dominantes des usages de l'ethnicité en France sont parfois structurées par une conception un peu simplificatrice du « modèle républicain français ». Identifier des types, des cartes perceptuelles et des logiques de variable me permettait alors de contribuer à ce type de discussions et de souligner la pluralité des usages ordinaires de l'ethnicité. Toutefois, je me suis également sentie en porte-à-faux en mobilisant cette conception plutôt réifiante et individualiste des représentations, alors que mon parcours de recherche antérieur m'avait plutôt sensibilisée à des approches de type interactionniste de la question. La réanalyse a ainsi été l'occasion de renouer avec ces perspectives et de redonner une place centrale à ce questionnement.

Cette évolution s'est traduite dans le mode de construction des preuves<sup>15</sup>. En élaborant la typologie dans la première analyse, j'avais cherché à regrouper des individus qui recouraient à des façons similaires de catégoriser le monde, et à voir comment cela se traduisait pour eux au plan politique. Ce faisant, j'ai établi les trois types « à partir de groupes d'entretiens mis ensemble parce qu'ils se ressemblent, et dont le modèle a pour vocation de rendre compte » (Donegani, Duchesne, & Haegel, 2002, p. 292), selon la méthode d'analyse des entretiens développée par Guy Michelat (1975). Mais celui-ci considère qu'un même individu peut être le porteur de représentations du monde diversifiées, ce qui invite à analyser comment les individus articulent de manière singulière différents systèmes de représentation, dans un second

temps de l'analyse. Ce travail est alors beaucoup plus long, et il suppose de pouvoir s'appuyer sur la première cartographie afin de pouvoir poursuivre l'analyse.

De fait, si j'ai construit les types à partir des individus lors de la première analyse, la réanalyse a montré que nombre des personnes interrogées mobilisaient des processus de catégorisation variables au cours de l'entretien. Ce qui m'intéresse désormais est précisément d'analyser ces variations, ces ambivalences et parfois ces apparentes contradictions, en examinant les effets des changements de contextes et d'interactions sur les discours ainsi produits. Cette conception dialogique de l'analyse rejoint celle d'auteurs qui, comme Michael Billig, remettent en cause le concept d'attitude en raison précisément de l'impermanence des attitudes individuelles selon les contextes. Selon lui, cela tient notamment au fait qu'énoncer une opinion, ce n'est pas simplement exprimer publiquement quelque chose que l'on éprouverait intimement. La parole est un acte, qui vise aussi à défendre une position argumentative donnée face à d'autres personnes et dans certains contextes : « Les opinions sont de nature duale, ce sont à la fois des composantes dans une discussion et des analyses de la réalité sociale » (Billig, 1989, p. 217). Je voudrais montrer maintenant ce que cette focale permet d'analyser en matière de catégorisations ordinaires.

### ***Comprendre les excursions en dehors des cartes perceptuelles balisées***

Cette démarche permet de redonner du mouvement à la parole des acteurs après une analyse visant à mettre à plat les cartes perceptuelles, et tout d'abord de comprendre comment des individus circulent aux marges des cartes perceptuelles dont ils sont les porteurs. Si l'on prend le cas des individus du premier type, j'avais observé au terme de la première analyse que la question ethnoterritoriale occupait une place centrale dans leur vision de la société et subsumait la question sociale. Pourtant à la réanalyse, je me suis aperçue que ces jeunes gens mobilisaient aussi parfois des catégories et des enjeux sociaux distincts de la question des quartiers, mais je les avais écartés de prime abord, car ces éléments semblaient moins solides et largement induits par le contexte d'entretien. Ils ne paraissaient donc pas centraux dans la constitution des cartes perceptuelles.

À la réanalyse donc, l'examen de ces moments se révèle fort instructif. C'est le cas dans l'entretien conduit avec Aïssa. Âgée de 27 ans, elle est née à Vaulx-en-Velin, de deux parents tunisiens eux-mêmes arrivés en France alors qu'ils étaient enfants. Son père est préparateur de commandes, sa mère secrétaire. Elle est titulaire d'un CAP, elle a travaillé dans l'animation et la restauration avant de faire une formation pour devenir assistante maternelle. Elle vit en couple, son conjoint, également originaire de Tunisie, est aussi préparateur de commande. Son entretien est marqué par l'expression d'une forte distance à l'univers politique et d'un net sentiment d'incompétence. La situation d'entretien l'amène visiblement à se prononcer à plusieurs reprises sur des thèmes auxquels elle n'avait pas spécifiquement réfléchi au préalable, ce qui l'incite alors à

mobiliser des formes de catégorisation sociale absentes par ailleurs de l'entretien. C'est le cas à trois reprises dans l'entretien, j'en prends ici un exemple, lorsque je l'interroge sur la devise « liberté égalité fraternité » :

Aïssa : Oui, c'est la France, c'est bien! Euh... qu'est-ce que vous voulez que je vous dise.....?

Enquêtrice : Est-ce que ça vous paraît toujours d'actualité, est-ce que vous avez l'impression que c'est comme ça que ça marche?

Aïssa : Ben oui, pour moi c'est comme ça que ça marche! Ça a toujours été comme ça, je pense pas que ça a changé de ce côté-là.

Enquêtrice : Vous pensez qu'on est dans une société qui fonctionne comme ça, avec ce principe-là?

Aïssa : Vous me direz que tout ce qui se passe en ce moment!... je ne sais pas.

Enquêtrice : Tout ce qui se passe, par exemple vous pensez à quoi?

Aïssa : À toutes les personnes âgées qui vivent dans des appartements... insalubres, c'est... je ne sais pas... des SDF, c'est quand même bizarre qu'il y ait encore ça en France!

Ici, le processus de catégorisation sociale semble très lié à la situation d'enquête. Je la pousse à réfléchir à la devise de la France, ce qu'elle n'a peut-être jamais fait. Elle répond dans un premier temps de façon positive, afin de clore la conversation, comme elle le fait fréquemment dans l'entretien. Mais ensuite, mon insistance l'oblige à s'interroger davantage sur la réalité de cette devise, et elle mobilise à ce moment-là des catégories sociales (SDF, personnes âgées vivant dans des logements insalubres) pour construire son jugement, qui se fait alors plus critique.

On pourrait disqualifier cette observation en considérant qu'à ce moment-là l'entretien produit un pur artefact, dans la lignée des critiques qu'adressent Bourdieu (1973) et Champagne (1990) aux sondages. Il me semble pourtant que l'on peut analyser cela différemment, dès lors que l'on considère que l'entretien est un contexte qui doit être traité comme tel, et qu'il ne s'agit pas d'une simple chambre d'enregistrement d'opinions préalablement constituées, qu'il n'y aurait plus qu'à recueillir (Demazière, 2007). Cela nous montre alors qu'Aïssa a accès à certaines formes de catégorisation sociale, mais qu'elle n'a pas tendance à les mobiliser facilement tandis qu'elle se tourne plus aisément vers des catégorisations ethnoterritoriales. En ce sens, cela renseigne sur la disponibilité des formes de catégorisation dans les différents groupes sociaux. De plus, en comparant les diverses occasions où elle mobilise des catégories sociales, on constate que celles-ci varient selon les circonstances et les thématiques abordées : ici, elle évoque les SDF et les personnes âgées vivant dans des logements insalubres. Ailleurs, interrogée sur le bilan

des deux premières années de la présidence de N. Sarkozy, elle évoque entre autres les « jeunes » qui risquent d'être radiés par l'ANPE « s'ils refusent un troisième emploi ». Lorsqu'elle mobilise des catégorisations sociales, celles-ci sont donc assez spécifiques (un sous-groupe bien précis de jeunes ou de personnes âgées) et changeantes selon les occasions : elle ne les inscrit pas dans des clivages généraux et potentiellement mobilisateurs. En outre, si elle voit des groupes qui souffrent, elle n'identifie pas de groupes responsables de leur situation. Ces formes de catégorisation sociales, si elles existent bel et bien, ne sont donc pas porteuses de politisation au sens de montée en généralité et de reconnaissance de la conflictualité (Hamidi, 2010b). On voit donc tout l'intérêt d'une approche plus interactionniste des entretiens, qui permet d'observer quelles sont les catégorisations disponibles publiquement et à quelles conditions, et quels sont les individus et les groupes qui en font usage et dans quels contextes. Elle permet enfin de retravailler la question du rapport au politique dans une perspective elle aussi plus sensible aux effets de contexte que dans la première analyse.

#### ***Analyser les ambivalences et les contradictions apparentes***

Ce changement de perspective permet aussi de mieux comprendre les ambivalences, voire les contradictions apparentes d'un enquêté. Dans l'entretien mené avec Aïssa, celle-ci tient sur la laïcité un discours qui peut paraître de prime abord déconcertant :

Aïssa : Euh... oui, la laïcité... (grand blanc) ... ouais... je sais pas ce que je peux dire!

Enquêtrice : Est-ce que ça vous paraît positif?

Aïssa : Oui, c'est positif, c'est sûr (rire)

Enquêtrice : Je dis un mot, mais ensuite je vais continuer à vous poser la question, vous savez! (rires)

Aïssa : Non, non, je ne sais pas...

[...]

Enquêtrice : Oui, par exemple pour vous, qu'est-ce que ça veut dire laïcité, parce qu'il y a plein de conceptions différentes selon les gens, en fait?

Aïssa : Parce que oui laïcité c'est, par exemple à l'école le foulard, enfin chacun vit sa religion euh...mélange pas sa religion à l'école quoi, ou autrement...Non ça je trouve ben c'est normal...

Après avoir répondu qu'elle ne savait pas quoi dire, elle donne d'abord une réponse qui se veut très consensuelle, reprend ma formulation et ne nécessite pas de rentrer dans le détail de la question (« c'est positif »). On retrouve là un discours légitimiste assez caractéristique d'une partie de la population d'origine étrangère (Sayad, 1999) et que l'on observe fréquemment dans les entretiens. Toutefois, lorsque

je lui propose l'idée qu'il y a plusieurs points de vue possibles sur la question, son discours se modifie :

Enquêtrice : Ah oui, quand il y a eu tous les débats autour de la laïcité sur le port du voile à l'école par exemple.

Aïssa : Oui, non. D'un côté je suis d'accord, d'un côté je suis pas d'accord... C'est vrai que je vois pas en quoi ça dérange qu'une personne aille à l'école avec son foulard, je ne sais pas... Après d'un côté, c'est vrai que si elle accepte pas ça, elle retourne dans son pays au moins elle pourra le porter... et encore, en Tunisie on n'a même pas le droit de le porter le foulard, à cause des terroristes et tout... mais euh... je suis pour et contre...

Enquêtrice : Oui, c'est-à-dire quand vous me dites : « après tout ça ne me gêne pas quand une personne le met »?

Aïssa : Oui, d'un côté, euh... C'est vrai à quoi ça gêne? On porte bien des croix ou euh... C'est pas bien vu...

Enquêtrice : Mais dans ce cas-là pourquoi vous comprenez quand même qu'on puisse l'interdire?

Aïssa : Parce que l'on est en France... C'est vrai on est en France... entre guillemets on n'est pas chez nous...

Dès lors, elle exprime une ambivalence entre deux positions : l'une où elle s'autorise à prendre une distance critique avec la loi française – « je ne vois pas en quoi ça dérange qu'une personne aille à l'école avec son foulard » – quand je lui rappelle qu'il y a eu des points de vue critiques sur ce texte; l'autre plus légitimiste – « si elle accepte pas (d'enlever son foulard) elle retourne dans son pays ». Ce point de vue est alors basé sur la prémisse que les personnes voilées, et plus généralement sans doute les musulmans et « ceux qui viennent de l'étranger » ne sont « pas chez eux en France ». En adoptant la posture légitimiste, elle se range dans la catégorie dont elle parle et s'englobe dans une position illégitime, « on est en France (...) on n'est pas chez nous », même si elle nuance cette posture en précisant « entre guillemets ».

Je la relance alors sur ce point :

Enquêtrice : Ben, vous, vous êtes née en France...

Aïssa : Moi, oui, mais pour ceux qui viennent de l'étranger... Non c'est vrai, s'ils veulent mettre le foulard ils ont qu'à retourner chez eux, s'ils n'acceptent pas... C'est pour ça je vous dis je suis pour et contre, c'est... ».

En réponse à ma relance, qui lui rappelle qu'elle-même est française, elle abandonne alors le « nous » pour réutiliser le « ils » et se remettre à distance du groupe ainsi caractérisé comme illégitime en France.

Là encore, plutôt que de considérer cet extrait d'entretien comme un artefact, ou d'écarter ces contradictions apparentes comme une forme de fausse conscience, on peut choisir plutôt « d'examiner l'ensemble des façons de parler d'un sujet qui sont disponibles pour les individus, et d'analyser ce qui détermine celle qui va être employée » (Frazer, 1988, p. 352). Ici, on peut penser que le capital scolaire et culturel d'Aïssa, ainsi que son sentiment d'illégitimité et d'incompétence en matière politique, la disposent plutôt à adopter une position légitimiste sur la loi sur le port du voile. Pourtant, l'entretien lui fournit ou réactive quelques ressources permettant de produire un autre discours : la connaissance qu'il existe des points de vue critiques de la loi, le rappel qu'elle-même est née en France, ce qui lui permet alors d'activer un autre registre, plus critique. Il ne s'agit bien sûr pas ici de soutenir que l'enquêteur doit forcer la main aux enquêtés, mais d'assumer que l'entretien est sans doute parfois un moment, voire un vecteur de politisation et de conscientisation pour certaines catégories<sup>16</sup>, et d'en analyser les effets sur les discours ainsi produits (Duchesne & Haegel, 2001). Si la prise en compte des contextes d'interaction est plus évidente dans les enquêtes ethnographiques, il paraît toutefois essentiel d'intégrer ce facteur dans l'analyse d'entretiens non ethnographiques, en prenant en compte les effets de contexte internes à l'entretien – le moment où une question est évoquée en fonction de ce qui précède et ce qui suit, la nature de l'interaction avec l'enquêteur à ce moment-là (les effets des relances, du registre de l'interaction) et les thèmes évoqués.

### **Conclusion**

J'ai retravaillé ici le matériau d'une de mes propres enquêtes, en reposant une question de recherche déjà abordée lors de la première analyse – l'étude des processus de catégorisation ethnique et sociale ordinaires, et leur influence sur le rapport au politique –, mais en lui imposant un traitement doublement réflexif, du fait de la réanalyse et du recours à un CAQDAS. En termes méthodologiques, cela m'a amenée à affiner et systématiser le repérage et le codage des processus de catégorisation ordinaire. Ce faisant, j'ai pu déplier et complexifier les types de catégorisation identifiés dans un premier temps. Cela m'a enfin permis de décaler le regard, d'une approche en termes de cartes perceptuelles à une conception plus interactionniste et dialogique de l'analyse de discours.

Quels enseignements peut-on tirer plus largement de ce cas de réanalyse de ses propres travaux? En termes de construction théorique, la réanalyse a ici fonctionné selon deux logiques différentes. Elle m'a d'une part permis de compléter et d'approfondir le cadre théorique initial, en intégrant à l'analyse de nouvelles modalités des variables préalablement identifiées – les processus de catégorisation ethnique et sociale. Elle m'a d'autre part conduit à déplacer l'ambition théorique, en posant de nouvelles questions aux données et en prêtant davantage attention aux ambivalences et aux contradictions des acteurs, aux effets de contextes et d'interaction sur la parole de

ceux-ci, et à ce que produit le contexte d'entretien sur les formes de catégorisation et de politisation. Ce déplacement théorique s'est accompagné d'une évolution dans la conception et le traitement des données : d'une perspective plutôt positiviste, dans laquelle les données sont conçues comme extérieures au chercheur et où les effets de contexte sont traités comme des bruits à réduire, les effets de la relation enquêteur-enquêté sont devenus beaucoup plus centraux dans l'analyse – sans pour autant renoncer à la possibilité de produire un savoir scientifique sur le monde social (Burawoy, 2003). Il s'est enfin traduit par une évolution de l'unité d'analyse pertinente : alors que dans la première analyse, l'objectif était d'identifier des cartes perceptuelles transversales, incarnées par des individus, la compréhension de la façon dont chaque acteur articule différents systèmes de signification est devenue un enjeu plus central, même si l'analyse est à cet égard encore en cours.

Dans ces évolutions, peut-on faire le départ entre ce qui tient à la réanalyse à proprement parler, et ce qu'il aurait été possible de faire dans une première analyse, si celle-ci avait duré plus longtemps?

Certains éléments tiennent sans nul doute au simple fait de consacrer davantage de temps à l'analyse : ainsi, il est théoriquement possible de cartographier les cartes de perception des acteurs puis d'examiner la façon dont ceux-ci mobilisent cette géographie mentale dans une seule analyse, même si cela requiert sans doute deux étapes de travail (Duchesne, 1997). Toutefois, les occasions de ce travail sur la durée se font rares après la thèse, lorsque le temps consacré à la recherche est compté, que celle-ci se fait souvent en réponse à des appels à contribution et qu'il règne un impératif à publier fréquemment qui invite à développer des analyses souvent assez circonscrites. En outre, le fait que la première analyse ait été bien reçue peut encourager à retravailler les données, alors que l'on ne se serait pas nécessairement engagé dans l'ensemble du processus dans d'autres circonstances. En ce sens, une partie des effets de la réanalyse n'est pas propre à celle-ci, mais tient simplement au fait de consacrer davantage de temps à l'analyse; cela dit, au vu du fonctionnement actuel de l'enseignement supérieur et de la recherche, la réanalyse est sans doute l'un des moyens de s'octroyer ce temps supplémentaire.

D'autres éléments tiennent au changement d'outil de traitement des données et à l'usage d'Atlas.ti lors de la réanalyse, ce qui m'a permis de voir les données autrement. Si le codage thématique m'a servi à compléter et systématiser la première analyse, le fait de procéder à un codage ligne à ligne, attentif aux catégories des acteurs et aux effets d'interaction enquêteurs/enquêtés a contribué à déplacer mon regard vers une perspective plus interactionniste sur les données<sup>17</sup>.

D'autres éléments, enfin, tiennent en propre à la réanalyse, au sens où le changement du contexte politique, scientifique, et de ma propre trajectoire de recherche, ont nourri une évolution de mon questionnement. La légitimité croissante du

concept d'ethnicité dans le champ scientifique et le sentiment d'une urgence politique à mieux comprendre la conscience de classe triangulaire au sein de la société française (Collovald & Schwartz, 2006) ont contribué à assoir le questionnement initial et à le complexifier, tandis que les discussions sur le premier texte et ma propre réflexion sur ma trajectoire de recherche, en lien notamment avec l'écriture du mémoire d'Habilitation à diriger des recherches, m'ont incitée à vouloir à la fois approfondir et déplacer le regard sur ces objets. En raison du changement de regard qu'elle rend possible avec le temps qui passe, de la possibilité qu'elle offre de consacrer davantage de temps à l'analyse, et en raison enfin du changement d'outil qu'elle autorise pour retravailler les données, la réanalyse de ses propres enquêtes me paraît donc une piste extrêmement féconde.

## Notes

<sup>1</sup> Ce travail s'inscrit dans un projet de réanalyse plus large, développé initialement dans le cadre de l'ANR Réanalyse et mené au départ conjointement avec Valérie Sala-Pala et Thibaut Rioufrey; je le poursuis maintenant seule. Il vise à tester l'hypothèse d'une ethnicisation *croissante* de la société française depuis les années 1990 grâce à la réanalyse de plusieurs enquêtes conduites sur Vaulx-en-Velin, en banlieue lyonnaise, à différents moments du temps.

<sup>2</sup> Si l'on excepte une brève parenthèse dans les années 1960-1970, qui laissera toutefois peu de traces durables (Bertheleu, 1997; Crenn & Kotobi, 2012).

<sup>3</sup> Nous entendons ici le terme d'ethnicisation au sens où les catégories ethniques constituent des référents déterminants des actions et interactions (De Rudder, Poiret, & Vourc'h, 2000, p. 31).

<sup>4</sup> Puisque la question du consentement des personnes interrogées à la réanalyse ne se pose pas dans les mêmes termes, celles-ci ayant consenti à l'enquête avec le chercheur qui est à la fois premier et secondaire.

<sup>5</sup> Ces quartiers, emblématiques de la question des « banlieues » en France, ont connu des émeutes très médiatisées au début des années 1990. Ils sont notamment caractérisés par la surreprésentation de populations jeunes et de personnes étrangères ou d'origine étrangère.

<sup>6</sup> J'ai réalisé les deux tiers des entretiens, le dernier tiers a été mené par une doctorante, Aurélie Morin.

<sup>7</sup> Dans la première enquête, l'analyse ne portait que sur les entretiens conduits avec les jeunes issus de l'immigration non européenne, tandis que j'analyse désormais l'ensemble du corpus. Mais je m'appuierai ici essentiellement sur les entretiens déjà travaillés dans la première analyse, afin de tenir la comparaison entre ces deux temps de la recherche.

<sup>8</sup> Le projet Genrebelle, financé par l'ANR.

<sup>9</sup> Dans le cadre d'une section thématique au congrès de l'Association Française de Science Politique en 2009, sur le thème « Représentants et représentés : élus de la diversité et minorités visibles ». Cette communication a ensuite donné lieu à l'article évoqué plus haut (Hamidi, 2010a).

<sup>10</sup> L'enjeu de la contextualisation des enquêtes est central dans les débats sur la réanalyse, voir le chapitre de Sophie Duchesne dans ce numéro. Il renvoie à la question de la conception des données, dès lors que l'on considère que celles-ci n'ont de sens que relationnellement, en contexte, dans l'interaction avec l'enquêteur (Mauthner & Parry, 2013). Si l'on accepte ce postulat, l'identification des éléments de contexte pertinents pour une réanalyse représente un aspect à part entière du travail de réanalyse – autrement dit, le contexte n'est jamais donné *a priori* – d'où l'intérêt de parler plutôt de contextualisation.

<sup>11</sup> Comme en témoigne l'organisation d'un atelier consacré aux « Usages sociaux d'une catégorie invisible : l'ethnicité dans les mobilisations collectives et l'action publique », avec S. Maurer, au Congrès de l'AFSP en 2005.

<sup>12</sup> Bien que ce soit dans des acceptions particulières, du fait de son association avec les débats sur l'islam et la laïcité, puis le terrorisme.

<sup>13</sup> On pense en particulier aux déclarations récurrentes du Ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, qui en 2005, promettait par exemple de débarrasser les cités de la « racaille » – <http://youtube.com/watch?v=Bs2TiewZWXI> – des propos restés célèbres.

<sup>14</sup> Les noms ont été modifiés.

<sup>15</sup> Pour reprendre la distinction de Martyn Hammersley (2009) entre données (*data*), qui renvoient à ce qui est collecté ou généré comme ressource et preuves (*evidence*), qui désignent ce qui est travaillé par le chercheur et sert à construire les inférences.

<sup>16</sup> La question des effets plus ou moins durables de l'entretien sur la personne interrogée restant à examiner.

<sup>17</sup> En ce sens, les usages des CAQDAS me semblent pouvoir être très diversifiés, ce qui vient nuancer l'idée que leur utilisation entraînerait nécessairement une standardisation de la recherche (Coffey, Holbrook, & Atkinson, 1996).

## Références

- Bertheleu, H. (1997). À propos de l'étude des relations interethniques et du racisme en France. *Revue européenne des migrations internationales*, 13(2), 117-139.
- Billig, M. (1989). The argumentative nature of holding strong views : A case study. *European Journal of Social Psychology*, 19, 203-223.
- Braconnier, C., & Dormagen, J.-Y. (2007). *La démocratie de l'abstention*. Paris : Gallimard.
- Braconnier, C., & Mayer, N. (Éds). (2015). *Les inaudibles. Sociologie politique des précaires*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Castel, R. (1995). *Les métamorphoses de la question sociale*. Paris : Fayard.
- Bourdieu, P. (1973). L'opinion publique n'existe pas. *Les Temps modernes*, 29(318), 1292-1309.

- Burawoy, M. (2003). L'étude de cas élargie. Une approche réflexive, historique et comparée de l'enquête de terrain. Dans D. Cefaï (Éd.), *L'enquête de terrain* (pp. 424-464). Paris : La Découverte.
- Collovald, A., & Schwartz, O. (2006). Haut, bas, fragile : Sociologies du populaire. *Vacarme*, 4(37), 50-55.
- Champagne, P. (1990). *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*. Paris : Minuit.
- Coffey, A., Holbrook, B., & Atkinson, P. (1996). Qualitative data analysis : Technologies and representations. *Sociological Research Online*, 1(1).
- Crenn, C., & Kotobi, L. (2012). Introduction. Une mise en place lente et limitée : Le domaine de l'ethnicité en France. Dans C. Crenn, & L. Kotobi (Éds), *Du point de vue de l'ethnicité* (pp. 13-32). Paris : Armand Colin.
- Demazière, D. (2007). À qui peut-on se fier? Les sociologues et la parole des interviewés. *Langage et société*, 3(121-122), 85-100.
- De Rudder, V., Poiret, C., & Vourc'h, F. (2000). *L'inégalité raciste. L'universalité républicaine à l'épreuve*. Paris : Presses universitaires de France.
- Dolez, C. (2013). *L'écume des news. Sociologie politique des usages des informations à partir d'entretiens de couple* (Thèse de doctorat inédite). Institut d'études politiques de Paris, Paris, France.
- Donegani, J.-M., Duchesne, S., & Haegel, F. (2002). Sur l'interprétation des entretiens de recherche. Dans J.-M. Donegani, S. Duchesne, & F. Haegel (Éds), *Aux frontières des attitudes. Hommages offerts à Guy Michelat* (pp. 272-295). Paris : L'Harmattan.
- Doytcheva, M. (2007). *Une discrimination positive à la française? Ethnicité et territoire dans les politiques de la ville*. Paris : La Découverte.
- Duchesne, S. (1997). *Citoyenneté à la française*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Duchesne, S., & Haegel F. (2001). Entretiens dans la Cité ou comment la parole se politise-t-elle? Sur la diversité des ressources et des modalités de la montée en conflit. *EspacesTemps Les Cahiers*, 76/77, 95-109
- Fassin, D., & Fassin, E. (Éds). (2006). *De la question sociale à la question raciale? Représenter la société française*. Paris : La Découverte.
- Frazer, E. (1988). Teenage girls talking about class. *Sociology*, 22(3), 343-358.
- Haegel, F., Rey H., & Sintomer Y. (Éds). (2000). *La xénophobie en banlieue : Effets et expression*. Paris : L'Harmattan.

- Hamidi, C. (2002). Les effets politiques de l'engagement associatif. Le cas des associations issues de l'immigration (Thèse de doctorat inédite). Institut d'études politiques de Paris, Paris, France.
- Hamidi, C. (2010a). Catégorisations ethniques ordinaires et rapport au politique. Éléments sur le rapport au politique des jeunes des quartiers populaires. *Revue française de science politique*, 60(4), 719-743.
- Hamidi, C. (2010b). *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*. Paris : Economica.
- Hammersley, M. (2009). Can we re-use qualitative data via secondary analysis? Terminological and substantive issues. *Sociological Research Online*, 15(1).
- Heaton, J. (2000). *Secondary analysis of qualitative data : A review of the literature*. Hestington : SPRU.
- Lorcerie, F. (1994) Les sciences sociales au service de l'identité nationale. Le débat sur l'intégration en France au début des années 1990. Dans D.-C. Martin (Éd.), *Cartes d'identité. Comment dit-on « nous » en politique?* (pp. 245-281). Paris : Presses de la FNSP.
- Mauthner, N., & Parry, O. (2013). Open access digital data sharing : Principles, policies and practices. *Social Epistemology*, 27(1), 47-67.
- Molière. (1999). Le bourgeois gentilhomme. Paris : Nathan. (Ouvrage original publié en 1670).
- Michelat, G. (1975). Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie. *Revue française de sociologie*, 16(2), 229-247.
- Mischi, J. (2014). *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*. Paris : Agone.
- Moore, N. (2006). The contexts of context : Broadening perspectives in the (re)use of qualitative data. *Methodological Innovations Online*, 1(2), 21-32.
- Rawls, J. (1987). *Théorie de la justice*. Paris : Seuil.
- Sayad, A. (1999). *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris : Liber.
- Simon, P., & Tiberj, V. (2016). La fabrique du citoyen : Origines et rapport au politique en France. Dans C. Beauchemin, C. Hamel, & P. Simon (Éds), *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France* (pp. 501-530). Paris : INED Éditions.

***Camille Hamidi** est docteure en science politique, diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris. Elle a travaillé sur l'engagement associatif des populations immigrées et d'origine étrangère et poursuit ses recherches sur les rapports ordinaires au politique dans les quartiers populaires, le lien entre ethnicité et politique et les rapports entre univers associatif et sphère politique. Elle a notamment publié La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier, Paris, Economica, 2010; Sociologie des politiques migratoires, Paris, La Découverte, 2016 (avec Nicolas Fischer).*

# La réanalyse au service de l'interdisciplinarité?

**Claire Dupuy<sup>1</sup>**, Ph. D.

---

Sciences Po Grenoble, Pacte, Grenoble, France

**Sophie Duchesne**, Ph. D.

---

Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Bordeaux, France

## Résumé

Cet article rend compte d'une expérience de réanalyse de données qualitatives, particulière en ce qu'elle met en jeu deux chercheuses aux spécialités sous-disciplinaires distinctes, pour traiter une question située au croisement de leurs compétences. Il montre comment réanalyser des entretiens au croisement de l'analyse des politiques publiques et de la sociologie politique implique d'un côté, de prendre le risque de s'éloigner des méthodes d'enquête, des types de données, des méthodes d'analyse et, plus fondamentalement encore, dans certains cas, des registres de validité que l'on est accoutumée à manipuler; de l'autre, d'apprendre à repérer ce qu'on avait appris à ne pas voir, cela afin de saisir ce qui se révèle sinon insaisissable. En conséquence, la réanalyse semble bien constituer une méthode, au sens plein du terme, pour approcher des objets que les logiques (sous)disciplinaires – ici entre action publique et sociologie politique – rendent difficiles à aborder.

## Mots clés

ENTRETIENS, GOUVERNEMENT, INTERDISCIPLINARITÉ, CODIFICATION, INTERPRÉTATION

## Introduction

Venus de plusieurs courants de la science politique, les appels à l'étude de phénomènes à la croisée de la sociologie de l'action publique et des comportements politiques sont récurrents et anciens. Ils résultent de la spécialisation qui caractérise cette discipline

Note des auteures : Nous tenons à remercier tout d'abord les chercheuses premières grâce à qui nous avons pu procéder à cette réanalyse : Elizabeth Frazer, Florence Haegel, Virginie Van Ingelgom, ainsi qu'André-Paul Frogner. Nous voulons aussi exprimer une reconnaissance particulière à Pierre Muller, qui nous a transmis son intérêt pour le croisement des questionnements entre action publique et sociologie politique. Nous souhaitons remercier Sylvain Antichan, Clémence Ledoux et les membres de l'équipe Réanalyse pour leurs commentaires sur cet article.

RECHERCHES QUALITATIVES – Hors-série – numéro 21 – pp. 76-98.  
LA RÉANALYSE DES ENQUÊTES QUALITATIVES À L'ÉPREUVE DE L'EXPÉRIMENTATION  
ISSN 1715-8702 - <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/revue/>  
© 2017 Association pour la recherche qualitative

dans de nombreux pays, à savoir la distinction entre l'analyse de l'action publique d'une part, laquelle se focalise sur les politiques publiques, les processus selon lesquels elles sont élaborées, décidées et mises en œuvre, et l'analyse de la scène politique d'autre part, qui porte au premier chef sur les enjeux et les modalités de la compétition partisane et électorale. Des tentatives, souvent ambitieuses, ont bien été initiées pour tenter de remédier à cette spécialisation qui revient à traiter séparément deux dimensions du politique, bien rendues en anglais par le couple *policies* et *politics*. Ces tentatives sont le fait de chercheuses<sup>2</sup> s'inscrivant dans l'agenda des effets retour des politiques publiques (Dupuy & Van Ingelgom, 2014, 2015, 2016; Mettler & Soss, 2004), celui qui porte sur la réactivité démocratique des gouvernements ou encore sur l'articulation entre les partis politiques et les politiques publiques. Mais la plupart de ces travaux ont en commun de reposer sur des méthodologies d'enquête et des données quantitatives. Du côté des qualitatistes, les initiatives sont moins nombreuses et posent des problèmes méthodologiques difficiles à surmonter (Duchesne & Muller, 2003). Pourtant, les enjeux sont déterminants, notamment pour qui veut comprendre le processus démocratique et les (nombreux) obstacles auxquels il s'affronte.

L'objet de notre travail est la relation qui s'établit, ou non, entre les politiques publiques et les sentiments d'appartenance à des communautés politiques territorialisées telles que la nation ou l'Union européenne. Situé au croisement de deux (sous)disciplines, cet objet nécessite d'articuler des compétences distinctes. En l'occurrence, nous avons réanalysé des matériaux, collectés par une équipe de sociologie politique (Duchesne, Frazer, Haegel, & Van Ingelgom, 2013)<sup>3</sup>, par un tandem composé d'une membre de l'équipe première et d'une chercheuse spécialiste de l'action publique. Nous tenterons de montrer comment la réanalyse, avec toutes les difficultés qu'elle soulève, s'est effectivement avérée pour nous une méthode appropriée au croisement de nos compétences.

Cet article procède en deux temps. Nous traitons d'abord des questions propres à la réanalyse que sont l'adéquation de l'enquête première à la nouvelle question de recherche et les conditions d'appropriation des matériaux. Nous montrons ensuite comment s'est opéré le croisement de nos compétences dans les opérations d'analyse, de l'analyse thématique à celle des échanges discursifs.

### **Préparer la validité : (Re)prise en mains du matériau et registres d'analyse du discours**

Le potentiel de réutilisation des discours de l'enquête première est déterminant pour envisager une enquête par réanalyse. Cela renvoie à la fois aux implications du décalage de la question de recherche entre les analyses première et seconde et les possibilités d'appropriation et de réappropriation du matériau par les chercheuses secondes. Par ailleurs, dans un cas comme le nôtre, où les chercheuses qui mènent la réanalyse viennent d'horizons sous-disciplinaires différents, l'appropriation peut aussi

impliquer de (re)définir ensemble le registre de validité de l'analyse des matériaux, ici le discours produit dans des entretiens collectifs.

### *Adéquation au nouvel objet*

La réanalyse suppose de commencer par s'interroger sur l'adéquation entre les données produites pour une question de recherche antérieure (celle de l'enquête première) et la nouvelle question de recherche. En ligne avec Savage (Geiger, Moore, & Savage, 2010; Savage, 2005), nous considérons que les données de l'enquête première sont des co-constructions qui mettent en jeu, dans le même temps, ce que les participantes aux groupes de discussion ont à dire sur le sujet d'investigation et le rapport que les chercheuses premières entretiennent avec lui.

Le matériau d'origine est constitué d'entretiens collectifs portant sur l'intégration européenne, conçus et mis en œuvre par des politistes spécialistes de sociologie et de théorie politiques. Il s'agit de vingt-quatre entretiens collectifs, réalisés à Paris, Bruxelles et Oxford en 2005 et 2006<sup>4</sup>. Dans la phase exploratoire de travail qui est la nôtre, nous en avons retenu quatre : deux groupes d'ouvrières et de cadres organisés à Paris et Bruxelles. Chaque groupe comportait entre quatre et huit participantes, rémunérées, choisies après avoir répondu à un premier questionnaire, de manière à maximiser l'homogénéité sociale du groupe. Chaque séance durait trois heures environ, incluant une collation offerte pendant la pause pour favoriser le processus d'interconnaissance. La discussion était structurée par une grille d'entretien comportant seulement cinq questions<sup>5</sup>. Ces questions ont été conçues et testées de façon à faciliter l'expression du désaccord voire la conflictualisation de la discussion<sup>6</sup>, mais aussi, et surtout, à favoriser son ouverture. De fait, elles dénotent aussi l'ancrage disciplinaire des responsables de l'enquête et leur préoccupation pour les rapports que les citoyennes entretiennent avec la politique, des rapports conçus comme structurés par leurs propriétés sociales d'une part, et par l'offre politique d'autre part. Par exemple, la deuxième question « Comment répartir le pouvoir en Europe? », qui était destinée à observer comment le groupe abordait la complexité du processus d'intégration européenne, mettait en discussion quatre réponses – nations, élues, expertes, marché –, signalant que cette complexité était largement conçue en termes de légitimité appréhendée à travers les processus de représentation et responsabilité politiques. De la même façon, alors que la dernière question « Qui parmi les principaux partis politiques (du pays considéré) est favorable ou non à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne (suit une liste de partis politiques)? » visait à mieux cerner la compétence politique des participantes, celle-ci était essentiellement observée à travers la capacité à décoder les positionnements partisans, plutôt que des dispositifs de régulation et d'autorité.

L'animation de ces entretiens collectifs était inspirée d'une méthode utilisée dans la consultance et la gestion des organisations, consistant notamment à transcrire et

afficher au fur et à mesure de la discussion les propos des participantes. Elle a été détournée pour s'adapter à l'approche non directive : au lieu de servir à recentrer les débats et à faire converger le groupe vers le consensus, l'affichage visait à faire visualiser au groupe ses propos. Il jouait ainsi le rôle que les relances prennent dans l'entretien non directif : renvoyer à l'interviewée ses propres mots tant pour l'assurer de leur intérêt que pour lui faciliter la poursuite de l'exploration menée dans l'entretien (Duchesne, 1996; Michelat, 1975). Les animatrices tentaient donc d'influencer aussi peu que possible le contenu des discussions, laissant les participantes aborder ce que bon leur semblait et décider si ou quand la conversation s'éloignait par trop du sujet de départ, ce que certaines ne manquaient pas de faire. Le caractère très ouvert, donc, de l'animation a effectivement permis de construire des discussions dont le contenu déborde largement les anticipations des chercheuses premières. Elles recèlent bien, conformément aux questions posées, les éléments nécessaires pour travailler sur les sentiments d'appartenance. Mais les discussions font aussi état, comme on le verra, de nombreuses références à l'action publique, qu'elle soit nationale, européenne ou infranationale, sur laquelle les questions ne portaient pas. Par conséquent, si ces entretiens n'ont pas été conçus pour recueillir explicitement des témoignages sur la façon dont les participantes conçoivent et réagissent à l'action publique, le matériau permet d'observer comment cette question est abordée spontanément<sup>7</sup>.

Néanmoins, l'étude des matériaux montre que la spontanéité des participantes sur le sujet n'a pas toujours rencontré sur-le-champ l'intérêt des animatrices. Elles retranscrivaient les échanges au fur et à mesure et les affichaient en face des participantes. Elles étaient supposées noter au plus près de ce qui était échangé, mais elles ont opéré de fait une sélection conforme à leurs habitudes de recherche. Autant les (rares) évocations de personnel, forces, idées voire décisions politiques ont été scrupuleusement notées, autant les contenus relatifs aux politiques publiques ont été repris de façon plus aléatoire. Prenons un exemple pour illustrer cette sélectivité des relances, emprunté au groupe d'ouvrières parisiennes. Ce groupe manifeste très tôt un vif intérêt pour tout ce qui touche aux questions d'éducation. Il s'explique par la forte présence d'une participante, Yasmina, mère de cinq enfants, dont les revenus dépendent de l'aide sociale. Elle porte un foulard couvrant ses cheveux. Ses interventions, fréquentes et drôles, attisent et freinent à la fois toutes sortes de représentations relatives à l'immigration maghrébine et musulmane. Au cours de la deuxième question, la discussion, cadrée en principe sur le pouvoir à donner aux expertes, part de nouveau sur l'éducation. Yasmina se plaint alors de ce qu'il n'y a pas d'activités à Paris pour occuper les enfants et fait référence, ce faisant, à des dispositifs relevant des politiques culturelles et de la jeunesse de la ville de Paris. Une autre participante la contredit, soutenue par le groupe. L'animatrice les laisse d'abord parler puis intervient pour recentrer la discussion sur le pouvoir des expertes. Voyant que la discussion ne repart pas, elle suggère alors de passer au point suivant et de parler du

marché. Très vite, il est question des distorsions sur le marché, des « barbares qui s'en mettent plein les poches » et Yasmina, sans expliciter pourquoi, évoque le suicide d'un ancien Premier ministre<sup>8</sup>. Le groupe se lance sur le sujet avec enthousiasme, mais cette fois, l'animatrice, au lieu de les ramener au marché, note et relance sur le sujet.

La réflexion préalable sur les données et leur adéquation au nouveau projet qu'exige la réanalyse montre ici combien les discussions sont marquées par le point de vue (sous)disciplinaire des chercheuses premières. Cette observation ne vise en rien à mettre en cause le projet d'origine. Elle n'invalide d'ailleurs pas non plus l'usage que nous pouvons faire de ces entretiens de groupe, même si cela engage à prendre avec précaution tout effort de dénombrement des évocations de l'action publique dans ces données. La faible directivité qui caractérise la modération de ces entretiens a permis de collecter un discours qui déborde largement les intérêts des chercheuses premières. Nous pensons même que la spontanéité des évocations de l'action publique observées dans ces discussions leur confère un caractère particulièrement pertinent pour notre enquête. De plus, l'analyse de la difficulté des chercheuses premières à entendre ce que les participantes pouvaient dire de l'action publique a été pour notre tandem très heuristique puisqu'elle nous a permis de vraiment identifier nos différences de point de vue disciplinaire, lesquelles sont, de fait, difficiles à communiquer.

### ***(Ré)appropriation des matériaux***

Analyser une enquête qualitative consiste d'abord à mettre en relation, de façon multiple, les informations qu'elle contient, à créer autant de liens possibles entre elles et avec les éléments, théoriques et empiriques, déjà connus. Quels que soient les outils que l'on utilise, cela suppose de connaître les matériaux en détail, de façon à y « circuler » avec aisance. C'est ce que l'on désignera ici par l'appropriation. Cette dernière nécessite de se familiariser avec l'ensemble des documents de l'enquête première, qui en l'occurrence étaient nombreux<sup>9</sup>.

L'appropriation se joue aussi dans la maîtrise du type de matériaux, en l'occurrence de discours, recueillis par les chercheuses premières et dont la chercheuse secondaire n'était pas familière du fait de sa spécialisation. Le langage courant, celui qui est recueilli notamment lors d'entretiens collectifs avec des citoyennes ordinaires, qui plus est modéré de façon peu directive, n'est pas toujours argumentatif : dans les échanges, la logique fait souvent défaut (Duchesne & Haegel, 2007). Les propos recueillis dans les entretiens avec des élites de l'action publique ou avec des fonctionnaires de guichet, par exemple, tendent à être davantage explicitement argumentatifs. Cela dit, cette différence ne doit pas être exagérée : les difficultés initiales de la spécialiste d'action publique à comprendre ce dont parlaient les enquêtés, à faire le lien entre leurs différentes interventions et suivre le fil de leurs conversations font écho à celles des membres de l'équipe première, qui les avait conduites à réaliser des synthèses de chacun des groupes (Duchesne et al., 2013). Dans notre cas, le codage

(présenté dans la seconde partie), consistant en l'espèce à repérer dans les transcriptions des entretiens les références à l'action publique, a constitué un vecteur concret d'appropriation.

Pour les chercheuses premières, la réappropriation recèle également son lot de difficultés puisque la réanalyse suppose de créer des liens nouveaux dans les informations recueillies, notamment avec certaines d'entre elles qui n'avaient pas été « vues » ou considérées comme pertinentes lors de la première analyse. Cela suppose une forme de déprise avec ce qui a déjà été interprété, pour laisser la place à une nouvelle lecture, déprise qui souvent ne va pas de soi. Ici, ces difficultés se sont révélées à propos du codage des éléments renvoyant à « la politique », lequel devait permettre d'étudier, par comparaison avec le codage des politiques publiques, les questions abordées, les locuteurs et les propriétés de la discussion. Malgré tous ses efforts, la chercheuse première n'est pas parvenue à faire le codage prévu. Cette incapacité à procéder à une opération familière, sur un corpus familier et à partir de catégories familières, indique également une forme de résistance initiale à la revisite, au malaise qu'une chercheuse ressent quand une autre s'approprie « ses » données. Elle souligne aussi, par-delà son caractère anecdotique, qu'un outil informatique de codage reste un outil dont rien ne garantit l'efficacité. Contrairement aux logiciels d'analyse automatique de contenu, il ne « tourne » pas tout seul et ne produit rien que la chercheuse n'ait fait.

La (ré)appropriation du matériau s'est vraiment amorcée à la faveur du visionnage en commun des enregistrements vidéo. En regardant ensemble les groupes, nous avons eu recours au logiciel Atlas.ti et utilisé les fonctions permettant d'attacher au texte des commentaires (mémos), selon une pratique inspirée des recommandations de Glaser et Strauss pour faire émerger une théorie ancrée. Ces commentaires peuvent ensuite être retravaillés, mis en lien les uns avec les autres, (ré)organisés, pour construire le fil d'une argumentation et commencer à préciser ou « faire émerger » les notions centrales de l'analyse. Notre « échange des compétences » – la connaissance du matériau versus le repérage des éléments d'action publique – a débuté là, tout en permettant de corriger l'asymétrie de nos positions professionnelles initiales. Le jeu des émotions, les sympathies et antipathies que suscitent chez les chercheuses les attitudes des participantes aux groupes de discussion a été déterminant dans la dynamique de l'appropriation commune du matériau. Très présentes dans les notes que l'équipe première a rédigées après la réalisation des entretiens, ces émotions se sont réactivées au moment de la (ré)appropriation, contredisant dans notre expérience la distance valorisée par certaines promotrices de l'analyse secondaire<sup>10</sup>. Le fait que nous ayons, dans l'ensemble, ressenti et exprimé des émotions semblables à l'égard des participantes a constitué un moment fondateur de notre binôme, tout comme l'expérience « du terrain », les anecdotes et le ressenti partagés qu'il suscite peuvent amener à souder les membres d'une équipe. De plus, le temps écoulé depuis sa

réalisation a introduit une dimension supplémentaire à la gestion des émotions ressenties vis-à-vis des enquêtées. Dans l'ensemble, la crise grecque et la politisation accrue des enjeux européens depuis 2006 confèrent aux discussions plus de gravité qui, si elle favorise l'appropriation au sens où elle facilite l'intérêt, complique aussi la mise en œuvre du principe d'empathie : à savoir la capacité qui est au cœur de la conduite non directive des entretiens d'adopter le point de vue de toutes les locutrices.

### ***Définir le registre d'analyse du discours***

Pour une réanalyse, l'appropriation du matériau par les chercheuses secondaires peut également nécessiter l'identification du registre à l'aune duquel construire la validité interne<sup>11</sup> des analyses de discours. En effet, au-delà des limites inhérentes aux propos tenus dans le cadre d'entretiens qui ont déjà été amplement pointées<sup>12</sup>, les stratégies et méthodes qui doivent permettre de définir le registre d'analyse du discours dépendent du type d'information recherché.

De façon analytique, on peut distinguer trois principaux types d'information qu'il est possible de rassembler avec des entretiens auprès d'actrices dites « ordinaires »<sup>13</sup> : des données factuelles tout d'abord, relatives notamment à des comportements effectifs, qui visent à reconstituer des événements, singuliers ou non; ensuite des représentations, autrement dit, des aperçus des conceptions et des visions du monde des actrices<sup>14</sup>; enfin des formes de compétences, manifestées par la façon dont les personnes interrogées réagissent et affrontent l'épreuve que constitue l'entretien lui-même. Les critères de validité interne de ces trois usages du discours des interviewées doivent être distingués. Du côté de la recherche d'informations factuelles, l'enjeu est d'attester la véracité de ce qui est rapporté. Une partie de la qualité du travail porte sur l'entretien lui-même, sa préparation et la façon dont il a été mené, mais c'est l'analyse qui porte confirmation : c'est là que la chercheuse devra peser et confronter les arguments, comparer les versions de l'histoire données par différents témoins ou à des moments différents et les croiser avec toutes les informations dont elle peut disposer par ailleurs. C'est pour l'essentiel par la triangulation, avec des données de sondage par exemple, par les recoupements entre les entretiens voire des itérations entre différentes séries d'entretiens, ou encore avec des documents comme il est fréquent en sociologie de l'action publique, que la validité interne des conclusions pourra être assurée.

Du côté de l'analyse des représentations, le critère de validité interne ne peut être le même puisque c'est moins la véracité des propos des enquêtées qui est en jeu que leur authenticité, autrement dit le fait qu'elles aient exprimé ce qui correspond le mieux à ce qu'elles pensent à ce moment-là – par opposition à ce qu'elles peuvent penser qu'on attend d'elles<sup>15</sup>. La validité ici ne peut pas reposer sur des dispositifs externes puisque les personnes visées dans ces entretiens, des « citoyennes ordinaires », n'ont généralement pas d'autres occasions de porter témoignage de ce

qu'elles pensent. Établir l'authenticité des propos échangés dans un entretien collectif ou dans un entretien en face à face est d'autant plus compliqué que les enquêtées ne pensent jamais de façon univoque : l'ambivalence est une caractéristique fondamentale des systèmes de représentation. L'authenticité revient dès lors à dire des choses et leur contraire et à assumer, consciemment ou non, explicitement ou non, des contradictions. La validité interne de l'analyse passe par une démarche interprétative qui permet de les mettre à jour pour ensuite en expliquer les sources (Donegani, Duchesne, & Haegel, 2002; Michelat, 1975).

Le troisième type d'information recherchée, les compétences manifestées par les interviewées en entretien, repose sur le fait que les propos tenus dans ces circonstances ne sont pas, pas plus d'ailleurs que dans toute autre interaction sociale, la simple expression de pensées qui préexisteraient à leur expression. Le discours est action : parler, c'est agir (Billig, 1991; Van Dijk, 2009). En prenant la parole, les enquêtées s'expriment moins sur le sujet « en général » qu'elles ne réagissent à ce qui vient d'être dit, ou du moins ce qu'elles en ont entendu et compris, à ce qu'elles pensent que les autres pensent, etc. Les compétences mises en œuvre en situation d'entretien, notamment collectif, renvoient à des compétences sociales plus larges : la capacité à décoder les échanges, à mobiliser ses expériences et ses connaissances, ou à prendre parti notamment. La validité interne de l'analyse de ce type de discussion repose sur la capacité des chercheuses à comprendre et expliquer les propos échangés en les considérant comme une succession d'actions de la part des participantes. Les ressources que ces dernières mettent en œuvre, notamment argumentatives, renvoient bien sûr à des propriétés sociales générales, mais elles s'ancrent aussi dans des relations plus spécifiques à l'objet et à la situation. Pour l'enquête qui nous intéresse ici, les chercheuses premières ont ainsi interprété la situation créée par les groupes de discussions comme un « test de politisation » (Duchesne, sous presse) mettant en jeu moins des attitudes à l'égard de la construction européenne que des réactions, lesquelles manifestent la capacité des participantes à franchir ou refuser la frontière du politique. Il est frappant de constater que ce test de politisation a été pensé essentiellement dans le rapport aux actrices politiques et aux clivages idéologiques, sans intégrer la dimension relative à l'action publique. C'est comme si l'équipe première s'était attachée à observer la compétence de citoyenne en tant qu'électrice sans prendre en compte celle de gouvernée.

Les deux derniers types d'informations – représentations et compétences – peuvent être analysés ensemble dès lors que, avant de s'attacher à rendre compte des représentations, ici celles qui concernent les rapports entretenus avec les politiques publiques d'une part et les appartenances à des communautés politiques d'autre part, on prend soin d'interpréter les échanges dans lesquels elles sont exprimées. L'interprétation implique alors un travail de décryptage des significations explicites et implicites, volontaires et involontaires, des propos des locutrices. Avant de pouvoir

inférer de ce qui est dit les relations que les enquêtées entretiennent avec un objet, il faut donc commencer par interpréter les échanges en multipliant les hypothèses sur les raisons pour lesquelles chacune des participantes intervient comme elle le fait. Pour cela, les capacités d'écoute des chercheuses et leur savoir-faire sont essentiels. Ils dépendent notamment de leur appartenance (sous)disciplinaire, laquelle détermine l'attention qu'elles sont en mesure de porter à ce qui est dit, et en particulier ici, aux éléments qui renvoient à l'action publique.

### **Construire la validité interne : opérations d'analyse et dispositifs matériels**

Ayant défini ensemble le registre de validité interne de notre réanalyse, comment la construire? Autrement dit, comment transformer les entretiens en preuves? Les opérations concrètes d'analyse des données qualitatives sont, dans l'ensemble, assez peu détaillées dans les publications du fait, notamment, de l'espace nécessaire pour le faire<sup>16</sup>. Nous allons tenter d'explicitier et d'illustrer ici les deux types d'opérations que nous avons menées, l'analyse thématique et l'analyse des échanges discursifs.

#### ***Repérer l'action publique***

Le travail a commencé par une analyse thématique des entretiens collectifs, à l'aide d'Atlas.ti, l'un des logiciels d'aide à l'analyse des matériaux qualitatifs (CAQDAS). Le codage est, dans les manuels de méthodes qualitatives, présenté comme la méthode classique pour explorer et analyser le discours<sup>17</sup>. Le principe est de caractériser le contenu des discours tenus par les enquêtées en identifiant les thématiques abordées, des informations mentionnées ou discutées par chacune ou plutôt ici, par chaque groupe de participantes. Les codes sont affectés au texte. On peut ensuite retrouver toutes les portions de texte affectées du même code pour les interpréter, les comparer, les recoder, observer leur distribution, etc.

Les modalités de codage sont multiples, mais l'un des enjeux transversaux est celui du contenu théorique des catégories utilisées pour traiter le matériau empirique. Les catégories émergent-elles de l'analyse, vierges de tout contenu théorique, ou sont-elles, au moins en partie, préstructurées par des cadres théoriques préexistants (Kelle, 2007)? Nous avons commencé la codification des entretiens en utilisant une grille décrivant les différents secteurs d'intervention des acteurs publics, initialement construite par la recherche comparative pour classer des actes législatifs : le *Comparative agenda projet* (Wilkerson, Baumgartner, Brouard, Chaqués, Green-Pedersen, Grossman, & Walgrave, 2009). L'intérêt de cette grille préexistante appliquée à notre matériau est qu'elle permet l'identification systématique des différents domaines d'intervention de l'État (e.g. éducation, agriculture ou emploi/travail<sup>18</sup>). En elles-mêmes, les catégories utilisées ne sont pas prédictives de ce que les participantes disent de l'action publique au-delà du domaine concerné, de la manière dont elles en parlent ou encore des circonstances dans lesquelles elles mentionnent une politique publique. De ce point de vue, la grille du CAP telle que nous l'avons utilisée

est essentiellement descriptive. Par itération entre la grille initiale de codification et le matériau empirique, le contenu de certains codes du CAP a été aménagé<sup>19</sup> et de nouveaux codes ont été ajoutés pour enrichir la description des références à l'action publique. À côté des codes relatifs aux secteurs des politiques se trouve une deuxième série de codes décrivant le niveau de gouvernement concerné dans les références à l'action publique des participantes : européen, national, local ou un autre pays en dehors de l'Union européenne. Un troisième ensemble de codes permet de décrire ce dont il est question lorsque les participantes parlent de politique publique : s'agit-il de mesures concrètes, de leur prise de décision, de leur mise en œuvre ou encore de leurs effets ou s'agit-il plutôt d'enjeux sociaux ou politiques présentés comme devant être traité par l'action publique?

Illustrons ce que nous avons codé par « mesures concrètes de politique publique ». Dans l'extrait qui suit, issu du groupe des cadres français, les participantes discutent, assez vivement, des effets sur les inégalités sociales du dispositif Erasmus. La discussion est menée par Fabienne, doctorante en biologie engagée politiquement à l'extrême gauche. Alors que la discussion porte sur le fait que l'UE aurait permis « un nivellement vers le haut », une participante cite en passant les programmes Erasmus. Fabienne poursuit en discutant des conditions réelles d'accès à ce dispositif de mobilité étudiante et conteste qu'il soit effectivement ouvert à toutes les étudiantes.

Extrait 1. Cadres Paris (famille 1) :

Fabienne : (*Après un silence*) Erasmus pour moi (*se tourne vers l'animatrice*) c'est une vaste fumisterie (*sourit, Inès parle en même temps*) c'est surtout encore plus une sélection par l'argent c'est-à-dire que c'est que les gens qui ont la possibilité de payer à leurs enfants un logement et une vie décente à l'étranger qui peuvent le faire (*souriant toujours*)

Inès : (*en même temps que Fabienne*) c'était pas au point, mais c'est un démarrage de quelque chose c'est quelque chose voilà.

Gabriel : ah bon...

Fabienne : (*se tourne vers Gabriel et l'interrompt*) oui.

Gabriel : moi j'ai un exemple précis et c'est pas du tout comme ça (*hésite*) que ça se passe.

Céline : (*interrompt à son tour*) c'est vrai (*Gabriel parle en même temps*) en plus il y a des bourses (*se tourne vers Inès*)

Gabriel : parce que...

Inès (*vers Fabienne, elle aussi en même temps que les autres*) : je crois que c'est une démarche rationnelle ça.

Fabienne (*à Céline, sans hésiter*) : les bourses, c'est même pas 300 euros par mois.

En réponse, d'autres participantes soulèvent alors différents types d'arguments, faisant ainsi montre d'une diversité de points de vue sur ce dispositif d'action publique : un argument normatif (si la mise en œuvre n'est pas à la hauteur, l'existence même du dispositif est à saluer); l'expérience personnelle; et enfin, une discussion des autres dispositifs auxquels s'articule Erasmus – en l'occurrence les bourses.

D'autres références à l'action publique peuvent prendre la forme de la mention d'enjeux, plus ou moins larges et transversaux, à traiter par des politiques. Dans l'extrait suivant, les participantes du groupe des ouvrières parisiennes discutent des problèmes qui dépassent les frontières de la France et qu'elles qualifient de problèmes européens. Parmi ces problèmes, on note que certains sont présentés de manière très générale (la misère, la famine), tandis que d'autres sont formulés en des termes plus précis, qui sont des catégories d'intervention de l'action publique (la délinquance, les logements). Il est intéressant d'observer que les passages qui présentent les enjeux de politique publique de manière la plus générale recoupent les « enjeux » du vote et des mobilisations auxquels les spécialistes de sociologie politique sont attentifs (Nie, Verba, & Petrocik, 1999).

Extrait 2. Ouvriers Bruxelles (famille 1) :

Albert : la misère (*hésite*)

Geoffroy : (*le coupe*) la misère aussi

Albert : (*poursuit*) la famine

Lionel : (*le coupe*) voilà nous...

Yasmina : (*interrompt à son tour, s'adresse à eux*) ça touche tout quoi

Ghislaine : (*en même temps*) la précarité

Albert : (*en même temps*) la (*hésite*) la délinquance

Lionel : (*en même temps*) voilà

Geoffroy (*semble approuver également*)

Yasmina : (*enchaine, vers la modératrice*) y compris les logements

Lionel : (*idem*) on dit les (*hésite*) les sans-papiers en Europe, mais

Geoffroy (*semble approuver Leila*)

Albert : (*complète*) les sans-logements.

À ce stade, le codage systématique des diverses mentions de l'action publique permet d'abord de vérifier que les participantes à nos différents groupes parlent effectivement d'action publique. On ne s'attardera pas sur la distribution des codes par groupe de discussion étant donné le caractère non systématique des reprises des

évoqueries de l'action publique par les modératrices. Notons seulement que la distribution des codes fait apparaître un nombre important de références aux politiques publiques, avec des différences faibles entre groupes nationaux et sociaux.

### ***Requalifier les citoyennes en gouvernées***

Par-delà la vérification de la présence de références à l'action publique dans les entretiens, l'analyse du contenu de chacun des extraits codés permet de répondre à quelques-unes des questions intermédiaires de notre recherche : de quoi parlent les participantes lorsqu'elles mentionnent des politiques publiques? Que voient-elles des politiques publiques? Qu'en savent-elles? Quelles dimensions sont sujettes à discussion? Deux observations nous apparaissent centrales pour appréhender les citoyennes en tant que gouvernées. La première est que les participantes ne discutent pas seulement des politiques publiques sous l'angle des enjeux électoraux ou en évaluant l'action gouvernementale comme le considère l'essentiel des recherches existantes. De fait, elles font bien plus que cela : elles échangent des informations factuelles sur certaines politiques publiques, souvent vraies, quelquefois fausses, sur leur processus de décision, leurs effets sur les inégalités, ou encore les groupes sociaux ou professionnels qu'elles concernent. Dans un contexte où le dispositif d'enquête n'incitait pas les participantes à le faire, elles discutent bien des politiques publiques en tant que telles, manifestant ainsi que leur rapport à la politique est bien nourri par les réglementations et l'action publique. À titre d'illustration, prenons le cas du code « politique agriculture » qui concerne l'ensemble des références à des mesures ou enjeux d'action publique du secteur agricole. Le groupe des cadres belges évoque avec précision la politique agricole commune, la qualifie de « grosse politique européenne » et discute des subventions européennes aux producteurs de lait. Les participantes explicitent aussi avec justesse la répartition des compétences en matière agricole entre l'échelon fédéral belge et les régions. Les ouvrières du groupe bruxellois développent aussi une analyse des mobilisations d'acteurs gouvernementaux, nationaux, au sujet de la PAC et des prises de position de Jacques Chirac à propos de la réforme de cette politique.

La seconde observation, qui complète la première, est que les références à l'action publique par les participantes, loin d'être anecdotiques, leur servent à décrire le monde dans lequel elles vivent, à se saisir de leur environnement c'est-à-dire à le mettre en ordre et à donner du sens à ce qui les entoure. Interrogées sur leur rapport à l'Union européenne, il est frappant de constater que les participantes font appel à des politiques publiques, bien au-delà des mesures emblématiques de l'UE comme la monnaie unique et la libre circulation, pour en discuter, la définir et se positionner. Ceci soutient l'idée que l'action publique est effectivement constitutive du rapport à la politique des citoyennes. L'extrait suivant est issu des quinze premières minutes de l'entretien mené avec les ouvrières bruxelloises, lequel a réuni six participantes, quatre

hommes et deux femmes, jeunes et moins jeunes. La première question qui leur est posée – « Être européen, qu'est-ce que cela veut dire? » – les amène rapidement à discuter des bénéfices tirés de l'intégration européenne.

Extrait 3. Ouvriers Bruxelles (famille 1) :

Rose : mais je pense qu'on nous montre peut-être que les bons côtés. En tout cas, je parle pour moi, je pense qu'on (*hésite*) oui, on nous montre un peu les bons côtés de l'Europe, donc l'union, genre l'union fait la force et (*hésite à nouveau*) ils parlaient aussi d'une (*hésite plus fortement*) d'une armée européenne qui défendrait donc (*hésite*) enfin l'Europe, et puis surtout qui irait un peu rétablir (*hésite*) la paix dans les pays en...

Saïd : (*l'interrompt*) des justiciers des héros (*rires*)

Rose : (*reprend, vers Saïd*) oui voilà oui et ça revient un peu à ce truc d'Amérique là.

Saïd : (*poursuit*) oui (*hésite*) les héros de la démocratie, ce sont les Américains, on a vu ça en Irak (*bruit dans le fond de la salle, Saïd et Marco se retournent*) avec la prison d'Abou Ghraïb et tout, on a vu ce qu'il valait l'Europe (*il est interrompu par l'arrivée d'une participante retardataire. Après l'avoir saluée, l'animatrice relance*)

Animatrice : donc cette armée européenne qui irait, oui c'est ça, défendre la démocratie.

Saïd : (*l'interrompt*) soit-disant

Animatrice : (*reprend*) soit-disant (*rires*)

Ali : en même temps, c'est (*hésite*) c'est juste ce que dit (*regarde le badge de Rose, qui lui souffle son nom*) Rose, en même temps que (*hésite*) on va, [on] voit ça n'a plus de sens quand on dit que vous allez, par exemple, par rapport à la guerre en Irak, la France qui était contre et (*hésite*) la Grande-Bretagne qui a envoyé des troupes là-bas. (*Saïd parle en même temps*) Où est l'Europe, il n'y a plus d'union du tout quoi.

Saïd : (*en même temps*) c'est ça ouais c'est ça et (*Rose intervient, inaudible*) l'Italie aussi la Pologne

Ali : (*reprend*) c'est (*hésite*) l'économique qui est passé au premier plan. L'Union européenne à la limite

Saïd : (*l'interrompt*) les États-Unis, quand ils sont arrivés en Irak, il y a un ministère qu'ils ont protégé : c'est le Ministère du pétrole. Allez-vous demander pourquoi ça été le seul. Tous les autres ont été pris, il y a eu un ministère qui a été protégé, c'était celui-là celui du pétrole, mais, on se demande pourquoi, mais bon (*Marco parle en même temps*)

Marco : c'est l'or noir puisque maintenant on parle ...

Saïd : (*sans s'arrêter*) c'est la démocratie, non, il y avait l'Italie aussi les Anglais il faut dire. Il n'y a pas d'Europe ils se disputent chacun prend ses décisions et fait ce qu'il a envie de faire enfin (*s'interrompt, l'animatrice rit*) moi c'est ce que je pense.

On voit dans cet extrait comment Rose, qui a été la première à répondre à la question en citant la libre circulation, reprend ensuite la parole pour exprimer son ambivalence à l'égard de l'Union européenne. Elle mobilise alors une référence à l'action publique, la politique de défense européenne, pour mettre à distance, de manière critique, les discours des élites sur l'intégration européenne et la « force de l'union ». Qu'elle exprime une opinion positive ou plus critique sur la construction européenne, Rose recourt donc à des politiques publiques pour fonder son jugement : la politique de libre circulation puis la politique de défense européenne. Dans la suite de la conversation, Rose et d'autres participantes renforcent la critique des élites européennes et du décalage entre ce qu'elles affichent comme objectifs de leur action – la défense de la paix et de la démocratie – et leurs actions dans les faits en invoquant la politique étrangère de l'Union européenne. Pour appuyer cette critique, la comparaison est dressée avec l'intervention du gouvernement américain en Irak, interprétée de manière consensuelle par les participantes comme relevant de la seule poursuite d'intérêts économiques. Mais un autre élément est aussi avancé : la manière dont la prise de décision a eu lieu à l'échelon européen à propos de cette même intervention en Irak des États européens. Saïd et Ali soulignent l'incapacité de la France et de la Grande-Bretagne à s'accorder. Cet extrait, pour l'équipe première, a surtout été lu comme la rencontre entre l'antiaméricanisme de Saïd et l'anticapitalisme d'Ali. Notre analyse permet également de voir que les mentions de l'action publique sont utilisées par les participantes pour illustrer certains de leurs propos, certaines de leurs interprétations de la réalité qui les entoure, comme le fait Ali dans l'extrait qui précède. Ces usages descriptifs, illustratifs, voire argumentatifs, de l'action publique par les participantes, dans une enquête où ils n'ont été ni sollicités ni induits par le dispositif de collecte, rend visible le fait que les citoyennes sont des gouvernées et doivent dès lors être étudiées comme telles.

### ***Le rapport à l'État au cœur des échanges entre citoyennes***

Dans la lignée des recherches qui considèrent le discours comme action, notre approche consiste aussi à appréhender les propos tenus en remplaçant chacune des prises de parole dans l'interaction établie entre les actrices que sont les participantes d'une part, et le contexte, multidimensionnel<sup>20</sup>, d'autre part, de façon à en interpréter le ou les sens. L'élément central est alors dans les rapports de force qui s'instaurent et évoluent entre les protagonistes, compte tenu des rapports de pouvoir qui prévalent autour d'eux. L'analyse consiste à traiter la discussion comme une scène et non comme un

discours, en accordant une attention particulière aux moments dits « sensibles », ceux où les émotions affleurent (Kitzinger & Farquhar, 1999). Les tenants de l'analyse de discours assument volontiers la part de subjectivité que représente ce type d'analyse. Potter et Wetherell, qui ont abondamment travaillé sur les principes et les façons de procéder, parlent d'artisanat (*craft*) pour indiquer les limites de ce que l'on peut en dire (Potter & Wetherell, 1994). Cette approche insiste aussi sur le poids des propriétés des chercheuses, notamment en termes de compétences disciplinaires, dans les résultats produits. Par ailleurs, la littérature sur la revisite montre combien des chercheuses amenées à retravailler leurs propres matériaux font émerger autre chose du fait de l'évolution des connaissances et controverses scientifiques, et de leur propre trajectoire (Andrews, 2008)<sup>21</sup>. La question posée ici est d'observer comment cette réanalyse, qui s'appuie sur une collaboration porteuse de compétences nouvelles, peut conduire, avec l'utilisation du même type d'approche, à des résultats nouveaux.

Nous l'illustrerons à partir du groupe d'ouvrières belges précédemment cité. Quatre d'entre elles étaient, visiblement et explicitement, d'origine étrangère (trois hommes d'Afrique du Nord et une femme du Congo). Ali, plus âgé que les autres, militant syndical, exerce une certaine autorité sur le groupe. Il contribue notamment à politiser la discussion en soulignant l'orientation libérale des décisions prises au niveau national et européen. Marco, le seul à ne pas faire valoir d'origine étrangère, intervient souvent et essentiellement pour livrer des éléments relatifs aux politiques menées en Belgique, parfois de façon très pointue (dispositifs d'incitation fiscale, de protection sociale, de légalisation du cannabis...) ou, au contraire, très globalisante. Ainsi en va-t-il de ses nombreuses interventions à propos du « budget ». Mais il s'exprime de façon parfois difficile à suivre. Lors de l'analyse première, son obsession pour les questions relatives à la comptabilité publique et son expression compliquée ont été mises en relation avec le fait qu'il était alors en reprise d'études. Le degré relativement faible de conflit au sein du groupe, malgré des positions visiblement et profondément antagonistes des participants, a d'ailleurs été en partie attribué à sa confusion, ajoutée à la maîtrise politique d'Ali et sa capacité à contrôler les échanges. En deuxième analyse, il apparaît clairement que les interventions de Marco reviennent de façon récurrente sur le cœur de l'action de l'État<sup>22</sup>. Notre réanalyse des échanges confère à ses propos une portée supplémentaire. L'attachement viscéral qu'il manifeste à l'État-providence contribue en fait à éviter le conflit qui aurait pu l'opposer aux autres du fait de la « préférence nationale » qu'il ne cache pas. On le voit dans l'extrait ci-dessous, où le groupe discute du travail au noir et des risques que prennent celles qui s'y livrent en ne préparant pas leur avenir.

Extrait 4. Ouvriers Bruxelles (famille 1) :

Ali : oui, mais si tu sais que tu n'auras pas de pension...

Rose : (*l'interrompt*) oui

Marco : (*idem*) ben il y aura toujours (*hésite*) comme on a un numéro national, une sécurité

Ali : (*poursuit*) non, non, mais, imagine, imagine, il n'y a pas de pension, tu sais que tu n'auras pas de pension (*Marco parle en même temps*) est-ce que est-ce que ça te donne encore envie de cotiser ou de (*hésite*) de travailler...

Marco : (*en même temps*) c'est impensable

Ali : (*poursuit*) normalement (*Marco tente à nouveau de l'interrompre*) comme disait Justine pour son avenir alors que tu sais que toi tu n'auras rien...

Marco : (*repréend la parole*) ça serait impensable (*hésite*) ou (*Ali le double à son tour*) si, si ça se transforme, comme les Américains, il y aura...

Ali : (*en même temps*) c'est pas si impensable que ça

Marco : (*poursuit*) toujours une garantie d'État au début (*Justine parle en même temps, mais on ne la comprend pas*) suivant les assurances c'est impensable, on retourne du temps des cavernes où le plus fort a le pouvoir quoi (*Ali confirme*) je me demande où on verrait les lois. T'as une hache et un (*hésite*) un lance-flèche et alors tu as le pouvoir quoi non ce serait un peu (*hésite*) c'est plus de la démocratie hein c'est

Ali : (*l'interrompt*) on verra.

La force de cet échange, la façon dont Marco assimile clairement État-providence et démocratie, avait bien été retenue comme un « moment sensible » dans la synthèse faite par Florence Haegel pour l'équipe première. Ce que nous voulons souligner ici, c'est que cette prise de position, suscitée par Ali qui pousse Marco dans ses retranchements, scelle une forme d'accord minimum qui permet à leurs désaccords, apparus dès les premières minutes de la discussion du fait notamment de rapports antagonistes à l'intégration européenne, de s'exprimer sans mettre en danger la cohésion du groupe. Un accord minimum mais fondamental sur le rôle essentiel de l'État dans la survie de la société, des citoyennes belges à laquelle tout le monde s'identifie clairement. On observe d'ailleurs que dans la dernière partie de la discussion, qui porte sur l'entrée de la Turquie dans l'UE, Marco n'a plus la ressource des dispositifs d'action publique, dont il n'a connaissance que dans le cas belge et européen, pour intervenir et ses réserves non dissimulées à l'égard des Turcs engendrent rapidement un conflit ouvert. Sans remettre en cause les conclusions portées alors quant aux alliances et aux clivages noués et joués par les participantes, l'entrée par les politiques publiques conduit néanmoins à les requalifier, en conférant à l'adhésion réaffirmée de Marco à la centralité de la protection l'État un rôle structurant dans la cohésion du groupe, et ce, malgré la confusion de son expression.

Cette réanalyse prend sens avec les propositions théoriques de Norbert Elias qui font le lien entre l'action de l'État et les formes d'identification des participantes de milieu populaire à la nation (Elias, 1991)<sup>23</sup>. La prise en compte des références à l'action publique dans les échanges permet de revisiter et de compléter l'analyse des interactions. Ce faisant, cela leur confère un rôle important dans la capacité des participantes à s'accorder, à fonder un accord minimal mais cohésif, malgré des positions antagonistes exprimées ici sur l'intégration ou la place des Musulmans en Europe. En ce sens, la régulation, et la protection des gouvernées qui en découle pourraient bien apparaître comme un fondement du lien démocratique, de la citoyenneté, de façon au moins aussi tangible que le lien civique et électoral.

### **Conclusion**

Cet article avait pour objet de discuter d'une expérience de réanalyse de données qualitatives, particulière en ce qu'elle met en jeu deux chercheuses aux spécialités sous-disciplinaires distinctes, pour traiter une question située au croisement de leurs compétences. Il a discuté ce que réanalyser des entretiens au croisement de l'action publique et des comportements politiques implique : d'un côté, prendre le risque de s'éloigner des méthodes d'enquête, des types de données, des méthodes d'analyse et, plus fondamentalement encore, dans certains cas, des registres de validité que l'on est accoutumée à manipuler; de l'autre, apprendre à repérer ce qu'on avait appris à ne pas voir, cela afin de saisir ce qui se révèle sinon insaisissable. À cet égard, il nous paraît que la réanalyse constitue effectivement une méthode, au sens plein du terme, pour approcher des objets que les logiques (sous)disciplinaires rendent difficiles à aborder. Elle oblige à mettre à plat, très explicitement, ce qui est cherché, le type de données qui sont nécessaires pour ce faire, et les modalités d'analyse et de construction de la validité interne des résultats. Pour avoir déjà fait l'expérience de la difficulté qu'il y a de concevoir une enquête « première » – au sens de mettre en œuvre un dispositif de construction de données – dans une équipe mêlant des spécialistes de l'action publique et des comportements politiques, il nous semble que la réflexivité requise par la réanalyse facilite le croisement des compétences.

Pour autant, et à rebours de celles qui pourraient penser que la pratique de la réanalyse de données secondaires est économe en temps et en énergie, notre propre expérience est qu'il n'en est rien, voire que le contraire est avéré. Toutefois, au-delà même du profond intérêt que l'on peut trouver à se former, chemin faisant et accompagnée de sa binôme, à de nouvelles méthodes d'analyse et de construction de la preuve et/ou à un changement de regard, il nous semble que les gains de connaissance qui sont rendus possibles excèdent les coûts; peut-être même doivent-ils être payés lorsqu'il s'agit de travailler sur des questions à l'intersection entre la sociologie de l'action et des comportements politiques.

## Notes

<sup>1</sup> L'ordre des auteures est le résultat d'un tirage au sort.

<sup>2</sup> Nous avons fait le choix d'écrire cet article en utilisant le féminin comme catégorie universelle, au lieu du masculin, pour accompagner notre effort de réflexivité.

<sup>3</sup> Voir aussi (Van Ingelgom, 2014) L'enquête a été archivée, elle est disponible à <http://bequali.fr/fr/les-enquetes/>

<sup>4</sup> Deux groupes ont été organisés pour chaque catégorie sociale (populaire, intermédiaire et supérieure) et deux groupes de militantes ou permanentes de partis dans chaque pays sont venus compléter l'échantillon.

<sup>5</sup> Les questions étaient les suivantes : Être européen, qu'est-ce que cela veut dire? Comment répartir le pouvoir en Europe? (avec quatre réponses proposées : Nations, élus, experts, marché); À qui profite l'Europe? Pour ou contre l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne? Qui parmi les principaux partis politiques (du pays considéré) est favorable ou non à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne? (suit une liste de partis politiques). Pour une présentation détaillée des modalités de réponse de chacune d'elle, voir *Overlooking Europe*, pp. 188-189. Les participantes disposaient donc de trois heures pour en discuter, soit beaucoup plus de temps que dans la plupart des enquêtes utilisant l'entretien collectif comme méthode de construction des données. À titre de comparaison, l'ouvrage de Gamson, qui a contribué à réintroduire l'entretien collectif en sociologie, repose sur un protocole dans lequel quatre sujets devaient être traités chacun en 20 minutes (Gamson, 1992).

<sup>6</sup> Le projet de l'enquête première était double : approfondir l'étude des réactions à l'intégration mais aussi, prolonger la recherche de Duchesne et Haegel sur la politisation (Duchesne & Haegel, 2010). Le recrutement des participantes visait donc en même temps à construire l'hétérogénéité politique de chaque groupe, mesurée non seulement grâce à une échelle politique gauche-droite et des déclarations de vote, mais aussi à partir d'une série de questions d'opinion portant notamment sur l'intégration européenne.

<sup>7</sup> Duchesne et Haegel ont déjà souligné la pertinence d'une analyse de discussions du même type sur la question du rapport entre politiques publiques et compétition politique (Duchesne & Haegel, 2004).

<sup>8</sup> Pierre Bérégoz, Premier ministre français entre 1992-1993, a été retrouvé mort un mois après avoir quitté ses fonctions.

<sup>9</sup> Ici, non seulement les transcriptions des entretiens, leurs enregistrements vidéo, mais aussi les documents relatifs à la mise en œuvre du « terrain », notamment les notes rédigées par l'équipe première après chaque entretien collectif et les questionnaires remplis par les participantes; et les publications et les documents d'analyse intermédiaires produits par l'équipe première.

<sup>10</sup> (Irwin, Bornat, & Winterton, 2012; Mason, 2007) Au contraire, Gillies et Edwards soulignent bien l'importance de ces émotions dans la réanalyse, et donc de la nécessité d'en conserver la trace, de ne pas les censurer (Gillies & Edwards, 2012).

<sup>11</sup> Par opposition à la validité externe qui renvoie au potentiel de généralisation des résultats de travaux portant sur des échantillons à « petits N », qui caractérisent les échantillons qualitatifs. Ici, c'est la fiabilité des conclusions qu'on peut tirer de l'analyse du discours qui nous intéresse.

<sup>12</sup> Ce type de discours fait d'ailleurs l'objet de contestations nombreuses dans la sociologie politique française notamment (Beaud & Weber, 2010; Bourdieu, 1993).

<sup>13</sup> Au sens où elles n'ont aucune compétence particulière sur le sujet sur lequel on les interroge et sont interviewées hors contexte.

<sup>14</sup> La distinction entre données factuelles et représentations renvoie à celle que font Dubar et Demazière mais sans la connotation négative liée à l'interrogatoire et la défiance qui caractériserait selon eux l'entretien dit d'information (Demazière & Dubar, 2009, p. 7). On n'entre pas ici dans la discussion de la notion de représentations. Nous renvoyons à la définition proposée par Philippe Braud : « des schèmes de perception et d'interprétation du réel » (Hermet, Badie, Birnbaum, & Braud, 1994, p. 247).

<sup>15</sup> On pourrait ajouter un critère d'implication dans l'entretien : que les propos aient été exprimés avec conviction, avec l'envie de porter témoignage et non pour faire plaisir et/ou se débarrasser de l'épreuve que constitue l'entretien.

<sup>16</sup> Comme en témoigne le livre Didier Demazière et Claude Dubar déjà cité (Demazière & Dubar, 2009).

<sup>17</sup> Les références sont nombreuses. Voir notamment (Barbour, 2008; Mukamurera, Lacourse, & Couturier, 2006).

<sup>18</sup> La grille de codage du CAP permet ensuite l'identification de sous-thèmes au sein de chacun de ces domaines d'intervention. Nous ne les avons pas inclus dans notre propre codage.

<sup>19</sup> Par exemple, dans le code sur les politiques des droits, qui couvre les droits civils, les droits des minorités, les libertés civiles, nous avons ajouté les droits des femmes et la parité.

<sup>20</sup> Du plus général – le contexte social et politique et les éléments idéologiques et de sens commun qui s'y expriment – au plus proche – les caractéristiques matérielles et la composition du groupe, animation incluse – en passant par le cadre que constitue le design de la recherche.

<sup>21</sup> Ce point est néanmoins discuté par Mauthner et Parry qui ancrent leur opposition à l'analyse secondaire dans l'échec d'une revisite de leurs propres enquêtes (Mauthner, Parry, & Backett-Milburn, 1998). Moore a répondu en suggérant que la réanalyse procède de la recontextualisation des matériaux et a donc vocation à produire d'autres résultats (Moore, 2007). Pour plus de détails, voir le premier article de ce numéro.

<sup>22</sup> Il constitue d'ailleurs un bon exemple de la façon dont les modératrices ont, au cours de l'entretien, tendu à moins bien relancer sur les questions de politiques publiques que sur les sujets dont elles étaient plus familières, ses interventions étant notées moins précisément que celles d'Ali par exemple, ou de Saïd, tous deux très intéressés à la politique au sens classique du terme.

<sup>23</sup> Pour une première approche illustrative du lien entre ces discussions et le texte d'Elias cf. (Duchesne, 2013).

## Références

Andrews, M. (2008). Never the last word : Revisiting data. Dans C. Squire, M. Tamboukou, & M. Andrews (Éds), *Doing narrative research* (pp. 87-101). London : Sage.

- Barbour, R. S. (2008). *Introducing qualitative research : A student's guide to the craft of qualitative research*. Los Angeles, CA : Sage.
- Beaud, S., & Weber, F. (2010). *Guide de l'enquête de terrain produire et analyser des données ethnographiques*. Paris : La Découverte.
- Billig, M. (1991). *Ideology and opinions : Studies in rhetorical psychology*. London : Sage.
- Bourdieu, P. (1993). Comprendre. Dans P. Bourdieu (Éd.), *La misère du monde* (pp. 903-925). Paris : Le Seuil.
- Demazière, D., & Dubar, C. (2009). *Analyser les entretiens biographiques : L'exemple des récits d'insertion* (3<sup>e</sup> éd.). Québec : Presses de l'Université Laval.
- Donegani, J.-M., Duchesne, S., & Haegel, F. (2002). *Aux frontières des attitudes entre le politique et le religieux : Textes en hommage à Guy Michelat*. Paris : L'Harmattan.
- Duchesne, S. (1996). Entretien non-préstructuré, stratégie de recherche et étude des représentations. Peut-on déjà faire l'économie de l'entretien « non-directif » en sociologie? *Politix*, 9(35), 189-206.
- Duchesne, S. (2013). National identification, social belonging and questions on European identity. Dans R. Friedman, & M. Thiel (Éds), *European identity and culture. Narratives of transnational belonging* (pp. 53-73). London : Ashgate Publishing.
- Duchesne, S. (sous presse). Using focus groups to study the process of (de)politicization. Dans R. Barbour, & D. Morgan (Éds), *A new era of focus group research*. Basingstoke : Palgrave Macmillan.
- Duchesne, S., Frazer, E., Haegel, F., & Van Ingelgom, V. (Éd.). (2013). *Citizens' reactions to european integration compared overlooking Europe*. London : Palgrave Macmillan.
- Duchesne, S., & Haegel, F. (2004). La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation. *Revue française de science politique*, 54(6), 877-909.
- Duchesne, S., & Haegel, F. (2007). Avoiding or accepting conflict in public talk. *British Journal of Political Science*, 37(1), 1-22.
- Duchesne, S., & Haegel, F. (2010). What political discussion means and how do the French and (French speaking) Belgians deal with it. Dans M. R. Wolf, L. Morales, & K. Ikeda (Éds), *Political discussion in modern democracies in a comparative perspective* (pp. 44-61). London : Routledge.

- Duchesne, S., & Muller, P. (2003). Représentations croisées de l'État et du citoyen. Dans P. Favre, J. E. S. Hayward, Y. Schemeil, & B. Badie (Éds), *Être gouverné : Études en l'honneur de Jean Leca* (pp. 33-51). Paris : Presses de Sciences po.
- Dupuy, C., & Van Ingelgom, V. (2014). Social policy, legitimation, and diverging regional paths in Belgium. Dans S. Kumlin, & I. Stadelmann-Steffen (Éds), *How welfare states shape the democratic public. Policy feedbacks, participation, voting, and attitudes* (pp. 198-222). Cheltenham : Edward Elgar.
- Dupuy, C., & Van Ingelgom, V. (2015). Les politiques publiques et la légitimation dans un contexte multi-niveaux. *Gouvernement et action publique*, 4(1), 27-59.
- Dupuy, C., & Van Ingelgom, V. (2016). Comment l'Union européenne fabrique (ou pas) sa propre légitimité. Les politiques européennes et leurs effets-retours sur les citoyens. *Politique européenne*, 54, 152-187.
- Elias, N. (1991). *La société des individus*. Paris : Fayard.
- Gamson, W. A. (1992). *Talking politics*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Geiger, T., Moore, N., & Savage, M. (2010). The archive in question. *ESRC National Centre for Research Methods Review*. Repéré à [http://eprints.ncrm.ac.uk/921/1/Moore\\_review\\_paper\\_march\\_10.pdf](http://eprints.ncrm.ac.uk/921/1/Moore_review_paper_march_10.pdf)
- Gillies, V., & Edwards, R. (2012). Working with archived classic family and community studies : Illuminating past and present conventions around acceptable research practice. *International Journal of Social Research Methodology*, 15(4), 321-330.
- Hermet, G., Badie, B., Birnbaum, P., & Braud, P. (Éd.). (1994). *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*. Paris : Armand Colin.
- Irwin, S., Bornat, J., & Winterton, M. (2012). Timescapes secondary analysis : Comparison, context and working across data sets. *Qualitative Research*, 12(1), 66-80.
- Kelle, U. (2007). « Emergence » vs. « forcing » of empirical data? A crucial problem of « grounded theory » reconsidered. *Forum : Qualitative Social Research*, 6(2). Repéré à <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/467/1000>
- Kitzinger, J., & Farquhar, C. (1999). The analytical potential of « sensitive moments » in focus group discussions. Dans R. S. Barbour, & J. Kitzinger (Éds), *Developing focus group research* (pp. 156-172). London : Sage.
- Mason, J. (2007). « Re-using » qualitative data : On the merits of an investigative epistemology. *Sociological Research Online*, 12(3).

- Mauthner, N. S., Parry, O., & Backett-Milburn, K. (1998). The data are out there, or are they? Implications for archiving and revisiting qualitative data. *Sociology*, 32(4), 733-745.
- Mettler, S., & Soss, J. (2004). The consequences of public policy for democratic citizenship : Bridging policy studies and mass politics. *Perspectives on Politics*, 2(1), 55-73.
- Michelat, G. (1975). Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie. *Revue française de sociologie*, 16(2), 229-247.
- Moore, N. (2007). (Re)using qualitative data? *Sociological Research Online*, 12(3).
- Mukamurera, J., Lacourse, F., & Couturier, Y. (2006). Des avancées en analyse qualitative : Pour une transparence et une systématisation des pratiques. *Recherches qualitatives*, 26(1), 110-138.
- Nie, N. H., Verba, S., & Petrocik, J. R. (1999). *The changing American voter*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Potter, J., & Wetherell, M. (1994). Analyzing discourse. Dans A. Bryman, & R. Burgess (Éds), *Analyzing qualitative data* (pp. 47-66). London : Routledge.
- Savage, M. (2005). Revisiting classic qualitative studies. *Forum : Qualitative Social Research*, 6(1). <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/502/1080>
- Van Dijk, T. A. (Éd.). (2009). *Discourse as social interaction*. London : Sage.
- Van Ingelgom, V. (2014). *Integrating indifference : A comparative, qualitative and quantitative approach to the legitimacy of European integration*. Colchester : ECPR Press.
- Wilkerson, J. R., Baumgartner, F., Brouard, S., Chaqués, L., Green-Pedersen, C., Grossman, E., & Walgrave, S. (2009). Le projet agendas comparés : Objectifs et contenus. *Revue internationale de politique comparée*, 16(3), 365-379.

*Claire Dupuy est maîtresse de conférences à Sciences Po Grenoble – PACTE. Ses recherches portent sur les transformations territoriales des États en Europe de l'Ouest, avec un intérêt particulier pour les processus de décentralisation et de fédéralisation, et sur les effets-retour des politiques publiques sur les attitudes des citoyens, notamment sous l'angle des effets de la régionalisation et de l'eupéanisation de l'action publique sur la légitimité que les citoyens reconnaissent aux gouvernements régionaux et à l'Union européenne.*

***Sophie Duchesne** est directrice de recherche au CNRS et membre du Centre Émile Durkheim (Sciences Po Bordeaux). Elle travaille sur les identités politiques et plus spécifiquement, sur le rapport à la nation en Europe. Elle a coordonné le projet blanc ANR 2010, réAnalyse, qui se propose d'expérimenter l'analyse secondaire des enquêtes qualitatives en sciences sociales, après avoir initié un projet de banque d'enquêtes qualitatives en France. Elle s'intéresse aux méthodes d'entretien dans les sciences sociales en général et aux entretiens collectifs en particulier, et plus spécifiquement à leur analyse.*

# **La réanalyse à l'épreuve d'une comparaison qualitative diachronique : stabilités et évolutions dans les perceptions citoyennes de l'Europe en 1995-1996 et 2005-2006**

**Céline Belot<sup>1</sup>**, Ph. D.

---

Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Grenoble, France

**Virginie Van Ingelgom**, Ph. D.

---

Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve, Belgique

## **Résumé**

Cet article expérimente une comparaison qualitative diachronique rendue possible par la mise en commun et la réanalyse de deux corpus de données constitués en 1995-96 et 2005-06 respectivement sous la forme d'entretiens individuels et collectifs portant sur la même thématique : l'intégration européenne. L'article se développe en trois temps. Il expose tout d'abord le « terrain » de la réanalyse en présentant brièvement les matériaux, la méthode, les outils utilisés pour les analyser et rend compte des premiers résultats. Ensuite, la seconde partie revient sur les conditions qui ont rendu possible cette réanalyse croisée à travers une réflexion conjointe sur la production et l'interprétation des enquêtes premières et de la réanalyse. Enfin, l'exposition de quelques résultats permet d'engager une réflexion autour des possibilités ouvertes par la réanalyse diachronique à la fois de mise en évidence des permanences et mutations dans les cadres cognitifs à travers lesquels les individus appréhendent l'Europe, mais également comme méthode pour prolonger les questionnements des enquêtes premières. L'article conclut que ce potentiel ne peut se développer qu'en référence à de multiples (re)-contextualisations.

## **Mots clés**

RÉANALYSE, DIACHRONIE, CITOYENS, UNION EUROPEENNE

Note des auteures : Nous tenons tout d'abord à remercier les chercheuses premières de la seconde enquête grâce à qui nous avons pu procéder à cette réanalyse : Sophie Duchesne, Elizabeth Frazer et Florence Haegel. Nos remerciements également à Camille Brugier, Jessica Sainty et Annie-Claude Salomon pour leur aide dans le codage des matériaux, Stéphanie Abrial, Mathieu Brugidou, Samuel Defacqz et Charlotte Dolez pour leur relecture précieuse ainsi qu'à tous les membres de l'ANR Réanalyse pour les nombreux échanges tout au long du chemin.

## Introduction

La réanalyse proposée dans cet article constitue une expérimentation de comparaison qualitative diachronique rendue possible par la mise en commun de deux corpus de données constitués en 1995-1996 et 2005-2006, sous la forme d'entretiens individuels et collectifs portant sur la même thématique : l'intégration européenne<sup>2</sup>. Rares sont les enquêtes qualitatives basées sur des entretiens ou de l'observation qui permettent la comparaison de données dans le temps. Le développement depuis les années 1970-1980 de grandes enquêtes quantitatives politiques et sociales a offert les moyens d'appréhender les permanences et les évolutions d'un phénomène social et politique sur le moyen et long terme. Ces analyses longitudinales héritent cependant des limites afférentes à ce type d'enquêtes et ne réduisent donc pas l'intérêt d'analyses qualitatives diachroniques. Il s'agit ici d'interroger dans quelles perspectives et sous quelles conditions la réanalyse rend possible une approche diachronique des données d'entretiens<sup>3</sup>. Afin d'étayer empiriquement notre réponse à ce questionnement de nature méthodologique, notre analyse portera sur l'étude des stabilités et des évolutions des cadres cognitifs d'appréhension de l'Europe par les citoyens à dix ans de distance.

Plus précisément, nous proposons une réflexion en trois temps. Nous rendons d'abord compte à grands traits de la réanalyse effectuée en présentant les matériaux, la méthode, les outils utilisés pour les analyser et les premiers résultats. Cet ensemble de données et de preuves – pour reprendre la distinction établie par Martyn Hammersley (2010) – constitue le « terrain » du présent article. Nous proposons ensuite de revenir sur les conditions qui ont selon nous rendu possible notre réanalyse à travers une réflexion conjointe sur la production et l'interprétation des enquêtes premières et de la réanalyse. Dans la troisième partie enfin, l'exposition de quelques résultats nous permet d'engager une réflexion autour des possibilités ouvertes par la réanalyse diachronique à la fois de mise en évidence des permanences et mutations dans les cadres cognitifs à travers lesquels les individus appréhendent l'Europe, mais également comme méthode pour prolonger les questionnements restés ouverts dans les recherches premières. Nous soulignons cependant que ce potentiel ne peut se développer qu'en référence à de multiples (re)-contextualisations.

---

Nos plus chaleureux remerciements enfin à Sophie Duchesne. Sans son invitation à se ressaisir de nos matériaux, à favoriser les échanges au sein d'un collectif de recherche issu d'horizons variés réussissant ainsi le pari audacieux de créer une véritable communauté de recherche et à expliciter toujours davantage les pratiques de notre artisanat méthodologique, ce texte n'aurait jamais existé. En ce qui a trait au mandat de Virginie Van Ingelgom, cet article a pu être publié grâce au soutien financier du F.R.S. – FNRS (référence : 1.C128.15).

### **Réanalyser des entretiens individuels et collectifs pour saisir le rôle de la temporalité dans les perceptions de l'Europe**

Notre réanalyse prend comme point de départ certains résultats de la recherche doctorale de Céline Belot. Cette recherche visait à appréhender et comprendre les opinions et les attitudes des jeunes Français et Britanniques à l'égard de l'Union européenne (UE) et du processus d'intégration. Elle reposait sur l'analyse d'entretiens approfondis – de 45 minutes à 3 heures – réalisés en 1995-96 en France et en Grande-Bretagne auprès de 70 jeunes âgés de 15 à 30 ans<sup>4</sup>. L'entretien était organisé en trois temps : la première partie non directive à partir d'une consigne de type biographique, la seconde semi-directive, les enquêtés étant invités à donner leur opinion sur un certain nombre de jugements profanes<sup>5</sup>. Quelques questions de connaissances étaient posées en toute fin d'entretien. 40 des 70 entretiens ont été intégralement retranscrits<sup>6</sup> et les données avaient été analysées à la fin des années 1990 à l'aide d'un des premiers logiciels de codification de type CAQDAS, Aquad 5.

Parmi différents résultats, cette recherche avait notamment permis de mettre en lumière que, invités à « parler d'Europe », les enquêtés s'exprimaient non pas uniquement sur l'Europe au présent, mais que cette réflexion les engageait fortement dans une perspective prospective, « l'Europe » apparaissant pour eux davantage comme un objectif atteignable dans un temps incertain. Les jeunes interrogés parlaient plus ou au moins autant de « l'Europe » au futur – « quand nous aurons l'Europe... » – ou au conditionnel – « si l'Europe existe un jour » – qu'au présent. Les références au passé – le passé à dépasser, celui des deux guerres mondiales, ou le passé de la construction européenne, celui des premiers traités – étaient assez peu présentes. Leurs jugements portaient dès lors non pas uniquement sur l'UE et le processus d'intégration européenne tels qu'ils existaient au moment des entretiens – les politiques européennes, le système institutionnel, etc. – mais également sur l'UE en devenir<sup>7</sup>. Ce faisant, ces résultats invitaient à requestionner les hypothèses explicatives du soutien des citoyens à l'égard de l'UE et du processus d'intégration dans la littérature, et en particulier la plus dominante d'entre elles, l'hypothèse utilitariste. Celle-ci défendait en particulier l'idée que le soutien des citoyens découlait avant tout des performances du système politique européen, en particulier dans le domaine économique<sup>8</sup>. Affirmer que les citoyens appréhendaient l'UE non pas en fonction de ses performances au présent, mais de manière prospective, changeait alors la perspective et invitait à considérer le rapport au(x) temps comme fortement constitutif des cadres cognitifs à travers lesquels les citoyens européens pensaient l'intégration européenne.

La seconde enquête de notre réanalyse – réintitulée *Citizens Talking About Europe (CITAE)* – conçue dans le cadre d'une équipe plurinationale coordonnée par Sophie Duchesne, consiste en des entretiens collectifs réalisés en 2005-2006 en Belgique (francophone), en France et au Royaume-Uni<sup>9</sup>. Son objectif était de

comprendre comment les individus discutent de la politique. Afin de proposer un même sujet de discussion dans les trois pays, le scénario de discussion leur demandait de parler de « l'Europe ». Huit entretiens collectifs ont été réalisés dans chacun des trois pays, plus précisément à Paris, Bruxelles et Oxford<sup>10</sup>. Dans chaque pays, deux groupes étaient constitués d'ouvriers, deux d'employés, deux de cadres et deux de militants. Chaque groupe comportait entre quatre et huit participants. Les participants (rémunérés) avaient été choisis après avoir répondu à un premier questionnaire. La discussion – de trois heures environ – était structurée par un scénario comportant cinq questions<sup>11</sup> permettant d'aborder largement d'autres sujets. Les entretiens collectifs avaient été intégralement filmés et retranscrits et les données analysées à la fois de façon interprétative et à l'aide de deux outils logiciels, un logiciel de type Caqdas, Atlas-Ti, utilisé pour coder les entretiens et un logiciel de classification automatique sur la base de leurs cooccurrences, Alceste.

L'objectif premier assigné à notre réanalyse était de poursuivre le questionnement de la première enquête. Plusieurs indices pouvaient appeler à une remise en cause de l'importance du rapport au(x) temps dans les cadres cognitifs, telle qu'elle avait été mise en évidence dans l'enquête de Céline Belot. De fait, la perception de l'intégration européenne comme un processus pouvait être due soit à un effet du contexte, les entretiens ayant été réalisés après dix ans d'approfondissement suite à l'Acte unique et au Traité de Maastricht; soit à un effet du groupe cible, les jeunes ayant été socialisés dans un tel contexte étant plus susceptibles de percevoir « l'Europe » comme un processus continu tendant vers un certain nombre d'objectifs non encore atteints. Une réanalyse diachronique des deux enquêtes offre le moyen de résoudre ces difficultés et de poursuivre l'analyse et l'interprétation. En effet, réalisées à dix ans de distance, avec des méthodes et des « populations cibles » différentes, les deux enquêtes semblent bien réunir les caractéristiques nécessaires aux deux objectifs de notre réanalyse conjointe : reprendre le questionnement autour de la transférabilité des résultats sur l'importance du rapport au(x) temps dans les cadres cognitifs à travers lesquels les individus pensent l'intégration européenne et engager une réflexion sur l'analyse diachronique des données qualitatives en s'interrogeant sur l'évolution et/ou la stabilité de ces cadres.

Pour ce faire, nous avons constitué un corpus pour la réanalyse comprenant à la fois des entretiens individuels et des entretiens collectifs. Afin de permettre la comparaison, les entretiens collectifs belges n'ont pas été inclus dans la réanalyse. Concernant les matériaux collectés en France et au Royaume-Uni, 31 des 70 entretiens de la première enquête et 8 entretiens collectifs sur 16 ont constitué les données de la présente réanalyse<sup>12</sup>. Ces données ont été codées à l'aide du logiciel Atlas-Ti par une étudiante en Master et une post-doctorante en suivant la grille d'interprétation construite de manière inductive lors de la première enquête, permettant de distinguer les perceptions de l'Europe relatives au passé, au présent, au futur probable et au futur

souhaité par l'individu. Il s'agissait de coder, chaque fois que l'enquêté parle d'Europe, ce qui relève du passé européen (le rapport à la guerre, les constructions institutionnelles et événements passés de l'UE), de ce qui relève du présent (le présent connu, vécu et ressenti par les individus) et ce qui relève du futur, qu'il soit souhaité (ce qu'espère l'enquêté) ou probable (ce qu'il anticipe du devenir de l'Europe)<sup>13</sup>. La délégation du codage à deux jeunes chercheuses n'ayant pas participé à la construction et à l'analyse des données des enquêtes premières a permis une sorte de mise à plat des deux enquêtes. Elles pouvaient en effet se saisir de la grille proposée sans hériter de la charge cognitive, réflexive et émotionnelle investie par les chercheuses premières dans leur enquête et donc plus facilement considérer le corpus de la réanalyse comme un tout.

Nos analyses ont d'abord porté sur une approche quantitative de ces codages. Le Tableau 1 permet de constater qu'une approche temporelle des perceptions de l'Europe par les citoyens est aussi pertinente au milieu des années 2000 qu'elle l'était au milieu des années 1990. Alors que l'UE du milieu des années 2000 est bien différente de celle du milieu des années 1990, elle est toujours fortement perçue en 2005-2006 non pas uniquement comme un système politique produisant un certain nombre d'effets au présent, mais également comme un processus, un phénomène politique toujours en devenir. Les jugements portés à son égard continuent dès lors à porter non pas uniquement sur ses performances, ses normes, ses politiques dans le présent, mais également sur les anticipations, souhaits, craintes relatifs à la poursuite du processus d'intégration européenne.

Une seconde lecture du Tableau 1 pourrait inviter à penser que, si les enquêtés du milieu des années 2000 appréhendent toujours l'UE en partie comme un phénomène en devenir, leurs modes d'appréhension dépendent cependant plus que dix ans auparavant de leur perception de « l'Europe » au présent (40% des segments codés en 1995-1996 contre 57% dix ans plus tard). Il est dès lors tentant dans une analyse diachronique, d'analyser ces changements comme résultant d'une évolution dans la manière d'appréhender l'Europe et d'en conclure que l'UE est davantage perçue comme une réalité présente et moins comme un phénomène en devenir au milieu des années 2000 qu'au milieu des années 1990. À ce stade de l'analyse, une telle conclusion apparaît cependant très fragile. Ces évolutions pourraient avoir d'autres significations et notamment découler de la disparité des formes d'interactions et de la configuration singulière de chacune des enquêtes sur lesquelles il importe de revenir pour rendre possible l'analyse diachronique. Il convient également de creuser l'analyse pour saisir si et en quoi les recours à ces différentes temporalités revêtent bien les mêmes significations.

Tableau 1.

*Comment les individus parlent de l'Europe du point de vue temporel*

	Total		Recherche de C. Belot 1995-1996		Projet CITAE 2005-2006	
	N <sup>14</sup>	%	N	%	N	%
Passé	211	8,4	128	7,5	83	10,4
Présent	1137	45,3	681	39,8	456	56,9
Futur probable	437	17,4	336	19,6	101	12,6
Futur souhaité	727	28,9	566	33,1	161	20,1
N	2512		1711		801	

(Sources : Enquête Belot (2000) et CITAE (Duchesne, Frazer, Haegel, & Van Ingelgom, 2013). Analyse portant sur 31 entretiens individuels et 8 entretiens collectifs).

### **Les conditions de la réanalyse : d'un positionnement épistémologique partagé à une réappropriation conjointe**

Le fait que les deux enquêtes reposent sur des données de nature différente ayant été conçues pour répondre à des questionnements distincts pose question eu égard à notre objectif de réanalyse diachronique de ces enquêtes : lorsque nous observons des évolutions entre les données produites en 1995-1996 et celles de 2005-2006, sous quelles conditions pouvons-nous affirmer qu'il s'agit bien d'évolutions dans les manières dont les citoyens appréhendent l'intégration européenne et non de changements consubstantiels aux différences dans les questions posées ou à la dissimilarité des modes de composition des matériaux? Une première réponse serait tout simplement de considérer que de telles différences rendent toute analyse diachronique impossible. Il nous semble cependant qu'au-delà de ces dissemblances, nos deux enquêtes comportent également un certain nombre de similarités qui, associées aux potentialités qu'ouvre une réanalyse conjointe, rendent l'analyse diachronique non seulement souhaitable, mais possible.

Nos deux enquêtes partagent tout d'abord un point de départ commun : tout en actant les très faibles connaissances des citoyens ordinaires à l'égard du politique en général, et des objets politiques distants tels l'intégration européenne en particulier<sup>15</sup>, elles partagent le postulat que les perceptions profanes du politique méritent d'être

étudiées, qu'elles sont significatives. Il ne s'agit cependant pas de dire que les individus ont dans leur grande majorité des positions affirmées sur n'importe quel sujet politique, mais plutôt de chercher à comprendre comment différents objets politiques font sens à leurs yeux, notamment en s'intéressant aux raccourcis heuristiques qu'ils mettent en œuvre (Sniderman, 1998), et cela dans une perspective compréhensive. Ce point de départ commun a constitué une sorte de préalable à la réanalyse. Il permettait non seulement de s'entendre sur l'objet de l'étude – le caractère non fortuit des énoncés des citoyens sur l'Europe – mais plus fondamentalement de permettre un partage des données et une réanalyse commune.

Les deux recherches premières s'appuient également – tout en s'en distanciant largement – sur un corpus de littérature commun, celui des *EU studies* et en particulier, en leur sein, des études consacrées aux attitudes et opinions à l'égard de l'UE et du processus d'intégration<sup>16</sup>. Ces études se sont particulièrement développées à partir du milieu des années 1990 et ce corpus est devenu particulièrement imposant dans les années 2000<sup>17</sup>. Alors que la première recherche s'était inscrite dans un champ de recherche encore relativement limité mais en plein développement, la seconde a hérité d'un champ de recherche très ramifié. Pour autant, leur *background* scientifique était très semblable du fait à la fois de l'existence d'un cadre conceptuel d'analyse commun à la quasi-totalité des recherches dans ce champ – le schéma eastonien du système politique et en particulier le rôle joué par les différentes dimensions du soutien à ce système (Belot & Cautrès, 2008) – et de leur développement à partir d'un même corpus de données d'enquêtes : les enquêtes Eurobaromètres pour l'essentiel (Ray, 2006; Van Ingelgom, 2014). Ces deux éléments tendaient à produire des formes de clôture du raisonnement – que les deux enquêtes premières visaient notamment à dépasser. Seul changement notable cependant à souligner entre les deux enquêtes : la parution des résultats de plusieurs enquêtes qualitatives<sup>18</sup> qui constituent comme un sous-champ de cette littérature. Ce changement notable ouvre des perspectives de recherche jusqu'alors délaissées qui rendent non seulement possible, mais également pertinente notre réanalyse.

Troisième point commun, les enquêtes premières s'inscrivent toutes deux dans une approche comparative qualitative. De ce point de vue, l'approche méthodologique privilégiée dans les deux enquêtes est mise en évidence à travers les processus de sélections des cas, la sélection des enquêtés s'étant effectuée « à partir de critères de diversification en fonction des variables qui, par hypothèse, sont stratégiques, pour obtenir des exemples de la plus grande diversité possible des attitudes supposées à l'égard du thème de l'étude » (Michelat, 1975, p. 236). Parce qu'à travers la diversification, l'objectif est d'atteindre une représentativité qualitative, elle permet de construire une comparaison, dans les enquêtes premières dans l'espace et pour la réanalyse dans le temps. La diversification a d'abord été construite dans les deux enquêtes premières autour de variables sociales et politiques désignées par la littérature

comme déterminant fortement le soutien à l'intégration européenne (Belot, 2002; Cautrès & Grunberg, 2007). Ainsi dans la première enquête, quatre critères de diversifications ont été retenus – le niveau de diplôme, le contexte économique régional, le sexe et l'âge. Dans la seconde, chaque groupe a été organisé de manière à représenter une catégorie sociale (ouvriers et précaires / employés / cadres) et privilégier l'hétérogénéité politique en son sein. Deux groupes de militants ou permanents de partis dans chaque pays sont venus compléter l'échantillon<sup>19</sup>.

Au-delà de la diversification sociale et politique, choix a donc également été fait dans les deux enquêtes d'une comparaison plurinationale. La nationalité constituait également un critère de sélection permettant de diversifier l'échantillon (Belot, 2000; Diez Medrano, 2003). Dans les deux enquêtes, les pays ont été choisis, outre les raisons pratiques, pour la diversité de leur position au sein de l'UE. Ce choix d'une comparaison plurinationale a créé des contraintes importantes sur la constitution des corpus premiers. Faire en sorte que les différents critères de diversification sociale et politique soient comparables et qu'ils permettent la constitution d'échantillon aussi diversifié dans un pays que dans le(s) autre(s) est en effet délicat (Garcia & Van Ingelgom, 2010). Il s'agissait dans les deux enquêtes d'un choix fort : la comparaison participe pleinement des méthodes qui permettent, à partir de l'observation d'un petit nombre de cas, de prétendre à des formes de transférabilité, à condition bien entendu de la construire à cet effet.

Le rapport au terrain constituait également un point commun sur lequel s'appuyer pour construire et développer notre réanalyse. La question de la relation enquêteur-enquêté passe inmanquablement par la connaissance de l'enquêté par l'enquêteur qui peut être plus ou moins approfondie en fonction du type de terrain réalisé. Dans les deux enquêtes, le rapport aux enquêtés était assez distancié avant le début de l'entretien dans la mesure où les enquêtés avaient été recrutés *a priori* parce qu'ils possédaient certaines caractéristiques pertinentes en termes de diversification mais sans l'intervention de liens interpersonnels. De ce point de vue, les analyses premières et la réanalyse partagent la même relative (mé-) connaissance des enquêtés. Tout chercheur ayant réalisé des entretiens avec des citoyens rencontrés pour la première fois au moment de l'entrevue connaît ce sentiment, qui apparaît au moment de l'analyse, de vouloir en savoir plus sur l'enquêté, ce désir profond de vouloir lui poser d'autres questions et de connaître davantage d'éléments biographiques. La réanalyse opérée ici n'est pas fondamentalement différente des analyses premières d'autant que le dialogue continu entre chercheuses premières et secondes a également permis de connaître les enquêtés au travers du regard de la chercheuse première<sup>20</sup>. Certaines dissymétries dans la connaissance du « terrain » de l'autre n'ont cependant pas pu être totalement comblées, mais elles ont, selon nous, freiné plutôt qu'empêché la réanalyse, nous obligeant à toujours davantage de dialogue aux différents stades de l'appropriation et de l'interprétation. Cette même expérience nous amène à penser que

de ce point de vue l'opposition entre analyse première et réanalyse doit être relativisée. Selon nous, la réanalyse rencontre les mêmes difficultés – à des degrés divers cependant – que toute autre recherche qualitative dans la mesure où l'information que l'on recueille sur un terrain n'est jamais complète (Bishop, 2007).

À l'évidence, ce partage d'un même rapport à l'objet d'étude, d'une inscription dans un corpus bibliographique commun et d'une posture épistémologique similaire a été essentiel dans notre démarche. La réflexion menée sur chacun de ces aspects a constitué le fondement principal de notre réanalyse en créant les conditions d'une compréhension mutuelle, favorisant le dialogue et facilitant l'appropriation et/ou la réappropriation nécessaire à la réanalyse du matériau. Tout entretien individuel ou collectif est en partie le fruit d'une interaction entre enquêteur et enquêté fondée notamment sur une relation de confiance. Pour transférer ses données à quelqu'un d'autre, il nous semble important de transmettre cette confiance. On pourrait considérer que la distance temporelle aux données – recueillies environ 20 ans et 10 ans avant la réanalyse – crée « du froid » dans cette relation enquêteur/enquêté qui facilite leur réappropriation par d'autres. De notre point de vue, il n'en est rien et c'est bien plutôt la question de la confiance liée à cette adhésion à une même épistémologie de recherche, et notamment ici à la posture compréhensive adoptée par chacune de nous dans « son » enquête première, qui rend le partage des données et donc la réanalyse possibles.

### **Les apports de l'analyse diachronique à l'épreuve de multiples recontextualisations**

Dans l'objectif de saisir l'intérêt de l'analyse diachronique, il nous paraît important, dans cette dernière partie, de s'arrêter sur certains résultats et leur interprétation<sup>21</sup>. Nous avons souligné précédemment que le Tableau 1 ne permettait pas de prétendre à l'obtention de résultats forts quant à des permanences ou des évolutions du rapport au(x) temps constitutifs des cadres cognitifs d'appréhension de l'intégration européenne. Le passage par une analyse qualitative qui restitue la multiplicité des contextes – contextes historiques des deux enquêtes, contexte de production de l'enquête, et contexte de la réanalyse et de l'interprétation qu'elle met en jeu – est nécessaire. Cette expérimentation de réanalyse qualitative diachronique permet selon nous et sous certaines conditions trois types de résultats : elle met le plus facilement en évidence des permanences dans les cadres cognitifs des citoyens; elle permet plus difficilement d'observer leur évolution rendant indispensables les recontextualisations; elle offre enfin, en introduisant un élément de comparaison dans le temps, un moyen de prolonger les résultats issus de la première enquête.

#### ***Des cadres cognitifs stables?***

À l'évidence, aborder avec une approche diachronique la manière dont le rapport au(x) temps joue dans l'appréhension d'un phénomène politique perpétuellement en

mouvement oblige à bien clarifier, à chaque stade de l'analyse, ce que l'on entend par « présent », « passé » ou « futur ». Pour le dire simplement, le « présent » de la première enquête est le « passé » de la seconde et le « présent » de la réanalyse, le « futur » des deux enquêtes! L'analyse de ces catégories nécessite donc une réflexivité aussi évidente qu'indispensable quant au contexte historique dans lequel les matériaux sont produits et analysés et dont le passage des données aux preuves doit immanquablement se saisir<sup>22</sup>. Considérer la possible instabilité ou variance de l'objet étudié doit constituer le point de départ de toute analyse qualitative diachronique a fortiori dans le cas de l'UE.

Partant de ce constat, ce qui frappe tout d'abord dans les résultats de la réanalyse c'est l'absence de changement dans certains cadres cognitifs appréhendés<sup>23</sup>. Ainsi en est-il justement des perceptions de l'Europe comme un processus toujours en marche, un objet politique en constante mutation. À la vision en 1996 de Patrice, jeune Français de 24 ans alors étudiant en histoire à Boulogne-sur-Mer, pour qui : « l'Europe c'est pas encore achevé, loin de là », répond par exemple comme en écho dix ans plus tard celle d'Inès, Parisienne de 39 ans travaillant comme *designer* dans le secteur de la mode : « l'Europe (...) ça mettra dans le concret, à se réaliser... mais un nombre d'années incalculable ». À l'inverse, l'idée que l'intégration européenne est un processus qui va trop vite, qui implique des changements non maîtrisés ou maîtrisables apparaît également dans les deux enquêtes. À Marilyn, employée-coiffeuse de 27 ans, rencontrée en 1996 dans la région grenobloise pour qui « y'a tellement d'évolution, ça va trop vite quoi... il me semble que ça va trop vite... On ne sait pas pourquoi » répond également dix ans plus tard Mina, aide-soignante, membre du groupe ouvrier d'Oxford : « Rester pareil qu'avant. Où est le problème? Pourquoi faire tous ces changements? »<sup>24</sup> [traduction libre]. Dans ces deux extraits, l'attitude à l'égard du changement et plus précisément la réticence au changement apparaît comme le facteur déterminant dans leur mode d'appréhension de l'intégration européenne. Ces résultats confirment l'importance sur le long terme de l'attitude à l'égard du changement comme déterminant du soutien à l'intégration européenne (Percheron, 1991; Wessels, 1995).

Les entretiens individuels et collectifs réalisés avec les Britanniques offrent un autre exemple particulièrement frappant d'un cadrage cognitif qui ne change pas, par-delà les évolutions historiques et les différences de recueil des données : celui du Royaume-Uni comme n'étant pas membre de l'UE et ne participant pas à « l'Europe ». Les éléments de discours qui en témoignent sont nombreux dans les entretiens réalisés. Jennifer, 30 ans en 1995, ancienne ouvrière en formation dans l'hôtellerie à Durham déclare par exemple : « Je crois que le Royaume-Uni devrait davantage se joindre aux législations européennes qu'il ne le fait actuellement. Il ne le fait pas, je ne sais pas pourquoi, on dirait juste qu'il fait bande à part »<sup>25</sup> [traduction libre]. Les propos de Stéphanie, 19 ans, élève en formation commerciale professionnelle à Guildford sont

très similaires : « Je crois que l'Angleterre doit rejoindre [l'Europe] (...) Nous ne semblons pas si bien nous en tirer seuls (rire) donc... »<sup>26</sup> [traduction libre]. Dix ans plus tard, les entretiens collectifs montrent que ce cadrage cognitif est toujours largement partagé par les participants au Royaume-Uni. En effet, non seulement dans le groupe des ouvriers, mais également dans celui des cadres, lorsqu'un enquêté – Robert dans le premier groupe, Sundai dans le second – propose une discussion qui commence par « Si le Royaume-Uni faisait partie de l'Union européenne »<sup>27</sup> [traduction libre], aucun des autres enquêtés ne reformule la proposition et tous acceptent de discuter dans ce cadre, preuve qu'au-delà des connaissances formelles, il est significatif pour eux.

Extrait 1 – Groupe 9 Oxford, 2006, ouvriers :

Robert : Si le Royaume-Uni faisait partie de l'Union européenne, qui dirigerait? Qui prendrait les décisions pour chaque pays? Qui tirerait les ficelles? Je suppose qu'au lieu de voter pour l'Angleterre vous voteriez pour l'élection européenne.

Animatrice : Au lieu de voter pour l'Angleterre...

Robert : Si l'Angleterre faisait partie de l'Union européenne ce serait...

Brenda (à Robert) : Ce ne serait pas, le gouvernement serait différent. On serait dirigé depuis Bruxelles, c'est bien cela que tu dis?

Robert : Ouais

Brenda : Et nous n'aurions plus notre propre gouvernement, c'est cela que tu dis?

Robert : Enfin non, nous serions toujours l'Angleterre et nous aurions toujours un parlement anglais.

Brenda : Pas nécessairement si on devient européen.

Robert : En fin de compte, si tu es dans l'UE, il y aura des décisions qui seront prises depuis Bruxelles ou n'importe où, tu vois ce que je veux dire?<sup>28</sup> [traduction libre].

Extrait 2 – Groupe 5 Oxford, 2006, cadres :

Sundai : Oui je pense que le problème se situe ... Moi-même je serais d'accord avec une situation au sein de laquelle le Royaume-Uni deviendrait membre du projet européen. L'identité britannique ne serait pas morte. Le problème est : il n'y a pas de garantie qu'une fois qu'on prendra part au bloc européen, l'identité britannique ne sera pas morte. Il y a quelque chose qui nous fait nous sentir fiers d'être britannique et tu ne voudrais pas perdre cela pour être européen ou pas<sup>29</sup> [traduction libre].

La similarité de ces cadres cognitifs est frappante parce que précisément le contexte historique change, mais aussi parce que les enquêtes n'ont pas été réalisées selon le même protocole, ni dans les mêmes villes et encore moins avec un public dont les caractéristiques sociodémographiques peuvent être considérées comme comparables. De ce point de vue, la comparaison diachronique dévoile un de ces potentiels : la mise en évidence des permanences des cadres cognitifs d'appréhension du monde politique et social, par-delà les évolutions du contexte historique. En cela, elle apparaît comme un instrument particulièrement heuristique du point de vue de la réflexion sur la transférabilité des analyses qualitatives.

### ***Mobiliser les contextes pour traquer le changement***

Pour saisir comment la comparaison diachronique peut-être mobilisée pour rendre compte d'évolutions dans les cadres cognitifs et pour comprendre ces évolutions, cette première expérimentation d'une analyse qualitative diachronique nous pousse à insister sur la mobilisation du contexte propre de l'entretien comme outil d'analyse. La place de l'enjeu environnemental dans les perceptions de l'intégration européenne constitue un exemple intéressant. Cet enjeu est évoqué dans les deux recherches, mais avec une différence majeure : dans l'enquête de Céline Belot un des jugements profanes portait spécifiquement sur l'environnement, là où l'environnement ne faisait pas partie du protocole de la seconde enquête. Or, à l'exception notable de Nathalie – 20 ans, élève de BTS action commerciale à Grenoble – et de Debbie – 23 ans, employée en formation de design – qui parlent de la question environnementale avant l'évocation du jugement profane s'y rapportant, les autres enquêtés de la première enquête n'évoquent pas ce sujet spontanément. *A contrario*, l'environnement apparaît spontanément dans les propos de nombre de participants aux entretiens collectifs. L'environnement est ainsi évoqué lorsque la question « À qui profite l'Europe? » est abordée. Si pour Guy, 59 ans, participant à un groupe de militants parisiens, l'Europe ne profite « pas à la nature » mais à la finance, Clélia participante à un groupe d'employés parisiens, réceptionniste et illustratrice de 24 ans, défend l'idée que l'environnement bénéficie de l'UE grâce aux normes environnementales adoptées par celles-ci. Patrice, un majordome de 33 ans, partage son avis.

Extrait 3 – Groupe d'employés, Paris, 2006 :

Clélia : Ça c'était par rapport aux lois européennes. Il y a certains pays qui avaient par exemple, qui faisaient des élevages de chat pour la fourrure et ce pays-là aurait eu le droit de le faire s'il n'avait pas été dans la communauté européenne. Mais vu que les autres pays ont voté contre, ça permet à des organisations et à des associations de voter des lois pour la protection de l'environnement. Voilà c'est ça l'explication.

[*Aparté des participants sur un autre sujet*]

Patrice (à l'animatrice) : Oui l'écologie, oui aussi, oui. Ça peut jouer (*vers Hadia*). Je ne sais pas.

Clélia (de biais) : Ouais l'environnement.

Hadia (à Patrice) : Mais à qui profite l'Europe?

Clélia (à Hadia) : À l'environnement.

Les normes environnementales sont également citées à d'autres reprises dans les entretiens collectifs comme exemples types d'actions de l'UE au présent. La protection de l'environnement renvoie tantôt aux normes et directives de l'UE, tantôt à un problème mondial pour lequel l'action de l'UE est importante ou devrait être (plus) importante. Si l'environnement n'est pas spontanément évoqué dans les entretiens de la première enquête, lorsque le sujet est abordé par l'enquêteur, leurs réponses renvoient presque exclusivement à l'Europe qu'ils souhaitent. Ainsi, Philip, 19 ans, élève en formation commerciale, pense que ce serait une bonne idée si les États pouvaient coordonner leurs normes environnementales. Il est d'ailleurs convaincu que cela mènerait à un nivellement par le haut qui bénéficierait à son pays : « et bien, il n'y a pas de pollution en Autriche. Et il me semble que si nous voulons travailler tous ensemble, nous aurons la même politique sur cette question, avec des normes plus protectrices, ce serait mieux pour tout le monde »<sup>30</sup> [traduction libre].

Une troisième évolution se dévoile également lorsqu'on compare l'évocation de l'environnement au sein des deux enquêtes : les enquêtés interrogés au milieu des années 1990 reviennent de manière quasi systématique sur la situation de l'environnement dans leur pays qui est présentée comme déplorable là où d'autres pays – européens – font beaucoup mieux. Ainsi, Marylin prend la Suisse comme bon exemple avant d'évoquer la situation de la France :

ils s'en préoccupent pas j'pense que l'État ne se préoccupe pas de l'environnement de la France, de tout quoi, de la terre quoi..., apparemment ils ont plus de projets envers les guerres, les bombes que..., qu'envers l'environnement apparemment (rire), c'est mal parti...

Jonathan reconnaît ne pas savoir quelles sont les normes mais continue en précisant : « Je ne sais pas vraiment comment... ce qui a été dit en Europe à propos des droits de l'homme et de la protection de l'environnement, mais je crois qu'ils semblent s'en préoccuper plus que nous ne le faisons dans ce pays »<sup>31</sup> [traduction libre], l'Europe lui servant de point de comparaison. De fait, pour certains des enquêtés de 1995-1996, si l'environnement est un sujet préoccupant, il n'est pas de ceux dont s'occupe l'UE, voire de ceux dont elle devrait se saisir comme le souligne Nathalie, grenobloise de 20 ans, élève en commerce lorsqu'elle affirme que « tous les problèmes comme l'environnement, comme tous les problèmes sociaux, c'était moins important que ces aspects-là [politique, économique et commercial] », car pour elle « quand on

me parle d'Europe c'est plutôt économiquement ». L'ensemble de ces exemples montre en quoi la problématique de l'environnement au milieu des années 1990 reste encore profondément ancrée dans le national et articulée à une Europe souhaitée, là où elle apparaît bien comme faisant partie de l'Europe au présent une décennie plus tard.

Il nous semble donc que sur les questions environnementales, on constate bien un changement entre les deux enquêtes. Ce changement s'observe tout d'abord dans la saillance de ces questions qui s'exprime par l'évocation spontanée de cette problématique au sein des entretiens collectifs alors même qu'elle n'émerge pas – ou très rarement – de manière spontanée au sein de la première enquête. Cette évolution ne peut être constatée qu'au prix d'une prise en compte du protocole d'enquête de Céline Belot et donc d'une recontextualisation de la production de ses données. L'insertion de ce sujet de discussion dans son protocole d'enquête amène à constater un second changement cette fois du côté du rapport au(x) temps dans les cadres cognitifs mobilisés. Ses enquêtés lorsqu'ils abordent cette question le font quasi systématiquement en termes de futur souhaité, et non pas de présent comme le font le plus souvent les participants aux entretiens collectifs. L'exemple de l'environnement permet donc de montrer en quoi le contexte propre des enquêtes réanalysées peut être un outil d'analyse utile à la comparaison diachronique. Les protocoles d'enquête différents se sont révélés dans le cadre de la question environnementale utile à l'identification d'une triple évolution – en termes de saillance, mais aussi de cadre temporel et enfin de contenu.

***Prolonger l'analyse : La comparaison diachronique comme heuristique***

Au-delà de l'analyse des permanences et mutations, il nous paraît enfin important de souligner un autre apport de l'analyse diachronique. Selon nous, elle permet, en faisant vivre – sous les conditions décrites dans notre deuxième partie – une communauté de recherche, de reprendre des questions qui ont été laissées ouvertes par de précédentes enquêtes et d'offrir de nouveaux éléments de contextualisation aux enquêtes premières, ceux permis dans la réanalyse diachronique par la prise en compte du temps. Sur ce point également, notre réanalyse offre deux exemples intéressants. Réalisée en 2005-2006, le contexte de la seconde enquête était, au niveau européen, celui du grand élargissement vers l'Est de 2004 et de l'ensemble des débats sur la directive Bolkenstein et le dumping social. L'entrée dans l'UE de nouveaux États membres était évoquée à de nombreuses reprises dans les entretiens collectifs, mobilisant un discours centré autour d'une dichotomie entre un « nous », anciens États membres et un « eux », nouveaux États membres (Duchesne & Van Ingelgom, 2008). Différents critères étaient mis en avant pour justifier de cette dichotomie dans le présent de l'enquête : leur passé soviétique, leur absence d'expérience démocratique, le faible niveau des salaires dans ces pays, leur fort niveau de corruption, etc. Cette dichotomie n'apparaissait pas comme une franche opposition, ces « eux » étant bien reconnus

comme appelés à devenir, à terme, des « nous ». Or l'analyse diachronique permet de constater que, dix ans plus tôt, confronté à un autre élargissement – l'entrée de l'Autriche, la Finlande et la Suède dans l'UE – les enquêtés s'expriment dans les mêmes termes à travers une dichotomie entre un « nous » et un « eux » alors que par ailleurs, tous les critères mis en avant en 2005-2006 sont absents pour justifier cette opposition. L'analyse diachronique, en introduisant un élément de comparaison dans le temps, permet donc ici de sortir d'une analyse centrée sur le contexte historique de passation de l'enquête pour monter en généralité sur les processus d'identification collective à l'œuvre au sein de l'UE.

De façon similaire, la réanalyse diachronique de nos deux enquêtes permet de prolonger l'analyse en mettant à jour certaines spécificités liées au contexte de passation de l'enquête qui n'avaient pas été perçues comme telles lors de l'analyse des enquêtes premières, mais qui prennent tout leur sens dans le contexte de « crise du projet européen » de la réanalyse. En réanalysant la catégorie « Europe souhaitée », nous nous sommes par exemple aperçues que l'Europe constituait à la fois une utopie et une dystopie dans le discours de nombreux enquêtés, un point sur lequel les résultats de la première enquête ne s'attardaient pas puisqu'ils visaient avant tout à mettre en évidence l'intérêt de la grille d'interprétation temporelle des perceptions de l'Europe pour comprendre le jugement des individus à son égard. Ce prolongement de l'analyse via la réanalyse permet de souligner que de nombreux enquêtés intégraient, au milieu des années 1990, dans leur mode de perception des questions européennes, l'idée que le processus d'intégration projetait l'UE en direction d'un objectif défini : celui de la paix perpétuelle, d'un meilleur partage des richesses, d'un engagement collectif en faveur d'une protection de la nature et des individus dans le respect des différences. Cette utopie apparaissait cependant très clairement comme une dystopie pour certains, en référence à l'URSS, modèle d'une intégration « forcée ». *A contrario*, la réanalyse de la catégorie « Europe souhaitée » dans les entretiens collectifs laisse par contre entrevoir que l'évocation de l'Europe comme projet semble avoir perdu de sa force<sup>32</sup>. L'incapacité à formuler vers quoi tend le projet européen n'apparaît plus uniquement partagée par les individus les moins dotés en capital culturel mais par des individus divers. Pour reprendre le vocabulaire de Serge, 42 ans, expert-comptable, participant du groupe parisien regroupant des cadres moyens, l'UE apparaît à certains individus davantage en 2006 comme « une chimère » – un être composite à l'existence improbable et à la trajectoire erratique – qu'une entité mue par un projet défini. Intégrer cette nouvelle dimension de « l'Europe souhaitée » peut participer à la compréhension de l'évolution des attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration européenne ces dernières décennies. La réanalyse diachronique offre donc également un moyen d'affiner les grilles d'interprétation issues de précédentes analyses en profitant notamment des nouvelles clefs d'analyse offertes par le contexte de la réanalyse, comme ici la crise actuelle du système politique européen.

Au final, cette première expérience de réanalyse de données qualitatives diachroniques offre donc bien – sous certaines conditions et en référence aux différents contextes historiques, mais aussi de production et d’interprétation de la première analyse et de la réanalyse – des résultats en termes d’évolutions et de permanence des cadres cognitifs d’appréhension des citoyens. Cependant, quand bien même elle ne permettrait pas de tels résultats – et sur certains points, en effet, l’absence de comparabilité des données d’une enquête à l’autre interdit toute conclusion en termes de changements – elle peut cependant offrir la possibilité de prolonger les analyses issues de travaux antérieurs en ouvrant, via les apports heuristiques d’une comparaison temporelle, de nouvelles pistes d’analyses.

### **Conclusion : La réanalyse diachronique, une invitation sous conditions**

L’objectif de cet article était double. Il s’agissait à la fois de se demander sous quelles conditions une réanalyse qualitative diachronique était possible et de montrer à quels types de résultats une telle analyse pouvait prétendre – était-il possible d’observer des similarités et de suivre des évolutions à partir d’un corpus composé d’éléments disparates quant à la population ciblée, le choix des cas, le mode de recueil des données? Nos résultats permettent d’affirmer l’intérêt d’une réanalyse diachronique. Tout d’abord, en mettant en lumière, malgré la disparité des matériaux des deux enquêtes premières, tout l’intérêt de la grille d’interprétation de la première d’entre elles, notre réanalyse permet de prolonger la réflexion sur la transférabilité de ses résultats. Ensuite, elle offre la possibilité non seulement de mettre en évidence la stabilité de certains cadres cognitifs à dix ans de distance, mais également de dévoiler des évolutions, à condition toutefois de trouver le moyen, via un retour à de multiples recontextualisations – historiques et de production des données – de distinguer les changements imputables au caractère disparate des données de ceux dus aux évolutions des cadres cognitifs à travers lesquels les citoyens appréhendent l’Europe. La réanalyse diachronique autorise enfin, notamment parce qu’elle offre une nouvelle forme de comparaison, la reprise de certaines questions restées ouvertes lors de l’analyse première et ainsi le prolongement de l’analyse.

Un certain nombre de conditions ont permis selon nous d’aboutir à ces résultats. Notre réanalyse est singulière en cela que nous sommes toutes deux, dans le même temps, chercheuses premières et secondes par rapport aux enquêtes. Il s’agissait donc tour à tour pour nous de réexplorer nos propres données – respectivement à 20 ans et 10 ans d’intervalle par rapport au moment de leur production – et d’interroger, dans une perspective comparative diachronique, les données collectées par l’autre. La réanalyse croisée s’est donc déclinée autour d’une tension, intrinsèque à la posture choisie, entre un ajustement conjoint compris comme le dialogue entre chercheurs travaillant sur une même étude et un ajustement disjoint entre le chercheur premier et le chercheur second rendant possible une collaboration temporelle différée (Brugidou,

Roux, & Salomon, 2005). Cette collaboration temporelle différée a pris ici un tour particulier dans la mesure où les matériaux analysés l'avaient déjà été par chacune des chercheuses premières – pour les matériaux qu'elle avait produits ou coproduits – et ont ensuite été redécouverts par ces mêmes chercheuses avec une ou deux décennie(s) de mise à distance de ce matériau. Ce décalage temporel a posé avec acuité la question du contexte de production des données et de leur recontextualisation au moment de la réanalyse.

Ces recontextualisations nous ont amenées à mettre en évidence la parenté épistémologique à la fois entre les deux enquêtes premières, mais aussi entre elles et la réanalyse proposée. Or, il nous semble que ces proximités épistémologiques sont essentielles, car elles nous ont permis à la fois de nous comprendre et de créer les conditions de la confiance nécessaire au partage des matériaux. Par ailleurs, concernant la contextualisation de l'entretien lui-même comme ressource d'analyse, notre propre expérience corrobore pleinement les conclusions de Libby Bishop (2007) lorsqu'elle souligne

bien que des différences existent en ce qui concerne la relation enquêteur-enquêté, les analyses primaires et secondaires sont plus semblables que différentes. La pertinence de chaque approche ne peut être évaluée qu'à la lumière d'une question de recherche particulière<sup>33</sup> [traduction libre] (p. 11).

Dès lors, il nous semble aussi que les limites de la réanalyse telles que présentées dans la littérature ainsi que la tendance à opposer analyse première et seconde renvoient davantage à des oppositions d'approches dans la démarche qualitative : « le débat primaire / secondaire est devenu un proxy pour d'autres débats : positivisme / interactionnisme, réalisme / post-modernisme, subjectivité / autorité, et même liberté académique / néo-management (Moore, 2005) »<sup>34</sup> [traduction libre] (Bishop, 2007, p. 11). Ainsi notre démarche de réanalyse convaincra ceux qui pourraient être convaincus par nos analyses premières et décevra probablement ceux qui ne partagent pas notre rapport aux données et aux preuves, ni notre mode de sélection des enquêtés, ni même notre usage de la méthode comparative, pas plus que notre utilisation des Caqdas et du codage comme outil et méthode d'analyse. Loin cependant de considérer ce relativisme comme un échec, il nous semble qu'il constitue un rappel bienvenu de l'impératif non seulement d'une forte réflexivité sur nos pratiques de recherche, nos modes d'appréhension des matériaux et de construction de la preuve, mais également de leur restitution, tant il est vrai que pour nous, les bonnes façons de faire sont toujours ajustées à la question posée.

## Notes

<sup>1</sup> L'ordre des auteures a été tiré au sort.

<sup>2</sup> La première enquête a été réalisée par Céline Belot pour sa thèse de doctorat (Belot, 2000), la seconde est le projet collectif *Citizens Talking About Europe* – CITAE coordonné par Sophie Duchesne et auquel Virginie Van Ingelgom a pris part en tant qu'assistante de recherche (Duchesne et al., 2013, Van Ingelgom, 2014).

<sup>3</sup> À notre connaissance, il existe très peu de travaux portant spécifiquement sur l'analyse qualitative diachronique alors qu'elle constitue une justification essentielle à la réanalyse. Voir cependant l'article de Mike Savage qu'il qualifie lui-même d'exercice pilote (2008) ainsi que le projet *Timescape* : <http://www.timescapes.leeds.ac.uk/>

<sup>4</sup> Pour une présentation plus précise des entretiens, de leur passation, des données obtenues, cf. la fin du chapitre 4 de la thèse ainsi que le volume d'annexes méthodologiques (Belot, 2000).

<sup>5</sup> Les jugements profanes proposés étaient les suivants : « Moi, je n'ai pas voté Maastricht, car c'est tout pour le fric et rien pour le social » (employée, 30 ans); « Une plus grande unité dans le domaine de la défense serait une bonne chose parce qu'alors nous aurions moins de risques de nous battre entre nous » (retraité, 65 ans); « J'aime l'idée que Bruxelles établit certains principes de base en ce qui concerne les droits de l'homme et la protection de l'environnement » (institutrice, 45 ans); « Il est évident qu'à notre époque il faut être prêts à financer l'aide aux autres pays » (étudiante, 20 ans); « Pour moi, "l'Europe" signifie plus de dialogue entre les syndicats et le patronat et de meilleures conditions de travail » (professeur, 35 ans).

<sup>6</sup> Certains entretiens n'ont pas été retranscrits pour des raisons de nature différente allant des problèmes techniques à une sélection opérée parmi les entretiens par manque de temps.

<sup>7</sup> Plus précisément, ces représentations étaient en particulier fondées sur la croyance des enquêtés en la capacité de l'UE à correspondre dans le futur à ce qu'ils souhaitaient qu'elle devienne, autrement dit à l'adéquation qu'ils anticipaient entre l'Europe future souhaitée et l'Europe future probable. (Cf. Belot, 2000, chap.5; Belot, & Van Ingelgom, 2014).

<sup>8</sup> Cf. Gabel (1998) pour un état des lieux des différentes hypothèses explicatives du soutien à l'UE dans les années 1995-2000.

<sup>9</sup> Cf. Duchesne et al. (2013, p. 160-195) pour une présentation plus précise des entretiens collectifs.

<sup>10</sup> Dans les faits, davantage d'entretiens collectifs ont été réalisés mais les groupes dits « pilotes » et les groupes dysfonctionnels n'ont pas été retenus dans le corpus final analysé.

<sup>11</sup> Les questions étaient les suivantes : Être européen, qu'est-ce que ça veut dire? / Comment répartir le pouvoir en Europe? (Nations, élus, experts, marché) / Pause : consistait en une collation visant à favoriser le processus d'interconnaissance des participants. / À qui profite l'Europe? / Pour ou contre l'entrée de la Turquie dans l'UE? / Qui parmi les partis politiques est favorable ou non à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne? (Suit une liste de partis politiques).

<sup>12</sup> Concernant les entretiens de Céline Belot, nous nous sommes aperçues, en composant le corpus de la réanalyse, que certains fichiers avaient été endommagés, les rendant inexploitables. Concernant les entretiens collectifs du projet CITAE, nous avons repris la sélection effectuée

par les chercheuses premières rassemblant les entretiens collectifs considérés comme les plus comparables tant sur le plan social que national (Duchesne et al., 2013).

<sup>13</sup> Par exemple, si un enquêté parle en 1995 de la monnaie unique, le segment sera codé soit en futur probable (l'enquêté sait qu'il va y avoir une monnaie unique dans un futur proche), soit en futur souhaité (l'enquêté souhaite qu'une monnaie unique soit mise en place). S'il considère par exemple que l'Europe souffre d'une trop grande bureaucratie, le segment est codé « Europe présent ».

<sup>14</sup> N = nombre de segments codés « passé », « présent », « futur probable », ou « futur souhaité ». Un segment peut être constitué d'un bout de phrase, mais aussi de plusieurs phrases à condition qu'elles portent toutes sur la même idée. Seuls les segments se rapportant à l'Europe, comprise largement, ont été ici codés.

<sup>15</sup> Cette tradition de recherche remonte notamment aux travaux de Gabriel Almond (1950). Elle a triomphé suite au travail de Philip Converse (1964). Même si elle a été remise en question depuis, la plupart des auteurs considérant désormais que les individus sont capables d'émettre d'opinions qui relèvent d'attitudes structurées malgré leur faible niveau de connaissances, elle a longtemps perduré l'étude des opinions à l'égard de l'intégration européenne (Treiber-Reif & Schmitt, 1990).

<sup>16</sup> L'équipe de recherche CITAE a préféré mobiliser la notion de réactions à l'intégration européenne (Duchesne et al., 2013) pour marquer une prise de distance par rapport à la littérature dite *mainstream* portant sur les attitudes des citoyens à l'égard de l'Europe. Nous partageons la position d'une nécessaire prise de distance avec cette littérature, ne serait-ce qu'en raison de l'utilisation quasi exclusive dans ce champ des données produites par la Commission européenne.

<sup>17</sup> Pour une synthèse de la genèse et du développement des études consacrées aux attitudes des citoyens à l'égard du processus d'intégration européenne (voir Belot & Cautrès, 2008; Van Ingelgom, 2014, p. 17-44).

<sup>18</sup> Cf. la recension qu'en propose Sophie Duchesne (2012).

<sup>19</sup> Pour davantage de précisions sur la manière dont a été constitué l'échantillon de chaque enquête, se référer à l'annexe 1 de la thèse (Belot, 2000), et au chapitre 6 d'*Overlooking Europe* (Duchesne et al., 2013).

<sup>20</sup> De fait, la situation de la réanalyse est très similaire à celle d'origine de la seconde enquête comparative réalisée à partir d'entretiens collectifs. Tous les chercheurs n'étant pas présents sur tous les terrains, leur analyse première relevait de fait de l'analyse seconde partielle. Pour la première enquête, le fait que chaque entretien soit accompagné de notes de contextualisation réalisée par la chercheuse première a facilité la réappropriation et la contextualisation nécessaires à la réanalyse.

<sup>21</sup> Les résultats présentés dans cette dernière partie ne portent que sur les catégories « Europe au présent » et « Europe au futur souhaité ».

<sup>22</sup> Nous avons été particulièrement alertées sur cette nécessaire recontextualisation pour analyser les dimensions temporelles d'un phénomène dès la phase de codage des données. Notre première codeuse était une étudiante de M2 en études européennes. Son premier réflexe avait été de coder toutes les références à la monnaie unique dans les entretiens réalisés en 1995-1996 en « Europe présent », alors qu'elles relevaient d'une Europe conjuguée au futur. Elle

savait bien entendu que la monnaie unique n'avait été introduite en tant que monnaie concrète qu'en janvier 2002, mais ce savoir livresque ne s'était pas transformé en savoir pratique pour la réanalyse.

<sup>23</sup> Sur ce point, il nous semble qu'une des difficultés de la réanalyse, difficulté partagée pour partie avec l'analyse première, est la propension du chercheur à ne voir que ce qu'il veut voir, ce qu'il attend du terrain eu égard à ses hypothèses ou à son approche théorique. Cette difficulté est renforcée ici par le fait qu'ayant déjà toutes les deux largement sillonné les données de nos enquêtes respectives, les résultats de nos précédentes analyses étaient ce qui nous « sautait » littéralement aux yeux en premier lors de la phase de réappropriation de ces données, il nous fallait donc franchir cet obstacle!

<sup>24</sup> « *keep it same as before. What's wrong? Why we doing all these changes?* » (Mina).

<sup>25</sup> « *I think Britain should more join law with Europe than it does... It doesn't, I don't know why, it just seems as if it stands by itself* » (Jennifer).

<sup>26</sup> « *I think England needs to join up (...)* *We don't seem to be doing too well on our own (rire)* *so... »* (Stephanie).

<sup>27</sup> « *if Britain was part of the EU* ».

<sup>28</sup> « Robert : ***if Britain was part of the EU*** *who rules it who makes the decisions for each country who's making the decisions : who's pulling the strings. I suppose you'd have it in the votes instead of voting in England instead of voting in England you'd be voting in the European election*

Elizabeth : *Instead of voting in England*

Robert : *If England was part of the EU it...*

Brenda (à Robert) : *There wouldn't be, it wouldn't you think the government would be different. It would be run from Brussels is that what you're saying?*

Robert : *yeah*

Brenda : *And we wouldn't have our own government, is that what you're saying?*

Robert : *Well no, you would have, you'd still be England and you'd still be England and you'd still have an England parliament.*

Brenda : *Well not necessarily **if you're European.***

Robert : ***At the end of the day if you're in the EU*** *there'll be some, there will be some decisions made from Brussels or wherever, you know what I mean? »*

<sup>29</sup> « *Yes I think where the problem is, myself I would agree with the situation whereby **if Britain is to become part of the European pro**, the identity to being British isn't dead. The problem is : there is no guarantee that **once you become part** of the European bloc, the British identity isn't going to be dead. There is something that makes you feel proud to be British and you don't want to lose that whether you belong to the European pro or not »* (Sundai).

<sup>30</sup> « *well Austria had no pollution. And I think if we're all going to work together, we'll have the same policy on that, to a high standard, that would be better for everyone* » (Philip).

<sup>31</sup> « *I don't really know how...what has been said in Europe about Human Rights and the protection of the environment, but I think they seem to be more concerned about it than we are in this country* » (Jonathan).

<sup>32</sup> Afin de conforter ces premiers résultats, nos analyses porteront également dans une future publication sur la catégorie de « l'Europe probable ».

<sup>33</sup> « *although differences exist regarding the researcher-respondent relationship, primary and secondary analyses are more alike than not. The suitability of each approach can only be assessed in light of a particular research question* » (Bishop, 2007, p. 11).

<sup>34</sup> « *the primary/secondary debate has become a proxy for other debates : positivism/interactionism, realism / post-modernism, subjectivity / authorial authority, and even academic freedom / neomanagerialism* (Moore, 2005) » (Bishop, 2007, p. 11).

## Références

- Almond, G. (1950). *The American people and foreign policy*. New York, NY : Harcourt Brace.
- Belot, C. (2000). *L'Europe en citoyenneté. Jeunes Français et Britanniques dans le processus de légitimation de l'Union européenne*. Grenoble : IEP de Grenoble.
- Belot, C. (2002). Les logiques sociologiques de soutien au processus d'intégration européenne : Éléments d'interprétation. *Revue internationale de politique comparée*, 9, 11-29.
- Belot, C., & Cautrès, B. (2008). Opinion publique. Dans C. Belot, P. Magnette, & S. Saurugger (Éds), *Science politique de l'Union européenne* (pp. 153-174). Paris : Economica.
- Belot, C., & Van Ingelgom, V. (2014). *Re-introducing temporality as a predicting factor of citizens' attitudes towards European integration in times of crisis*. Communication présentée à la Conférence ECSA-C, Montréal, Canada.
- Bishop, L. (2007). A reflexive account of reusing qualitative data : Beyond primary/secondary dualism. *Sociological Research Online*, 12(3).
- Brugidou, M., Roux, D., & Salomon A.-C. (2005). Présentation. Dans M. Brugidou, D. Roux, & A.-C. Salomon (Éds), *L'analyse secondaire en recherche qualitative. Utopie ou perspectives nouvelles ?* Repéré à <https://reanalyse.hypotheses.org/colloque-analyse-secondaire-2005>
- Cautrès, B., & Grunberg G. (2007). Position sociale, identité nationale et attitudes à l'égard de l'Europe. Dans O. Costa, & P. Magnette (Éds), *Une Europe des élites?* (pp. 11-35). Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Converse, P. (1964). The nature of belief systems in mass publics. Dans D. Apter (Éd.), *Ideology and discontent* (pp. 208-261). New York, NY : The Free Press.
- Diez Medrano, J. (2003). *Framing Europe. Attitudes to European integration in Germany, Spain and the United Kingdom*. Princeton : Princeton University Press.

- Duchesne, S. (2012). Le tournant qualitatif des travaux sur les attitudes à l'égard de l'intégration européenne : Un virage consommé. *Revue française de science politique*, 62(1), 109-114.
- Duchesne, S., Frazer, E., Haegel, F., & Van Ingelgom, V. (2013). *Citizens' reactions to European integration compared. Overlooking Europe*. London : Palgrave Macmillan.
- Duchesne, S., & Van Ingelgom, V. (2008). L'indifférence des Français et des Belges (francophones) pour leurs voisins européens : Une pièce de plus au dossier de l'absence de communauté politique européenne? *Politique européenne*, 26, 143-164.
- Gabel, M. (1998). Public support for European integration : An empirical test of five theories. *The Journal of Politics*, 60(2), 333-354.
- Garcia, G., & Van Ingelgom, V. (2010). Étudier les rapports ordinaires à l'Europe à partir de focus groupes : Une illustration des problèmes du comparatisme national en méthodologie qualitative. *Revue internationale de politique comparée*, 17, 131-163.
- Hammersley, M. (2010). Can we re-use qualitative data via secondary analysis? Notes on some terminological and substantive issues. *Sociological Research Online*, 15(1).
- Michelat, G. (1975). Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie. *Revue française de sociologie*, 16, 229-247.
- Percheron, A. (1991). Les Français et l'Europe, acquiescement de façade ou adhésion véritable? *Revue française de science politique*, 41(3), 382-406.
- Ray, L. (2006). Public opinion, socialization and political communication. Dans K. E. Jorgensen, M. A. Pollack, & B. Rosamond (Éds), *Handbook of European union politics* (pp. 263-281). London : Sage.
- Savage, M. (2008). Changing social class identities in post-war Britain : Perspectives from mass-observation. *Historical Social Research*, 33(3), 46-67.
- Sniderman, P. (1998). Les nouvelles perspectives de recherche sur l'opinion publique. *Politix*, 41, 123-175.
- Treiber-Reif, H., & Schmitt, H. (1990). Structure in European attitudes [Rapport préparé pour la cellule de prospective de la Commission des Communautés Européennes]. Mannheim : ZEUS.
- Van Ingelgom, V. (2014). *Integrating indifference : A comparative, qualitative and quantitative approach to the legitimacy of European integration*. Colchester : ECPR Press.

Wessels, B. (1995). Development of support : Diffusion or demographic replacement?  
Dans O. Niedermayer, & R. Sinnott (Éds), *Public opinion and internationalized governance* (pp. 105-136). Oxford : Oxford University Press.

*Céline Belot est chargée de recherche CNRS au laboratoire PACTE et enseigne à Sciences-Po Grenoble. Ses travaux – qui articulent approches quantitatives et qualitatives – portent sur les jugements profanes à l'égard des objets politiques éloignés, en particulier l'Union européenne, et sur la relation entre action publique et opinion publique, notamment dans le domaine de la politique étrangère.*

*Virginie Van Ingelgom est chercheuse qualifiée F.R.S. – FNRS à ISPOLE et professeure à l'Université catholique de Louvain. Ses travaux portent notamment sur la question de l'indifférence et l'ambivalence des citoyens à l'égard de l'intégration européenne, sur les rapports au politique, sur le lien entre attitudes et politiques publiques et sur les enjeux méthodologiques de la comparaison qualitative comparée.*

# **La réanalyse au service de l’histoire sociale des idées politiques. Retour d’enquête sur deux revues de parti : *La revue socialiste* et *La nouvelle critique***

**Thibaut Rioufreyt**, Docteur en science politique

---

Laboratoire Triangle (UMR 5206), Lyon, France

## **Résumé**

Cet article interroge les apports de la réanalyse à l’histoire sociale des idées politiques en montrant ce que la réanalyse des entretiens réalisés respectivement par Émeric Bréhier et Frédérique Matonti apporte à l’étude des revues intellectuelles en milieu partisan. En tant que réutilisation de données d’autres chercheurs, elle permet d’une part de compléter les archives écrites par les sources orales et, d’autre part, de donner un accès – indirect mais réel – à des terrains inaccessibles ou disparus. En tant que nouvelle analyse cette fois, elle permet d’interroger les mêmes matériaux à partir de nouvelles questions de recherche, d’exploiter des sources orales peu, voire jamais utilisées ou encore de prendre en compte l’effet enquêteur dans le contexte de l’enquête.

## **Mots clés**

RÉANALYSE, HISTOIRE SOCIALE DES IDÉES POLITIQUES, PARTI SOCIALISTE, PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, INTELLECTUELS

Note de l’auteur : Ce texte n’aurait pu voir le jour sans la confiance et l’accueil que m’ont réservés Émeric Bréhier et Frédérique Matonti. À l’heure où la mise en concurrence généralisée devient la norme du champ académique, ils n’ont pas hésité à me faire confiance en me donnant accès à leurs données et en me consacrant un peu de leur temps. Qu’ils en soient sincèrement remerciés. Ce papier a bénéficié très largement des conseils éclairés des membres de l’équipe Réanalyse pour qui la notion de travail collectif n’a pas été qu’une formule. Là encore un grand merci à chacun d’eux ainsi qu’à Boris Gobille et Arnault Skornicki pour leur relecture bienveillante et exigeante. Enfin, merci aussi au Centre de données socio-politiques de Sciences Po qui a financé cette enquête de janvier 2014 à juillet 2015.

## Introduction

Que faire des intellectuels? Quel(s) rapport(s) le parti doit-il entretenir avec eux? Quelle place leur accorder et quel rôle doivent-ils remplir? Voilà autant de questionnements qui parcourent l'histoire de la gauche française et qui a longtemps été une constante du discours de ses dirigeants. Dans cette perspective, l'étude des revues partisans constitue un observatoire particulièrement heuristique pour qui veut comprendre la place des idées et des intellectuels dans les partis politiques. La revue a en effet longtemps été l'un des médias qui participent de la structuration même de l'espace intellectuel français, singulièrement à gauche. Les revues théoriques de parti constituent en outre une interface privilégiée entre responsables partisans et intellectuels. Pour ces deux raisons, l'enquête que je réalise prend pour objet deux de ces revues : *La revue socialiste* et *La nouvelle critique*, respectivement liées au Parti socialiste (PS) et au Parti communiste français (PCF). Le dispositif d'enquête repose sur la combinaison de trois méthodes : le dépouillement et l'analyse des archives de ces revues, l'analyse textométrique de leurs numéros et la réanalyse d'entretiens menés dans le cadre de deux enquêtes antérieures. La première a été réalisée par Frédérique Matonti sur *La nouvelle critique* (Matonti, 1996a), la seconde a été menée par Émeric Bréhier sur les revues politiques de la gauche non communiste (Bréhier, 2000). Dans cet article, je me concentrerai sur la dimension méthodologique de la réanalyse en cours.

Le choix de ces deux revues de parti répond à deux motivations. La première est le fait qu'elles occupent la même position dans leur milieu partisan respectif, en tant que revues théoriques de parti. Cette analogie positionnelle génère des contraintes structurales propres qui pèsent sur ces deux revues indépendamment de l'identité de leurs responsables ou de la conjoncture politique et rend la comparaison particulièrement pertinente. De fait, la réanalyse a permis de mettre au jour des points communs et des rapprochements qui contrastent avec la différence irréductible entre PS et PCF souvent avancée par les acteurs comme par certains chercheurs. La seconde motivation sous-tendant le choix de ces deux revues est plus pratique : elles ont été étudiées par d'autres chercheurs avant moi, ce qui rend possible une analyse secondaire. Les entretiens menés par F. Matonti ont été effectués pour leur très grande majorité dans le cadre de sa thèse sur les intellectuels communistes entre 1988 et 1996. À ceux-là, s'ajoutent quelques entretiens réalisés après sa soutenance de manière complémentaire lors de la rédaction de l'ouvrage tiré de sa thèse (Matonti, 2005) et en vue de la préparation d'un article ou bien dans le cadre d'une autre recherche, plus modeste, sur les intellectuels communistes et la culture (Lambert & Matonti, 2001; Matonti, 2007). Les entretiens réalisés par É. Bréhier ont été effectués dans le cadre de trois recherches. La première, menée dans le cadre d'un mémoire de fin d'études à l'IEP de Grenoble en 1992-1993, porte sur la « deuxième gauche », un courant

réformiste antimarxiste animé par le futur Premier ministre M. Rocard (Bréhier, 1993). La seconde, effectuée l'année suivante dans le cadre d'un mémoire de DEA, prolonge la première en prenant pour objet les revues proches de ce courant au sein du PS : *Faire et Intervention* (Bréhier, 1994). La troisième recherche, enfin, menée dans le cadre d'une thèse de doctorat en science politique entre 1995 et 2000 (Bréhier, 2000), prolonge la réflexion tout en élargissant la focale d'analyse en prenant pour objet 19 revues de la gauche non communiste.

Les enquêtes premières étant présentées se pose une série de questions d'ordre méthodologique. Qu'est que la réanalyse d'entretiens menés par d'autres chercheurs auprès d'enquêtés, il y a de cela plusieurs décennies, permet de voir que ne montreraient pas les méthodes conventionnelles? Qu'est-ce que cela permet de faire de nouveau? Ce sera précisément l'objet de cet article. En tant que réutilisation de matériaux premiers, d'abord, la réanalyse constitue une source d'informations précieuse (1). En tant que nouvelle analyse, elle ouvre à des possibilités nouvelles (2).

### **La réanalyse comme réutilisation de matériaux premiers**

Une première série d'apports de la réanalyse des entretiens premiers que je mène renvoie aux avantages qu'il y a à réutiliser les matériaux d'autres chercheurs ayant travaillé sur les mêmes objets ou terrains. Elle permet d'une part de compléter les archives écrites par les sources orales et, d'autre part, de donner un accès – indirect mais réel et précieux – à des terrains inaccessibles ou disparus.

#### ***Compléter les sources écrites par l'étude des sources orales***

Les sources orales, qu'elles soient primaires ou secondaires, peuvent permettre de collecter des informations inédites afin de corriger ou de compléter celles issues de sources écrites, qu'il s'agisse du corpus (les numéros de la revue eux-mêmes) ou des archives de la revue (correspondances entre membres du Comité de rédaction et le Parti ou les contributeurs, comptes-rendus de réunions, comptabilité, etc.). Qu'il s'agisse de la manière dont les textes publiés ont été élaborés ou de la répartition des tâches dans l'équipe de rédaction, bref de la revue comme objet ou de la revue comme groupe social, les sources orales collectées par les chercheurs premiers permettent d'obtenir des informations qu'aucun enquêté, s'il n'avait été spécifiquement interrogé à ce propos, n'aurait été amené à énoncer, encore moins à publiciser.

Il peut s'agir d'informations factuelles, ayant trait par exemple aux signatures des articles. Nombre de hauts gradés ou de hauts fonctionnaires utilisent des pseudonymes pour publier dans des revues socialistes; « général\*\*\* », « Germanicus », « Jernal » ou « Servant » sont ainsi autant d'identités fictives derrière lesquelles ils se cachent pour ne pas contrevenir officiellement au devoir de réserve lié à leur statut. D'autres y recourent pour faire nombre et ainsi donner l'impression d'une revue dynamique avec beaucoup de contributeurs, en particulier pour les jeunes revues. D'autres enfin, comme les revues du CERES<sup>1</sup>, particulièrement *Les Cahiers du CERES*

et *Repères*, se singularisent par le refus des signatures individuelles au nom de l'intellectuel collectif. Parvenir à identifier les auteurs n'est donc pas toujours aisé et les informations fournies dans les entretiens sont d'autant plus précieuses qu'elles facilitent l'analyse biographique ou prosopographique.

Les entretiens constituent également des sources d'informations sur le fonctionnement pratique des revues, par exemple l'épineuse question du financement. Dans le cas communiste, la comptabilité officielle existe dans les archives mais les chiffres sont peu fiables. Les entretiens réanalysés permettent ainsi de critiquer des informations existantes dans les archives ou de combler des absences. Un entretien de F. Matonti renseigne par exemple de manière extrêmement utile sur l'existence d'une double, voire d'une triple comptabilité au sein du PCF : la comptabilité publique, approuvée par le Bureau politique et rendue publique tous les ans, la comptabilité des entreprises du parti (notamment les sociétés de presse) et une comptabilité secrète, héritière du deuxième appareil du parti, structure clandestine mise en place après la Seconde guerre mondiale dans la perspective éventuelle d'une interdiction du parti ou d'un soulèvement révolutionnaire. De manière analogue, les entretiens menés par É. Bréhier révèlent la pratique courante chez les animateurs de la plupart des revues de courants socialistes qui financent leur revue par la surfacturation de publicités commandées par des entreprises, généralement de grands groupes, au sein desquels il existe des GSE (Groupes Socialistes d'Entreprises) bien implantés ou bien dans lesquels le Comité d'entreprise est tenu par des militants socialistes. Ce type d'informations est d'autant plus important qu'il existe très peu d'archives conservées sur ce point. La plupart des archives de *La revue socialiste* ont en effet disparu à l'occasion du passage de relais entre les militants de la SFIO et la nouvelle majorité mitterrandienne après le Congrès d'Épinay<sup>2</sup>. Seuls subsistent des chiffres publiés dans les rapports de Congrès, à la fois peu précis (dans la mesure où les montants inscrits correspondent à des ensembles dont une petite partie seulement correspond à *La revue socialiste*) et peu fiables.

Mais, au-delà de ces informations factuelles, les entretiens permettent d'entrer dans l'univers de sens des enquêtés et facilitent ainsi le travail d'imprégnation du chercheur secondaire. Le coût d'entrée sur les terrains ou corpus est le plus souvent élevé; c'est particulièrement le cas du PS et du PCF, dont l'histoire respective et croisée est pour le moins complexe. À cet égard, le travail d'enquête implique un long apprentissage des codes et références participant de la culture politique de ses milieux partisans. Dans cette perspective, la lecture et l'analyse des entretiens premiers permet de se familiariser avec ces objets, travail toujours nécessaire, mais d'autant plus que le jeune chercheur que je suis s'est socialisé dans un monde où ces références ont largement disparu ou cessé d'être partagées au-delà du milieu partisan. Argenteuil, Champigny, Choisy, autant de noms qui reviennent dans les entretiens de F. Matonti et ne m'évoquaient guère auparavant que des villes de la banlieue parisienne...<sup>3</sup> La

réanalyse permet ainsi de s'imprégner du vocabulaire des enquêtés. Les entretiens sont ici complémentaires des archives dans la mesure où ce travail d'imprégnation se fait également par l'étude des archives.

La réanalyse permet également de contextualiser les textes en un point bien précis : elle donne à voir leurs règles d'écriture. D'un point de vue méthodologique, l'étude des textes intellectuels en milieu partisan est toujours un défi. Plus que tout autre, ils relèvent d'un genre discursif dans lequel sens dénoté/littéral (ce que dit explicitement le texte), sens connoté intentionnel (ce que veut dire l'auteur sans que cela soit nécessairement dit) et le sens connoté inintentionnel (ce que dit le texte sans le dire et sans que l'auteur le veuille forcément) ne se recourent pas, voire parfois s'opposent. Ce registre – « langue de contrebande » comme la qualifie le poète et militant communiste Louis Aragon pendant la Résistance, « langue d'Ésope » selon la formule prisée par les Soviétiques –, fondé sur le double sens et l'allusion, se trouve en effet au principe même de l'écriture partisane. C'est pourquoi on la retrouve fort logiquement au cœur de l'écriture des articles dans les revues théoriques de parti qui, en raison de leur position à la croisée du savant et du politique, sont prises entre l'impératif de l'obéissance à l'autorité politique et la revendication d'une autonomie intellectuelle.

Sans clé pour décoder cette langue, clé qui ne saurait se trouver par la seule analyse interne des textes, le chercheur a toutes les chances de passer à côté des tactiques énonciatives, des rapports de force et de sens qui se jouent dans le vif de la chair discursive. Dans cette perspective, les entretiens se sont avérés indispensables pour comprendre le contenu de certains articles. Leur réanalyse n'a en effet pas seulement permis d'obtenir des informations sur le contexte d'écriture de telle ou telle contribution; elle fournit les clés indispensables pour pouvoir décoder la langue partisane. Là encore, la réanalyse a permis de voir combien cette langue n'est pas réservée au PCF, puisqu'on en retrouve des formes analogues chez les intellectuels socialistes et, plus largement dans tout énoncé politique produit en situation de censure ou de contrainte. Comment ne pas dire ce que l'on pense tout en le disant? Comment donner des gages d'obéissance à la ligne du parti tout en exprimant ses réserves? Pour résoudre ces problèmes, les intellectuels de parti ont développé toute une série de ruses qui se donnent à voir dans les entretiens. L'une d'elles consiste par exemple pour le responsable de la revue à commander à un intellectuel proche de son parti mais sans en être membre un article qui dit ce que lui, le responsable de la revue, pense mais ne peut dire.

Autre ruse caractéristique de la langue d'Ésope : l'auteur écrit un article dans lequel il appuie sa démonstration sur l'exemple d'un parti politique imaginaire, qui se caractériserait par une pratique autoritaire et aboutirait à des crimes de masse. Une telle stratégie discursive trouve son intelligence dans le fait qu'elle place le censeur dans

une situation extrêmement incommode. Ce dernier est en effet capable de décoder le sens implicite et de comprendre que c'est bien une critique contre le Parti<sup>4</sup>. Dès lors, il est condamné à un dilemme : soit il laisse passer le texte et contribue à légitimer les pratiques hétérodoxes; soit il condamne le texte mais en affirmant publiquement que le parti imaginaire dénoncé est le Parti, il reconnaît que ce dernier est un parti autoritaire. Par sa dénonciation même de la dissidence, il se fait dissident malgré lui. Toutes ces ruses fonctionnent ainsi comme autant d'arts du bricolage et de la résistance qui ne se voient que pour ceux qui sont capables de les déchiffrer. L'écriture alambiquée, des tournures de phrases étranges, toutes ces impressions à la lecture des numéros des articles prennent sens grâce aux entretiens.

Il ne s'agit pas d'opposer la « vérité » de l'entretien face à la « duperie » de l'archive écrite. L'entretien n'est lui-même pas exempt de biais suffisamment soulignés pour qu'il soit nécessaire d'y revenir (reconstruction *a posteriori*, fiction biographique, mensonge, oublis, etc.). A l'inverse, les comptes-rendus de réunions ou le détail de composition des Comités de rédaction dans chaque numéro de revue peuvent permettre de compenser les problèmes de mémoire ou d'interprétation rétrospective des enquêtés. Il ne s'agit donc pas d'établir le primat d'une méthode ou d'un type de sources sur l'autre, mais de montrer ce que le croisement des sources permis par la réanalyse peut apporter. L'analyse des entretiens premiers permet en l'occurrence ici d'élargir et de recouper les sources par rapport aux archives existantes. Le croisement des sources orales et écrites sur un mode complémentaire est une pratique méthodologique ancienne dans différentes disciplines (histoire orale, ethnographie, sociologie qualitative, socio-histoire, etc.). Cette vertu de la réanalyse n'est donc pas inédite et ne lui est pas propre. Cela n'enlève cependant rien à son intérêt; cela lui permet au contraire de bénéficier des réflexions et pratiques d'autres chercheurs (Bornat, 2008; Descamps, 2001).

***Élargir le champ des possibles de l'analyse qualitative : l'accès à des terrains inaccessibles ou disparus***

La réanalyse élargit considérablement le champ des possibles de l'analyse qualitative. Dans cette enquête, elle a permis concrètement d'avoir accès à des terrains inaccessibles pour le chercheur secondaire ou disparus depuis. En premier lieu, les propriétés sociales et la trajectoire de l'enquêteur ne sont pas sans effets sur le déroulement de l'enquête et tout particulièrement sur l'accès au terrain. Le fait est acquis. Dans cette perspective, la réanalyse peut permettre d'avoir accès à des matériaux issus de terrains qui auraient été difficilement accessibles au chercheur secondaire en raison du fait qu'il ne présente pas les propriétés ou la trajectoire attendues par les enquêtés. F. Matonti fait ainsi observer que le fait qu'elle soit normalienne, agrégée de philosophie et enseignante à l'ENS a sans doute été un atout : « Pour beaucoup, normaliens ou khâgneux, ces titres établissaient entre eux et moi une

connivence de même nature que ma capacité à “lire entre les lignes” » (Matonti, 1996b, p. 123) Toutefois, ce n’est pas seulement un atout permettant de créer une relation de connivence entre enquêtrice et enquêtés; le fait d’être agrégée de philosophie est, sinon une condition *sine qua non*, en tout cas un élément clé dans la négociation des entretiens et l’accès au terrain, car ce même critère d’excellence scolaire était attendu pour entrer à *La nouvelle critique*.

On peut faire une deuxième hypothèse, à partir de l’un des seuls refus d’entretien en forme qui m’ait été imposé. Reçue néanmoins à son bureau, pendant plus de deux heures, par mon interlocuteur, celui-ci m’a posé d’emblée trois questions sur mon identité sociale : étais-je d’origine ouvrière? Avais-je un membre de ma famille, ou avais-je été moi-même, membre du Parti communiste? Quelles études avais-je faites? Une seule réponse semblait justifier mon intérêt pour *La nouvelle critique* : le fait que je sois agrégée de philosophie. Ces conditions, et en particulier l’excellence scolaire, me sont peu à peu apparues comme celles qui permettaient de devenir membre de *La NC*. [...] Ainsi mes ressources scolaires n’étaient pas simplement celles qui me permettaient d’entrer dans un rapport de connivence avec mes interlocuteurs, elles m’ouvraient l’entrée sur le terrain comme, vingt ans plus tôt, elles ouvraient les portes du Comité de rédaction de *La NC* (Matonti, 1996b, p. 123).

N’étant ni normalien, agrégé ou philosophe, ni communiste, fils de communiste ou d’origine ouvrière, on peut raisonnablement considérer que l’accès au terrain aurait été pour le moins plus compliqué pour moi.

En second lieu, la réanalyse que je mène consiste en une réutilisation de matériaux premiers historiques. À ce titre, elle m’a permis d’avoir accès à des matériaux recueillis sur des terrains depuis disparus ou ayant considérablement évolué. É. Bréhier commence son enquête en 1994 soit plus de vingt ans après la fin de *La revue socialiste*. De même, F. Matonti commence sa recherche bien après la fin de *La nouvelle critique*, celle-ci ayant été supprimée en février 1980. Plus de 16 ans séparent la fin de la revue et la fin de sa recherche. L’enquête aurait donc dû être, *a priori*, amputée de toute possibilité d’observation et réduite à des entretiens. Toutefois, elle put mener ce qu’elle qualifie d’« enquête de terrain rétrospective » dans la mesure où le milieu d’interconnaissance formé autour de *La nouvelle critique* ne s’était pas entièrement désagrégé avec la disparition de la revue ou avec la sortie du PCF de nombre de ses membres :

[...] à de nombreuses reprises, j’ai pu constater que j’étais attendue, déjà connue, que l’on s’informait mutuellement de la marche de mon travail, que l’on prenait des renseignements sur moi. Une bonne partie des réseaux d’interconnaissance était, malgré la disparité et la divergence des

trajectoires, encore en place. Certains parce qu'ils avaient préexisté à la revue, d'autres parce qu'ils lui avaient survécu. Le maintien de relations entre des personnes qui avaient quitté le Parti communiste, voire en avaient été exclues, et d'autres qui en étaient encore membres était le plus étonnant et le plus contraire aux idées reçues (Matonti, 1996b, p. 118).

Ce qui avait été possible pour les chercheurs premiers ne l'est plus près de vingt ans plus tard. Le milieu d'interconnaissance n'est plus. Une partie des enquêtés sont décédés, une fraction importante est extrêmement âgée. Trouver les coordonnées de certains d'entre eux relève du défi. En ce sens, la réanalyse permet d'explorer un monde en partie disparu. On saisit dès lors combien elle s'avère précieuse. De manière plus générale, la réutilisation de sources orales, qualitatives et historiques permet d'introduire l'enquête de terrain là où l'analyse archivistique est le plus souvent la seule option possible pour étudier des groupes ou des acteurs du passé.

À ce stade du raisonnement, les mérites de la réanalyse suffisent déjà à en justifier la fécondité heuristique. Elle a permis d'obtenir des informations inédites sur certains événements dans l'histoire de la revue ou sur son mode de fonctionnement. Elle a permis également de saisir les représentations des acteurs, la manière dont ils ont vécu leur engagement dans la revue, ou encore la conception qu'ils se font de l'intellectuel. De même, j'ai eu accès de manière indirecte à des terrains inaccessibles tant du point de vue social que du point de vue temporel. C'est déjà beaucoup. Toutefois, ce serait là s'arrêter au milieu du gué. En effet, la réanalyse dont il a été question jusqu'à présent est davantage une réutilisation de matériaux qu'une nouvelle analyse.

### **De la réutilisation à la réanalyse**

Si la réanalyse ne se limite pas à la réutilisation de matériaux produits par d'autres mais constitue bien une nouvelle analyse, en quoi consiste-t-elle exactement et qu'apporte-t-elle de plus? La réanalyse réinterroge le lien entre les données et l'analyse; la plus-value qui est la sienne trouve donc sa source dans trois types de liens entre ces deux éléments qui seront abordés successivement : entre le matériau premier et la nouvelle question de recherche, entre les matériaux coproduits et les données effectivement analysées et, enfin, entre les données et le contexte.

#### ***De nouvelles questions à partir du même matériau***

La réanalyse des données a été effectuée à l'aune d'une problématique différente de celles des deux enquêtes premières; on pourrait dire schématiquement qu'elle consiste ici à poser de nouvelles questions à partir du même matériau. Dans son enquête, F. Matonti traite la problématique de l'obéissance politique et des rapports entre intellectuels et responsables de parti.

[*La nouvelle critique*] s'est imposée à nous comme objet d'analyse à travers la rencontre de deux interrogations qui n'en font qu'une. Premièrement, quel rapport un intellectuel membre du Parti communiste français exerçant apparemment son métier d'intellectuel – écrivant dans une revue théorique des articles théoriques – peut entretenir avec une telle institution? Deuxièmement, de quelle manière se fait pour lui la sortie du Parti communiste? [...] Quelles sont dans une période de réforme intérieure au PCF d'une part, dans une période d'afflux de jeunes intellectuels d'autre part, les conditions sociales et intellectuelles de l'acceptation puis du refus de l'autorité? (Matonti, 1996a, p. 3).

Dans une perspective d'inspiration bourdieusienne, elle montre ainsi dans quelle mesure les prises de position tenues par ces intellectuels et au sein du comité de rédaction sont liées au rapport que leurs membres entretiennent avec la direction, c'est-à-dire à la fois à la position qu'ils occupent (ou non) en son sein et aux dispositions qu'ils ont intériorisées au cours de leur socialisation secondaire. Dans son étude sur les revues de la gauche non communiste, É. Bréhier explique l'évolution des revues de la gauche non communiste avant tout par des variables internes au milieu socialiste, à savoir la concurrence entre les différentes fractions du milieu socialiste puis la dynamique d'unification du socialisme français au sein d'un même parti.

Avec l'unification des différentes sensibilités non communistes [...] autour du Parti socialiste de François Mitterrand, les revues politiques de la gauche non communiste ont, non seulement été intégrées à ce parti, mais également instrumentalisées dans le cadre de ses logiques internes de fonctionnement. [...] les revues politiques, auparavant outil de marquage identitaire externe, sont intégrées dans les stratégies et les luttes internes du Parti socialiste. À une phase de (dé)structuration des frontières et des structures partisans ayant favorisé une multiplication des revues politiques succède ainsi une période de restructuration et d'homogénéisation organisationnelles entraînant une modification profonde tant de la composition que de la nature du milieu des revues politiques de la gauche non communiste (Bréhier, 2000, p. 26).

Malgré leurs apports indéniables, ou plutôt en raison même de ces apports, parce que toute pensée produit un impensé, parce que toute focale d'analyse a ses points aveugles, ce type d'analyses se confronte à deux limites. La première est que le contenu des prises de position y est souvent quelque peu négligé au profit soit des fonctions légitimatrices qu'elles permettent de jouer, soit de la trajectoire sociale et de la socialisation des enquêtés qui permettent de rendre compte de leurs dispositions à adopter telle ou telle position. Les discours de ces intellectuels sont le plus souvent expliqués par leur rapport à la direction du parti et à la ligne officielle que cette

dernière a fixée à l'évolution des rapports de force avec l'autre parti de gauche. La deuxième limite est que les milieux socialiste et communiste ont le plus souvent été étudiés de manière séparée, comme si les découpages partisans dans le champ politique étaient transposés dans l'analyse scientifique. La comparaison entre les deux partis s'arrête bien souvent au constat d'une incapacité des socialistes à établir des relations de compagnonnage avec les intellectuels comme a pu le faire le PCF. De même, les relations entre les intellectuels de ces partis n'ont été pas étudiées de manière réellement relationnelle et dynamique, c'est-à-dire en cherchant à rendre compte des prises de position des uns par rapport aux autres. La critique adressée ne remet en cause ni les apports empiriques de ces travaux ni la pertinence de l'approche retenue; elle se situe au contraire dans leur prolongement en cherchant à explorer de manière complémentaire ce que les choix de problématiques avaient dû nécessairement séparer et/ou mettre au second plan.

Par rapport à ces deux recherches, l'enquête que je mène part d'une double interrogation. D'une part, quelle place respective est accordée à la doctrine et aux intellectuels dans ces deux partis au cours de cette période? Y a-t-il une manière d'être un intellectuel communiste spécifiquement distincte de l'intellectualité socialiste? Quels types de complexion intellectuelle, au niveau individuel, et d'organisation du travail intellectuel, au niveau collectif, sont valorisés dans chacun de ces partis? Dans cette perspective, l'enquête s'inscrit dans une approche comparative visant à saisir les analogies et les différences entre les deux milieux partisans. D'autre part, qu'est-ce que la relation de concurrence et de proximité avec l'autre parti a comme conséquence sur la place accordée aux intellectuels et aux revues dans chaque milieu partisan? Dans cette perspective, l'enquête s'inscrit dans une approche croisée. Les deux interrogations sont indéfectiblement liées pour une grande partie de l'histoire des relations socialo-communistes en général et la période étudiée (des années 1960 aux années 1980) en particulier. C'est donc à partir de ces questions qu'ont été interrogés les matériaux premiers.

La réanalyse a permis de dégager un certain nombre d'informations très riches permettant d'esquisser une typologie des profils intellectuels dans chacun des milieux partisans. Deux résultats ressortent ainsi nettement. En termes de profil intellectuel, le registre d'intellectualité communiste semble ainsi valoriser davantage la figure de l'idéologue, de l'intellectuel généraliste (avec la prédominance du philosophe) tandis que l'intellectuel spécialisé est privilégié en milieu socialiste (bien que plus proche de l'intellectuel spécifique que de l'expert). En termes de définition de l'intellectualité mobilisée, les enquêtés communistes se réfèrent aussi bien à l'intellectuel comme classe sociale qu'à l'intellectuel comme rapport entre savant et politique tandis que les socialistes parlent très peu du premier aspect. La lecture classiste est présente dans le discours de ces derniers mais n'est pas mobilisée pour dire l'intellectualité. Comparativement, l'intellectualité socialiste semble davantage privilégier l'intellectuel

plus spécialisé et insiste davantage sur l'intellectuel comme rapport au politique que comme classe sociale.

En revanche, les éléments obtenus ne sauraient suffire pour administrer la preuve. Dans certains cas, j'obtiens effectivement des résultats significatifs mais je ne peux savoir si ces résultats sont généralisables ou partiels. Dans d'autres cas, il s'avère impossible concernant certaines questions de discriminer ce qui relève de l'effet de la problématique ou de l'implication du chercheur premier et ce qui relève de l'objet. Les enquêtés d'É. Bréhier parlent ainsi beaucoup moins de l'intellectuel comme classe sociale que ceux de F. Matonti qui mobilisent fréquemment des oppositions structurales du type intellectuel/manuel, intellectuel bourgeois/travailleurs, etc. Cela est-il lié au fait que, cette question ne relevant pas de la problématique du chercheur premier, ce dernier n'a pas sollicité les témoins sur ce point ou est-ce que cela nous dit quelque chose de plus général sur une différence constitutive entre intellectuels socialistes et communistes? C'est pourquoi, dans le cas de cette enquête, la réanalyse des entretiens doit être complétée par d'autres méthodes.

***Réinterroger le passage de l'oral à l'écrit et exploiter les données non analysées***

La réanalyse que je mène réinterroge également l'écart entre les données orales originelles et celles qui sont effectivement utilisées dans l'analyse première. On observe plus exactement un double écart : d'une part, entre les données originales (les sources orales telles qu'elles ont été enregistrées) et les données transformées (sous forme de transcriptions); d'autre part, entre les données collectées et les données effectivement utilisées dans l'analyse. Les deux sont corrélés dans la mesure où bien souvent, les chercheurs ne transcrivent que les passages ou les entretiens qui servent l'analyse. Ils ne se recoupent cependant pas toujours dans la mesure où ce que le chercheur a simplement entendu pendant l'entretien peut avoir beaucoup d'influence sur l'enquête sans qu'il y ait eu besoin de le transcrire. On constate souvent en sciences sociales un décalage entre l'hyper valorisation des sources orales, l'importance de l'entretien comme interaction et interlocution, et le fait que l'on travaille pour l'essentiel sur leur transcription, c'est-à-dire sur des sources écrites. Certes, les inscriptions paratextuelles dans les transcriptions permettent de garder trace de la forme orale pour signifier ici un rire ironique, là un ton dubitatif. Reste qu'une partie du matériau oral est perdu au cours de la transcription : passages non transcrits, débit et prosodie, longueur des silences, modulation de la voix, etc. Tout un champ d'investigation s'ouvre donc avec la réanalyse pour réinterroger les sources orales « à la source » si je puis dire, c'est-à-dire avant leur transcription. Dans le cas des données de F. Matonti, l'accès à la fois aux transcriptions et aux cassettes audio rend possible une comparaison entre données orales et données transcrites pour une bonne partie du corpus<sup>5</sup> (voir le Tableau 1).

Tableau 1.

*Comparaison données orales/transcrites entretiens F. Matonti*

	<b>Entretiens transcrits</b>	<b>Entretiens non transcrits</b>	<b>Total</b>
Nombre	39	22	61
Durée	63h 55m 50s	27h 57m 47s	91h 54m 03s
% du corpus	63,93	36,06	100

Une majorité des transcriptions est relativement fidèle et exhaustive. Toutefois, certains entretiens sont peu transcrits, d'autres ne le sont que partiellement. Se pose alors la question de l'interprétation à en donner. Pour cela, j'ai importé les entretiens dans le logiciel d'analyse audio Sonal<sup>6</sup> et j'ai codé systématiquement tous les passages non transcrits des entretiens. À partir de ce travail, j'ai ainsi pu dégager huit codes qui correspondent à huit types de passages non transcrits :

- 1) Extraits non transcrits par volonté de lisibilité ou pour gagner du temps<sup>7</sup>.
- 2) Propos autour de l'enregistrement, savoir si ça enregistre bien, etc.
- 3) Anecdotes jugées hors sujet (l'enquêté raconte qu'il fume beaucoup, ses problèmes de santé, etc.).
- 4) Discussions sur les personnes à contacter et/ou liées à la recherche dans les archives.
- 5) Extraits partiellement transcrits mais sous forme résumée (le plus souvent les questions).
- 6) Présentation de la recherche/négociation de l'entretien.
- 7) Extraits non transcrits car peu audibles pour l'enquêtrice.
- 8) Autres.

Ce codage visait à permettre une interprétation rigoureuse de ce que me dit le non transcrit. Il s'agissait pour moi non pas simplement de montrer qu'une partie des données orales collectées n'a jamais été transcrite, mais de saisir dans quelle mesure le non transcrit est intéressant scientifiquement et pertinent pour la réanalyse. De fait, la majorité des extraits non transcrits (la plupart du temps quelques mots) n'a pas d'intérêt au regard de la problématique qui est la mienne. Leur non-transcription répond pour l'essentiel à un souci de l'enquêtrice de lisibilité et de ne pas perdre du temps dans la transcription (codes 1, 2, 3 et 5); ou bien elle est liée au fait que certains passages sont peu audibles (code 7)<sup>8</sup>. Les extraits ayant trait aux personnes à contacter

et à la collecte d'archives (code 4) ou à la présentation de l'enquête et à la négociation de l'entretien (code 6) sont en revanche très utiles pour enquêter sur l'enquête. Mais surtout, les passages les plus intéressants pour la réanalyse proprement dite relèvent du code 8. Reste en effet à comprendre pourquoi ces passages, souvent beaucoup plus longs, n'ont pas été transcrits. F. Matonti m'a expliqué que les entretiens partiellement ou pas du tout transcrits sont ceux qui ont été réalisés en fin de thèse, période au cours de laquelle elle n'avait plus le temps de tout transcrire. Et de fait, ces propos sont confirmés par la chronographie : la proportion des entretiens non transcrits augmente vers la fin de la thèse. Mais cette considération pratique ne suffit pas à elle seule à expliquer la non-transcription partielle. D'une part, les entretiens peu transcrits n'ont pas tous été menés en fin de thèse. D'autre part, cela n'explique pas pourquoi, dans un même entretien, certains passages sont transcrits plutôt que d'autres. La réponse est assez simple : parce qu'ils sont jugés intéressants au regard de la problématique qui oriente l'enquête de la chercheuse tandis que d'autres sont jugés hors sujet à l'aune de ce critère. Ce point est absolument essentiel du point de vue réanalytique; cela signifie que revenir au matériau premier – l'enregistrement – permet de travailler sur des sources plus complètes, en partie inexploitées et potentiellement plus riches. Certains de ces passages se sont en effet révélés pertinents au regard des questions de recherches qui étaient les miennes, confirmant que tout le travail fourni en amont n'a pas été vain (la réanalyse est toujours un pari).

Je ne prendrai qu'un exemple, celui d'un entretien avec un enquêté membre de *La nouvelle critique*, qui se distingue des autres par le fait qu'il a été beaucoup moins transcrit<sup>9</sup>. Or, la partie non transcrite s'est avérée extrêmement précieuse pour mes questions de recherche. Elle confirme la coexistence de deux générations d'intellectuels communistes au sein de cette revue. Surtout, l'enquêté nous y apprend que la seconde génération de ces intellectuels qui entre au PCF ou s'en rapproche autour de 1968 est celle qui va tisser des liens avec les intellectuels proches du PS. Ces propos ne constituent bien évidemment pas une preuve en soi. Mais ils ont agi comme un révélateur me permettant de mettre en lien et en sens un faisceau d'indices dans les autres entretiens et de saisir combien la variable générationnelle joue un rôle non négligeable dans l'évolution des rapports avec l'autre parti.

C'est donc au cœur de l'écart entre sources orales et sources transcrites que se loge l'un des intérêts de la réanalyse. Cette dernière permet d'exploiter une partie des sources orales qui n'ont pas été analysées, montrant à nouveau que le potentiel heuristique des matériaux premiers est loin d'être toujours épuisé.

### ***Contextualiser le corpus ou l'enquête?***

La réanalyse que j'ai menée m'a amené à prendre en compte non seulement les sources orales mais aussi leurs conditions de leur production, bref à les contextualiser. Pourtant, à y regarder de plus près, il apparaît que le terme de contextualisation est un

signifiant aussi largement partagé qu'il recouvre des signifiés hétérogènes. Que signifie contextualiser? Et que contextualise-t-on au juste? Un premier pôle, particulièrement développé en histoire, conçoit la contextualisation des données comme visant à éviter les mésinterprétations ou surinterprétations des informations qu'elles contiennent; en cela, on pourrait dire qu'elle constitue une sorte de critique externe étendue. Dans cette perspective, l'unité d'analyse est le corpus<sup>10</sup>. Le pôle opposé est représenté par la socio-histoire des enquêtes. Les recherches menées ainsi par Gilles Laferté ou Paul Pasquali dans le cadre d'histoires d'enquêtes prennent pour unité d'analyse non pas le corpus mais l'enquête (Laferté, 2006; Pasquali, 2012). La contextualisation consiste à inscrire alors l'enquêteur, ses propriétés sociales, son ancrage méthodologique et théorique, son engagement éthico-politique au cœur de l'analyse car c'est l'objet même de la recherche. Ces différentes approches ne contextualisent pas les mêmes entités (le corpus ou l'enquête) et la contextualisation ne vise pas les mêmes objectifs. Entre les deux se dessine tout un continuum de démarches.

Dans cette perspective, le travail de contextualisation que j'ai mené dans le cadre de la réanalyse se trouve dans une position intermédiaire. D'une part, il s'agit comme bon nombre d'historiens de comprendre le contexte de production des données pour éviter des interprétations erronées. D'autre part, il s'agit comme les socio-historiens de l'enquête de s'intéresser non seulement au corpus mais également à l'enquête. La réanalyse que je mène se trouve donc dans une position méthodologique analogue à celle de l'ethnographie telle que définie par Florence Weber. L'ethnographe se rapproche en effet du socio-historien de l'enquête en ce qu'il a, lui aussi, l'enquête pour unité d'analyse<sup>11</sup>. Mais l'étude de l'enquête est un moyen pour lui de mieux comprendre son objet – la population étudiée – par un travail de réflexivité, et non l'objet même de sa recherche<sup>12</sup>. De même, les enquêtes premières ne sont pas l'objet de ma recherche (celle-ci ne prétend pas contribuer à l'histoire des sciences sociales à travers l'étude de deux enquêtes); il s'agit de prendre en compte l'enquêteur, sa relation aux enquêtés en entretien et ce qu'il leur dit dans l'analyse parce que cela me permet de mieux comprendre mon objet : les intellectuels socialistes et communistes. Dans ce cadre, comme les sources orales sont complémentaires des sources écrites, il est impossible de se contenter de l'analyse des publications et des archives du chercheur; il m'a paru indispensable de réaliser plusieurs entretiens avec les chercheurs premiers. J'ai ainsi réalisé à ce stade trois entretiens avec Émeric Bréhier et deux avec Frédérique Matonti afin de retracer la genèse et le déroulement de leur enquête et notamment de comprendre comment ont été préparés et menés les entretiens premiers.

Cette enquête sur l'enquête a ainsi permis d'obtenir des informations significatives. La réanalyse a en particulier permis de saisir les effets sur la recherche de la relation enquêteur-enquêté, et notamment du degré d'interconnaissance et de proximité sociale ou politique entre chercheurs premiers et personnes interrogées. D'abord, l'orientation politique des chercheurs premiers a contribué au choix de l'objet

lui-même. É. Bréhier relie lui-même son orientation politique rocardienne et son choix de travailler sur les revues proches de ce courant :

[...] moi ce qui m'intéressait quand je faisais l'IEP, j'ai toujours été rocardien, idéologiquement, j'ai aussi là une certaine cohérence, y compris dans mon parcours politique [...]. Et du coup quand j'étais à l'IEP de Grenoble, nonobstant le fait qu'il y avait un attachement grenoblois à Michel Rocard et à la deuxième gauche, j'ai voulu travailler sur ces revues qui pour moi avaient incarné le rocardisme, c'est-à-dire *Faire et Intervention*<sup>13</sup>.

À partir de ce choix initial, il a ensuite décidé d'élargir son objet aux revues du principal courant concurrent, le CERES, en DEA, puis à d'autres revues politiques de la gauche non communiste, lors de sa thèse. Le choix de travailler sur *La nouvelle critique* pour F. Matonti est moins lié à une orientation idéologique affirmée qu'à une rencontre. Elle rencontre pour la première fois l'ancien élu et responsable communiste Pierre Juquin en 1988 pour un interview pour le bulletin de l'association SOS-Racisme dans laquelle elle milite<sup>14</sup>. Par la suite, ils continuent à se voir et discuter. F. Matonti avait pour projet à l'origine de travailler sur les intellectuels communistes. Souhaitant resserrer son sujet, et notamment travailler sur un corpus relativement fini, et s'intéressant notamment à la question de l'exit<sup>15</sup>, elle choisit, sur les conseils de Pierre Juquin<sup>16</sup>, de travailler sur *La nouvelle critique*. L'engagement du chercheur premier a des effets ici sur le choix de l'objet de recherche moins en tant qu'opérateur idéologique, comme chez É. Bréhier, que comme investissement dans un milieu de sociabilité militant qui rend la rencontre possible avec un enquêté (effet de réseau).

Ensuite, on a déjà vu l'effet de l'homologie des propriétés sociales entre F. Matonti et les enquêtés – en l'occurrence la possession de certaines ressources scolaires – sur l'accès au terrain. Mais cette homologie sociale a des effets également sur le déroulement même de certains entretiens. L'usage du tutoiement avec certains enquêtés, l'usage de codes discursifs propres aux normaliens (comme le fait de parler de « l'École » pour dire l'École Normale Supérieure), les discussions autour de certains professeurs que l'enquêtrice et les enquêtés ont eu en commun, voire, dans le cas de certains intellectuels, que les enquêtés aient eux-mêmes enseigné dans une ENS, tout cela confirme le partage non seulement de ressources scolaires mais d'un univers de représentations et de pratiques partagées. Propriétés politiques et propriétés sociales se trouvent d'ailleurs parfois difficiles à distinguer tant la socialisation secondaire, et notamment le parcours universitaire, a des effets sur la formation des croyances politiques. Sur ce point, l'exemple le plus intéressant est sans doute la manière dont F. Matonti revient régulièrement (dans cinq entretiens différents) sur le fait qu'elle a été formée intellectuellement au marxisme par la lecture althussérienne de ses professeurs de khâgne. La réanalyse des entretiens donne ainsi accès à des informations qui ne sont

pas toujours disponibles lors des entretiens avec les chercheurs premiers ou dans les publications tirées de l'enquête. La manière dont l'enquêtrice articule sa socialisation normalienne, son appartenance générationnelle, sa trajectoire intellectuelle et ses positions politiques est extrêmement intéressante dans la mesure où cela dépasse son seul cas biographique et nous parle d'une évolution profonde de l'espace intellectuel français. Les chercheurs premiers ne sont pas des scientifiques déconnectés du monde social. Ce sont aussi des acteurs qui partagent avec leurs enquêtés certains traits. Leur évolution nous dit par conséquent quelque chose de plus général sur l'évolution des rapports entre le champ académique et le champ politique, de la politisation et des formes d'engagement des universitaires. Si les sciences humaines font face depuis leur émergence au problème du double statut de leur objet – l'homme, à la fois objet et sujet de connaissance – la sociologie et l'histoire des intellectuels s'y confrontent avec une acuité plus grande encore. Mais ce qui pose toute une série de questions en termes de réflexivité, de méthodologie est aussi ce qui représente une chance du point de vue de la réanalyse : les entretiens nous apprennent ici deux fois, en premier lieu sur les enquêtés, en second lieu sur les chercheurs en tant qu'ils participent de leur objet.

### **Conclusion**

Au terme de cette analyse, on saisit mieux les vertus de la réanalyse que je mène ainsi que ses apports à une histoire sociale des idées politiques (Matonti, 2012; Pudal, 2006). En premier lieu, la réutilisation des entretiens premiers permet de compléter les archives écrites par les sources orales. En élargissant les sources disponibles, elle facilite le travail de critique documentaire et donne accès au vécu des acteurs. À cet égard, la réanalyse permet à mon sens de remplir deux des exigences de l'histoire sociale des idées. D'une part, elle donne accès à des informations essentielles sur le mode de fabrication de la revue permettant ainsi de prendre en compte le poids de la matérialité textuelle et de la dimension sociotechnique dans l'analyse des idées politiques. D'autre part, en permettant le décodage de la langue d'Ésope en milieu socialiste et communiste, elle contribue à dépasser l'opposition entre analyse interne et analyse externe des textes. En second lieu, la réanalyse permet d'étendre le champ des possibles de l'analyse qualitative en donnant un accès – indirect mais réel – à des terrains inaccessibles ou disparus. Sur ce point, elle répond à une autre exigence de l'histoire sociale des idées politiques : la contextualisation historique, au moins sur le moyen terme. Mais les apports de la réanalyse ne s'arrêtent pas là.

La seconde partie a montré que la réanalyse est bien une nouvelle analyse et non la simple réutilisation de matériaux d'autres chercheurs. D'abord, elle interroge le même matériau mais à partir de nouvelles questions de recherche. Si elle peut se confronter au fait que les entretiens n'ont pas été menés à cette fin, l'enquête apporte néanmoins des éléments de connaissance nouveaux. L'analyse des différents rapports des intellectuels communistes à l'obéissance ou des différents types de revues

socialistes par les chercheurs premiers n'empêche pas mon propre travail visant à établir une typologie des différents styles d'intellectualité en milieu partisan ainsi que leur évolution. Ensuite, la réanalyse interroge l'écart entre les données orales originelles et celles effectivement utilisées dans l'analyse première. Elle s'intéresse ainsi aux données collectées mais peu ou pas analysées et réinterroge le passage de l'oral à l'écrit. Enfin, la réanalyse appréhende l'histoire de la collecte des sources orales comme coproduction en étudiant de manière fine et systématique l'effet enquêteur au cœur même des données. Elle contextualise non seulement le corpus de matériaux, mais l'enquête en cherchant à saisir ce que l'implication du chercheur dans les entretiens nous dit de l'objet. La réanalyse contribue ainsi à l'histoire sociale des idées par l'étude de l'écart entre le contexte premier – celui de l'enquête – et le contexte second – celui de la réanalyse. La place du marxisme dans la formation universitaire, la centralité des revues dans le champ intellectuel ou encore l'adhésion massive des universitaires au PCF et, dans une moindre mesure, au PS sont autant de coordonnées du contexte premier qui renseignent sur les mutations du champ intellectuel et des idéologies.

La réanalyse peut, je le crois, apporter beaucoup et l'enquête que je mène me le montre tous les jours. Par ailleurs, j'ai veillé autant que possible à ne pas masquer certaines des difficultés qui lui sont propres. La principale d'entre elles est que les entretiens réanalysés n'ont pas été effectués dans la perspective d'être archivés et réutilisés. Cela pose d'évidents problèmes de conservation du matériau, mais également toute une série de problèmes éthiques trop souvent éludés en France. Tandis qu'en histoire orale, les témoins s'expriment en sachant que leurs propos seront conservés et potentiellement réutilisés, ce n'est bien souvent pas le cas dans l'analyse secondaire (Parry & Mauthner, 2004). Les enquêtés d'É. Bréhier et F. Matonti n'ont pas donné leur autorisation pour une éventuelle réutilisation des entretiens. Ils s'expriment par ailleurs sur des sujets délicats – qu'il s'agisse de données personnelles sensibles (santé, sexualité, etc.), de jugements sur d'autres membres de la revue ou d'éléments sur ce qui s'est passé au sein du parti – où ils ont « révélé » des choses aux chercheurs premiers, dans un rapport de confiance. Doit-on dès lors abandonner toute réanalyse sans consentement préalable des enquêtés à l'occasion de l'enquête première? Je ne crois pas, sauf à passer par perte et profits des milliers de recherches menées par le passé. L'équilibre pratique entre respect du droit des enquêtés et possibilité d'enquête consiste le plus souvent à anonymiser, ce qui est une solution satisfaisante dans le cas des enquêtés « ordinaires » difficiles à identifier<sup>17</sup>. Or, pareille solution ne fonctionne pas pour les enquêtés connus et par conséquent facilement identifiables, qui plus est pour des intellectuels évoluant dans des univers sociaux proches de ceux des chercheurs. Je m'étais engagé auprès des chercheurs premiers, dès le début de la réanalyse, à ne rien publier qu'il leur paraîtrait aller à l'encontre du contrat de confiance implicite entre eux et les enquêtés. Par la suite, il m'est apparu

que si l'analyse des données était possible, la publication d'extraits d'entretiens était problématique<sup>18</sup>. À terme, la seule solution pleinement satisfaisante consistera donc, malgré la difficulté de l'entreprise, à contacter les enquêtés encore vivants ou leurs ayants droit afin d'obtenir leur consentement, partiel ou total, pour l'usage des données. Cette solution présenterait en outre l'avantage de rendre possible une revisite du terrain en effectuant éventuellement des entretiens avec eux.

Ces difficultés ne doivent pas être cachées au nom de la promotion de la réanalyse. Ce d'autant plus qu'à mon sens, elles n'invalident en rien cette méthode, mais permettent au contraire de mieux en localiser le champ de pertinence. Tout d'abord, les difficultés mentionnées sont des limites et non des biais qui invalideraient en soi toute réanalyse. Ai-je appris des choses? Ai-je obtenu des informations inédites ou complémentaires des sources écrites? Assurément. Ai-je réussi à mieux m'immerger sur un terrain disparu et à mieux comprendre l'univers mental des enquêtés? Sans aucun doute. Puis-je en tirer des résultats suffisamment solides? Sur la seule base de la réanalyse des entretiens, non. C'est pourquoi, dans le cas précis de cette enquête, la réanalyse des entretiens n'est à mon sens pas suffisante et doit être complétée par le travail d'archives et la textométrie des revues<sup>19</sup>.

Ensuite, le relevé de ces difficultés permet d'ores et déjà d'établir à titre provisoire quelques critères pour déterminer le potentiel heuristique de la réanalyse : 1) le volume et le degré de conservation du corpus : les entretiens sont-ils suffisamment longs et bien conservés? 2) le degré de directivité et de problématisation de l'entretien : dans quelle mesure l'entretien déborde le cadrage problématique et thématique? 3) le ratio données produites/données analysées : tous les matériaux ont-ils été utilisés dans l'analyse? 4) l'adéquation entre la méthode présidant à la production du matériau premier et la question seconde : si par exemple l'entretien est pensé comme essentiellement informatif et que la problématique seconde vise le vécu des acteurs, le potentiel sera faible. Ces critères n'ont rien de nécessaire : par exemple, le fait que tous les matériaux aient déjà été analysés dans l'enquête première n'empêche pas que le potentiel de la réanalyse soit élevé si le matériau offre des réponses stimulantes à la nouvelle question de recherche. Mais à l'inverse, le fait qu'une partie du matériau n'ait pas été analysé constitue un potentiel pour la réanalyse. Au terme de cet article, on peut donc dire de la réanalyse que si elle est toujours un pari, elle justifie bel et bien qu'on le relève.

## Notes

<sup>1</sup> Le CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste) est un courant du Parti socialiste. Créé en 1966 par Jean-Pierre Chevènement, Alain Gomez, Didier Motchane et Pierre

Guidoni, il a longtemps constitué l'« aile gauche » du PS, face au courant rocardien, jusqu'au départ de J.-P. Chevènement en 1991 qui crée le Mouvement des citoyens (MDC).

<sup>2</sup> La SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) devient officiellement « Parti socialiste » en 1969 mais c'est en 1971, lors du Congrès d'Epinay, que la direction du parti est prise par des responsables politiques extérieurs à l'ancienne SFIO, au premier chef desquels François Mitterrand.

<sup>3</sup> Ces villes ont accueilli dans les années 1960 et 1970 des réunions du Comité central du PCF au cours duquel il a progressivement opéré une modification de sa ligne politique et doctrinale lui permettant de mettre fin à son isolement et de faire de lui parti de gouvernement.

<sup>4</sup> La formulation « le Parti » (avec une majuscule) désigne en langue française de France le PCF, signe de l'importance qu'a prise ce parti dans le champ politique et intellectuel français de la Libération jusque dans les années 1980.

<sup>5</sup> J'ai écarté 23 entretiens pour lesquels cette comparaison était impossible parce qu'il manque l'un des deux éléments à comparer. C'est le cas des 22 entretiens dont les enregistrements ont été conservés mais dont il manquait la transcription. C'est également le cas d'un entretien qui a été transcrit mais dont la cassette a été donnée par l'enquêtrice au fils de l'un des enquêtés décédé depuis.

<sup>6</sup> Sonal est un logiciel *freeware* français (<http://www.sonal-info.com/>), développé par Alex Alber, destiné à faciliter la transcription des entretiens ainsi que leur analyse.

<sup>7</sup> Il s'agit de répétitions de mots, hésitations (« heu », « ha ») relances, phrases coupées, répétitions de questions, etc.

<sup>8</sup> Sonal propose certaines fonctionnalités comme la modification de la vitesse de lecture qui, lorsque le fichier est enregistré en format mp3, modifie également la fréquence des voix des locuteurs. Cela permet ainsi d'entendre certains passages inaudibles à la simple écoute de la cassette.

<sup>9</sup> 37,20 % de la bande (soit 49:19) n'a pas été transcrite sur une durée totale de 2:12:43 tandis que la moyenne générale est de 19,3 %. Ce chiffre est provisoire dans la mesure où la chronométrie n'est pas terminée mais la variation sera sans doute très faible.

<sup>10</sup> Florence Descamps dans Müller, 2006, p. 99.

<sup>11</sup> Florence Weber dans Müller, 2006, p. 100.

<sup>12</sup> Florence Weber dans Müller, 2006, pp. 101-102. La revisite ethnographique se trouve dans une situation différente de l'ethnographie classique, plus proche de l'histoire d'enquête, en deux points : d'une part, elle s'intéresse autant au corpus qu'à l'enquête dans la mesure où le travail sur les carnets de terrain consiste aussi à réinterpréter les données, d'autre part, l'enquête devient l'objet même de la recherche.

<sup>13</sup> Troisième entretien avec Émeric Bréhier, 28 février 2014.

<sup>14</sup> Deuxième entretien avec Frédérique Matonti, 26 août 2014.

<sup>15</sup> Beaucoup de membres de *La Nouvelle Critique* ont en effet fini par quitter le parti.

<sup>16</sup> Celui-ci va jouer un rôle d'informateur central (elle réalise avec lui pas moins de 16 entretiens).

<sup>17</sup> Sauf cas particulier, comme les enquêtes territorialisées dans des zones où le faible nombre d'habitants rend possible leur identification par croisement des propriétés sociodémographiques.

<sup>18</sup> Leur anonymisation s'avère quasi impossible, sauf à amputer et modifier les extraits au point de leur ôter toute pertinence et donc toute valeur interprétative. Rien ne me permettait par conséquent de garantir que les enquêtés cités ne puissent être reconnus. Me sentant dépositaire de la confiance que les enquêtés ont accordée aux chercheurs premiers, j'ai choisi de ne pas publier dans cet article d'extraits des entretiens premiers et préféré opter pour une autre solution : faire un résumé de l'information contenue dans les extraits que j'aurai souhaité publier.

<sup>19</sup> Pour une analyse plus approfondie de ces limites, voir Rioufreyt, sous presse.

## Références

- Bornat, J. (2008). *Crossing boundaries with secondary analysis : Implications for archived oral history data*. Colchester : University of Essex.
- Bréhier, É. (1993). *La deuxième gauche de 1974 à 1981 : Histoire d'une tentative de rénovation idéologique* (Mémoire de fin d'études). Grenoble : Institut d'Études Politiques de Grenoble.
- Bréhier, É. (1994). *La revue politique. Étude de cas à travers Faire et Intervention* (Mémoire de DEA). Paris : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Bréhier, É. (2000). *Les revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986* (Thèse de doctorat inédite). Paris : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Descamps, F. (2001). *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*. Paris : Comité pour l'histoire économique et financière de la France.
- Laferté, G. (2006). Des archives d'enquêtes ethnographiques pour quoi faire? Les conditions d'une revisite. *Genèses*, 2(63), 25-45.
- Lambert, B., & Matonti, F. (2001). Un théâtre de contrebande. Quelques hypothèses sur Vitez et le communisme. *Sociétés & représentations*, 1(11), 379-406.
- Matonti, F. (1996a). *La double illusion. La Nouvelle Critique : Une revue du PCF* (Thèse de doctorat inédite). Paris : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Matonti, F. (1996b). « Ne nous faites pas de cadeaux ». Une enquête sur des intellectuels communistes. *Genèses*, 25(1), 114-127.
- Matonti, F. (2005). *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980)*. Paris : La Découverte.
- Matonti, F. (2007). Le PCF face au théâtre et au cinéma militants. Dans C. Biet, & O. Neveux (Éds), *Une histoire du spectacle militant. Théâtre et cinéma militants 1966-1981* (pp. 113-122). Vic La Gardiole : UPX Nanterre-L'Entretemps Éditions.

- Matonti, F. (2012). Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 5(59-4 bis), 85-104.
- Müller, B. (2006). Archives orales et entretiens ethnographiques. Un débat entre Florence Descamps et Florence Weber, animé par Bertrand Müller. *Genèses*, 1(62), 93-109.
- Parry, O., & Mauthner, N. S. (2004). Whose data are they anyway? Practical, legal and ethical issues in archiving qualitative research data. *Sociology*, 38(1), 139-152.
- Pasquali, P. (2012). Deux sociologues en banlieue. L'enquête sur les grands ensembles de Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire (1966-1970). *Genèses*, 2(87), 113-135.
- Pudal, B. (2006). De l'histoire des idées politiques à l'histoire sociale des idées politiques. Dans A. Cohen, B. Lacroix, & P. Riutort (Éds), *Les formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle* (pp. 185-192). Paris : Presses universitaires de France.
- Rioufreyt, T. (sous presse). L'enquête et sa fin : enquête achevée, matériaux épuisés, réanalyse interminable? *Enquêtes & ancrages. Revue scientifique pluridisciplinaire*, 2.

*Thibaut Rioufreyt est Docteur en science politique et chercheur associé au laboratoire Triangle. Ses recherches portent sur la socio-histoire du Parti socialiste, la sociologie des intellectuels et l'histoire sociale des idées politiques. Il a publié récemment Les socialistes face à la « Troisième voie » britannique (1997-2015). Un cas de circulation transnationale des idées politiques, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble (PUG), collection « Libre cours politique », 2016; ainsi que « Le social-libéralisme, du label politique au concept scientifique », *Raisons politiques. Revue de théorie politique*, 61(1), février 2016, pp. 115-127.*

# Des banques d'enquêtes qualitatives en sciences sociales : panorama Europe États-Unis

Catherine Guaspere, MA

Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), UMI EpiDaPo  
(UCLA/CNRS), Los Angeles, États-Unis

## Résumé

Ce texte présente un ensemble de banques d'enquêtes qualitatives en sciences sociales qui, aux États-Unis et en Europe, archivent des données pour les mettre à disposition de la recherche. Il revient brièvement sur la création de ces différentes banques, souligne certaines de leurs caractéristiques et propose un coup de sonde sur les fonds disponibles.

## Mots clés

ARCHIVAGE D'ENQUÊTES QUALITATIVES, NUMÉRISATION DES DONNÉES, ANALYSE SECONDAIRE

## Introduction

Dans les années 1960, les départements de sciences sociales des universités américaines développent les premiers dispositifs de dépôt et de conservation de données quantitatives générées par les grandes enquêtes statistiques ou les sondages<sup>1</sup>. À partir du milieu des années 1990, mais surtout dans les années 2000, se développent des banques nationales d'enquêtes cette fois-ci qualitatives visant à archiver les données produites par des méthodes qualitatives pour les mettre à disposition de la recherche.

Les premières banques poursuivaient prioritairement deux visées : d'abord la préservation, avant leur perte irrémédiable, de « grandes enquêtes » du passé (celles des « pionniers »). Il s'agissait aussi de susciter de nouvelles analyses sur la base des données archivées et ouvertes aux chercheurs.

Le développement de ces banques s'est appuyé sur un socle d'arguments communs portant sur l'optimisation de données déjà produites, en particulier à l'aide de fonds publics, et sur les gains probables pour les méthodes qualitatives<sup>2</sup>. Réutiliser les données implique en effet de réfléchir à des façons de faire originales susceptibles de renouveler les débats méthodologiques. Ensuite, l'accès à « la boîte noire » de l'analyse qui éclaire les choix méthodologiques du chercheur ne peut qu'enrichir les méthodes qualitatives. Enfin, ces enquêtes archivées offrent une ressource pédagogique

qui permet là encore d'améliorer concrètement les méthodes par la mise en lumière des façons de faire.

Alors que la logique de patrimonialisation semble s'être estompée au fur et à mesure pour quasiment disparaître à l'exception de quelques banques récentes<sup>3</sup>, un nouvel enjeu, porté par les débats de la science politique américaine, est venu renforcer les arguments favorables à la conservation et au partage des données, celui de la transparence scientifique. Il ne s'agit plus simplement de rendre visibles les ressorts d'une analyse en ouvrant les données mais de permettre la vérification des résultats d'une enquête par sa *replication*, le bénéfice attendu étant d'accroître la rigueur scientifique des méthodes qualitatives et des chercheurs.

Dans ce registre, qui est celui de l'administration de la preuve, s'inscrit la promotion de l'*active citation*. Ce procédé, rendu possible par les progrès du numérique, permet d'accompagner une publication des données et ressources sur lesquelles s'appuie l'analyse et qui sont consultables au fil de la lecture par liens hypertextes (Duchesne & Garcia, 2014; Moravcsik, 2010).

Le développement récent de plateformes d'autoarchivage<sup>4</sup> en ligne (*repository*) qui permettent au chercheur de déposer lui-même ses données au cours de sa recherche, s'inscrit aussi dans ce registre de validation scientifique par accès aux données. En organisant la sauvegarde des données et de leur documentation au fur et à mesure de la recherche, ces dispositifs visent une qualité accrue des données en vue d'une éventuelle réutilisation, et génèrent une économie de temps et de moyens qui augmente la capacité d'archivage des banques. Ils évitent ainsi les difficultés qui impliquent d'y revenir plus tard, tant pour le chercheur que pour les équipes en charge du traitement des enquêtes. Ces plateformes facilitent aussi l'application de politiques nationales qui, lorsqu'elles existent, demandent ou exigent des chercheurs le dépôt des données produites à l'aide de financements publics<sup>5</sup>.

Les différentes banques partagent un ensemble de procédés et de « bonnes pratiques » en matière d'archivage et de *data sharing* : procédures de dépôt, d'anonymisation des données, accès aux données à géométrie variable et conditionné aux restrictions décidées par le déposant, enregistrement préalable auprès de la banque pour accéder aux données, accès le plus souvent restreint au seul milieu académique et fréquemment, justification de l'accès par un projet de recherche ou parfois d'enseignement. De même, les banques privilégient l'acquisition de matériaux qui ne présentent pas de frein à l'archivage (comme le respect du copyright, ou la documentation des données) et dont les données, suffisamment complètes et non essorées par une exploitation exhaustive, permettent de nouveaux traitements.

La coopération qui se développe entre les différents centres nationaux d'archives, notamment par le biais de structures d'échanges internationaux, favorise l'émergence et l'adoption de lignes communes quant aux modalités d'archivage et de

mise à disposition des données qualitatives dont la spécificité nécessite un traitement du matériel archivé sensiblement différent de celui opéré pour les données quantitatives ou par les archivistes professionnels.

Ces « bonnes pratiques » ont été élaborées au cours des premières expériences, en particulier dans le sillage des débats qui ont accompagné la banque anglaise Qualidata, pour contrer les difficultés et critiques soulevées par les chercheurs quant aux risques éthiques et scientifiques liés à l'archivage et à la réutilisation de ce type de données<sup>6</sup>. Ainsi, le respect de la confidentialité des données et de la vie privée des enquêtés repose sur un travail délicat d'anonymisation des données ainsi que sur un ensemble de restrictions et de conditions concernant leur accès. À la critique épistémologique associée au risque de décontextualisation des données qui invalide leur réutilisation, répond un dispositif de renseignement et de documentation des données qui vise à les rendre intelligibles et par conséquent utilisables par qui n'a pas fait l'enquête.

La plupart des banques cherchent à encourager l'archivage et l'utilisation de leurs fonds par une politique de valorisation auprès de la communauté scientifique qui passe par la mise en place de formations, de séminaires, la participation à des événements académiques (par exemple sur le thème de l'analyse secondaire) ou encore l'organisation de *workshops*, que relayent parfois des publications. Quelques banques ont lancé des programmes de réexploitation d'enquêtes pour supporter une réflexion méthodologique sur les conditions d'une réutilisation<sup>7</sup>. Cette stratégie offensive de démarchage du milieu académique a là encore été initiée (puis promue) par la banque anglaise Qualidata pour affaiblir la résistance des chercheurs à verser leurs données et les inciter à investir l'analyse secondaire<sup>8</sup>.

On peut aussi évoquer la documentation riche et pédagogique que la plupart des banques mettent à disposition sur leur interface web pour encadrer les démarches des déposants ou des consultants tout en les acculturant aux standards et pratiques partagés en matière d'archivage, de partage et promouvoir la réutilisation des données.

Ce texte présente des banques qui, aux États-Unis et en Europe, archivent pour être réutilisées des données d'enquêtes qualitatives. Certaines existent depuis plusieurs années et ont archivé des données nombreuses et variées; d'autres, plus récentes, sont peu étoffées ou encore, à l'état de projet-pilote, elles expérimentent leurs dispositifs sur quelques enquêtes. Les banques à des stades de développement embryonnaires ou de simple projet seront écartées de cette présentation<sup>9</sup>.

## Amérique

### ***Un centre d'archives précurseur : le Henry A. Murray Research Center (MRA) <sup>10</sup> (1976) (<http://murray.harvard.edu/dataverse>)***

En 1976, alors que les banques d'enquêtes sont exclusivement tournées vers la collecte de données quantitatives, le *Radcliffe Department* de l'Université de Harvard ouvre le *Henry Murray Research Archive*<sup>11</sup>, un centre dédié à l'archivage de matériaux issus d'enquêtes qualitatives. D'horizons disciplinaires variés (psychologie, anthropologie, sociologie, science politique...) et mobilisant pour certaines des méthodes de production de données plurielles<sup>12</sup>, ces enquêtes une fois recueillies et traitées sont mises à disposition de la communauté scientifique pour de nouvelles utilisations (analyse secondaire, étude de suivi ou répliation).

Un trait original du MRA tient à la spécialisation de son fonds. Dès sa création, et sous l'influence de son fondateur, Henry A. Murray, le centre s'oriente vers le recueil et la préservation d'études longitudinales qui portent sur le développement du comportement de l'individu durant sa vie et le changement social, avec une focale sur la vie des femmes. Henry A. Murray, professeur de psychologie clinique à Harvard, considère en effet que la diversité des approches aussi bien méthodologiques que disciplinaires et le déploiement d'enquêtes longues, qui apportent une épaisseur sociale et culturelle aux données recueillies, améliorent la compréhension du comportement humain. Le MRA accueille aux côtés de ces enquêtes longitudinales, des enquêtes « ponctuelles » ainsi que des enquêtes par questionnaires.

Du fait de son caractère pionnier et de son intérêt pour les grandes enquêtes longitudinales qu'ils souhaitent mettre à disposition, le MRA va élaborer des critères de sélection des enquêtes (James & Sørensen, 2000) et développer des pratiques d'anonymisation des données, sur lesquelles ont pu s'appuyer les autres banques pour se développer.

Si le sujet de l'enquête, son caractère qualitatif, ainsi que la variété et la richesse des données sont des critères de sélection, certains archivages du MRA relèvent clairement d'une logique de préservation patrimoniale. Il s'agit d'éviter la disparition d'un matériau qui présente un intérêt pour l'histoire des sciences sociales ou qui permet de renseigner la période où il a été produit.

À partir de 2005, le MRA interrompt sa politique de collecte d'enquêtes pour se concentrer sur le traitement et la numérisation des données déjà recueillies. C'est aussi à cette date qu'il intègre l'*Institute for Quantitative Social Science* (IQSS) de Harvard qui développe des recherches en sciences sociales ainsi que des technologies au confluent des méthodes et de l'information scientifique, dont la plateforme numérique *Dataverse Network* (DVN). Le DVN (Crosas, 2011; King, 2007) est une plateforme web de dépôt d'archives numériques organisée en réseau. Il permet à n'importe quel chercheur de déposer lui-même ses données et leur documentation dans un dépôt

existant (par exemple celui de Harvard) et de les partager. Il peut aussi accéder et réutiliser celles d'autres chercheurs disponibles dans un de ces dépôts. Le DVN assure la permanence des données, la citation des auteurs à l'origine de leur création et prend en charge la promotion des enquêtes à travers son réseau.

Le fonds du MRA propose près de 400 jeux de données. Les matériaux sont assez variés (entretiens, notes d'observation, enregistrements vidéo ou audio, résultats de test psychologique, réponses aux questions fermées mais aussi ouvertes de questionnaires, données quantitatives et leur documentation) et rangés dans différents dépôts thématiques<sup>13</sup>.

Les enquêtes longitudinales archivées portent sur les politiques d'éducation, la famille, le développement psychologique, la santé mentale, la santé, la sexualité, la participation politique ou les politiques sociales. On trouve par exemple les archives d'une étude longitudinale d'ampleur, *Early head start research and evaluation project 1996-2001*, qui a accompagné l'installation d'un programme de scolarisation précoce des enfants de familles en difficulté. On trouve aussi dans son riche catalogue deux enquêtes de Michèle Lamont (*Money, morals, and manners : The culture of the French and the American upper-middle class, 1986-1988* et *The dignity of working men : Morality and the boundaries of race, class and immigration, 1992-1993*) ou encore une enquête de Carol Gilligan (*Abortion decision study, 1975-1976*).

Le fonds du MRA a généré plusieurs études qu'il s'agisse de répliquions, d'analyses secondaires ou d'études de suivi sur lesquelles des publications sont revenues (James & Sørensen, 2000; Phelps, Giele, & Barbosa, 2006). Ces études secondaires ont à leur tour fait l'objet d'un archivage et d'une mise à disposition. Ainsi, l'enquête de suivi de James Connolly *Follow-up of the Kelly longitudinal study, 1979-1981* menée à partir de l'enquête longitudinale d'E. Lowell Kelly (1935-1955) sur les liens entre caractéristiques psychologiques et compatibilité dans le mariage.

Dans ce même mouvement de valorisation de son fonds et de promotion de l'analyse secondaire, le MRA a par ailleurs financé des programmes de réexploitation de ses enquêtes pour engager une réflexion méthodologique sur les façons de l'utiliser et souligner les gains scientifiques de ces nouvelles recherches<sup>14</sup>.

### ***Le Qualitative Data Repository (QDR) (2013) (<https://qdr.syr.edu/>)***

Lancé fin 2013, le *Qualitative Data Repository* (QDR) est un dépôt d'archive dédié à la collecte en ligne, au stockage et au partage de données d'enquête de sciences sociales produites par des méthodes qualitatives ou des multiméthodes. Actuellement en phase pilote, le QDR traite uniquement des enquêtes de science politique mais vise à s'ouvrir aux autres disciplines des sciences sociales. À terme, c'est aussi un ensemble très varié de données qualitatives qui sont susceptibles d'être intégrées dans la banque (tous les types d'entretiens, notes de terrain, enregistrements audio ou vidéo, photographies, correspondance, journaux, etc.)<sup>15</sup>.

La naissance du QDR s'inscrit explicitement dans le mouvement de promotion de la transparence de la recherche<sup>16</sup> par l'accessibilité des données qui traverse la science politique américaine, qualitative comme quantitative<sup>17</sup>. Financé par la *National Science Foundation* (NSF) et hébergé par le *Center for Qualitative and Multi-Method Inquiry* à l'Université de Syracuse, le QDR permet aussi de répondre aux exigences de la NSF qui depuis 2011 requiert pour les travaux financés par des fonds publics le versement des données collectées<sup>18</sup>.

De façon originale, le QDR a élaboré trois registres d'organisation des données proposées (appelés projets) qui correspondent à différents usages : 1) la collection de données désigne un groupe de données cohérentes et articulées logiquement entre elles; 2) la citation active (Moravcski, 2010, 2012, 2014) permet d'associer par hyperlien un propos ou une analyse développés dans une publication à une note explicitant les ressorts et les sources sur lesquelles l'auteur appuie son raisonnement<sup>19</sup> 3) l'amas thématique est un agrégat de matériaux rassemblés au cours de l'enquête, un surplus ni analysé ni organisé, que les chercheurs en quête d'informations sur un sujet peuvent consulter.

L'équipe du QDR a par ailleurs élaboré différentes entrées pour interroger son catalogue de données et en faciliter l'exploration. À côté d'une requête par mot libre, le QDR propose des listes prédéfinies et qui regroupent 1) un ensemble de thèmes (par exemple groupe d'intérêts, démocratie, transition démocratique, etc.); 2) des aires géographiques (Argentine, Brésil, États-Unis...); 3) les auteurs des enquêtes. Un dernier ensemble propose l'accès aux enquêtes pilotes portées par des politistes afin d'expérimenter le fonctionnement de la banque.

La plupart des données que propose le QDR à l'heure actuelle sont issues de ces projets pilotes. On peut par exemple accéder à des chapitres d'ouvrages ou des articles soumis au procédé de la citation active (tel un chapitre de *Leaders at war : How presidents shape military interventions* (2011) d'Elizabeth Saunders). On trouve aussi des matériaux relevant des autres registres, par exemple des données issues d'une recherche de Diana Kapiszewski sur la Cour suprême en Argentine (*The Argentine supreme court in press, 1995-1999*). Mais la banque a récemment intégré les données issues d'autres enquêtes (par exemple une enquête sur la surveillance épidémiologique d'une équipe belge, *Using participatory approaches to assess the acceptability of surveillance systems* et qui propose des *focus groups* et des entretiens).

De nouveaux services, outils mais aussi données, devraient être ouverts à l'automne 2017 aux seuls membres d'institutions affiliés au QDR, c'est-à-dire qui auront acquitté le paiement d'un abonnement annuel<sup>20</sup>. L'accès à certaines données, sans qu'il soit précisé de quelles données il pourrait s'agir, sera donc strictement réservé aux seuls membres institutionnels.

## Europe

### *La Grande-Bretagne et la banque pionnière : Qualidata (1994)* (<https://www.ukdataservice.ac.uk/get-data/key-data/qualitative-and-mixed-methods-data>)

En 1994, la première archive nationale dédiée aux données qualitatives, l'*ESRC Qualitative Data Archival Resource Center*, est lancée en Grande-Bretagne sous l'impulsion et grâce au support financier de l'*Economic and Social Research Council* (ESRC). Il s'agit de la première banque centralisée de données d'enquêtes produites par des méthodes qualitatives et des méthodes mixtes<sup>21</sup>. Diverses disciplines de sciences sociales sont concernées notamment la sociologie, l'anthropologie, la science politique, la psychologie sociale, la géographie.

Dans les années 1960, le *Social Science Research Council* (SSRC)<sup>22</sup> avait déjà reconnu l'intérêt de conserver les données les plus importantes générées par la recherche empirique qu'il finançait en créant une infrastructure sur le modèle des centres de conservation d'enquêtes développés aux USA. L'*ESRC Data Archive*, créé en 1967 à l'Université d'Essex, va ainsi acquérir avec le temps de nombreuses données quantitatives générées notamment par sondages, recensements, ou encore par des documents administratifs.

C'est durant les années 1990 que l'*ESRC* s'inquiète de la préservation du matériel produit par les méthodes qualitatives qui connaissent alors un intérêt renouvelé, et décide de créer en 1994 un nouveau centre, le *Qualitative Data Archival Resource Center* (Qualidata). Ce centre, première expérience du genre en Europe, s'installe dans le département de sociologie de l'Université d'Essex qui héberge déjà la banque d'enquêtes quantitatives. Paul Thomson, un membre du département, spécialiste de l'histoire orale et auteur de l'étude préalable à la création de la banque, en prend la direction, épaulé par Louise Corti.

Qualidata n'a pas été immédiatement institué comme un centre d'archivage en tant que tel (ce qu'il va devenir). C'est à l'origine une unité chargée de repérer des travaux dont les données sont produites par des méthodes qualitatives, de les inventorier, de les documenter pour enfin organiser leur transfert à travers le pays vers un centre d'archives public sûr et approprié, c'est-à-dire apte à les accueillir dans son fonds. Il lui appartient aussi de publiciser l'existence de ces collections, de promouvoir la pratique de l'archivage et du partage des données au sein de la communauté scientifique, et enfin d'encourager la réutilisation de ces matériaux.

Dans une première phase, Qualidata va porter ses efforts sur le sauvetage d'enquêtes de valeur (par leur ampleur, leur intérêt historique, le renom de leur auteur) produites au cours des cinquante dernières années et qui risquent de disparaître à très court terme<sup>23</sup>. Il poursuit dans le même temps l'élaboration de techniques efficaces pour acquérir, cataloguer, stocker de façon pérenne et donner accès aux données. Il

visé par ailleurs à sensibiliser la communauté scientifique sur l'existence de ses collections et la richesse de leur potentiel pour de nouvelles recherches ou comme appui à l'enseignement des méthodes. En 2001, Qualidata rejoint le *UK Data Archive* dont le soutien lui permet d'affronter la charge colossale qu'implique la réalisation de ses objectifs, d'autant plus difficiles à tenir que l'unité subit des restrictions budgétaires et en personnel.

En 2012, le *UK Data Archive* devient le *UK Data Service (UKDS)*. Financé par l'ESRC, il se présente comme un point d'accès unique à un large ensemble de données numériques produites par des enquêtes nationales (comme des sondages ou des recensements de 1871 à 2011), des enquêtes internationales, des enquêtes qualitatives ou multiméthodes, des enquêtes de l'*Office for National Statistics*, et des enquêtes longitudinales. Cette plateforme permet d'explorer l'ensemble des collections, de télécharger les données et documents qui les accompagnent ou de localiser les lieux où ils sont déposés, de prendre appui sur des guides détaillés et autres ressources mises en ligne pour assister les utilisateurs.

Qualidata a acquis un statut d'expert en matière d'archivage et de partage des données grâce aux technologies et procédures adaptées que l'équipe a développées pour surmonter les questionnements des chercheurs et les difficultés rencontrées pour sélectionner les enquêtes, traiter les données brutes, produire les métadonnées qui les accompagnent, rendre ces données repérables sur le Web, accessibles dans le temps et aisément consultables, dans le respect des impératifs légaux du copyright et du respect de la vie privée des participants. L'équipe de Qualidata a déployé une habile stratégie d'échanges et de collaborations à l'échelle nationale et internationale avec la communauté scientifique et archivistique, qui en a fait le leader du domaine. Menée par Louise Corti, Qualidata a notamment insufflé et soutenu la création de nombreuses banques en Europe<sup>24</sup>.

UKDS a développé un dispositif d'autoarchivage, *ReShare*, qui permet aux chercheurs de verser eux-mêmes leurs données sous format numérique (documents textes, matériels audiovisuels, bases de données, traitements statistiques...). *ReShare*, comme toutes les plateformes de dépôt de données, permet de concrétiser les engagements pris dans le dossier de candidature à un financement de recherche de l'ESRC quant à la gestion des données au cours de la recherche et après<sup>25</sup>. Cette gestion des données préalable à l'enquête pousse à structurer et à penser la façon dont les données vont être organisées, stockées, entretenues, conservées en sécurité. Les attentes sont un archivage facilité et des données de meilleure qualité pour la réutilisation.

La banque affiche l'accès à un peu plus de 900 collections de données produites par des méthodes qualitatives ou mixtes. Il s'agit très majoritairement d'entretiens,

mais on trouve aussi quelques notes de terrain, des enregistrements audio ou vidéo, de rares journaux de recherche ou encore pour quelques enquêtes, des photographies<sup>26</sup>.

***L'Allemagne et l'Archive for Life Course Research (ALLF) (2001)***  
(<http://www.bremer-archive.de/?p=48>)

Dans un paysage national où, là aussi, peu d'archives de données issues d'enquêtes qualitatives existent<sup>27</sup>, l'*Archiv für Lebenslaufforschung* (ALLF), lancée en 2001, héberge et met à disposition sous format numérique des entretiens issus d'études longitudinales menées de 1988 à 2001 par le « Centre de recherches sur le cours de la vie » (SFB) de l'Université de Brême. Une part seulement du volume de données produit pendant plus de dix années d'enquête a été rendu à ce jour disponible par l'ALLF (soit 700 entretiens anonymisés et numérisés tirés de quatre études).

Initialement, cette archive numérique était intégrée à la *Graduate School of Social Science* de l'Université de Brême<sup>28</sup>. Elle a été fondée suite aux recommandations du conseil de la recherche allemand, organisation centrale de financement public de la recherche en Allemagne qui, alors que l'enquête longitudinale entrait dans sa dernière phase, a souhaité rendre les données accessibles pour d'éventuelles analyses secondaires. Parmi les enquêtes disponibles, citons *Carrières professionnelles et délinquance* (cinq vagues d'entretiens qualitatifs avec 60 sujets, cinq vagues d'enquêtes quantitatives avec 400 sujets) ou *Rôle des métiers dans la structuration des cours de vie de femmes* (trois vagues d'entretiens avec 52, 37 et 46 sujets et deux études quantitatives avec 486 et 922 sujets).

Fort de cette première expérience, l'ALLF est un des animateurs de la réflexion qui accompagne la création d'un centre d'archivage allemand de données qualitatives pour les sciences sociales. En effet, de 2003 à 2005, l'ALLF réalise conjointement avec le *Central Archive for Empirical Social Research* une étude portant sur l'archivage et l'utilisation secondaire d'entretiens qualitatifs (Medjedovic, 2011; Opitz & Mauer, 2005)<sup>29</sup>. Les auteurs constatent l'absence d'habitude en matière d'utilisation secondaire des données qualitatives à la différence des données quantitatives largement réexploitées depuis 40 ans et l'absence d'un service d'archivage et de mise à disposition des données d'enquêtes qualitatives à l'échelle nationale alors même que leur volume ne cesse d'augmenter. Ils en appellent à la création d'un centre d'archives numériques national pour déposer, préserver, et ouvrir les données d'enquêtes qualitatives, et prioritairement les entretiens qui constituent selon l'étude préalable le type de données majoritairement réutilisées par les chercheurs.

Le développement de ce centre, QualiService, est en cours grâce aux efforts conjugués du laboratoire SOCIUM-*Research Center Inequality and Social Policy* de l'Université de Brême (qui accueille par ailleurs QualiService), la Bibliothèque de l'Université de Brême et le GESIS. Les données (parmi lesquelles celles de l'ALLF)

ne sont pas encore consultables mais son site Internet est accessible et offre l'ensemble des informations relatives à son organisation et son fonctionnement<sup>30</sup>.

***La Finlande et le Finnish Social Science Data Archive (FSD) (2003)***  
(<http://www.fsd.uta.fi/en/>)

En 1999, le *Finnish Social Science Data Archive* (FSD), hébergé à l'Université de Tampere et financé par le Ministère de l'Éducation et de la Culture, lance un programme d'acquisition pour leur mise à disposition des données quantitatives des sciences sociales. Il s'agit alors de redynamiser les recherches quantitatives dans un contexte où la recherche en sciences sociales finlandaise se montre plus favorable aux méthodes qualitatives<sup>31</sup>.

Dans le même temps, l'équipe du FSD réfléchit au développement possible d'un versant qualitatif. Pour favoriser l'archivage, elle décide de sensibiliser les chercheurs à la préservation et à la réutilisation des données qualitatives en amont de la collecte des données. En 2003, le FSD lance l'archivage des données qualitatives mais continue de buter sur les réserves éthiques et méthodologiques des chercheurs, expérience commune à l'ensemble des bases de données qualitatives<sup>32</sup>.

Pour alimenter son catalogue, le FSD bénéficie d'une politique nationale de partage de données qui recommande que les recherches en sciences sociales financées par de l'argent public soient archivées dans le FSD et que par conséquent, les prétendants à un financement public rédigent un plan de gestion de leurs données.

Pour ouvrir l'accès à son catalogue, la plateforme web du FSD offre une version en anglais, et un certain nombre de données ont même fait l'objet d'une traduction vers l'anglais.

En 2011, 115 jeux de données qualitatives étaient disponibles, et un peu moins de la moitié avait fait l'objet d'une demande pour réutilisation (Kuula, 2010/2011). Aujourd'hui, le site en affiche 161. Les sujets des enquêtes sont très variés. On trouve par exemple des travaux sur le genre, la dépression, l'usage du téléphone portable par les enfants, des recherches orientées sur la santé ou encore sur la violence domestique.

***Les Pays-Bas et le Data Archiving and Networked Services (DANS) (2005)***  
(<http://www.dans.knaw.nl/en>)

Le *Data Archiving and Networked Services* (DANS) est fondé en 2005 par la *Royal Academy of Arts and Sciences* (KNAW) et le *Netherlands Organization for Scientific Research* (NWO) pour assurer un accès durable aux données numériques de la recherche. Tourné dès l'origine vers les données produites par les enquêtes quantitatives et les disciplines de sciences humaines et sociales (archéologie, science politique, psychologie, théologie, sociologie...) il s'est ouvert à d'autres disciplines comme les sciences de la vie et la médecine.

DANS a développé au fil du temps trois services pour améliorer l'archivage des données et leur accessibilité : EASY, un système d'autoarchivage des données en ligne, NARCIS, un portail national qui délivre de l'information scientifique sur les publications, les chercheurs, les projets de recherche, les institutions; enfin, en 2014, il assure la gestion du DataverseNL grâce auquel les chercheurs peuvent déposer et enregistrer leurs données au cours de leurs recherches. Son site web propose une documentation dense pour accompagner le consultant ou déposant, et l'éduquer aux standards de l'archivage et du partage des données. À l'instar du FSD, le site web de la banque est accessible en anglais (mais les données n'ont pas fait l'objet de traduction).

DANS propose essentiellement l'accès à un nombre conséquent d'entretiens d'histoire orale (plus de 2000 entretiens archivés). Une part importante du catalogue concerne des témoignages dont la thématique porte sur la période de la Deuxième Guerre mondiale. Par exemple, une série d'entretiens gravite autour de l'histoire d'Anne Franck, d'autres se rapportent à l'histoire de l'Holocauste avec des témoignages de déportés ayant survécu aux camps.

***L'Irlande du Nord et le Northern Ireland Qualitative Archive (NIQA) (2006)***  
(<http://www.ark.ac.uk/>)

En 2000, une équipe pluridisciplinaire de chercheurs en sciences sociales de l'Université Queen's de Belfast et de l'Université de l'Ulster-Irlande du Nord lance l'*Access Research Knowledge* (ARK) à la fois lieu de recherche empirique et base d'archives focalisée sur l'Irlande du Nord. L'ARK souhaite ouvrir à un large public des ressources variées, parmi lesquelles des données d'enquêtes quantitatives mais aussi qualitatives, afin d'enrichir la compréhension des phénomènes sociaux et politiques en Irlande du Nord et potentiellement, d'alimenter les recherches (Schubotz, Melaugh, & McLoughlin, 2011).

En 2006, l'ARK initie deux projets pilotes d'archivage thématique de données exclusivement qualitatives (l'un sur le conflit en Irlande du Nord, l'autre sur le vieillissement) au sein d'un nouveau dispositif, le *Northern Ireland Qualitative Archive* (NIQA)<sup>33</sup>. L'ARK s'ouvre alors à l'archivage des données qualitatives produites par les sciences sociales, son activité s'étant jusque-là centrée sur la collecte de grandes enquêtes quantitatives.

Ainsi, sur le sujet du conflit en Irlande du Nord, le NIQA est un lieu unique de référencement des enquêtes et matériaux qualitatifs (interviews, vidéo, photos...) générés durant les 35 ans de conflit. Son équipe centralise les informations relatives à ces ressources (contenu, disponibilité, format des données, etc.) dans un catalogue. Pour les matériaux considérés comme susceptibles de disparaître, le NIQA travaille à leur archivage (copie ou original) dans Qualidata. Ce référencement dans un lieu unique des ressources produites sur le thème du conflit en Irlande du Nord offre ainsi une vue d'ensemble des travaux disponibles sur la question et permet de les localiser.

En 2011, le catalogue référence des centaines de projets de recherche qualitative (Schubotz, Melaugh, & McLoughlin, 2011). Par exemple, l'enquête *The community conflict impact on children* réalisée par Maria Smyth et Marie-Thérèse Fay de 1969 à 2000 auprès de 98 personnes âgées de 12 à 20 ans et « affectées par le conflit », fait l'objet d'une fiche qui renseigne notamment sur l'objectif, la méthodologie et l'accès à l'enquête qui dépend de la politique mise en place par le dépôt d'archive concerné (ici l'*Institute for Conflict research*).

L'archive sur le vieillissement procède d'une autre méthode. Ce projet-pilote archive des vidéos d'entretiens approfondis et leur transcription, récoltées lors d'une étude de suivi de l'enquête annuelle *Northern Ireland life and time survey* de 2005 (l'ARK archive les enquêtes NILT depuis 1998<sup>34</sup>). Sont archivés dix entretiens approfondis sur les thèmes de l'âge et du vieillissement et réalisés auprès de personnes de plus de 50 ans.

**L'Irlande et l'Irish Qualitative Data Archive (IQDA) (2008)**  
(<https://www.maynoothuniversity.ie/iqda>)

Fondée en 2008 à l'Université de Maynooth sous l'impulsion de la *Higher Education Authority*, l'*Irish Qualitative Data Archive* est une archive nationale pour les données qualitatives en sciences sociales collectées en Irlande ou qui portent sur l'Irlande (Gray & O'Carroll, 2010/2011). L'IQDA vise la préservation sur le long terme et la dissémination de ces données (il s'agit de transcriptions d'entretiens, d'enregistrements audio et d'images).

L'IQDA est un membre fondateur du dépôt national d'archives numériques en ligne DRI (*Digital Repository of Ireland*)<sup>35</sup> officiellement lancé en 2015. Le DRI est un point d'accès centralisé qui met en relation et préserve des données historiques et contemporaines détenues par les institutions irlandaises. Certaines collections de l'IQDA sont rendues accessibles par ce dispositif. C'est aussi une plateforme qui permet aux chercheurs qui le souhaitent de déposer leurs données selon les standards éthiques et légaux, stabilisés à des échelles institutionnelles nationales et internationales<sup>36</sup>.

L'IQDA, comme d'autres banques, organise des journées d'étude et des formations pour promouvoir les standards de l'archivage, le partage des données et l'analyse secondaire. En 2012, des chercheurs de l'IQDA ont par exemple reçu un financement public pour un programme visant à démontrer le potentiel de la réutilisation de données qualitatives archivées et organiser des échanges de connaissances sur cette question<sup>37</sup>. Il a par ailleurs constitué des échantillons de données (transcriptions d'entretiens, enregistrements audio) proposés en appui pédagogique aux enseignants.

L'IQDA ouvre l'accès à une collection de données issues d'enquêtes longitudinales qualitatives, d'enquêtes d'histoire orale ou d'histoire locale (11 au total

dont sept accessibles via le DRI) et de deux archives photographiques. On peut accéder par exemple à l'enquête longitudinale *Growing up in Ireland* qui cherche à décrire, à partir de deux échantillons représentatifs d'enfants irlandais, la façon dont ils se développent dans l'environnement social, économique et culturel actuel. Parmi les trois enquêtes d'histoire orale consultables, on trouve notamment la *Magdalene oral history collection*. Ce travail, dirigé par Katherine O'Donnell (directrice du *Women's Studies Centre at University College Dublin*) et financé par l'*Irish Research Council*, vise à mieux comprendre le fonctionnement des *Magdalene Asylums* grâce aux témoignages de personnes plus ou moins liées à cette institution (91 entretiens dont 80 d'histoire orale faits avec des survivants ayant travaillé et vécu dans ces couvents, des parents, des membres des ordres religieux...). Vingt-deux entretiens sont publiquement accessibles sur le site du DRI, les autres étant réservés à la communauté scientifique (sous réserve d'une autorisation de l'IQDA).

Les deux archives photographiques conservées sont *Ned Cassidy Photos* (30 000 photographies d'Edward Cassidy prises de 1970 à nos jours sur divers aspects de l'environnement urbain) et *NIRSA photos* (plus de 6000 photos de personnes et de lieux d'Irlande du Nord et du Sud).

### **Le projet britannique Timescapes (2010)**

(<http://www.timescapes.leeds.ac.uk/index.html>)

Le projet *Timescapes*, réalisé de 2007 à 2012 avec l'appui d'un financement de l'*ESRC*, est un programme de recherche et de réflexion méthodologique ambitieux visant à promouvoir l'usage de l'enquête longitudinale dans les travaux scientifiques. L'objectif est en effet d'encourager la réalisation de ce type d'enquêtes<sup>38</sup>, mais aussi de développer la réutilisation des données qu'elles produisent, notamment par la pratique de l'analyse secondaire.

Ce projet a été développé à l'Université de Leeds en collaboration étroite avec *UK Data Archive* c'est-à-dire concrètement, l'appui de membres de *Qualidata*. Il s'est ouvert à la consultation en 2010.

Une des originalités de *Timescapes* est d'avoir pensé l'articulation entre différents programmes complémentaires dont la synergie vise à favoriser la réalisation de ses objectifs. Ces différents projets compagnons sont : un réseau d'études empiriques par enquêtes longitudinales (sur la façon dont les relations personnelles et familiales se développent et changent avec le temps) (Holland, 2011), la construction de l'archive de données destinée à recevoir les matériaux générés par ces enquêtes<sup>39</sup>, un programme d'analyses secondaires réalisées sur la base des données mises à disposition<sup>40</sup>, un éventail de formations et d'enseignements pour promouvoir les résultats et réflexions issus de cette dynamique.

À l'heure actuelle, l'archive contient les matériaux issus d'une dizaine d'enquêtes qualitatives longitudinales<sup>41</sup>. À côté de données textuelles (entretiens, *focus groups*, notes d'observation), sont archivés des enregistrements audio ou vidéo ainsi que des images (photographies, images, diagrammes). Ces données s'accompagnent d'une documentation qui renseigne sur la méthodologie, le projet, les participants, etc.

***La France et la Banque d'enquêtes qualitatives en sciences sociales (beQuali) (2013)***  
(<http://www.bequali.fr/fr/propos/>)

En 2013, s'ouvre la banque d'enquêtes qualitatives en sciences sociales beQuali. C'est le premier dispositif français de mise à disposition de la communauté scientifique d'enquêtes de sciences sociales menées à l'aide de méthodes qualitatives<sup>42</sup>. beQuali affiche des objectifs similaires à ceux d'autres banques d'enquêtes qualitatives européennes, à savoir la préservation des données de la recherche, des objectifs pédagogiques et scientifiques.

Cette base de données qualitatives est développée depuis 2010 au sein du CDSP, laboratoire de Sciences Po et membre du réseau Quételet, qui gère aussi l'accès aux données d'enquêtes quantitatives dans le domaine sociopolitique (grandes enquêtes pré et post électorales depuis 1958 ou encore le Baromètre Politique des Français du Cevipof), ainsi que la diffusion des résultats électoraux en France (depuis 1965) (Duchesne & Garcia, 2014).

Si les objectifs poursuivis tout comme les arguments mis en avant pour encourager l'archivage et la mise à disposition des données sont similaires à ceux développés par les autres bases, beQuali se distingue par des dispositifs originaux imaginés pour limiter les risques scientifiques posés par l'ouverture des données d'enquête qualitatives et l'analyse secondaire. En effet, pour éviter les interprétations erronées des matériaux d'enquête que favorise la décontextualisation des données, beQuali a pensé des procédés permettant de rendre intelligibles les données proposées à la réutilisation : d'une part la collecte d'une grande variété de matériaux considérés comme constitutifs de l'enquête et de fait nécessaires pour donner sens aux données produites (dans cette conception élargie de l'enquête sont par exemple tout autant recherchés les documents préliminaires tels les correspondances ou programmes d'enquête que les entretiens, les observations, ou les différents documents d'analyse, ce qui excède les collectes organisées par les autres banques d'enquêtes); d'autre part la réalisation d'une « enquête sur l'enquête » par son équipe qui vise à contextualiser les matériaux par un travail d'analyse approfondi. Un entretien réalisé avec le chercheur original cherche à éclairer le processus de l'enquête et à en restituer la dynamique<sup>43</sup>.

Autre dispositif original, à la différence des autres banques qui offrent à la consultation un catalogue de données rangées dans un dossier d'enquête, beQuali rend

possible, pour chaque enquête, une exploration en ligne des documents proposés et des transcriptions d'entretiens.

Conséquence de ces éléments supplémentaires peut-être (Duchesne & Brugidou, 2016), beQuali n'offre toujours à la consultation six enquêtes de science politique réalisées par entretiens<sup>44</sup> (entretien semi-directif, entretien individuel approfondi, entretien non directif et entretien collectif). Parmi celles-ci : *Quand des Français, des Anglais et des Belges (francophones) parlent d'Europe*, Sophie Duchesne, Elizabeth Frazer, Guillaume Garcia, André-Paul Frogner, Florence Haegel, Virginie Van Ingelgom, 2005-2012; *Les Français et la politique*, Etienne Schweisguth, 1982-1988; *Représentation du champ social, attitudes politiques et changements socio-économiques*, Jean-Marie Donégani, Guy Michelat, Michel Simon, 1977-1981.

On peut noter que la mise à disposition des matériaux de l'enquête *Quand des Français, des Anglais et de Belges (francophones) parlent d'Europe* a accompagné la sortie de l'ouvrage collectif, ouvrant par-là aux lecteurs les documents sur lesquels s'adosent les analyses des auteurs. En donnant les moyens de valider (ou non) les résultats publiés, la mise à disposition de l'enquête répond concrètement ici à un souci de transparence.

## Notes

<sup>1</sup> L'ICPSR (l'*Inter-University Consortium for Political and Social Research*) est fondé en 1962 à l'Université du Michigan à Ann Arbor (<http://www.icpsr.umich.edu/icpsrweb/landing.jsp>). Sur ce modèle, les Britanniques développent à partir de 1966 le SSRC Data Bank (*Social Science Research Council Data Bank*).

<sup>2</sup> Ces arguments ont été initiés par l'équipe de Qualidata, banque pionnière européenne, pour promouvoir et légitimer le partage des données auprès des chercheurs.

<sup>3</sup> Ainsi la banque d'enquête française beQuali affiche un objectif patrimonial de « préservation des données de la recherche ». D'autres banques semblent œuvrer à la construction d'un héritage en raison d'un contexte historique particulier. Ainsi le projet hongrois *Voices of the 20th century* vise à rassembler « l'héritage » de la sociologie développée sous les périodes communiste et postcommuniste et le *Northern Ireland Qualitative Archive* d'Irlande du Nord référence les matériaux qualitatifs produits durant et sur les 35 ans de conflit en Irlande du Nord.

<sup>4</sup> Ainsi le QDR étatsunien, le dispositif *ReShare* de la banque britannique *UKData Service*, le DRI de la banque irlandaise *Irish Qualitative Data Archive* et EASY de la banque néerlandaise *Data Archiving and Networked Services* ou bien encore le *Dataverse Network* développé à l'*Institute for Quantitative Social Science* de Harvard.

<sup>5</sup> Ces politiques existent en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Irlande et en Finlande (qui seul, n'a curieusement pas encore développé de plateforme d'auto archivage). Les candidats à un financement public doivent verser à leur dossier un plan de gestion des données dans lequel

ils décrivent la façon dont ils comptent organiser la gestion de leurs données durant et après leur recherche. Ces politiques nationales permettent aussi d'alimenter le catalogue des banques.

<sup>6</sup> Sur ce débat, voir le texte de Sophie Duchesne dans ce numéro.

<sup>7</sup> On peut citer les travaux du *Murray Research Center*, et le programme britannique *Timescapes*.

<sup>8</sup> La conséquence de cette résistance des chercheurs étant une difficulté à alimenter le fonds d'enquête des banques.

<sup>9</sup> Ainsi le dispositif suisse FORS comprend quelques données qualitatives mais qui sont le plus souvent intégrées dans des ensembles de données quantitatives (qui composent l'essentiel du catalogue). De même pour la banque autrichienne WISDOM (*Wiener Institute for Social Science Data Documentation and Methods*) qui par ailleurs, n'est actuellement plus accessible. Depuis 2009, un projet de dépôt d'archives est développé en Hongrie (*Voices of the 20th Century*) pour ouvrir aux chercheurs des matériaux essentiellement qualitatifs et produits par les sciences sociales au cours des cinquante dernières années. D'autres pays européens ont lancé des études de faisabilité pour réfléchir au développement éventuel de ce type d'infrastructure. Sur ce point voir (Rasmussen (Éd., Numéro spécial) dans *IASSIST Quaterly*, 2010/2011) tiré de la journée d'étude *Qualitative and Qualitative Longitudinal research and resources across Europe* (Université de Brême, 2009).

<sup>10</sup> Ce texte s'appuie notamment sur l'exploration des interfaces Internet des banques de données. Il est donc largement tributaire des informations disponibles sur ces sites. Dans le cas du MRA, j'ai bénéficié de l'entretien réalisé par Camille Hamidi à Harvard avec Sonia Barbosa, responsable de l'acquisition et de l'archivage à l'*Institute for Quantitative Social Science* et en charge du *Dataverse* du MRA.

<sup>11</sup> Au moment de la création du MRA, des centres locaux d'archivage de données d'enquêtes qualitatives existent déjà aux États-Unis notamment au sein des universités américaines ou dans des fonds spéciaux. Le MRA va se démarquer des autres centres par l'élaboration de ses dispositifs (Cribier, 2003).

<sup>12</sup> Telle la *Early Head Start Research and Evaluation Project, 1996-2001*, enquête d'envergure qui mêle entretiens, questionnaires et observation.

<sup>13</sup> *Diversity Datasets: Race, Ethnicity, Sexual Orientation, Religion; Early Head Start Research and Evaluation Project; Economic Theory and Demography; Education, Family, Marriage, and Women; Health; Politics and Government.*

<sup>14</sup> Un numéro de la *Research in Human development* revient sur quatre expériences de réutilisation de données d'enquêtes longitudinales conservées au MRA (Phelps, Griele, & Barbosa (Éd.) dans *Research in Human development*, 2006). Actuellement, il propose chaque printemps un financement pour une thèse qui utiliserait des données archivées au sein du *Dataverse* de Harvard ce qui excède les seules données du MRA.

<sup>15</sup> Voir la liste impressionnante proposée par le QDR. (<https://qdr.syr.edu/deposit/data>)

<sup>16</sup> C'est une des quatre « convictions » affichées par le QDR sur son site Web.

<sup>17</sup> L'*American Political Science Association* (APSA) s'est montrée particulièrement active dans la promotion de ce thème. Outre l'expression des points de vue sur les questions de preuve, de transparence et d'accès aux données (APSA (Éd.) dans *Political Science & Politics*, 2014), l'APSA a favorisé à partir de 2010 le développement du mouvement *Data Access and Research*

*Transparency* (DA-RT) (Carsey, 2014; Lupia & Elman, 2014). Ce mouvement a notamment inspiré les nouvelles règles générales relatives à la transparence de la recherche et l'accès aux données qui en 2012, amendent le guide d'éthique professionnelle de la Science Politique (*Guide to Professional Ethics in Political Science*). Il est aussi à l'origine du *Journal Editors Transparency Statement* (JETS).

<sup>18</sup> Cette condition n'est pas nouvelle (King, 1995). Toutefois, en 2011 la NSF a réaffirmé ce principe et exige désormais des candidats à ses financements un plan de gestion des données. D'où l'importance d'un dépôt d'archive du type QDR où verser ses données. On peut ajouter pour illustrer le renforcement de cette politique nationale que la NIH, autre agence de financement américaine, pose des exigences similaires et qu'en 2013 un mémorandum du Bureau de la politique scientifique et technologique (*Office of Science and Technology Policy*) exige l'accessibilité des données d'enquête récoltées avec des financements fédéraux.

<sup>19</sup> Un projet pilote est par exemple consultable sur le site du QDR (chapitre 7 de l'ouvrage de Jack Snyder *The Ideology of the Offensive: Military Decision Making and the Disasters of 1914*).

<sup>20</sup> Pour être membre affilié, il suffit qu'une seule unité de l'institution (comme une bibliothèque) ait acquitté le paiement de l'abonnement (présenté par ailleurs comme « modique » sur le site du QDR)

<sup>21</sup> En Grande-Bretagne, il existe, comme aux États-Unis, une tradition de conservation locale des données notamment dans les universités. Qualidata est la première archive qualitative à l'échelle nationale (Cribier, 2003, p.2-36). Sur la naissance et l'essor de Qualidata voir (Scot, 2006). Nous nous sommes par ailleurs appuyés sur un ensemble d'articles de Louise Corti (Corti, 2000, 2010, 2011, 2012; Corti & Backhouse, 2000, 2005).

<sup>22</sup> Qui devient l'ESRC en 1983 après qu'un ensemble de critiques aient conduit à sa restructuration.

<sup>23</sup> Ainsi l'enquête de Mildred Blaxter *Mothers and Daughters: Accounts of Health in the Grandmother Generation, 1945-1978*, considérée comme une étude classique de la sociologie (sont archivés 46 retranscriptions d'entretiens, un glossaire de dialecte écossais, ainsi que les extraits d'un entretien avec l'auteur sur son expérience de l'enquête). De même *The Edwardians* (1975) de Paul Thompson, sociologue et historien réputé pour ses travaux d'histoire orale et ses entretiens avec des qualitatifs de renom. Ou encore les travaux de Peter Townsend sur les personnes âgées, *Family Life of Old People* (1955) et *The Last Refuge* (1959).

<sup>24</sup> Louise Corti est par ailleurs membre du comité technique du QDR étatsunien.

<sup>25</sup> Consignés dans le plan de gestion des données.

<sup>26</sup> Par exemple l'enquête de Paul Townsend *Last Refuge 1958-1959*.

<sup>27</sup> Quand elles existent, elles sont hébergées dans des centres locaux, ne sont pas déposées de façon appropriée et ne sont que rarement numérisées. (Witzel & Mauer, 2005)

<sup>28</sup> Devenue depuis la *Bremen International Graduate School of Social Sciences (BiGSSS)*.

<sup>29</sup> Le Conseil de la recherche Allemand (DFG) a financé une étude visant à examiner la faisabilité d'une infrastructure pour l'archivage et la diffusion de données produites par les enquêtes qualitatives (*Archivage et utilisation secondaire des données d'entretiens qualitatifs*, 2003-2005). Elle a été conjointement réalisée par Andreas Witzel, directeur de l'ALLF et

Rainer Mauer du *Central Archive for Empirical Social Research* (GESIS-ZA) de l'Université de Cologne. Le *GESIS* est une infrastructure de recherche importante qui centralise l'archivage des données quantitatives (issues de sondages, d'enquêtes nationales, etc.). Elle a développé une expérience dans le traitement, la documentation, la préservation et la mise à disposition de ce type de données.

<sup>30</sup> <http://www.qualiservice.org/index.php>. Jusqu'à récemment (les dernières mises à jour datent de décembre 2016), le projet semblait ralenti avec peu de mouvements et une annonce d'ouverture des données courant 2014.

<sup>31</sup> Ce point plutôt étonnant est évoqué par Arja Kuula, responsable du développement du FSD. (Kuula, 2010/2011)

<sup>32</sup> Une enquête originale a été imaginée par l'équipe du FSD pour interroger, du point de vue des interviewés, la qualité de la relation nouée avec le chercheur en situation d'entretien. Il en ressort que les enquêtés ont davantage le sentiment de livrer leur témoignage à la recherche scientifique qu'au chercheur en tant que tel. Ce qui peut expliquer qu'une grande majorité des personnes interrogées accepte sans réserve d'ouvrir son témoignage aux chercheurs extérieurs à l'enquête (Kuula, 2010/2011, p.15-16)

<sup>33</sup> Le NIQA évoque sur son site la possibilité que d'autres projets rejoignent ces deux archives thématiques.

<sup>34</sup> Pour accéder aux enquêtes NILT ([www.ark.ac.uk/nilt/datasets/](http://www.ark.ac.uk/nilt/datasets/)).

<sup>35</sup> <http://dri.ie/>

<sup>36</sup> Il se réfère explicitement aux directives éthiques de l'Association Sociologique Irlandaise et à celles de la *British Sociological Association*, au Code déontologique de l'*American Sociological Association* et à la Déclaration de l'Université de Maynooth sur la recherche éthique.

<sup>37</sup> Le site propose en ligne les interventions de membres du programme *Timescapes* et de l'UKDS sur la réutilisation des données qualitatives lors d'une de ses journées d'étude (juin 2012).

<sup>38</sup> Le site Internet dédié au projet Timescapes propose par exemple une présentation synthétique de l'approche par enquête longitudinale qualitative (<http://www.timescapes.leeds.ac.uk/about/what-is-ql-research.html>). Sont aussi mis en ligne des enregistrements (vidéo et audio) de présentations lors de séminaires de méthodes d'enquêtes longitudinales ou encore des documents utilisés au cours de journées d'étude sur ce thème.

<sup>39</sup> Au moment de sa création, peu d'enquêtes longitudinales qualitatives sont disponibles dans la base de données nationale UK Data. *Timescapes* offre ainsi une ressource complémentaire de l'UK Data. Il permet aussi de tester les procédés d'anonymisation sur des données produites par enquêtes qualitatives longitudinales.

<sup>40</sup> Le site Internet propose un ensemble d'analyses, de résultats et de publications liés à la réalisation de ce programme d'analyses secondaires.

<sup>41</sup> Intitulées *Choice & change, Dynamics of motherhood, Following young fathers, Inventing adulthoods, Making of modern motherhoods, Men as fathers, The oldest generation, Pathways through participation, Siblings and Friends, Work & Family lives*.

<sup>42</sup> Dans sa phase d'expérimentation, l'équipe de beQuali s'est centrée sur le traitement d'enquêtes de science politique ayant pour objet le politique au sens large.

<sup>43</sup> Sur les moyens élaborés par beQuali pour parer au risque de décontextualisation des données voir (Duchesne & Garcia, 2014).

<sup>44</sup> Durant sa phase d'élaboration, beQuali concentre son attention sur les enquêtes réalisées par entretiens pour à terme s'ouvrir à d'autres types de données (observations, notes de terrain...).

## Références

- APSA. (Éd.). (2014). Symposium : Openness in political science. *Political Science & Politics*, 47(1), 19-83. Repéré à <https://www.cambridge.org/core/journals/political-science-and-politics>
- Carsey, T. M. (2014). Making DA-RT a reality. *Political Science & Politics*, 47(1), 72-77.
- Corti, L. (2000). Progress and problems of preserving and providing access to qualitative data for social research. The international picture of an emerging culture. *Forum: Qualitative Social Research*, 1(3). Repéré à <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/1019>
- Corti, L. (2010). Améliorer la disponibilité de ressources de données qualitatives : Services et besoins infrastructurels. *Revue internationale des sciences sociales*, 3, 467-484.
- Corti, L. (2011). The European Landscape of qualitative social research archives : Methodological and practical issues. *Forum: Qualitative Social Research*, 12(3). Repéré à <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/1746>
- Corti, L. (2012). Recent developments in archiving social research. *International Journal of Social Research Methodology*, 15(4), 281-290.
- Corti, L., & Backhouse, G. (2000). ESRC Qualitative data archival resource centre (Qualidata). University of Essex, UK. *Forum: Qualitative Social Research*, 1(3). Repéré à <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/1048/2269>
- Corti, L., & Backhouse, G. (2005). Acquiring qualitative data for secondary analysis. *Forum: Qualitative Social Research*, 6(2). Repéré à <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/viewArticle/459/980>
- Cribier, F. (2003). Projet de conservation des données qualitatives des sciences sociales recueillies en France auprès de la « société civile » [Rapport au ministère délégué à la Recherche et aux nouvelles technologies]. Paris : CNRS-EHESS.
- Crosas, M. (2011). The Dataverse Network : An open-source application for sharing, discovering and preserving data. *D-Lib Magazine*, 17(1-2). Repéré à <http://www.dlib.org/dlib/january11/crosas/01crosas.html>

- Duchesne, S., & Brugidou, M. (2016). Bequali, une archive en question : Retour sur une expérience de création de banque d'enquêtes qualitatives. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 11(4), 531-556.
- Duchesne, S., & Garcia, G. (2014). beQuali : Une archive qualitative au service des sciences sociales. Dans M. Cornu, J. Fromageau, & B. Muller (Éds), *Les archives de la recherche. Problèmes et enjeux de la construction du savoir scientifique* (pp. 49-70). Paris : L'Harmattan.
- Gray, J., & O'Carroll, A. (2010/2011), Qualitative research in Ireland : Archiving strategies and development. *IASSIST Quaterly*, 34(3-4) – 35(1-2), 18-22. Repéré à [http://www.iassistdata.org/sites/default/files/iqvol34\\_35.pdf](http://www.iassistdata.org/sites/default/files/iqvol34_35.pdf)
- Holland, J. (2011). Timescapes : Living a qualitative longitudinal Study. *Forum: Qualitative Social Research*, 12(3). Repéré à <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/1729/3231>
- James, J. B., & Sørensen, A. (2000). Archiving longitudinal data for future research : Why qualitative data add to a study's usefulness. *Forum: Qualitative Social Research*, 1(3). Repéré à <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/1040/2249>
- King, G. (1995). Replication, replication. *Political Science & Politics*, 28, 443-499.
- King, G. (2007). An introduction to the Dataverse Network as an infrastructure for data sharing. *Sociological Methods & Research*, 36(2), 173-199;
- Kuula, A. (2010/2011). Methodological and ethical dilemmas of archiving qualitative data. *IASSIST Quaterly*, 34(3-4) – 35(1-2), 12-17. Repéré à [http://www.iassistdata.org/sites/default/files/iqvol34\\_35.pdf](http://www.iassistdata.org/sites/default/files/iqvol34_35.pdf)
- Lupia, A., & Elman, C. (2014). Openness in political science : Data access and research transparency. *Political Science & Politics*, 47(1), 19-42.
- Medjedovic, I. (2011). Secondary analysis of qualitative interview data : Objections and experiences. Results of a German feasibility study. *Forum: Qualitative Social Research*, 12(3). Repéré à <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/1742/3241>
- Moravcsik, A. (2010). Active citation : A precondition for replicable qualitative research. *Political Science & Politics*, 43(1), 29-35.
- Moravski, A. (2012). Active citation and qualitative political science. *Qualitative & Multi-Method Research*, 10(1), 33-37.
- Moravski, A. (2014). Transparency : The revolution in qualitative research. *Political Science & Politics*, 47(1), 48-53.

- Opitz, D., & Mauer, R. (2005). Experiences with secondary use of qualitative data. First results of a survey carried in the context of a feasibility study concerning archiving and secondary use of interview data. *Forum: Qualitative Social Research*, 6(1). Repéré à <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/1742/3241>
- Phelps, E., Giele, J. Z., & Barbosa, S. (2006). Studying diverse lives. *Research in Human Development*, 4, 185-190.
- Phelps, E., Giele, J. Z., & Barbosa, S. (Éd.). (2006). *Research in Human Development*, 4.
- Rasmussen, K. B. (Éd.). (2010/2011). Qualitative and qualitative longitudinal resources in Europe. [Numéro spécial]. *IASSIST Quarterly*, 34(3-4) – 35(1-2). Repéré à [http://www.iassistdata.org/sites/default/files/iqvol34\\_35.pdf](http://www.iassistdata.org/sites/default/files/iqvol34_35.pdf)
- Saunders, E. N. (2011). *Leaders at war : How presidents shape military interventions*. Ithaca, NY : Cornell University Press.
- Schubotz, D., Melaugh, M., & McLoughlin, P. (2011). Archiving qualitative data in the context of a society coming out of conflict : Some lessons from Northern Ireland. *Forum: Qualitative Social Research*, 12(3). Repéré à <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/1751/3255>
- Scot, M. (2006). Les archives britanniques des sciences sociales. Deux études de cas : UK Data Archive et Qualidata. *Genèses*, 2(63), 46-65.
- Witzel, A., & Mauer, R. (2005). Considérations préalables à la création d'un centre d'archives de données qualitatives. Colloque *L'analyse secondaire en recherche qualitative. Utopie ou perspectives nouvelle?* Grenoble. Repéré à <http://reanalyse.hypotheses.org/colloque-analyse-secondaire-2005>

*Catherine Guaspere est ingénieure d'études au CNRS et membre de l'UMI EpiDaPo (UCLA/CNRS). Elle a participé en 2014 au réseau ArchiPolis de collecte et d'archivage numérique des données d'enquêtes qualitatives en sciences sociales au sein de son précédent laboratoire, l'Institut des Sciences Sociales du Politique (ISP).*